

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Les épargnes constituées sous forme d'actifs financiers directs : Evolution en Belgique de 1951 à 1967 — Principales modalités de financement des exportations belges — Chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie statistique — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LES EPARGNES CONSTITUEES SOUS FORME D'ACTIFS FINANCIERS INDIRECTS

Evolution en Belgique de 1951 à 1967

On sait que l'épargne nette de la Nation est composée du revenu non consommé des ménages — épargne des ménages —, des bénéfices non distribués des entreprises — épargne des entreprises —, et de l'excédent des recettes courantes sur les dépenses courantes de l'Etat — épargne de l'Etat. Les affectations que donnent à leurs épargnes les agents économiques susmentionnés, peuvent être rangées en trois catégories :

- a) investissements directs dans l'économie nationale;
- b) constitution d'actifs financiers nationaux;
- c) placements et investissements à l'étranger.

Les épargnes reçoivent la première des trois affectations possibles, lorsque les entreprises affectent leurs bénéfices réservés à des investissements en biens d'équipement ou en stocks, lorsque l'Etat utilise l'excédent de ses recettes courantes sur les dépenses pour le financement de travaux d'infrastructure ou de ses autres

investissements dans le pays, et lorsque les ménages affectent leur revenu non consommé à la construction d'immeubles d'habitation en Belgique.

Les agents économiques en surplus financier, c'est-à-dire ceux dont les épargnes individuelles dépassent les investissements propres dans l'économie nationale, peuvent soit constituer des actifs financiers nationaux, soit faire des placements ou des investissements à l'étranger.

Les actifs financiers nationaux que se constituent les épargnants peuvent être directs ou indirects. Ils sont directs lorsque l'agent économique en surplus financier affecte directement ses épargnes financières au financement d'un agent économique en déficit financier, c'est-à-dire un agent économique dont les dépenses dépassent le revenu courant. C'est ainsi que les ménages se constituent des actifs financiers directs lorsqu'ils souscrivent aux émissions d'obligations de l'Etat ou des entreprises industrielles ou commerciales. Il y a con-

stitution d'actifs financiers indirects lorsque l'opération de financement de l'agent économique en déficit financier est rompue par l'intervention d'un intermédiaire financier : l'intermédiaire financier émet des « titres » d'endettement — notamment des dépôts à vue et à terme, des dépôts d'épargne et des bons de caisse et obligations — qui sont acquis par l'agent économique en surplus et celui-ci se constitue de la sorte des actifs financiers indirects; en contrepartie, l'intermédiaire financier affectera les épargnes financières indirectes des épargnants au financement des agents économiques en déficit financier.

Les placements ou investissements à l'étranger, qui constituent la troisième catégorie des affectations possibles des épargnes, prennent généralement la forme d'achats de valeurs mobilières, d'investissements directs et d'acquisitions d'immeubles.

Dans le présent article, on essaiera, essentiellement à l'aide de graphiques, de montrer l'évolution, de la fin de 1950 à la fin de 1967, des épargnes gérées par divers intermédiaires ou groupes d'intermédiaires financiers. L'observation se limitera donc à l'évolution des actifs financiers indirects, du moins des principales catégories d'actifs financiers indirects, à l'exclusion des actifs financiers directs — créances sur des secteurs non financiers — et des actifs réels. Cette limitation est en partie dictée par les déficiences du matériel statistique relatif à l'évolution des actifs financiers directs et des actifs réels depuis 1951. Mais, elle résulte aussi de la considération que les épargnes gérées par les intermédiaires financiers peuvent constituer en soi un champ d'observation suffisamment large et intéressant. En effet, en Belgique, comme dans tous les pays économiquement développés, les intermédiaires financiers jouent un rôle de plus en plus important dans la collecte des épargnes. Le professeur R. W. Goldsmith, de l'Université de Yale, qui a fait des recherches fort importantes sur les modifications de la structure financière dans un grand nombre de pays (1),

(1) Cf. notamment ses ouvrages :

- *The Share of Financial Intermediaries in National Wealth and National Assets 1900-49*, National Bureau of Economic Research, New York, 1954.
- *Financial Structure and Development as a Subject for International Comparative Study*, National Bureau of Economic Research, New York, 1959.
- *Financial Institutions*, Random House, New York, 1968.

a pu constater qu'aux Etats-Unis par exemple, les actifs financiers indirects représentaient seulement un cinquième des épargnes financières des particuliers pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, la moitié pendant la période précédant la première guerre mondiale et plus de quatre cinquièmes des épargnes financières depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Pour d'autres pays développés, parmi lesquels la Belgique, il a également pu dégager, sur une longue période, une augmentation spectaculaire de la part des épargnes indirectes — créances sur les intermédiaires financiers — dans le total des épargnes financières des particuliers (1) (2). En raison de cette évolution, les épargnes gérées par les intermédiaires financiers sont devenues, dans les pays économiquement développés, les formes dominantes de l'épargne, du moins des épargnes financières des ménages.

En Belgique, l'importance croissante du rôle des intermédiaires financiers peut être attribuée à plusieurs facteurs, qui ne diffèrent sans doute guère de ceux qui ont déterminé une évolution analogue dans les autres pays développés : diversification des instruments de placement offerts au public, augmentation de divers services connexes rendus à la clientèle, multiplication du nombre des intermédiaires financiers et dispersion géographique de leurs points de collecte de fonds, « émission » continue d'instruments de placements — en ce sens qu'à n'importe quel moment le public peut constituer des dépôts à vue, à terme ou dits « d'épargne » (3) ou souscrire à des bons de caisse et obligations, émis au robinet, alors que les émissions d'obligations de l'Etat par exemple (actifs financiers directs) se font de façon discontinue —, avantages fiscaux accordés à certains types d'actifs financiers constitués auprès des intermédiaires financiers.

(1) Cf. la conférence du Professeur R. W. Goldsmith au Congrès organisé à l'occasion du centenaire de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, 17 novembre 1965 : « Changes in the Structure of Personal Saving ».

(2) Le présent article n'a pas pour objet d'illustrer, pour ce qui concerne la Belgique, la thèse du professeur R. W. Goldsmith. La période d'observation choisie, de la fin de 1950 à la fin de 1967, est d'ailleurs trop courte pour se prêter à pareille illustration.

(3) Nous utilisons ici l'expression traditionnelle visant une des formes de constitution des dépôts, à savoir les dépôts en carnets ou livrets; elle est consacrée par l'usage en Belgique et dans beaucoup d'autres pays. Pour simplifier, nous désignerons d'ailleurs plus loin par « dépôts d'épargne » tous les dépôts constitués sous cette même forme auprès de divers intermédiaires financiers, même lorsque des dispositions légales imposent, dans la pratique, des appellations différentes.

Dans les graphiques ci-après, on n'a pas recensé les épargnes gérées par tous les intermédiaires ou groupes d'intermédiaires financiers. Le recensement se limite aux épargnes gérées par :

- la Banque Nationale de Belgique (uniquement engagements sous forme de billets);
- l'Office des Chèques Postaux;
- les banques de dépôts;
- les intermédiaires financiers publics de crédit. Ce groupe comprend les institutions suivantes : la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, le Crédit Communal de Belgique, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et ses associations agréées, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Société Nationale du Logement, la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne, le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses;
- la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite;
- les caisses d'épargne privées.

D'autres groupes d'intermédiaires financiers n'ont pu être pris en considération, soit parce que le matériel statistique disponible n'est pas suffisamment détaillé, soit parce qu'il ne couvre pas toute la période sous revue. Ainsi, dans le cas des fonds de pension, auprès desquels les particuliers accumulent une épargne « imposée » sous forme de réserves mathématiques, le matériel statistique nécessaire n'est pas disponible pour la période 1951 à 1957. Cette lacune n'existe pas pour les compagnies d'assurances. Mais, comme celles-ci gèrent également une épargne sous forme de réserves mathématiques, elles n'ont pas été prises en considération afin d'éviter l'insertion de données partielles sur la constitution de ce type d'actif financier. L'épargne sous forme de réserves mathématiques atteint plusieurs milliards par an, mais on remarquera cependant qu'elle se distingue assez nettement des types d'épargne recensés, tant en ce qui concerne sa liquidité qu'en ce qui concerne les motifs auxquels répond sa formation. Les caisses hypothécaires (autres que des caisses d'épargne privées) et les sociétés de capitalisation ne sont pas recensées non plus; mais les épargnes financières qu'elles gèrent sont très peu importantes. Quant aux sociétés de financement des ventes à tempérament et des prêts per-

sonnels, on ne dispose guère de statistique d'ensemble relative à la structure de leurs ressources et à l'origine de celles-ci. Mais, dans la mesure où ces sociétés se financent auprès d'autres intermédiaires financiers, notamment auprès des banques — ce qui semble être le cas pour une partie non négligeable de leurs ressources —, leur omission ne donne pas lieu à une sous-évaluation des épargnes financières du public.

Après des intermédiaires ou groupes d'intermédiaires financiers énumérés ci-avant, on a inventorié les types d'engagements suivants :

- Billets de la Banque Nationale de Belgique (1).
- Dépôts à vue et à un mois au plus (2).
- Carnets de dépôts et livrets d'épargne (3).
- Obligations et bons de caisse (y compris les dépôts d'épargne à terme dont la durée et le taux correspondent à ceux des émissions au robinet) (4).

(1) Billets en circulation, encaisses des banques et du Crédit Communal de Belgique déduites.

(2) — Avoirs des particuliers (ménages et entreprises) et des comptables extraordinaires de l'Etat à l'Office des Chèques Postaux, avoirs des autres organismes monétaires déduits.

— Dépôts de résidents en francs belges à vue et à un mois au plus (y compris ceux des sociétés financières) dans les banques de dépôts.

— Dépôts en comptes courants dans les caisses d'épargne privées.

— Comptes courants à vue et à un mois au plus et comptes « Subsidés et fonds d'emprunts » au Crédit Communal de Belgique.

— Dépôts à vue et à un mois au plus à la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et dans ses associations agréées, avoirs des banques déduits.

— Dépôts en comptes courants à la Société Nationale du Logement.

— Dépôts en comptes courants à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

(3) — Carnets de dépôts (y compris les « autres dépôts reçus en carnets ou livrets ») dans les banques de dépôts.

— Livrets d'épargne ordinaire des particuliers à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

— Carnets de dépôts au Crédit Communal de Belgique, dépôts à terme sur carnets non compris.

— Dépôts sur livrets à moins de deux ans dans les caisses d'épargne privées.

(4) — Obligations et bons de caisse des banques de dépôts.

— Obligations, bons de caisse, bons et certificats d'épargne des caisses d'épargne privées.

— Obligations et bons de caisse des intermédiaires financiers publics de crédit logés en dehors des intermédiaires financiers recensés.

— Dépôts à terme sur livrets des particuliers à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

— Dépôts sur livrets à deux ans et plus dans les caisses d'épargne privées.

— Dépôts à terme ⁽¹⁾.

— Dépôts en devises de résidents ⁽²⁾.

En principe, on a recensé uniquement les engagements vis-à-vis de résidents, c'est-à-dire des engagements qui constituent des épargnes financières du public belge. Mais certaines imperfections subsistent à cet égard, en ce sens que l'élimination des engagements vis-à-vis de l'étranger n'est pas possible dans tous les cas, notamment dans celui des billets de la Banque Nationale. Dans la mesure du possible, on a également éliminé les engagements d'intermédiaires financiers recensés vis-à-vis d'autres intermédiaires financiers recensés. C'est ainsi que l'augmentation des avoirs des banques, de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, des caisses d'épargne privées et des intermédiaires financiers publics de crédit, en bons de caisse et obligations (émissions publiques, au robinet, et privées) des intermédiaires financiers publics de crédit n'est pas prise en considération. La non-élimination de ces avoirs aurait introduit des doubles emplois dans l'inventaire des épargnes gérées par les intermédiaires financiers recensés.

La répartition des épargnes entre les différents types d'actifs financiers énumérés ci-avant repose essentiellement sur le critère de la liquidité.

Dans cet inventaire des actifs financiers indirects, il est justifié d'inclure les billets de la Banque Nationale, de même que les dépôts à vue et à un mois au plus, c'est-à-dire les encaisses monétaires. Il s'agit bien, en effet, d'une forme d'épargne gérée par les intermédiaires financiers et son rôle dans le financement de l'économie n'est pas essentiellement différent de celui des autres actifs, même si la monnaie exerce des fonctions typiques. Certes, la notion de monnaie est encore souvent opposée à une notion d'épargne, qui présuppose une substitution d'actifs non monétaires à des avoirs monétaires. Mais l'analyse du processus

(1) — Dépôts de résidents en francs belges à plus d'un mois dans les banques de dépôts (y compris ceux des sociétés financières).

— Dépôts en comptes courants à plus d'un mois à la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et dans ses associations agréées, avoirs des banques déduits.

— Dépôts en francs belges à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, avoirs des banques déduits.

— Dépôts en comptes courants à plus d'un mois et dépôts à terme au Crédit Communal de Belgique.

— Dépôts spéciaux d'institutions à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

(2) — Dépôts en devises de résidents dans les banques de dépôts.

de création de billets et d'avoirs scripturaux montre que ces avoirs monétaires font indiscutablement partie des épargnes financières du public. Pareille analyse a été faite, de façon succincte et claire, dans le Rapport au Roi précédant l'arrêté royal n° 56 du 10 novembre 1967 favorisant l'usage de la monnaie scripturale :

« Lorsqu'ils (les organismes monétaires) agissent comme émetteur de monnaie, ces organismes ont pour fonction de substituer leurs propres titres d'endettement à vue, de caractère monétaire, à d'autres titres dépourvus de ce même caractère, que leur cèdent ceux des agents économiques qui sollicitent la création de monnaie à leur profit; ces titres, acquis par les organismes monétaires, peuvent être soit des reconnaissances de dette signées par lesdits agents économiques, soit des créances que ceux-ci détenaient : devises étrangères, effets publics ou de commerce libellés en unité monétaire nationale. Une augmentation nette du stock monétaire qui se produit au cours d'une période s'analyse comme une opération de financement réalisée, au travers des organismes émetteurs, en faveur d'unités économiques en déficit financier — suivant les cas, soit les agents ayant obtenu la création de monnaie à leur profit, soit les débiteurs des titres de créance monétisés — et au moyen d'épargnes accumulées pendant la période considérée, par d'autres unités, en l'occurrence les agents dont les encaisses monétaires se sont accrues. Sans doute ces épargnes nouvelles, détenues sous forme de monnaie, peuvent-elles être induites plutôt que spontanées. Sans doute aussi ces épargnes parfaitement liquides, puisqu'elles sont formées d'actifs servant d'instrument de paiement, ne demeurent-elles qu'à titre précaire dans les actifs de chaque détenteur isolé. Il va de soi qu'à chaque période, une partie de la monnaie existante passe d'encaisses à encaisses, à l'occasion de règlements de transactions. Mais il reste que la masse de monnaie représentée, dans sa globalité, une épargne accumulée au cours de périodes antérieures ou en formation pendant la période en cours et, qu'à tout instant, l'ensemble des porteurs de billets et des détenteurs d'avoirs en comptes à vue financent, par l'intermédiaire de la Banque Nationale, des banques et de l'Office des Chèques Postaux (ce dernier fonctionnant comme une banque dont tous les crédits seraient consentis au Trésor), les agents économiques qui, au même instant, se trouvent être les débiteurs de ces organismes, compte tenu de la composition des actifs de ceux-ci (en ce compris les réserves d'or que l'on peut assimiler à un droit, non exercé, de prélever sur le produit du reste du monde) » ⁽¹⁾.

(1) *Moniteur belge* du 14 novembre 1967, pp. 11748 et 11749.

Dans une première série de graphiques (graphiques 1 à 4), les épargnes indirectes du public — actifs financiers indirects — ont été ventilées suivant les organismes ou groupes d'organismes qui gèrent ces épargnes. Dans la deuxième série de graphiques (graphiques 5 à 7), les épargnes gérées par les intermédiaires financiers sont ventilées suivant la forme des instruments financiers ayant servi à sa formation, et en particulier suivant le degré de leur liquidité.

Parmi ces instruments financiers, les dépôts en carnets ou livrets d'épargne ont pris une très grande importance; c'est pourquoi on a établi une troisième série de graphiques (graphiques 8 à 10), qui se rapporte à la répartition des dépôts d'épargne entre les différents intermédiaires ou groupes d'intermédiaires financiers contractant ce type d'engagement. La quatrième série de graphiques (graphiques 11 à 13) concerne uniquement les banques et, en particulier, l'évolution de leurs ressources réparties en dépôts monétaires, carnets de dépôts et autres dépôts reçus en carnets ou livrets, dépôts à terme, dépôts en devises de résidents et bons de caisse et obligations.

Dans les derniers graphiques (graphiques 14 et 15), les accroissements annuels des épargnes gérées par les intermédiaires financiers recensés et les épargnes financières sont comparés au revenu national.

Le principal objet de cet article est la présentation de ces différents graphiques. Ceux-ci sont assez révélateurs par eux-mêmes pour que nous nous contentions de les commenter brièvement de façon à souligner les traits saillants et les principaux éléments explicatifs des évolutions qu'ils révèlent.

Graphiques 1 et 2.

Les épargnes financières gérées par les intermédiaires financiers recensés sont passées de 231 milliards de francs à la fin de 1950 à 880 milliards à la fin de 1967. Rappelons que ces épargnes financières englobent les créances du public sur les intermédiaires financiers sous forme de billets de la Banque Nationale, de dépôts à vue et à un mois au plus, de dépôts à terme, de dépôts en devises, d'avois en carnets de dépôts ou en livrets d'épargne, de bons de caisse et obligations.

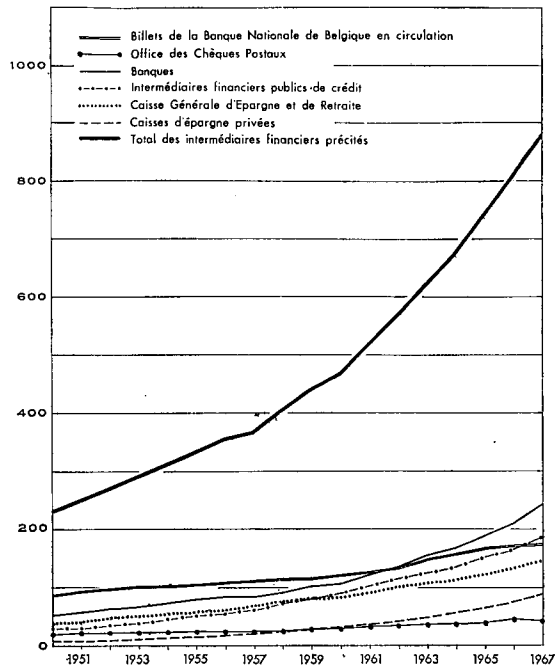
Malgré une tendance certaine à la déspecialisation des intermédiaires financiers en ce qui

Graphique 1.

Evolution des épargnes gérées par divers intermédiaires ou groupes d'intermédiaires financiers (1)

Ventilation par intermédiaire ou groupe d'intermédiaires financiers

Encours à fin d'année en milliards de francs (échelle arithmétique)



(1) Il s'agit des épargnes dont les intermédiaires financiers recensés sont débiteurs sous l'une des formes suivantes : billets, dépôts à vue, dépôts à terme, dépôts d'épargne, bons de caisse et obligations. Ces épargnes n'englobent pas les engagements sous forme de bons de caisse et obligations, que des intermédiaires financiers recensés ont contractés envers d'autres intermédiaires financiers recensés. Elles ne comprennent pas non plus les engagements sous forme de dépôts : — des banques envers les non-résidents; — des intermédiaires financiers recensés envers les banques.

concerne les instruments utilisés pour collecter les fonds du public, il reste que les divers intermédiaires ou groupes d'intermédiaires financiers énumérés ci-avant se différencient encore le plus souvent par la nature du type de placement « principal » qu'ils offrent au public. Or, les préférences du public pour tel ou tel type de placement subissent des changements, déterminés par des éléments conjoncturels et structurels. Ce sont sans doute ces changements dans les attitudes du public épargnant qui ont déterminé, en bonne partie, la croissance inégale des différents intermédiaires ou groupes d'intermédiaires sur le marché financier. On y reviendra ci-après.

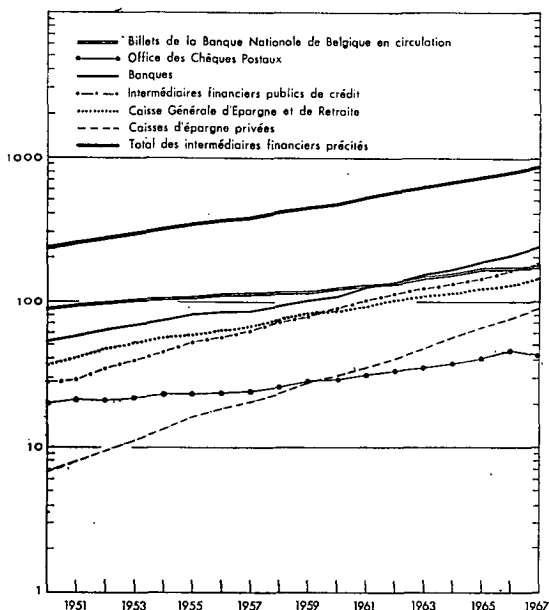
De 1951 à 1967, les billets de la Banque Nationale en circulation sont passés de 87 à 173 milliards, les épargnes financières gérées par l'Office des Chèques Postaux, de 20 à 43 milliards, par les banques de dépôts, de 52 à 243 milliards, par les intermédiaires financiers

Graphique 2.

**Evolution des épargnes
gérées par divers intermédiaires
ou groupes d'intermédiaires financiers (1)**

Ventilation par intermédiaire
ou groupe d'intermédiaires financiers

Encours-à fin d'année en milliards de francs
(échelle semi-logarithmique)



(1) Il s'agit des épargnes dont les intermédiaires financiers recensés sont débiteurs sous l'une des formes suivantes : billets, dépôts à vue, dépôts à terme, dépôts d'épargne, bons de caisse et obligations. Ces épargnes n'englobent pas les engagements sous forme de bons de caisse et obligations, que des intermédiaires financiers recensés ont contractés envers d'autres intermédiaires financiers recensés. Elles ne comprennent pas non plus les engagements sous forme de dépôts : — des banques envers les non-résidents; — des intermédiaires financiers recensés envers les banques.
Note : Le graphique semi-logarithmique est défini par une échelle arithmétique en abscisse et par une échelle logarithmique en ordonnée. Il permet de comparer directement les taux de variation des différentes variables observées.

publics de crédit, de 27 à 186 milliards, par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, de 37 à 145 milliards, et par les caisses d'épargne privées, de 7 à 89 milliards.

L'accroissement annuel moyen des épargnes gérées par les intermédiaires ou groupes d'intermédiaires financiers a atteint les montants suivants :

	Période	Période
	1951 à 1967	1963 à 1967
	(milliards de francs)	
Billets de la Banque Nationale de Belgique	5,1	7,5
Office des Chèques Postaux	1,3	1,8
Banques de dépôts	11,2	21,4
Intermédiaires financiers publics de crédit	9,4	14,2
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	6,4	8,7
Caisses d'épargne privées	4,8	9,6
Total ...	38,2	63,2

Pendant les cinq dernières années (1963 à 1967), tous les intermédiaires ou groupes d'intermédiaires financiers ont pu « collecter », en moyenne par an, plus de fonds qu'au cours de l'ensemble de la période de dix-sept ans. Ce phénomène s'explique avant tout par la croissance progressive du produit national brut.

Graphique 3.

Ce sont de loin les caisses d'épargne privées qui, pendant la période sous revue, ont connu la croissance la plus rapide. A la fin de 1967, les épargnes gérées par ces organismes étaient 13,3 fois plus élevées qu'à la fin de 1950, alors que, pendant la même période, les épargnes gérées par l'ensemble des intermédiaires financiers n'avaient que quadruplé.

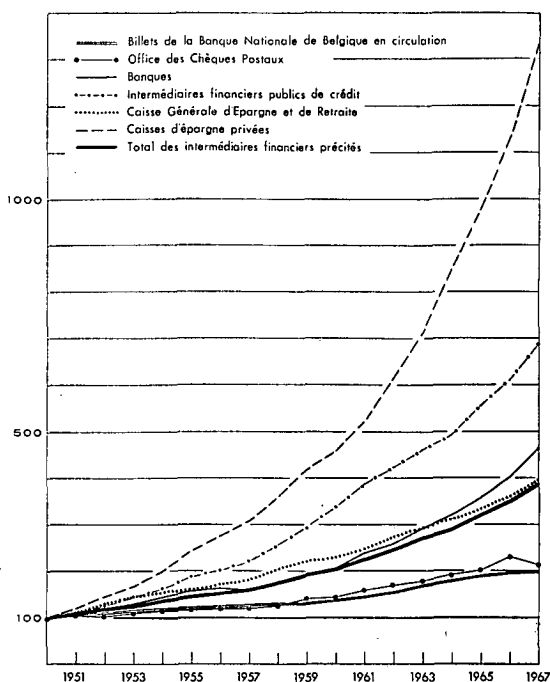
Le rythme d'accroissement assez exceptionnel des ressources confiées aux caisses d'épargne privées s'explique tout d'abord par le fait que ces organismes partaient d'un niveau très

Graphique 3.

**Evolution des épargnes
gérées par divers intermédiaires
ou groupes d'intermédiaires financiers (1)**

Ventilation par intermédiaire
ou groupe d'intermédiaires financiers

Indices des encours à fin d'année, 1950 = 100



(1) Il s'agit des épargnes dont les intermédiaires financiers recensés sont débiteurs sous l'une des formes suivantes : billets, dépôts à vue, dépôts à terme, dépôts d'épargne, bons de caisse et obligations. Ces épargnes n'englobent pas les engagements sous forme de bons de caisse et obligations, que des intermédiaires financiers recensés ont contractés envers d'autres intermédiaires financiers recensés. Elles ne comprennent pas non plus les engagements sous forme de dépôts : — des banques envers les non-résidents; — des intermédiaires financiers recensés envers les banques.

bas — elles géraient à peine 6,7 milliards des épargnes financières à la fin de 1950. Le nombre des caisses d'épargne privées est passé de 27 à 39 de la fin de 1950 à la fin de 1967 et leurs agences se sont multipliées. Ces caisses ont déployé des efforts importants en vue d'attirer les épargnes du public, notamment en diversifiant leurs instruments de collecte de fonds — dépôts d'épargne ordinaire, dépôts d'épargne à terme, bons de caisse et obligations. Et elles ont pu bénéficier des réactions du public, tout d'abord à l'instauration, en septembre 1961, d'un précompte de contrôle de 10 p.c. sur les revenus de valeurs mobilières et puis, à la réforme fiscale de la fin de 1962, qui a donné lieu au prélèvement d'un précompte mobilier de 15 p.c. sur ces mêmes revenus et au relèvement du précompte de contrôle de 10 p.c. à 15 p.c. (1); les épargnants ont manifesté, du moins pendant un certain temps, une certaine préférence pour des placements non assujettis à un précompte de contrôle (1) et ils ont eu tendance à fractionner leurs dépôts d'épargne, c'est-à-dire à répartir ceux-ci entre différents organismes, de façon à bénéficier, et de manière abusive, des exemptions de précompte mobilier à la base. De la fin de 1961 à la fin de 1967, le taux d'accroissement annuel des épargnes gérées par les caisses d'épargne privées a atteint 17,1 p.c.,

contre 16,2 p.c. de la fin de 1950 à la fin de 1961.

Après les caisses d'épargne privées, ce sont les intermédiaires financiers publics de crédit qui ont connu le taux d'expansion le plus rapide; à la fin de 1967, les épargnes financières gérées par ces organismes étaient près de sept fois plus élevées qu'à la fin de 1950. En appréciant ce rythme d'accroissement, on ne peut pas perdre de vue que l'expansion concerne surtout des bons de caisse et des obligations émis au robinet, c'est-à-dire des instruments financiers qui se trouvent souvent en compétition avec les titres émis par l'Etat et par d'autres organismes publics. On notera, au surplus, que certains intermédiaires financiers publics de crédit tendent à adapter leur collecte de fonds à leurs besoins. Ceci signifie qu'ils ont tendance à moins stimuler la collecte de fonds lorsque celle-ci tend à dépasser les paiements à effectuer sur leurs engagements vis-à-vis de la clientèle qui sollicite leurs crédits. Vu le coût des ressources qu'ils collectent, les intermédiaires financiers publics de crédit n'ont pas la certitude de trouver en toutes circonstances des placements rentables pour les fonds qui leur sont confiés.

On remarque que le rythme d'accroissement des épargnes gérées par les intermédiaires financiers publics de crédit s'est quelque peu infléchi au cours des dernières années; de la fin de 1950 à la fin de 1962, il a atteint 12,8 p.c. par an, contre 10,1 p.c. par an au cours de la période 1963 à 1967. Ce ralentissement a sans doute quelque rapport avec la réforme fiscale qui a donné lieu à des retenues fiscales sur les intérêts des titres émis par les intermédiaires financiers publics de crédit.

A la fin de 1967, les épargnes gérées par les banques de dépôts étaient 4,6 fois plus élevées qu'à la fin de 1950. Leur taux de croissance a donc été nettement inférieur à celui des épargnes gérées par les caisses d'épargne privées et les intermédiaires financiers publics de crédit. On ne perdra pas de vue cependant qu'en chiffres absolus, les banques de dépôts ont collecté la masse d'épargnes financières la plus importante : 190 milliards de la fin de 1950 à la fin de 1967. Le taux de croissance des épargnes gérées par les banques s'est d'ailleurs accéléré au cours des dernières années : 12,3 p.c. par an au cours de la période 1963 à 1967, contre 8,3 p.c. par an au cours de la

**Evolution des épargnes
gérées par divers intermédiaires
ou groupes d'intermédiaires financiers**
Taux d'accroissement annuels moyens

	Période	Période
	1951 à 1962	1963 à 1967
	(pour cent)	
Caisses d'épargne privées .	16,3	16,6
Intermédiaires financiers publics de crédit	12,8	10,1
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	8,8	7,4
Banques de dépôts	8,3	12,3
Office des Chèques Postaux	4,4	4,9
Billets de la Banque Natio- nale de Belgique	3,7	5,0
Ensemble des intermédiaire- res financiers précités ...	7,7	9,3

(1) La loi du 15 juillet 1966 modifiant le Code des impôts sur les revenus a changé le régime d'imposition des revenus de valeurs mobilières. Depuis le 1^{er} janvier 1967, le précompte mobilier de 15 p.c. et le complément de précompte mobilier, également de 15 p.c., sont remplacés par un précompte mobilier unique de 20 p.c.

période 1951 à 1962. Les banques de dépôts ont diversifié la gamme d'instruments financiers qu'elles offrent au public. Surtout leurs engagements en « carnets de dépôts » ont pris un développement très important : leur encours était de 59,2 milliards à la fin de 1967, contre 6,8 milliards à la fin de 1950. Leurs engagements sous forme de bons de caisse, qui étaient pratiquement inexistantes à la fin de 1950, se chiffraient à 13,5 milliards à la fin de 1967. Toutefois, depuis 1962, les banques semblent avoir moins stimulé leurs émissions au robinet, car l'encours de leurs bons de caisse en circulation ne s'est plus fortement développé depuis lors.

Il importe de souligner que les chiffres relatifs aux épargnes gérées par les banques de dépôts ne donnent pas une vue complète de l'augmentation des ressources de celles-ci. Ces données omettent les engagements des banques vis-à-vis de l'étranger, étant donné que ceux-ci ne font pas partie des épargnes financières des résidents belges. Ils négligent donc l'internationalisation croissante de l'activité bancaire, notamment en rapport avec le développement du marché des euro-devises. A la fin de 1967, les engagements en francs belges et en devises des banques de dépôts vis-à-vis de l'étranger se chiffraient à 119 milliards, alors qu'ils n'atteignaient que 7,7 milliards à la fin de 1950.

Le taux de croissance des épargnes gérées par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite au cours de la période 1951 à 1967 correspond à peu près à celui qui a été enregistré pour l'ensemble des intermédiaires financiers considérés. Il a atteint 8,8 p.c. par an de 1951 à 1962 et 7,4 p.c. par an pendant la période 1963 à 1967. Pour l'ensemble de la période, les épargnes gérées par cette institution ont pratiquement quadruplé. Tout en ayant connu un taux d'expansion nettement moins élevé que les caisses d'épargne privées, elle a pu collecter, de la fin de 1950 à la fin de 1967, des épargnes financières nettement plus importantes : 109 milliards, contre 32 milliards pour l'ensemble des caisses d'épargne privées. Depuis 1964 cependant, les accroissements annuels des épargnes gérées par ces dernières tendent à dépasser ceux qui sont enregistrés par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Jusqu'à récemment, les caisses d'épargne privées pouvaient offrir au public

épargnant un éventail plus large d'instruments financiers. Cette inégalité semble avoir disparu ou devrait du moins être atténuée depuis que la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite accepte des dépôts d'épargne à terme et émet des bons d'épargne. La Caisse Générale d'Epargne et de Retraite peut également avoir été handicapée vis-à-vis des caisses d'épargne privées par le fait que le public a cherché, ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer, à étendre abusivement le bénéfice qu'il retire des exemptions fiscales de précompte mobilier sur les intérêts des dépôts d'épargne, en répartissant ceux-ci entre différents organismes.

Les épargnes gérées par l'Office des Chèques Postaux n'ont que doublé de la fin de 1950 à la fin de 1967. Cet organisme n'offre qu'un seul type d'actif financier au public, à savoir des dépôts à vue, pour lesquels il subit au surplus une concurrence de la part des banques. Les dépôts monétaires de ces dernières ont triplé pendant la même période.

Quant aux billets de la Banque Nationale, qui servent avant tout au règlement de transactions et dans une mesure non quantifiable à des fins de thésaurisation, leur évolution semble devoir être assez étroitement liée à celle du produit national brut. Celui-ci a été 2,8 fois plus élevé en 1967 qu'en 1951, alors que les billets de la Banque Nationale en circulation n'ont que doublé pendant la même période. Cette divergence est attribuable, du moins en partie, à l'accroissement progressif de l'importance relative de la monnaie scripturale dans le total du stock monétaire : elle représentait 48,6 p.c. du stock monétaire total à la fin de 1967, contre 40,9 p.c. à la fin de 1950. La divergence susmentionnée pourrait également s'expliquer par une diminution de la propension à thésauriser en billets.

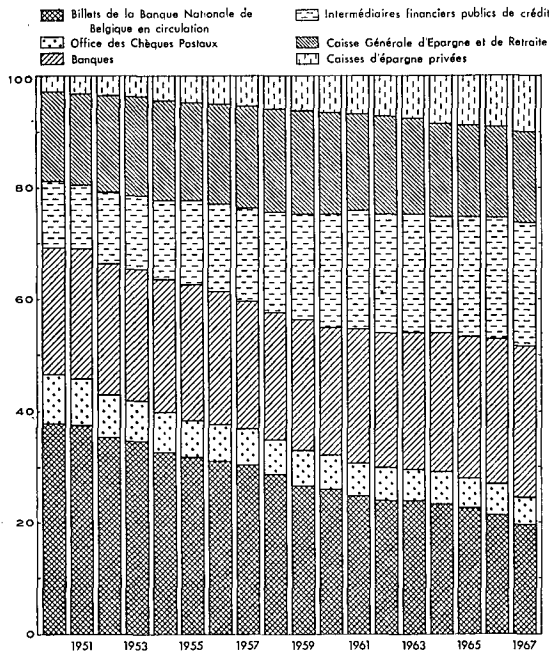
Graphique 4.

Par suite de l'inégalité du rythme d'accroissement des épargnes auprès des différents intermédiaires ou groupes d'intermédiaires financiers, leur part dans le total des épargnes recensées s'est modifiée au cours de la période sous revue : pour les caisses d'épargne privées, les intermédiaires financiers publics de crédit et les banques de dépôts, elle a augmenté, pour la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, elle n'a pratiquement pas varié,

Graphique 4.

**Evolution des épargnes
gérées par divers intermédiaires
ou groupes d'intermédiaires financiers (1)**

Part, en pourcentage,
de l'encours à fin d'année de chaque intermédiaire
ou groupe d'intermédiaires financiers,
dans le total recensé



(1) Il s'agit des épargnes dont les intermédiaires financiers recensés sont débiteurs sous l'une des formes suivantes : billets, dépôts à vue, dépôts à terme, dépôts d'épargne, bons de caisse et obligations. Ces épargnes n'englobent pas les engagements sous forme de bons de caisse et obligations, que des intermédiaires financiers recensés ont contractés envers d'autres intermédiaires financiers recensés. Elles ne comprennent pas non plus les engagements sous forme de dépôts : — des banques envers les non-résidents; — des intermédiaires financiers recensés envers les banques.

pour l'Office des Chèques Postaux, elle a diminué de même que les billets de la Banque Nationale. Ceci ressort clairement du tableau ci-après :

**Part de chaque intermédiaire
ou groupe d'intermédiaires financiers
dans l'encours total des épargnes recensées**

	Fin 1950	Fin 1963	Fin 1967
	(pour cent)		
Caisses d'épargne privées .	2,9	7,7	10,2
Intermédiaires financiers publics de crédit	11,7	20,2	21,1
Banques de dépôts	22,8	24,9	27,6
Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	16,0	17,5	16,5
Office des Chèques Postaux	8,7	5,8	4,9
Billets de la Banque Nationale de Belgique	37,9	23,9	19,7
Total ...	100,0	100,0	100,0

Les tendances générales pour l'ensemble de la période 1951 à 1967 valent également pour la période 1964 à 1967, sauf pour ce qui concerne la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite dont la part dans le total des épargnes s'est rétrécie de la fin de 1963 à la fin 1967. Le tableau illustre également l'accélération, au cours de la période 1964 à 1967, du rythme d'accroissement des épargnes gérées par les banques de dépôts et la décélération du rythme d'accroissement des épargnes gérées par les intermédiaires financiers publics de crédit.

Graphiques 5 et 6.

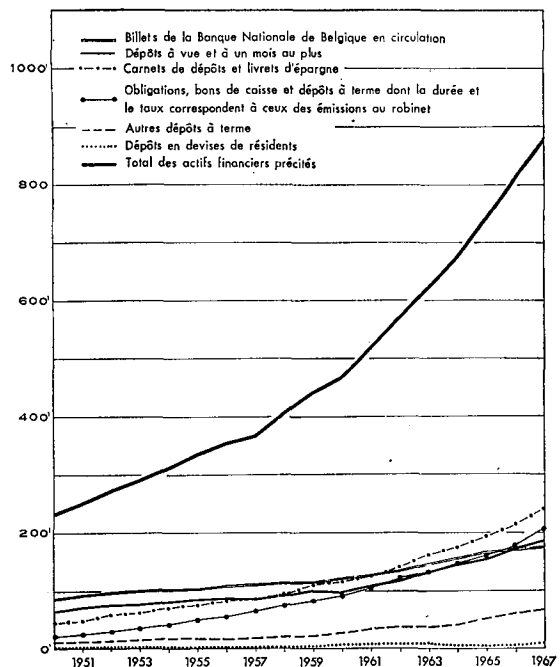
Comme la plupart des intermédiaires ou groupes d'intermédiaires financiers recensés recourent à plusieurs instruments financiers pour collecter les épargnes du public, l'examen de l'évolution de la masse des épargnes gérées

Graphique 5.

**Evolution des épargnes
gérées par divers intermédiaires
ou groupes d'intermédiaires financiers (1)**

Ventilation par catégorie d'actifs financiers

Encours à fin d'année en milliards de francs
(échelle arithmétique)



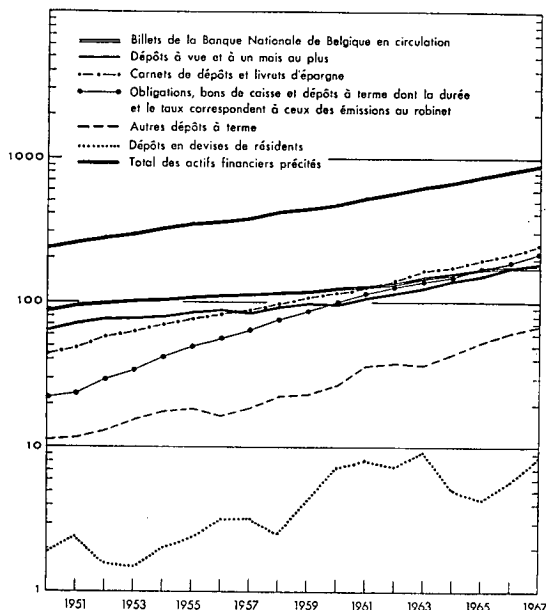
(1) Il s'agit des épargnes dont sont débiteurs les intermédiaires financiers suivants : Banque Nationale de Belgique, Office des Chèques Postaux, banques, intermédiaires financiers publics de crédit, Caisse Générale d'Épargne et de Retraite et caisses d'épargne privées. Ces épargnes n'englobent pas les engagements sous forme de bons de caisse et obligations, que des intermédiaires financiers recensés ont contractés envers d'autres intermédiaires financiers recensés. Elles ne comprennent pas non plus les engagements sous forme de dépôts : — des banques envers les non-résidents; — des intermédiaires financiers recensés envers les banques.

Graphique 6.

**Evolution des épargnes
gérées par divers intermédiaires
ou groupes d'intermédiaires financiers (1)**

Ventilation par catégorie d'actifs financiers

Encours à fin d'année en milliards de francs
(échelle semi-logarithmique)



(1) Il s'agit des épargnes dont sont débiteurs les intermédiaires financiers suivants : Banque Nationale de Belgique, Office des Cheques Postaux, banques, intermédiaires financiers publics de crédit, Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et caisses d'épargne privées. Ces épargnes n'englobent pas les engagements sous forme de bons de caisse et obligations, que des intermédiaires financiers recensés ont contractés envers d'autres intermédiaires financiers recensés. Elles ne comprennent pas non plus les engagements sous forme de dépôts : — des banques envers les non-résidents; — des intermédiaires financiers recensés envers les banques.

par chacun d'eux ne permet pas nécessairement de se faire une idée précise de l'évolution de l'attitude du public vis-à-vis de chacun des instruments de placement ou d'épargne. C'est pourquoi, dans les graphiques 5 et 6, la masse des épargnes gérées par les intermédiaires financiers recensés a été ventilée suivant la forme des instruments financiers utilisés pour collecter ces épargnes.

En chiffres absolus, c'est l'épargne financière sous forme de dépôts d'épargne qui a connu l'accroissement le plus important : 198 milliards pendant la période 1951 à 1967, dont 100 milliards pendant la période 1963 à 1967. Mais l'accroissement de l'épargne recensée sous forme de bons de caisse et obligations (1) n'a pas été beaucoup moindre : 184 milliards pendant la période 1951 à 1967,

(1) Y compris les dépôts d'épargne à terme auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et des dépôts à deux ans et plus auprès des caisses d'épargne privées.

dont 84 milliards pendant la période 1963 à 1967.

L'accroissement des autres types d'actifs financiers pendant la période 1951 à 1967 a été moins spectaculaire : 120 milliards pour les dépôts à vue et à un mois au plus, 86 milliards pour les billets de la Banque Nationale, 55 milliards pour les dépôts à terme et 6,5 milliards pour les dépôts en devises de résidents.

L'augmentation annuelle moyenne des différentes formes d'épargne, gérées par les intermédiaires financiers recensés, a atteint les montants suivants :

	Période 1951 à 1967	Période 1963 à 1967
	(milliards de francs)	
Billets de la Banque Nationale de Belgique	5,1	7,5
Dépôts à vue et à un mois au plus	7,0	13,0
Carnets de dépôts et livrets d'épargne	11,6	20,0
Bons de caisse et obligations	10,8	16,7
Autres dépôts à terme	3,3	5,8
Dépôts en devises de résidents	0,4	0,2
Total ...	38,2	63,2

Ce tableau confirme que ce sont les dépôts d'épargne et les bons de caisse et obligations, qui ont eu la préférence du public épargnant.

Pour l'ensemble de la période 1951 à 1967 et pendant la période 1963 à 1967, l'accroissement global des épargnes gérées par les intermédiaires financiers recensés s'est réparti comme suit entre les différentes formes d'actifs financiers :

**Part de chaque instrument financier
dans l'accroissement global des épargnes gérées
par les intermédiaires financiers recensés**

	Période 1951 à 1967	Période 1963 à 1967
	(pour cent)	
Billets de la Banque Nationale de Belgique	13,3	11,9
Dépôts à vue et à un mois au plus	18,4	20,5
Carnets de dépôts et livrets d'épargne	30,4	31,6
Bons de caisse et obligations	28,4	26,5
Autres dépôts à terme	8,5	9,2
Dépôts en devises de résidents	1,0	0,3
Total ...	100,0	100,0

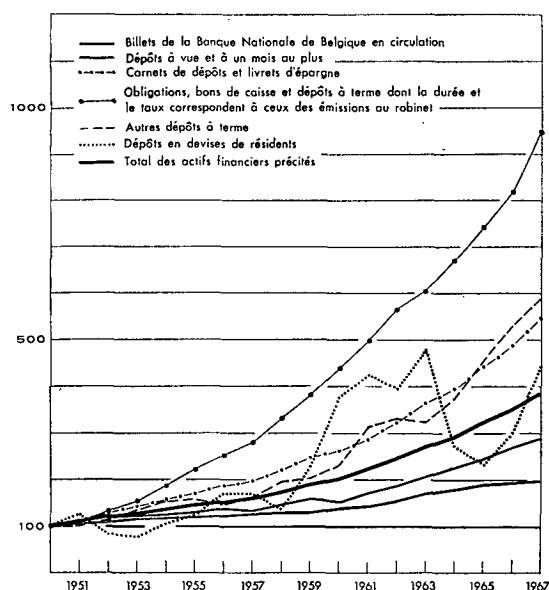
Graphique 7.

La progression, en chiffres absolus, des différentes formes d'épargne gérées par les intermédiaires financiers, ne traduit guère leur taux d'expansion. En partant de la fin de l'année 1950 comme année de base, ce sont de loin les bons de caisse et obligations (1) qui ont connu le rythme d'expansion le plus rapide; de la fin de 1950 à la fin de 1967, ils ont presque décuplé. Cette évolution est étroite-

Graphique 7.

Evolution des épargnes gérées par divers intermédiaires ou groupes d'intermédiaires financiers (1)

Ventilation par catégorie d'actifs financiers
Indices des encours à fin d'année, 1950 = 100



(1) Il s'agit des épargnes dont sont débiteurs les intermédiaires financiers suivants : Banque Nationale de Belgique, Office des Chèques Postaux, banques, intermédiaires financiers publics de crédit, Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et caisses d'épargne privées. Ces épargnes n'englobent pas les engagements sous forme de bons de caisse et obligations, que des intermédiaires financiers recensés ont contractés envers d'autres intermédiaires financiers recensés. Elles ne comprennent pas non plus les engagements sous forme de dépôts : — des banques envers les non-résidents; — des intermédiaires financiers recensés envers les banques.

ment liée à l'importance croissante des intermédiaires financiers publics de crédit sur le marché financier belge; l'encours total des bons de caisse et obligations émis par ces organismes — abstraction faite de ceux qui sont souscrits par les intermédiaires ou groupes d'intermédiaires financiers recensés dans ce

(1) Y compris les dépôts d'épargne à terme auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et les dépôts à deux ans et plus gérés par les caisses d'épargne privées.

travail — est passé de 19,3 milliards à la fin de 1950 à 145,5 milliards à la fin de 1967. Cette évolution semble également traduire un intérêt croissant, de la part des épargnants, pour une épargne à rendement plus élevé et donc une certaine atténuation de leur préférence pour la liquidité.

Evolution des différentes catégories d'épargnes gérées par les intermédiaires financiers recensés

Taux d'accroissement annuels moyens

	Période	Période
	1951 à 1962	1963 à 1967
	(pour cent)	
Billets de la Banque Nationale de Belgique	3,7	5,0
Dépôts à vue et à un mois au plus	5,3	9,1
Carnets de dépôts et livrets d'épargne	10,2	11,2
Bons de caisse et obligations	15,5	11,0
Autres dépôts à terme	10,5	12,1
Dépôts en devises de résidents	12,0	2,6
Ensemble des catégories d'épargnes précitées	7,7	9,3

La masse totale des dépôts d'épargne était à la fin de 1967 5,5 fois plus importante qu'à la fin de 1950. On a vu qu'en chiffres absolus, ce sont les dépôts d'épargne qui ont connu, pendant la période sous revue, l'accroissement le plus important. Cette forme d'épargne a bénéficié de l'élargissement de la couche des épargnants, de son degré élevé de liquidité et d'avantages fiscaux résultant de la réforme fiscale.

De la fin de 1950 à la fin de 1967, le taux d'expansion des dépôts à terme a été quelque peu supérieur à celui des dépôts d'épargne. Mais, alors que les dépôts d'épargne, de même que les bons de caisse et obligations, ont connu une progression assez régulière pendant toute la période sous revue, les dépôts à terme ont évolué d'une façon plus irrégulière; c'est à partir de 1964, à la suite sans doute des conventions relatives à la rémunération des dépôts dépassant un certain montant (gros dépôts), que leur rythme d'accroissement a dépassé celui des dépôts d'épargne. On remarquera cependant qu'à la fin de 1967, les dépôts à terme gérés par les intermédiaires financiers n'atteignaient que 66,6 milliards, alors que le chiffre correspondant pour les dépôts d'épargne s'élevait à 242 milliards.

L'évolution des dépôts en devises de résidents a été nettement plus irrégulière encore que celle des dépôts à terme. Cette catégorie d'épargne financière, qui est entièrement logée dans les banques de dépôts, est peu importante dans l'ensemble : l'encours total se chiffrait à 8,4 milliards à la fin de 1967.

Les dépôts à vue et à un mois au plus, c'est-à-dire la monnaie scripturale, ont presque triplé de la fin de 1950 à la fin de 1967, alors que, pendant la même période, les billets de la Banque Nationale ont seulement doublé. Au total, le rythme d'expansion de ces deux composantes du stock monétaire a été très voisin de celui qu'a connu le produit national brut au cours de la même période.

Par suite de l'inégalité du rythme d'accroissement des différentes formes d'épargne, gérées par les intermédiaires financiers recensés, la part de chaque forme d'épargne dans l'encours total des épargnes gérées par ceux-ci s'est modifiée au cours de la période sous revue. La part des épargnes sous forme de dépôts en carnets ou livrets d'épargne, d'obligations et bons de caisse et de dépôts à terme a augmenté et celle sous forme de billets de la Banque Nationale et de dépôts à vue et à un mois au plus a diminué. L'épargne sous forme de dépôts en devises est restée à un niveau très bas.

Part de chaque instrument financier dans l'encours total des épargnes recensées

	Fin 1950	Fin 1963	Fin 1967
	(pour cent)		
Billets de la Banque Nationale de Belgique	37,9	23,9	19,7
Dépôts à vue et à un mois au plus	27,8	21,3	20,9
Carnets de dépôts et livrets d'épargne	19,2	26,1	27,5
Bons de caisse et obligations	9,4	21,2	23,4
Autres dépôts à terme	4,9	6,0	7,5
Dépôts en devises de résidents	0,8	1,5	1,0
Total ...	100,0	100,0	100,0

Les tendances générales pour l'ensemble de la période 1951 à 1967 se vérifient également pour la période 1964 à 1967. Elles indiquent une atténuation de la préférence du public pour la liquidité, du moins pour des liquidités primaires (billets et dépôts à vue et à un mois

au plus) et un intérêt accru pour des placements à rendement plus élevé.

Graphiques 8 et 9.

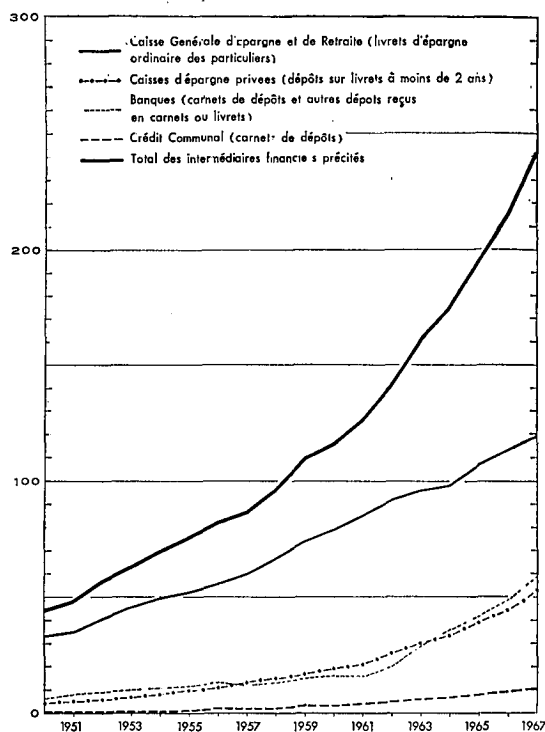
Aux trois dates ci-après, la masse totale des dépôts en carnets ou livrets d'épargne (1) se répartissait comme suit entre les différentes catégories d'organismes dépositaires :

	Fin 1950	Fin 1963	Fin 1967	Fin 1950	Fin 1963	Fin 1967
	(milliards de francs)			(pour cent)		
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite ...	32,8	95,9	119,2	74,2	59,4	49,3
Caisses d'épargne privées	4,2	29,7	53,1	9,5	18,4	21,9
Banques de dépôts	6,8	29,3	59,2	15,4	18,2	24,5
Crédit Communal de Belgique ...	0,4	6,4	10,5	0,9	4,0	4,3
Total ...	44,2	161,3	242,0	100,0	100,0	100,0

Graphique 8.

Dépôts d'épargne auprès de divers intermédiaires ou groupes d'intermédiaires financiers

Encours à fin d'année en milliards de francs (échelle arithmétique)



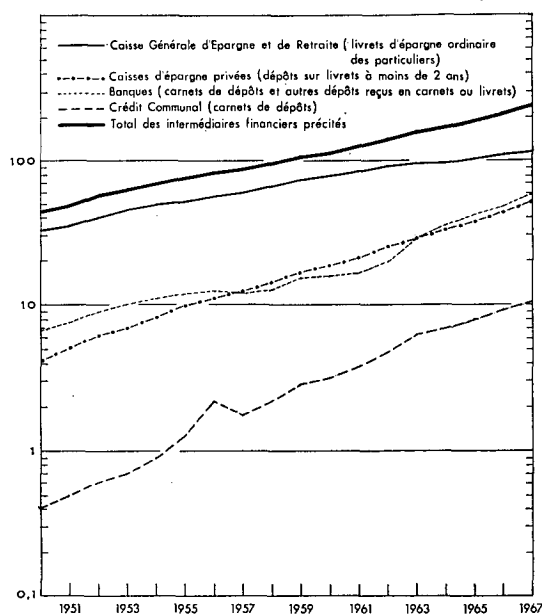
(1) A l'exclusion des dépôts d'épargne à terme auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et des dépôts d'épargne à deux ans et plus auprès des caisses d'épargne privées.

Au cours de la période de dix-sept ans, l'augmentation annuelle moyenne de l'encours des dépôts d'épargne a été de 5,1 milliards auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, de 2,9 milliards auprès des caisses d'épargne privées, de 3,1 milliards auprès des banques de dépôts et de 0,6 milliard auprès du Crédit Communal de Belgique. Pendant les

Graphique 9.

Dépôts d'épargne auprès de divers intermédiaires ou groupes d'intermédiaires financiers

Encours à fin d'année en milliards de francs
(échelle semi-logarithmique)



cinq dernières années de cette période, c'est-à-dire de la fin de 1962 à la fin de 1967, elle a été de 5,5 milliards auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, de 5,5 milliards auprès des caisses d'épargne privées et de 7,9 milliards auprès des banques de dépôts et de 1,1 milliard auprès du Crédit Communal de Belgique.

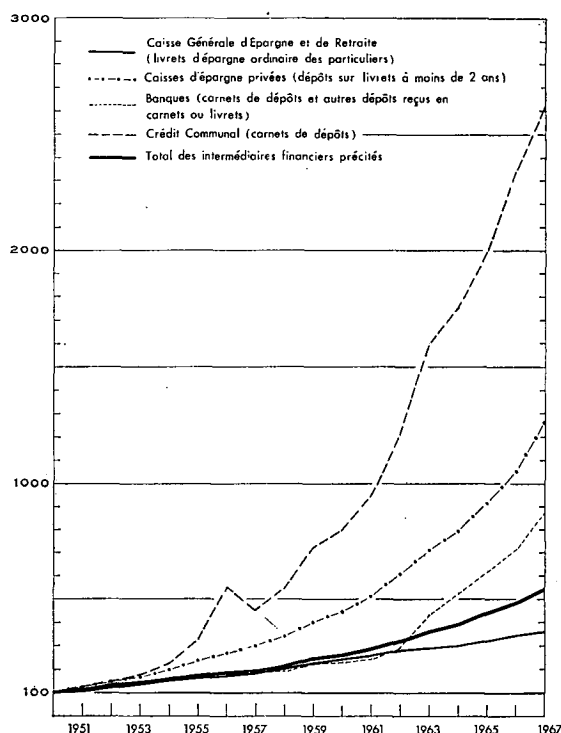
Graphique 10.

Le rythme d'expansion des dépôts d'épargne a été le plus rapide auprès du Crédit Communal de Belgique, mais ceci n'est pas très significatif, étant donné qu'à la fin de 1950, cet organisme partait pratiquement de zéro en ce qui concerne la collecte de dépôts d'épargne. Le grand écart entre le rythme d'accroissement des dépôts d'épargne auprès des caisses d'épar-

Graphique 10.

Dépôts d'épargne auprès de divers intermédiaires ou groupes d'intermédiaires financiers

Indices des encours à fin d'année, 1950 = 100



gne privées et des banques de dépôts, d'une part, et celui des dépôts d'épargne auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, d'autre part, s'explique également en grande partie par la grande différence entre les niveaux de départ à la fin de 1950.

Depuis la fin de 1962, le rythme d'expansion des dépôts d'épargne auprès des banques de dépôts s'est fortement accéléré et a dépassé

Evolution des dépôts d'épargne gérés par les différents intermédiaires financiers détenteurs

Taux d'accroissement annuels moyens

	Période 1951 à 1962	Période 1963 à 1967
	(pour cent)	
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	9,0	5,4
Caisses d'épargne privées ...	16,3	15,7
Banques de dépôts	9,4	24,3
Crédit Communal de Belgique	23,3	16,5
Ensemble des intermédiaires financiers précités ...	10,2	11,2

celui qui a été enregistré par les caisses d'épargne privées; jusque-là, il était pratiquement égal à celui des dépôts d'épargne auprès de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. Cette accélération reflète sans doute les efforts déployés par les banques en vue d'assurer le financement du développement de leurs crédits à moyen et à long terme avec des ressources plus stables. Elle peut également être en partie imputable au fractionnement des dépôts d'épargne, auquel le public a procédé par suite de la réforme fiscale — on l'a déjà fait remarquer ci-avant — et dont les banques, tout comme les caisses d'épargne privées, ont sans doute pu tirer profit.

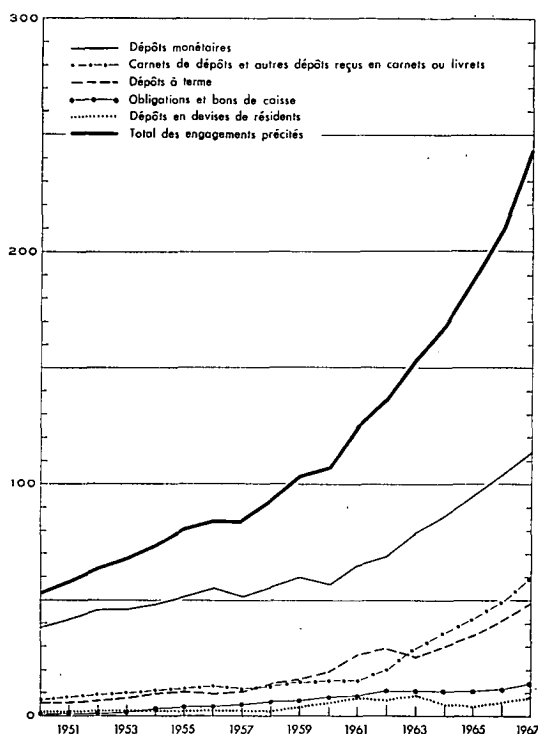
Graphiques 11 et 12.

Les engagements des banques de dépôts sous forme de dépôts monétaires, de liquidités quasi monétaires et de bons de caisse et obligations, sont passés de 52,5 milliards à la fin de 1950 à 154 milliards à la fin de 1963 et à 242,9 milliards à la fin de 1967.

Graphique 11.

**Engagements des banques
sous forme de dépôts monétaires,
liquidités quasi monétaires
et bons de caisse et obligations**

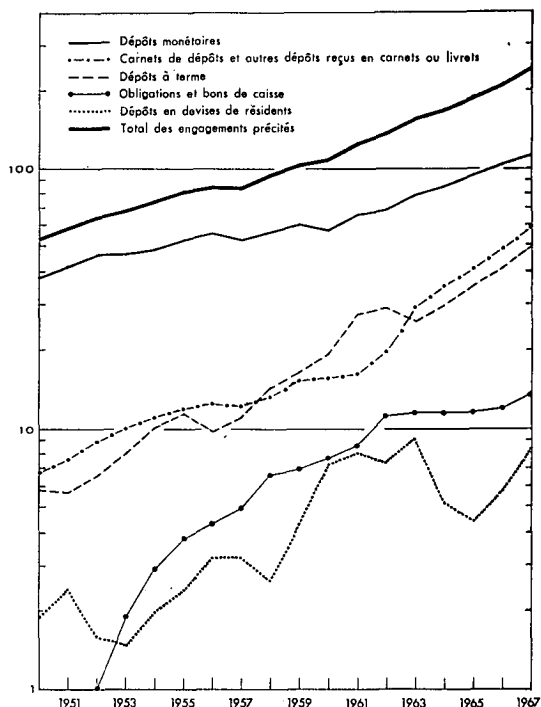
*Encours à fin d'année en milliards de francs
(échelle arithmétique)*



Graphique 12.

**Engagements des banques
sous forme de dépôts monétaires,
liquidités quasi monétaires
et bons de caisse et obligations**

*Encours à fin d'année en milliards de francs
(échelle semi-logarithmique)*



Aux mêmes dates, la masse totale de ces engagements se répartissait comme suit entre les différentes catégories de ressources :

	Fin 1950	Fin 1963	Fin 1967	Fin 1950	Fin 1963	Fin 1967
	(milliards de francs)			(pour cent)		
Dépôts à vue et à un mois au plus	37,6	78,5	113,1	71,6	51,0	46,6
Carnets de dépôts et autres dépôts reçus en carnets ou livrets	6,8	29,2	59,2	13,0	19,0	24,4
Dépôts à terme .	5,9	25,8	48,7	11,2	16,7	20,0
Bons de caisse et obligations ...	0,3	11,4	13,5	0,6	7,4	5,5
Dépôts en devises de résidents ...	1,9	9,1	8,4	3,6	5,9	3,5
Total ...	52,5	154,0	242,9	100,0	100,0	100,0

Ce tableau montre, de manière frappante, l'importance de plus en plus grande que prennent les engagements non monétaires parmi les ressources des banques; leurs fonctions d'organisateur du mécanisme des paiements perdent, pour elles, de leur importance relative.

Au cours de la période de dix-sept ans et au cours de la période 1963 à 1967, l'augmentation annuelle moyenne de l'encours des différentes catégories d'épargnes gérées par les banques de dépôts a été la suivante :

	Période 1951 à 1967	Période 1963 à 1967
	(milliards de francs)	
Dépôts à vue et à un mois au plus	4,4	8,8
Carnets de dépôts et autres dépôts reçus en carnets ou livrets	3,1	7,9
Dépôts à terme	2,5	4,0
Bons de caisse et obligations	0,8	0,5
Dépôts en devises de résidents	0,4	0,2
Total ...	11,2	21,4

Graphique 13.

Pour l'ensemble de la période, le rythme d'expansion des épargnes gérées par les banques de dépôts a été de loin le plus prononcé pour les bons de caisse; à la fin de 1950, les banques n'avaient pratiquement pas d'engagements sous cette forme. Il y a eu cependant une interruption de la collecte de bons de caisse pendant la période 1963 à 1965; sans doute parce que les banques disposaient de suffisamment de ressources moins coûteuses. On a vu que, malgré leur progression rapide, les bons de caisse et obligations n'occupent encore qu'une place relativement peu importante parmi les ressources bancaires.

Les dépôts en carnets, qui, à la fin de 1967, dépassaient presque neuf fois leur niveau

Evolution des différentes catégories d'épargnes gérées par les banques de dépôts

Taux d'accroissement annuels moyens

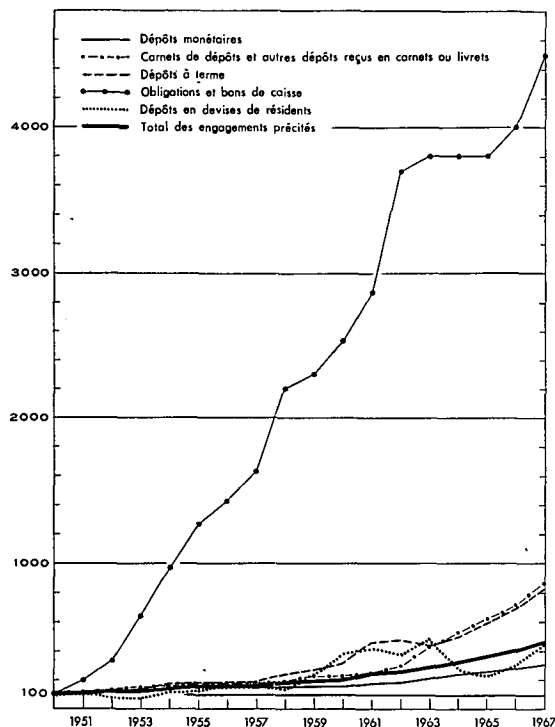
	Période 1951 à 1962	Période 1963 à 1967
	(pour cent)	
Dépôts à vue et à un mois au plus	5,2	10,3
Carnets de dépôts et autres dépôts reçus en carnets ou livrets	9,4	24,3
Dépôts à terme	14,0	11,2
Bons de caisse et obligations	37,0	4,0
Dépôts en devises de résidents	12,0	2,6
Ensemble des catégories d'épargnes précitées	8,3	12,3

de la fin de 1950, ont surtout augmenté à partir de la fin de 1961. Cette évolution reflète sans doute, ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer, les incidences de la réforme fiscale de même

Graphique 13.

Engagements des banques sous forme de dépôts monétaires, liquidités quasi monétaires et bons de caisse et obligations

Indices des encours à fin d'année, 1950 = 100



que la politique de collecte de fonds des banques; en face de l'expansion de leurs crédits à moyen et à long terme, celles-ci ont cherché à accroître leurs ressources plus stables.

Pour l'ensemble de la période sous revue, le rythme d'expansion des dépôts à terme a presque égalé celui des dépôts d'épargne. De la fin de 1957 à la fin de 1961, il l'a même dépassé. Ceci s'explique par le relèvement des taux d'intérêt bonifiés aux dépôts à terme au cours de cette période. De novembre 1957 à la fin de 1961, les taux des dépôts à préavis et à terme dans les banques ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la Banque Nationale. Depuis le début de 1962; leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Ban-

que Nationale et l'Association Belge des Banques. L'arrêt de l'expansion des dépôts à terme de la fin de 1961 à la fin de 1963 est sans doute imputable à la réforme fiscale, qui a donné lieu au prélèvement de précompte (s) sur les revenus des dépôts à terme. Par la suite, les effets de cette réforme ont été neutralisés par le relèvement des taux. L'attrait des dépôts à terme a, en particulier, été augmenté par l'instauration, en juin 1964, d'un système spécifique de rémunération, basé sur l'évolution des taux à l'étranger, pour les dépôts à terme et à préavis, dépassant un certain montant (gros dépôts). A la fin de 1967, les « gros » dépôts représentaient environ 45 p.c. du total des dépôts à terme d'entreprises et particuliers belges auprès des banques de dépôts, contre environ 35 p.c. à la fin de 1966, et environ 30 p.c. à la fin de 1965. L'introduction de ce système a mis un terme à l'expansion des dépôts en devises de résidents dans les banques. A la fin de 1967, l'encours de ces dépôts était moins important qu'à la fin de 1963.

Parmi les ressources bancaires, les dépôts monétaires ont connu le rythme d'expansion le moins élevé. Ils ont à peine triplé de la fin de 1950 à la fin de 1967. On observera à cet égard que c'est, en premier lieu, pour le règlement de transactions que les agents économiques détiennent des dépôts monétaires, tout comme des billets de la Banque Nationale d'ailleurs. La détention de billets et de dépôts monétaires pour des raisons de précaution ou pour des raisons spéculatives devient moins impérative dans la mesure où les actifs quasi monétaires ou même des actifs moins liquides, comme des titres, sont plus facilement monétisables. On a déjà fait remarquer que le rythme d'expansion des billets de la Banque Nationale et des dépôts monétaires réunis a été très voisin de celui du produit national brut.

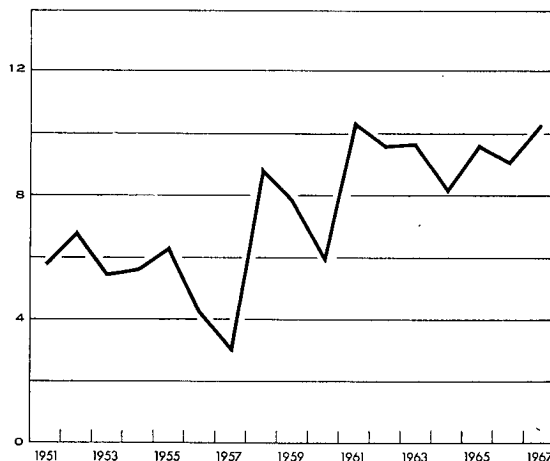
Graphique 14.

Dans une économie comme celle de la Belgique, le rapport de l'épargne (au sens macro-économique) au revenu national tend à augmenter à mesure que ce dernier s'accroît. Même si la notion d'épargnes financières ne peut être confondue avec la précédente — qui correspond à la formation brute de capital —, il est à présumer qu'avec la croissance, la masse des épargnes financières s'accroît égale-

ment plus que proportionnellement au revenu national. Cette évolution paraît s'être vérifiée au cours de la période 1951 à 1967 pour ce qui concerne le rapport au revenu national de

Graphique 14.

Rapport de l'accroissement annuel des épargnes gérées par divers intermédiaires financiers (1) au revenu national (2) (pour cent)



(1) Il s'agit des épargnes dont les intermédiaires financiers recensés sont débiteurs sous l'une des formes suivantes : billets, dépôts à vue, dépôts à terme, dépôts d'épargne, bons de caisse et obligations. Ces épargnes n'englobent pas les engagements sous forme de bons de caisse et obligations, que des intermédiaires financiers recensés ont contractés envers d'autres intermédiaires financiers recensés. Elles ne comprennent pas non plus les engagements sous forme de dépôts : — des banques envers les non-résidents; — des intermédiaires financiers recensés envers les banques.

(2) Il s'agit du revenu national net au coût des facteurs.

l'accroissement annuel des épargnes gérées par les divers intermédiaires financiers recensés. Ce dernier rapport était de 5,9 p.c. en 1951, de 9,7 p.c. en 1963 et de 10,3 p.c. en 1967.

La progression peut s'expliquer, d'une part, par une augmentation de la propension à épargner, d'autre part, par une préférence croissante pour des actifs financiers indirects. On reviendra sur ce deuxième élément dans le commentaire relatif au graphique 15 ci-après.

Toutefois, l'augmentation du revenu national ne s'est pas accompagnée chaque année d'une augmentation plus que proportionnelle des épargnes gérées par les divers intermédiaires financiers recensés.

Ces écarts par rapport à la tendance fondamentale peuvent provenir de l'un ou de plusieurs des facteurs suivants :

— Les épargnes recensées dans le graphique ne comprennent pas toutes les épargnes gérées par les intermédiaires financiers. Les réserves

mathématiques gérées par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et en particulier celles qui sont gérées par les compagnies d'assurances et les fonds de pension ne sont pas prises en considération. Il en est de même des épargnes gérées par les sociétés hypothécaires et les sociétés de financement (ventes à tempérament et prêts personnels).

— Les épargnes financières du public ne sont pas confiées aux seuls intermédiaires financiers. Le public souscrit notamment aux émissions de l'Etat, d'organismes publics non financiers, de sociétés industrielles et commerciales. Aucune catégorie d'actifs financiers directs n'est reprise dans le graphique 14.

— Les épargnes qui sont affectées à des placements et des investissements à l'étranger ne sont pas recensées.

— Le graphique n'englobe pas non plus l'épargne interne des entreprises (bénéfices réservés) qui est affectée à des investissements en biens d'équipement ou en stocks, ni les investissements directs des particuliers en immeubles d'habitation.

Il suffit donc que, pendant une année déterminée, l'une ou plusieurs des catégories d'épargnes non recensées prennent proportionnellement plus d'importance pour que le rapport de l'accroissement des épargnes gérées par les divers intermédiaires financiers, au revenu national puisse fléchir.

Il arrive au surplus qu'une augmentation du revenu national s'accompagne d'un fléchissement ou d'une augmentation moins que proportionnelle de l'épargne globale. Une pareille évolution se produira assez facilement en période de tension conjoncturelle, en période d'incertitude politique et en toute circonstance qui tend à stimuler la consommation et à décourager l'épargne.

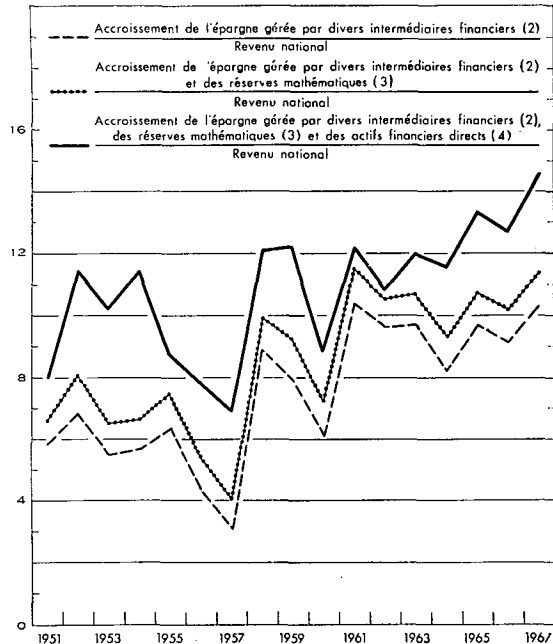
Graphique 15.

On a fait remarquer ci-avant que la progression du rapport de l'accroissement des épargnes gérées par les intermédiaires financiers recensés, au revenu national pourrait notamment s'expliquer par une préférence accrue du public épargnant pour des actifs financiers indirects. Dans le graphique 15, on a fait une tentative, nécessairement assez grossière, pour examiner dans quelle mesure cet

élément d'explication possible a effectivement joué un rôle.

Graphique 15.

Rapport des épargnes financières au revenu national (1) (pour cent)



(1) Revenu national net au coût des facteurs.
 (2) Il s'agit des épargnes dont les intermédiaires financiers recensés sont débiteurs sous l'une des formes suivantes : billets, dépôts à vue, dépôts à terme, dépôts d'épargne, bons de caisse et obligations. Ces épargnes n'englobent pas les engagements sous forme de bons de caisse et obligations, que des intermédiaires financiers recensés ont contractés envers d'autres intermédiaires financiers recensés. Elles ne comprennent pas non plus les engagements sous forme de dépôts : — des banques envers les non-résidents; — des intermédiaires financiers recensés envers les banques.
 (3) Assurance-vie et accidents du travail.
 (4) Fonds publics et obligations de sociétés. Non compris les placements à l'étranger.

A cette fin, on a tout d'abord complété le recensement des actifs financiers indirects en y ajoutant les données sur les réserves mathématiques gérées par les organismes d'assurance-vie et accidents du travail. Ces données ne sont donc que partielles puisque, pour les raisons indiquées au début de cet article, les réserves mathématiques des fonds de pension n'ont pu être prises en considération.

Ensuite, on a essayé de cerner l'évolution des principales catégories d'actifs financiers directs; on a recensé les acquisitions d'actifs financiers sous forme de fonds publics et d'obligations de sociétés industrielles et commerciales. Cette catégorie d'épargne financière a été calculée en soustrayant des émissions nettes d'obligations de l'Etat, des autres pouvoirs et organismes publics non financiers, des sociétés industrielles et commerciales, les

augmentations des avoirs en ces titres des intermédiaires financiers recensés dans ce travail. Pour diverses raisons, énumérées dans un numéro antérieur du *Bulletin* ⁽¹⁾, les actions n'ont pas été recensées comme actif financier direct. Les placements à l'étranger n'ont pu être pris en considération vu l'insuffisance du matériel statistique.

Sur base des données partielles mentionnées ci-dessus, on a, dans le graphique 15, superposé à la courbe du graphique 14 :

— Une courbe retraçant l'évolution du rapport de l'accroissement des épargnes gérées par les intermédiaires financiers recensés (cf. graphique 14) et des réserves mathématiques (des organismes d'assurance-vie et accidents du travail), au revenu national.

Cette courbe donne une image plus complète, bien qu'encore partielle, de l'évolution des épargnes financières indirectes par rapport au revenu national.

— Une courbe retraçant l'évolution du rapport au revenu national des éléments repris dans la courbe précédente, augmentée des actifs financiers directs sous forme d'obligations émises par des emprunteurs nationaux.

Cette courbe reflète, sans doute de façon encore imparfaite, l'évolution des épargnes financières indirectes et directes par rapport au revenu national.

En comparant tout d'abord les deux courbes inférieures du graphique, on constate que l'incorporation des réserves mathématiques dans les actifs financiers indirects recensés dans les graphiques antérieurs n'a pas imprimé une allure différente à la courbe des épargnes gérées par les intermédiaires financiers. L'écart entre les deux courbes est resté pratiquement le même tout au long de la période, ce qui semble indiquer que la part des réserves mathématiques (des organismes d'assurance-vie et accidents du travail) dans le total des épargnes financières recensées ne s'est guère modifiée au cours de la période sous revue.

(1) « Encours et mouvements des créances et dettes dans l'économie belge », Vol. I, n° 2, février 1963, pp. 124-126. Une raison supplémentaire qui peut être invoquée est le risque de doubles emplois que comportent les chiffres relatifs aux émissions d'actions; vu l'interdépendance de certaines sociétés industrielles et commerciales et le rôle des holdings en Belgique, chaque émission d'actions ne donne pas nécessairement lieu à une affectation des épargnes des particuliers ou des entreprises.

L'augmentation des réserves mathématiques, gérées par les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, a atteint 2,4 milliards en 1951 et 8,1 milliards ⁽¹⁾ en 1967.

Quant à la courbe supérieure du graphique, elle a évolué de façon assez parallèle aux deux courbes inférieures. Les augmentations et les diminutions du rapport des épargnes financières directes et indirectes recensées se sont, en effet, généralement accompagnées de mouvements correspondants du rapport des épargnes financières indirectes recensées au revenu national. On remarquera en particulier le fléchissement concomitant des différentes courbes en 1956 et 1957 — période de tension conjoncturelle qui a donné lieu à une préférence des épargnants pour des actifs réels —, l'augmentation importante en 1958 — année de récession, qui a provoqué une préférence opposée pour des actifs financiers —, et la diminution en 1960 — incertitude des épargnants à cause des événements congolais.

De 1963 à 1967, le rythme d'accroissement des épargnes financières indirectes est resté voisin du taux d'expansion du revenu national, tandis que celui des épargnes financières directes et indirectes a dépassé le taux d'expansion du revenu national. Il semble donc qu'au cours de cette période, les épargnes financières ayant été affectées à la souscription d'obligations belges de secteurs non financiers, se sont développées plus rapidement que les épargnes gérées par les intermédiaires financiers recensés. On est tenté de se demander si ce phénomène a quelque rapport avec la réforme fiscale introduite à la fin de 1962. Cette réforme fiscale aurait-elle stimulé les épargnes financières directes au détriment des épargnes financières indirectes ? Ceci est peu vraisemblable, étant donné que le système de précompte introduit par la réforme fiscale et applicable aux revenus de fonds publics — principale forme d'actif financier direct — est le même que celui qui est applicable aux revenus de bons de caisse et obligations émis par les intermédiaires financiers; en outre, par suite de la réforme fiscale, certaines catégories des épargnes gérées par ces intermédiaires ont pu bénéficier d'un statut fiscal privilégié.

L'explication de la divergence constatée réside sans doute dans l'ampleur croissante des émissions de fonds publics au cours des der-

(1) Estimation.

nières années. Les émissions nettes à moyen et à long terme, en francs belges, de l'Etat et des pouvoirs et organismes publics non financiers ont atteint, en moyenne par an, 20,2 milliards

au cours de la période 1963 à 1967, contre 16,8 milliards pendant la période 1958 à 1962 et 12,2 milliards pendant la période 1951 à 1957.

PRINCIPALES MODALITES DE FINANCEMENT DES EXPORTATIONS BELGES

La présente information a pour objet de donner une vue synthétique des interventions de la Banque Nationale de Belgique, de l'Institut de Réescmpte et de Garantie et du pool de financement de Creditexport ⁽¹⁾, agissant fréquemment en collaboration et le plus souvent via les banques, dans le financement des exportations.

Elle traitera successivement du visa de la Banque Nationale, de la négociation des traites commerciales et des acceptations bancaires créées à l'occasion d'exportations de biens de consommation ou d'investissement, des crédits de fabrication et de montage et, enfin, des possibilités de mobilisation des crédits à moyen ou à long terme accordés lors d'exportations de biens d'investissement.

Crédits d'escompte et d'acceptation accordés pour le financement d'exportations.

Dans la plupart des cas, l'octroi de délais de paiement à des acheteurs étrangers donne lieu à la création d'effets de commerce, en l'occurrence des traites commerciales ou des acceptations bancaires. Une partie très importante de ces effets est revêtue du visa de la Banque Nationale.

Le crédit d'escompte à l'exportation peut se réaliser par l'escompte de traites tirées par un

exportateur belge sur son client étranger. Les traites dont la durée et la date de création répondent à certaines conditions et qui sont, en outre, libellées en francs belges et acceptées par le tiré, peuvent être remises au visa de la Banque Nationale par le banquier de l'exportateur belge.

Il arrive cependant que les exportateurs soient dans l'impossibilité d'émettre une traite susceptible d'être revêtue du visa de la Banque Nationale, soit, par exemple, parce que l'acheteur étranger refuse d'accepter un tirage ou encore parce que l'effet n'est pas libellé en francs belges. Dans ce cas, l'exportateur belge qui dispose auprès de son banquier d'une ouverture de crédit d'acceptation peut tirer une traite sur son banquier. Celui-ci l'acceptera en vertu de l'ouverture de crédit d'acceptation qu'il a consentie au tireur de l'effet et la soumettra au visa de la Banque Nationale. Eventuellement, une traite d'origine en monnaie étrangère ou un billet à ordre est joint à cette acceptation à titre pignoratif.

Pour être admises au visa de la Banque Nationale,

— les traites doivent être libellées en francs belges;

— leur durée doit être en rapport avec la nature des produits exportés, soit, au maximum :

180 jours pour les biens de consommation;

2 ans pour les biens d'investissement légers;

5 ans pour les biens d'investissement lourds;

10 ans pour les investissements très importants (usines « clé sur porte », par exemple);

— lorsque le délai de paiement accordé à l'acheteur atteint ou dépasse une année, les échéances des traites doivent en principe s'échelonner de six mois en six mois.

⁽¹⁾ L'Association pour la Coordination du Financement à Moyen Terme des Exportations Belges (Creditexport), a.s.b.l., a été créée en 1959 par un certain nombre d'institutions publiques de crédit et les banques s'intéressant particulièrement aux opérations du commerce extérieur. Elle a constitué un pool de 12 milliards de francs pour le financement collectif, à concurrence des quotes-parts des membres dans le pool, des exportations de biens d'investissement dont le paiement s'échelonne sur une période de plus de deux ans à partir de la livraison (cf. « Marché des effets commerciaux à moyen terme », *Bulletin d'Information et de Documentation*, Vol. I, n° 1, janvier 1967, paragraphe (4), page 3). Creditexport a assumé, en outre, diverses activités connexes.

Doivent être soumis au Département du Crédit de la Banque Nationale, tous documents, tels que factures, connaissements, documents d'embarquement et documents douaniers qui prouvent l'exportation des marchandises. Pour les exportations à moyen et à long terme, le même département se fait également produire les contrats et conventions ainsi que les polices de dueroire.

Par l'octroi de son visa, la Banque Nationale prend l'engagement d'admettre les effets à l'escompte lorsqu'ils n'ont plus que 120 jours à courir, à condition qu'au moment de la remise à l'escompte ou au réescompte, la solvabilité des personnes ou des firmes dont la signature figure sur la traite, satisfasse aux conditions normalement exigées. Pour ce qui concerne les acceptations bancaires, il faut de plus qu'elles lui soient cédées par une banque autre que celle qui les a acceptées ou par une institution paraétatique.

D'autre part, le visa permet de céder les effets à d'autres organismes spécialisés, entre autres à l'Institut de Réescompte et de Garantie qui applique actuellement, à ces effets, un taux d'achat de 2,75 p.c. (le taux de la Banque Nationale moins 0,50 p.c.) pour le papier à 120 jours et moins.

Pour le papier de 121 à 240 jours, le taux est de 3,25 p.c.	
241 à 365 jours,	3,75 p.c.
366 à 545 jours,	4,00 p.c.
546 à 730 jours,	4,25 p.c.

En cas de cession des effets visés dans le marché hors banque, les banques ne peuvent décompter à leurs clients un taux d'escompte supérieur, tous frais compris, à celui qui est pratiqué par l'Institut de Réescompte et de Garantie pour le papier de cette nature, majoré de 1/12 p.c. par mois (commission d'endos ou d'acceptation). En cas de cession directe des effets visés à la Banque Nationale, le taux d'escompte appliqué par le premier escompteur ne devra pas avoir été supérieur, tous frais compris, au taux officiel de la Banque Nationale pour les tirages de l'espèce, majoré de 1/12 p.c. par mois. Cependant, s'il s'agit d'acceptations bancaires, une commission supplémentaire de 0,10 p.c. pourra être perçue.

En pratique, la commission de 1/12 p.c. par mois est décomptée à raison de 1/12 p.c. par mois commencé.

Les stipulations ci-dessus ne s'appliquent pas aux effets visés qui, par convention, doivent être cédés au pool de financement de Creditexport dont il sera question plus loin.

En dehors du papier visé qui est négocié aux taux d'achat périodiquement adaptés et publiés par l'Institut de Réescompte et de Garantie, du papier non visé par la Banque Nationale se négocie dans le marché hors banque; les taux qui y sont pratiqués fluctuent selon les conditions du marché et sont actuellement les suivants :

Pour le papier à ± 120 jours, le taux est de	4,60 p.c.
± 180	4,70 p.c.
± 1 an	5,00 p.c.
± 2 ans	5,50 p.c.

Crédits de fabrication.

En ce qui concerne les exportations de biens d'investissement et d'équipement, les banques peuvent, en dehors des crédits de caisse ordinaires qu'elles mettent à la disposition de leur clientèle, octroyer à cette clientèle des crédits de fabrication, pour lesquels il leur est possible d'obtenir une faculté de réescompte auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie. Chaque opération doit être individualisée et le plan de fabrication doit être bien déterminé.

Le taux appliqué aux effets mobilisables à l'Institut de Réescompte et de Garantie est majoré d'une commission en faveur de la banque intervenante, commission dont l'Institut de Réescompte et de Garantie fixe le pourcentage maximum.

La durée de ces crédits de fabrication ne dépasse qu'exceptionnellement deux ans.

Crédits de montage.

A l'occasion, surtout, de la livraison d'usines « clé sur porte », il peut y avoir un hiatus entre le financement de la fabrication et celui des délais de paiement, les contrats prévoyant que l'acheteur n'est tenu de payer qu'au moment de la réception définitive de l'usine, ou même après une période déterminée de fonctionnement satisfaisant.

L'intervalle qui existe entre, d'une part, la fin des opérations de fabrication (dont la date, dans bon nombre de cas, est pratiquement

concomitante de celle de l'expédition des biens) et, d'autre part, la date à partir de laquelle les délais de paiement convenus commencent à courir, est dénommée période de montage. Le financement pendant cette période est assuré de la manière suivante :

— ou bien l'acheteur pour le compte duquel le montage est effectué est disposé, dès le début de ce montage ou au fur et à mesure de l'avancement de celui-ci, à accepter des traites définitives (l'engagement ferme de payer lesdites traites doit ressortir des termes du contrat). Si, de ce fait, l'Office National du Ducroire accepte de couvrir l'opération « en risques de crédit » dès la remise des traites à l'exportateur, celles-ci peuvent bénéficier du visa de la Banque Nationale et être cédées au pool de financement de Creditexport au taux normal, soit 6,15 p.c. l'an (commission de banque comprise);

— ou bien il appert des termes du contrat, que l'acheteur ne prend pas d'engagement ferme de payer avant la réception définitive de l'usine. La garantie de l'Office National du Ducroire « en risques de crédit » ne pouvant dès lors être obtenue avant la réception définitive, la Banque Nationale ne donnera pas son visa. Les traites acceptées par l'acheteur étranger ou éventuellement les acceptations bancaires émises en vue du financement pendant la période de montage pourront cependant être mobilisées :

a) soit par le pool de financement de Creditexport. Les taux seront dès lors les suivants :

Taux de base du pool de financement de Creditexport pour le papier non visé	6,55 p.c.
Commission de banque (maximum)	1,50 p.c.
	8,05 p.c.

b) soit sur le marché du papier non visé aux taux indicatifs signalés ci-avant.

Mobilisation des crédits à moyen ou à long terme ⁽¹⁾ accordés à l'occasion de l'exportation de biens d'investissement.

En général, le financement de l'exportation de biens d'investissement, tant à moyen qu'à long terme, se réalise sous la forme d'un cré-

dit-fournisseur, c'est-à-dire par un tirage du vendeur sur l'acheteur étranger, qui accepte.

Depuis 1967, cependant, il s'est révélé nécessaire de permettre le financement de certaines opérations importantes (en principe, à partir de 250 millions de francs par opération) au moyen d'un crédit accordé à l'acheteur étranger, qui est, dans beaucoup de cas, soit une institution d'Etat, soit une institution contrôlée par l'Etat.

L'opération est souvent conclue par le banquier belge du vendeur avec une banque privée du pays de l'acheteur, ou avec la banque d'Etat de ce pays ou une institution comparable. Ce type de crédit est généralement appelé crédit-acheteur.

Tant pour les crédits-fournisseurs que pour les crédits-acheteurs, la mobilisation peut s'effectuer par le pool de financement de Creditexport, aux taux en vigueur, soit actuellement pour les effets visés 6,15 p.c. pour des crédits n'excédant pas cinq ans, et 6,40 p.c. pour des crédits d'une durée plus longue.

Ces taux comprennent la commission du banquier qui a ouvert le crédit et qui garantit la totalité de la mobilisation de celui-ci auprès de Creditexport. Le banquier peut porter en compte à l'exportateur une commission supplémentaire de 0,10 p.c. aussi longtemps que ce dernier ne lui a pas fait transférer inconditionnellement la garantie obtenue de l'Office National du Ducroire.

Celle-ci couvre ces opérations à concurrence de 85 à 90 p.c. pour les crédits-fournisseurs et de 95 p.c. pour les crédits-acheteurs. Dans ce dernier cas, il est même stipulé que sur les 5 p.c. restants du risque, 2 p.c. seront supportés par le banquier qui a ouvert le crédit et 3 p.c. par l'exportateur belge.

On peut encore mentionner que, par les arrêtés royaux des 18 avril et 24 octobre 1967, un Comité pour la promotion des exportations de biens d'équipement belges a été constitué aux fins d'accorder des subsides gouvernementaux en intérêts à l'exportateur belge de biens d'équipement qui se trouverait en compétition avec un concurrent étranger ayant obtenu des autorités de son pays des taux particulièrement bas.

(1) Par crédit à moyen ou à long terme, il faut entendre ici un financement prévoyant des paiements s'échelonnant sur une période de plus de deux ans à partir de la livraison. Pour les crédits à deux ans au

plus, la mobilisation en sera opérée selon les modalités décrites dans la section « Crédits d'escompte et d'acceptation accordés pour le financement d'exportations » de la présente information.

Données statistiques.

a) *Montant total des effets représentatifs d'exportations, visés pendant l'année 1967 et au cours des trois premiers trimestres de 1968.*

	1967	3 premiers trimestres de 1968
(millions de francs)		
1. <i>Exportations de biens de consommation et de biens d'investissement pour lesquelles il est demandé un crédit de deux ans au maximum :</i>		
Combustibles solides	73	22
Ciment	75	188
Carrières	168	174
Métallurgie	10.736	10.689
Constructions métalliques .	12.821	10.628
Métaux non ferreux	2.421	2.286
Produits chimiques	5.243	5.354
Produits céramiques	25	40
Verres et glaces	570	423
Bois et meubles	1.008	904
Textiles et vêtements ...	7.158	6.546
Peaux et cuirs	619	373
Papier et livres	1.048	1.029
Art et luxe, instruments de précision	92	142
Tabac	44	28
Caoutchouc	350	758
Produits de l'agriculture et de la pêche	1.978	2.011
Industrie alimentaire	681	609
Produits pétroliers raffinés	954	1.287
Divers	25	27
	46.089	43.518
2. <i>Creditexport (presque exclusivement des constructions métalliques)</i>	2.723	1.815
	48.812	45.333

Le volume des acceptations visées a représenté, en 1967, 14 p.c. et, au cours des trois premiers trimestres de 1968, 15 p.c. des exportations totales.

b) *Crédits de fabrication et de montage.*

L'Institut de Réescampte et de Garantie tient à la disposition des banques une tranche de 3.250 millions pour la mobilisation de leurs crédits finançant la fabrication ou la vente de produits destinés à l'exportation; les crédits finançant des programmes de fabrication sont inscrits dans une première sous-tranche de 3 milliards. Au 31 décembre 1967 et au 30 septembre 1968, les crédits accordés imputables sur cette sous-tranche s'élevaient respectivement à 581 et à 195 millions.

Pour ce qui concerne les crédits de montage ouverts par le pool de financement de Credit-export, ils s'élevaient à 1.316 millions au 31 décembre 1967 et à 2.322 millions au 30 septembre 1968.

c) *Durée restant à courir des traites et des acceptations visées représentatives d'exportations (portefeuille du pool de Credit-export non compris).*

	31 décembre 1967	30 septembre 1968
	(pour cent)	
120 jours et moins	± 89,5	± 85,5
Entre 121 et 180 jours .	± 6,5	± 5,5
Entre 181 et 365 jours .	± 2,0	± 8,0
Entre 1 et 2 ans	± 2,0	± 1,0

La durée moyenne de l'ensemble des effets était d'environ 80 jours au 31 décembre 1967 et de 81 jours au 30 septembre 1968.

CHAPITRES IX « BALANCE DES PAIEMENTS » ET XIII « ORGANISMES MONETAIRES » DE LA PARTIE STATISTIQUE

Revision de certaines données

Il a paru opportun de revoir le mode d'enregistrement des dettes du Fonds des Routes dans les tableaux de la partie statistique de ce *Bulletin* qui sont élaborés par le Département des Etudes de la Banque.

A cet égard, il convient tout d'abord de rappeler la façon dont est comptabilisée, dans ces tableaux, la dette indirecte de l'Etat, c'est-à-dire la dette qui est émise par des organismes paraétatiques, mais dont le remboursement et les intérêts sont à charge de l'Etat :

1) Dans les statistiques d'encours (tableaux XII-1 et 3 ⁽¹⁾, tableaux XIII-1 et 2 et tableau XVI-4a), lesquelles visent à faire apparaître les secteurs qui sont débiteurs des engagements recensés, la dette indirecte de l'Etat est considérée comme un engagement de l'Etat.

2) Dans les statistiques de variations (tableaux IX-1, 2 et 3 et tableaux XIII-3 et 5), lesquelles visent à faire apparaître les secteurs où sont allées les entrées de fonds recensés ou d'où sont venues les sorties, les emprunts au titre de la dette indirecte sont attribués, lors de l'émission, à l'organisme bénéficiaire qui en perçoit le produit et, lors du remboursement, à l'Etat qui en assume la charge.

Les emprunts consolidés du Fonds des Routes faisant partie de la dette indirecte de l'Etat, ils ont, jusqu'à présent, été comptabilisés, dans les tableaux mentionnés ci-dessus, de la manière qui vient d'être décrite ⁽²⁾.

(1) Il en est de même dans les tableaux XII-2 et 4, qui donnent simplement les différences entre les encours figurant aux tableaux XII-1 et 3, sous réserve de l'élimination de certains mouvements purement comptables.

(2) Il convient toutefois de noter qu'au tableau XI-3 relatif aux besoins nets de financement de l'Etat, il est tenu compte, pour calculer la couverture de ces besoins (c'est-à-dire l'augmentation de la dette publique), des

Depuis l'arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967, pris en exécution de la loi du 31 mars 1967 dite « des pouvoirs spéciaux », une situation nouvelle est apparue en ce sens que le Fonds des Routes est habilité à couvrir temporairement, dans certaines circonstances, ses dépenses par des ressources à court terme. C'est ainsi qu'en application de cet arrêté, le Fonds des Routes est actuellement autorisé à accepter des traites tirées sur lui en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. Ces traites ne faisant pas partie de la dette indirecte, l'application des règles reprises ci-dessus aboutit, dans certains tableaux, à attribuer les dettes du Fonds des Routes à un secteur différent selon qu'il s'agit d'emprunts consolidés ou de traites.

Aussi, dans un souci d'uniformité, a-t-il été jugé opportun d'assimiler, dans les statistiques élaborées par le Département des Etudes de la Banque, toutes les dettes du Fonds des Routes aux dettes de l'Etat. Cet aménagement apporté au mode d'enregistrement des dettes du Fonds des Routes affecte les tableaux suivants de la partie statistique du *Bulletin* : tableaux IX-1, 2 et 3, tableaux XIII-1, 2a, 2c, 2d, 3 et 5. Les séries statistiques figurant aux tableaux susvisés ont été rectifiées en conséquence pour la période commençant le 30 juin 1963, date à partir de laquelle diverses autres modifications ont déjà été apportées antérieurement à certains de ces tableaux.

émissions de dettes par le Fonds des Routes, de manière à pouvoir inclure les dépenses de celui-ci parmi lesdits besoins de l'Etat et se conformer de la sorte à ce qui est fait dans de nombreux documents et déclarations officiels où ces dépenses sont ajoutées aux dépenses extraordinaires proprement dites, pour donner une vue plus complète des immobilisations de l'Etat.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de juillet-août 1968. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

DE BECK C., Crédits documentaires : le droit d'option. (*Revue de la Banque, Bruxelles, n° 4, juin 1968, pp. 353-359.*)

DELSUPEHE G., The Structure of Interest Rates and Monetary Policy. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, XIII, n° 2, 1968, pp. 269-308.*)

L'évolution des taux d'intérêt. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VII, n° 73, juillet 1968, pp. 3-6.*)

VAN POUCKE G., Fonctionnement des marchés de capitaux : Belgique. (*Organisation de Coopération et de Développement Economiques, Paris, Etudes sur les marchés de capitaux, III, 1968, 819 p.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

GUILL P., Aperçu sur le système bancaire du Grand-Duché de Luxembourg. (*Luxembourg, 1968, 22 p.*)

LIEBAERT J., A propos du Règlement Général des Opérations de Banque : les usages et le contrat d'adhésion. (*Revue de la Banque, Bruxelles, n° 4, juin 1968, pp. 345-352.*)

Liste, au 1^{er} janvier 1968, des centres d'opérations des banques, classés par provinces, villes et communes en Belgique, par localités à l'étranger. (*Commission bancaire, Bruxelles, 1968, 45 p.*)

LOCCUFIER S.J., De bedrijfsstructuur in de financiële sector. (*Tijdschrift voor Sociale Wetenschappen, Gand, XIII, n° 2, juin 1968, pp. 211-237.*)

TIMMERMANS A.P., Introduction à l'étude de la rentabilité des banques en Belgique. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XXVI, n° 3, juillet 1968, pp. 275-367.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

Les valeurs mobilières en compte courant. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VII, n° 73, juillet 1968, pp. 1-3.*)

NEUMAN H., Le point à propos de la S.N.I. (*Revue de la Banque, Bruxelles, n° 4, juin 1968, pp. 361-369.*)

Pour une meilleure information de l'actionnaire. (*Epargner & Investir, Bruxelles, n° 161, mai-juin 1968, pp. 30-52.*)

Proposition de créer une Société Européenne d'Investissement (ou de Développement) (S.E.I.). (*Revue de la Banque, Bruxelles, n° 4, juin 1968, pp. 371-377.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

BOURS E., Problèmes soulevés par l'instauration de la T.V.A. et propositions de solutions. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XLIII, n° 154, juin 1968, pp. 115-127.*)

DEPOORTERE C., De belasting over de toegevoegde waarde. (*Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen en Publiekrecht, Bruxelles, XXIII, n° 3, mai-juin 1968, pp. 153-158.*)

GOETHALS M., Les comptes communaux de 1963 à 1965. (*Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XXII, n° 85, juillet 1968, pp. 119-127.*)

HINNEKENS L., De belasting op de toegevoegde waarde in België. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, XIII, n° 2, 1968, pp. 225-268.*)

KOEVOETS C., La taxe sur la valeur ajoutée. (*Chambre de Commerce suisse pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, Bruxelles, LXX, n°s 6-7, juin-juillet 1968, pp. 3-7.*)

Les finances de l'Etat en 1967. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 5, mai 1968, pp. 5-104.*)

LOCCUFIER S.J., De nieuwe omzetbelasting in België. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LIII, n° 2654, 24 juillet 1968, pp. 698-702.*)

Note de synthèse des travaux de la Commission fiscale de l'Union syndicale des Classes moyennes sur l'instauration prochaine de la T.V.A. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XLIII, n° 154, juin 1968, pp. 79-113.*)

THIRY E., Initiation à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.). (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLIII, nos 3-4, mars-avril 1968, pp. 113-129.*)

VAN FRAEYENHOVEN G., Rapport introductif sur la T.V.A. en Belgique. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XLIII, n° 154, juin 1968, pp. 67-78.*)

VAN HOVE E., Belasting op de toegevoegde waarde en notariaat. (*Tijdschrift voor Notarissen, Bruxelles, XXXII, nos 7-8 juillet-août 1968, pp. 146-155.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

EECKHOUDT L., Une étude de rentabilité des investissements publics : la modernisation du canal de Bruxelles à Charleroi. (*Etudes économiques, Mons, n° 137, 1968, pp. 23-63.*)

La gestion de nos entreprises face à la concurrence américaine. (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 87, avril-juin 1968, pp. 12-15.*)

Le produit national et son affectation en 1967. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 6, juin 1968, pp. 561-564.*)

L'évolution des résultats de sociétés ex-congolaises. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 30, 17 août 1968, pp. 293-296.*)

PUYTS P., Analyse par simulation du risque d'un investissement. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XXVI, n° 3, juillet 1968, pp. 370-392.*)

6. DEMOGRAPHIE

WUNSCH G., Les mesures de la natalité. Quelques applications à la Belgique. (*Département Démographie de l'Université catholique de Louvain, Louvain, 1967, XI + 146 p.*)

7. PRIX ET SALAIRES

L'augmentation des primes et du tarif de l'assurance « R.C. » automobile. (*Bulletin des Assurances, Bruxelles, XLVIII, n° 205, mai-juin 1968, pp. 469-474.*)

Le coût horaire du travail ouvrier en Europe occidentale. (*Industrie, Bruxelles, XXII, n° 7, juillet 1968, pp. 442-448.*)

Les salaires dans l'industrie d'octobre 1966 à octobre 1967. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 6, juin 1968, pp. 595-615.*)

9. SECURITE SOCIALE

Le nouveau régime des prestations familiales pour travailleurs salariés. Evolution de la législation et de la jurisprudence au cours de l'année 1967. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, X, n° 5, mai 1968, pp. 709-923.*)

PIERSEAUX A., L'assurance contre le chômage involontaire en Belgique. Ses origines, ses buts, son évolution. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXIX, n° 5, mai 1968, pp. 617-683.*)

SPITAEELS G. & LAMBERT S., L'année sociale 1967. (*Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1968, 350 p.*)

10. SITUATION ET POLITIQUE ECONOMIQUES

DUPRE J., Buitenlandse ondernemingen in onze gewesten. (*ERA-Berichten, Anvers, n° 2, 25 juillet 1968, pp. 75-86.*)

Les institutions juridiques du gouvernement de l'économie dans les pays occidentaux et socialistes. (*Colloque du 23 au 27 mai 1966 à l'Institut d'Etudes européennes, Université Libre de Bruxelles, Presses universitaires de Bruxelles, Bruxelles, 1968, 413 p.*)

MERENNE-SCHOUMAKER B., Structure et localisation des activités économiques de la région namuroise. (*Bulletin de la Société belge d'Etudes géographiques, Gand, XXXVII, n° 1, 1968, pp. 65-93.*)

NIJS E., De Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en het grondbeleid. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LIX, n° 6, juin 1968, pp. 471-479.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

GOFFIN A., L'eau, problème qu'on ne peut plus ignorer (II). (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 87, avril-juin 1968, pp. 16-27.*)

GOOSSENS D., L'industrie de la construction électrique et électronique en Belgique. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, VII, n° 4, juillet 1968, pp. 331-340.*)

La pêche maritime belge en 1967. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 6, juin 1968, pp. 569-580.*)

L'industrie laitière en 1967. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 6, juin 1968, pp. 565-568.*)

L'industrie du vêtement. L'entreprise de la confection et du cuir. (*Kredietbank, Bruxelles, 1968, 112 p.*)

13. TRANSPORTS

GOOSSENS Y.G., De Sabena in 1967. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 4, août 1968, pp. 333-342.*)

JACOBS R. & RESTIAU R., De haven van Antwerpen in 1967. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 4, août 1968, pp. 313-324.*)

KEMPENEERS A., De statistische analyse van de binnenvaartbedrijvigheid. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 4, août 1968, pp. 325-331.*)

VREBOS J., De Belgische vervoerder en het goederenvervoer over de weg. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 4, août 1968, pp. 305-312.*)

15. COMMERCE EXTERIEUR

La promotion des exportations. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 27, 27 juillet 1968, pp. 265-269.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

After Basle. (*The Economist, Londres, CCXXVIII, n° 6516, 13 juillet 1968, pp. 57-58.*)

ASHINGER F., L'avenir de l'or et du dollar. (*Société de Banque Suisse, Bâle, n° 2, juin 1968, pp. 25-29.*)

BATOR F.M., International Liquidity : An Unofficial View of the U.S. Case. (*American Economic Review, Menasha, LVIII, n° 2, mai 1968, pp. 620-624.*)

BIRON H., L'accord monétaire de Rio de Janeiro. (*Revue de la Banque, Bruxelles, n° 4, juin 1968, pp. 319-343.*)

BOSMAN H.W.J., De nieuwe « sleutelvaluta ». (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LIII, n° 2651, 3 juillet 1968, pp. 632-634.*)

BRANDERA V.N. & WHITE J.T., U.S. Direct Investments and Domestic Markets in Europe. (*Economia Internazionale, Rome, XXI, n° 1, février 1968, pp. 117-133.*)

BRATTER H., Progress Toward Paper Gold. (*Banking, New York, LX, n° 12, juin 1968, pp. 61-62; 93.*)

CAMU L. & autres, Sterling : European Monetary Co-operation and World Monetary Reform. (*Federal Trust for Education and Research, Londres, 1968, 60 p.*)

CLOWER R. & LIPSEY R., The Present State of International Liquidity Theory. (*American Economic Review, Menasha, LVIII, n° 2, mai 1968, pp. 586-595.*)

COOPER R.N., The Relevance of International Liquidity to Developed Countries. (*American Economic Review, Menasha, LVIII, n° 2, mai 1968, pp. 625-636.*)

Création d'une facilité basée sur des droits de tirage spéciaux au Fonds Monétaire International et modifications des règles et pratiques du Fonds. Rapport des Administrateurs au Conseil des Gouverneurs proposant des amendements aux statuts. (*Fonds Monétaire International, Washington, 1968, VI + 85 p.*)

DAY A., ABC of International Finance. (*British Broadcasting Corporation, Londres, 1968, 47 p.*)

DEMING F.L., Les derniers événements dans le domaine monétaire et en matière de paiements. (*Cadres, Rome, XIV, n° 2, avril-juin 1968, pp. 19-25.*)

Foreign Liquid Assets in the United States, 1957-67. (*Federal Reserve Bank of New York Monthly Review, New York, L, n° 6, juin 1968, pp. 117-125.*)

GLEJSER H., A nouveau, l'or, le dollar et caetera. (*Socialisme, Bruxelles, XV, n° 88, juillet 1968, pp. 513-516.*)

GRADI F., Le marché des euro-dollars : Fonctionnement et perspectives. (*Cadres, Rome, XIV, n° 2, avril-juin 1968, pp. 77-78.*)

HANKEL W., Die Zukunft des internationalen Währungssystems. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, XXI, n° 13, 1^{er} juillet 1968, pp. 612-614.*)

HELLER H.R., The Transactions Demand for International Means of Payments. (*The Journal of Political Economy, Chicago, LXXVI, n° 1, janvier-février 1968, pp. 141-145.*)

HELLMANN R., Stratégie des investissements américains en Europe. (*Cadres, Rome, XIV, n° 2, avril-juin 1968, pp. 9-10.*)

International Monetary Problems. (*The Irish Banking Review, Dublin, juin 1968, pp. 11-15.*)

JAMES E., Quelques observations sur la situation monétaire en avril 1968. (*L'Année politique et économique, Paris, XLI, n° 202, mai 1968, pp. 87-94.*)

JARCHOW H.J., Die gegenwärtige währungspolitische Situation im Lichte der Diskussionen von Bretton Woods. (*Kredit und Kapital, Berlin, I, n° 2, 2^e trimestre 1968, pp. 152-174.*)

KAFKA A., International Liquidity : Its Present Relevance to the Less Developed Countries. (*American Economic Review, Menasha, LVIII, n° 2, mai 1968, pp. 596-603.*)

KELLY D., Two-Tier Gold : Who is Right ? (*The Banker, Londres, CXVIII, n° 509, juillet 1968, pp. 600-605.*)

KIRSCHEN E.S., Perspectives de l'or et du dollar. (*Conférences de la Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Bruxelles, 1968, 40 p.*)

KLOPSTOCK F.H., Euro-dollars in the Liquidity and Reserve Management of United States Banks. (*Federal Reserve Bank of New York Monthly Review, New York, L, n° 1, juillet 1968, pp. 130-138.*)

La situation des paiements internationaux selon le rapport du Comité directeur de l'Accord Monétaire Européen. (*Problèmes économiques, Paris, n° 1073, 25 juillet 1968, pp. 8-10.*)

LAVERGNE B., La dévaluation du dollar et le problème de l'étalon-or. (*L'Année politique et économique, Paris, XLI, n° 202, mai 1968, pp. 95-116.*)

LEIMONE J.E., The Euro-dollar Market : An Element in Monetary Policy. (*Federal Reserve Bank of Atlanta Monthly Review, Atlanta, août 1968, pp. 102-109.*)

L'équilibre des paiements internationaux après la crise de l'or. (*Perspectives de l'O.C.D.E., Paris, n° 3, juillet 1968, pp. 48-56.*)

L'euro-dollar et ses deux marchés. (*Revue économique de la Banque Nationale de Paris, Paris, n° 7, juillet 1968, pp. 16-28.*)

L'importance des investissements américains pour les Etats-Unis et l'Europe. (*Société de Banque Suisse, Bâle, n° 2, juin 1968, pp. 30-36.*)

LIVINGSTON J.A., Gold vs. the Dollar. (*Philadelphie, 1968, s.p.*)

MOSSE R., La gestion centralisée des devises. (*Economia Internazionale, Rome, XXI, n° 1, février 1968, pp. 27-57.*)

- On International Monetary Order. Agenda for Action by a Group of Monetary Experts. (*Graduate Institute of International Studies, Genève, 1968, 70 p.*)
- OPPENHEIMER P.M., International Liquidity : The Case of the United Kingdom. (*American Economic Review, Menasha, LVIII, n° 2, mai 1968, pp. 604-607.*)
- PICHETTE C., Le plan Rueff et l'accroissement des réserves mondiales. (*L'Actualité économique, Montréal, XLIV, n° 1, avril-juin 1968, pp. 35-42.*)
- PLESCOFF G., International Liquidity : The Case of the Common Market. (*American Economic Review, Menasha, LVIII, n° 2, mai 1968, pp. 608-619.*)
- REINHARDT E., Le rôle de la Suisse comme centre financier d'importance mondiale. (*Cadres, Rome, XIV, n° 2, avril-juin 1968, pp. 65-69.*)
- SCHWEITZER P.P., World Payments Problems. Address by the Managing Director of the International Monetary Fund, Mr. Pierre-Paul Schweitzer, to the New York Financial Writers' Association, New York City, June 12, 1968. (*International Financial News Survey, Washington, XX, n° 23, 14 juin 1968, pp. 201-204.*)
- Tensions dans le système monétaire international. (*L'Observateur de l'O.C.D.E., Paris, n° 35, août 1968, pp. 3-6.*)
- The Private Demand for Gold. (*Business and Economic Review, The First National Bank of Chicago, Chicago, juillet 1968, pp. 5-7.*)
- U.S. Banks' Euro-dollar Redepositing. (*World Financial Markets, New York, 30 avril 1968, pp. 8-16.*)
- VAN MEERHAEGHE M.A.G., The International Monetary Fund Twenty Years On. (*Economia Internazionale, Rome, XXI, n° 1, février 1968, pp. 97-114.*)
- WIJNHOLDS H.W.J., Emotionele en rationele goudpolitiek. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LIII, n° 2656, 7 août 1968, pp. 740-741.*)
- WIJNHOLDS H.W.J., Sterling en goud. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LIII, n° 2651, 3 juillet 1968, pp. 630-631.*)
- YOUNG R.A., Making Peace with Gold. (*The Morgan Guaranty Survey, New York, juin 1968, pp. 3-14.*)
- 17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE**
- BERAUD R. Ch., Les mesures d'effet équivalent au sens des articles 30 et suivants du Traité de Rome. (*Revue trimestrielle de Droit européen, Paris, IV, n° 2, mars-avril 1968, pp. 265-292.*)
- DE THOMASIS G., La Banque Européenne d'Investissement. (*Cadres, Rome, XIV, n° 2, avril-juin 1968, pp. 115-117.*)
- DUPONT C., Politique industrielle et environnement financier : quelques tendances récentes dans le domaine des financements. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 113, juin 1968, pp. 745-755.*)
- HEYNIG E., La réforme du fonds social. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 113, juin 1968, pp. 756-764.*)
- HORN T., Finland and European Economic Integration. (*Unitas, Helsinki, XL, n° 2, 2^e trimestre 1968, pp. 71-78.*)
- KREININ M.E., Israel and the European Economic Community. (*The Quarterly Journal of Economics, Cambridge (Mass.), LXXXII, n° 2, mai 1968, pp. 297-312.*)
- La C.E.E. après le 1^{er} juillet 1968 : l'union douanière devient une réalité (II.). (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 26, 29 juin 1968, pp. 253-257.*)
- LAVENIR H., Les perspectives régionales de l'Europe. (*Res Publica, Bruxelles, X, n° 2, 1968, pp. 133-150.*)
- LEMAITRE Ph., La Communauté face à sa première crise économique. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 113, juin 1968, pp. 740-742.*)
- Le marché européen des obligations pendant le deuxième trimestre de 1968. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 26, 29 juin 1968, pp. 258-260.*)
- Le 1^{er} juillet 1968 : date décisive dans l'intégration économique. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, 5 juillet 1968, pp. 1-6.*)
- LETICHE J.M., La politique industrielle de l'Europe intégrée et l'apport des capitaux extérieurs. (*L'Actualité économique, Montréal, XLIV, n° 1, avril-juin 1968, pp. 5-34.*)
- MEYER-HORN K., Der Aufbau eines europäischen Kapitalmarktes. (*Kredit und Kapital, Berlin, n° 1, 1968, pp. 98-114.*)
- NELSON J.R., Transport Policies for European Economic Integration. (*American Economic Review, Menasha, LVIII, n° 2, mai 1968, pp. 378-392.*)
- OKIGBO P.N.C., Africa and the Common Market. (*Longmans, Londres, 1967, XV + 183 p.*)
- REY J., Vooruitzichten voor de ontwikkeling van de Economische Unie. (*Communautés européennes, Bruxelles, 1968, 26 p.*)
- SNOY et d'OPPUERS (Baron), Problèmes institutionnels posés par l'élargissement des Communautés européennes. (*Mouvement européen, Ligue européenne de Coopération économique, Bruxelles, 1967, 12 p.*)
- VAN BIERVLIET M., De houding van Frankrijk t.o.v. de toetreding van Groot-Brittannië tot de E.E.G. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 4, août 1968, pp. 381-385.*)
- VAN LUNEN M., Politique et économie dans l'intégration européenne. (*Res Publica, Bruxelles, X, n° 2, 1968, pp. 279-313.*)
- 18. DIVERS**
- Le tourisme, nouvelle dimension sociale. (*Documents Cepass, Bruxelles, VI, n° 5, octobre 1967, pp. 3-128.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

1. — ECONOMIE GENERALE

Loi du 2 août 1968

modifiant le statut de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture, refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957 (Moniteur du 27 août 1968, p. 8725).

« § 1^{er}. Pour les recherches à finalité industrielle, le financement par l'Institut ne peut excéder 50 p.c. du coût des recherches; dans les cas que le Roi déter-

mine, il peut être porté à 80 p.c. Pour les recherches à finalité agricole, le financement par l'Institut peut atteindre 100 p.c. du coût des recherches. »

Arrêté royal du 14 août 1968

modifiant l'arrêté royal du 16 septembre 1959 relatif à l'organisation de la politique scientifique (Moniteur du 23 août 1968, p. 8644).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 20 juillet 1968

autorisant la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à contracter, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 100 millions de francs (Moniteur du 31 août 1968, p. 8892.)

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 8 juillet 1968

contenant le budget du Ministère de l'Intérieur pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 3 août 1968, p. 8236).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1968 afférentes au Ministère de l'Intérieur (...) des crédits s'élevant à la somme de 14.657.577.000 francs.

Art. 11. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 1.962.869.000 francs pour les recettes et à 2.694.625.000 francs pour les dépenses.

Arrêtés ministériels des 10 et 11 juillet 1968

relatifs aux contingents tarifaires (Moniteur du 6 août 1968, p. 8309).

Loi du 11 juillet 1968

contenant le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 1^{er} août 1968, p. 8161). Errata (Moniteur du 13 août 1968, p. 8462).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses de l'année budgétaire 1968 afférentes au budget des Pensions (...) des crédits s'élevant à la somme de 28.430.049.000 francs.

Loi du 16 juillet 1968

contenant le budget des Dotations pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 14 août 1968, p. 8476).

Article unique. — Il est ouvert pour les dépenses de l'année budgétaire 1968 afférentes au budget des Dotations (...) des crédits s'élevant à la somme de 704.073.000 francs.

Loi du 20 juillet 1968

contenant le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 6 août 1968, p. 8276).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1968, afférentes au Ministère de la Santé publique et de la Famille (...) des crédits s'élevant à la somme de 8.771.335.000 francs.

Art. 6. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 835.000.000 francs (...).

Art. 7. — Des crédits d'ordonnancement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 1.909.475.000 francs.

Art. 9. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 4.816.950.000 francs pour les recettes et à 4.810.319.000 francs pour les dépenses.

Loi du 20 juillet 1968

contenant le budget du Ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 9 août 1968, p. 8388).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1968 afférentes au Ministère des Travaux publics (...) des crédits s'élevant à la somme de 3.947.919.000 francs.

Art. 5. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 11.109.000.000 francs (...).

Art. 6. — Des crédits d'ordonnancement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 14.763.645.000 francs.

Art. 14. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 4.638.300.000 francs pour les recettes et à 3.304.300.000 francs pour les dépenses.

Loi du 20 juillet 1968

contenant le budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 20 août 1968, p. 8549).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1968 afférentes au Ministère de l'Emploi et du Travail (...) des crédits s'élevant à la somme de 3.308.222.000 francs.

Art. 6. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 100.036.000 francs pour les recettes et à 100.040.000 francs pour les dépenses.

Loi du 5 août 1968

contenant le budget du Ministère des Affaires économiques pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 28 août 1968, p. 8748).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1968 afférentes au Minis-

tère des Affaires économiques (...) des crédits s'élevant à la somme de 7.109.372.000 francs.

Art. 9. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 5.188.604.000 francs pour les recettes et à 5.924.172.000 francs pour les dépenses.

Arrêté ministériel du 8 août 1968

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 28 août 1968, p. 8772).

Arrêté royal et arrêté ministériel du 28 août 1968

relatifs à l'émission de l'emprunt 1968-1974-1980 (Moniteur du 31 août 1968, p. 8895).

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

6,50 p.c. l'an à partir du 16 septembre 1968 jusqu'au 15 septembre 1974;

6,75 p.c. l'an à partir du 16 septembre 1974 jusqu'au 15 septembre 1980.

Art. 4. L'emprunt est amortissable à partir de la troisième année.

Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations, au pair de leur valeur nominale, le 16 septembre 1974.

Art. 7. — L'Etat se réserve la faculté de rembourser par anticipation au pair, le 16 septembre 1974 ou à toute échéance d'intérêt suivante (...), tout ou partie des obligations restant à amortir.

**

Article 1^{er}. — La souscription publique aux obligations de l'emprunt 1968-1974-1980 sera ouverte le 9 septembre 1968; elle sera close le 26 septembre 1968.

Art. 2. — Les obligations de l'emprunt pourront également être cédées ferme ou données en option.

Art. 3. — Le prix d'émission est fixé à 995 francs net par 1.000 francs de capital nominal; il est payable intégralement au moment du dépôt des souscriptions,

soit en espèces, soit en obligations de l'emprunt 5 p.c. 1958-1968, remboursables le 22 septembre 1968, soit en obligations de l'emprunt 4 ½ p.c. 1953-1968, remboursables le 15 octobre 1968.

Art. 13. — Il est alloué aux banques et aux agents de change, établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.

Arrêté royal et arrêté ministériel du 28 août 1968

relatifs à l'émission de l'emprunt 6,75 p.c. 1968-1980 (Moniteur du 31 août 1968, p. 8898).

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt au taux de 6,75 p.c. l'an à partir du 16 septembre 1968.

Les intérêts sont payables le 16 septembre des années 1969 à 1980.

Art. 4. — L'emprunt est amortissable à partir de la troisième année.

**

Article 1^{er}. — La souscription publique aux obligations de l'emprunt 6,75 p.c. 1968-1980 sera ouverte le 9 septembre 1968; elle sera close le 26 septembre 1968.

Art. 12. — Il est alloué aux banques et aux agents de change, établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.

Arrêté ministériel du 28 août 1968

modifiant l'arrêté ministériel du 21 septembre 1964 accordant des délais pour le paiement des droits d'accise (Moniteur du 31 août 1968, p. 8901).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêtés ministériels des 10 et 11 juillet 1968

relatifs aux contingents tarifaires (Moniteur du 6 août 1968, p. 8309).

Arrêté ministériel du 8 août 1968

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 28 août 1968, p. 8772).

10. — PRIX ET SALAIRES

Loi du 20 juillet 1968

relative à l'octroi d'indemnités d'attente aux travailleurs victimes de certaines fermetures d'entreprises (Moniteur du 1^{er} août 1968, p. 8157).

Loi du 20 juillet 1968

modifiant la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises (Moniteur du 1^{er} août 1968, p. 8159).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Loi du 20 juillet 1968

modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des mineurs et assimilés et l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande (Moniteur du 1^{er} août 1968, p. 8160).

Arrêté royal du 6 août 1968

modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 23 août 1968, p. 8662).

Loi du 5 août 1968

établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé (Moniteur du 24 août 1968, p. 8685).

Arrêté royal du 6 août 1968

modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 23 août 1968, p. 8663).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Règlement du Conseil du 28 juin 1968
(950/68/CEE)**

relatif au tarif douanier commun (Journal officiel du 22 juillet 1968, n° L 172, p. 1).

Ce Journal officiel publie en annexe le tarif douanier commun qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 1968.

**Règlement du Conseil du 30 juillet 1968
(1134/68/CEE)**

fixant les règles d'application du règlement (C.E.E.) n° 653/68 relatif aux conditions de modification de la valeur de l'unité de compte utilisée pour la politique agricole commune (Journal officiel du 1^{er} août 1968, n° L 188, p. 1).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1 et 2 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, 5, boulevard de Berlaimont, Bruxelles 1. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1965	1965	1966	1967
		(milliers)		1	1	1
		(à fin d'année)		(à fin d'année)		
Population totale	I.N.S.	8.512	9.499	9.499	9.556	9.606
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	6.022	6.022	6.039	
dont : Hommes	»	2.902	2.998	2.998	3.007	
Femmes	»	2.948	3.024	3.024	3.032	
Population active ² :	Ministère de l'Emploi et du Travail	(estimations de moyennes annuelles)		(estimations à fin juin)		
		3.481	3.660	3.705	3.692	3.698
dont : Agriculture	»	423	206	230	216	209
Industries extractives	»	191	97	95	84	74
Industries manufacturières	»	1.311	1.291	1.256	1.253	1.219
Bâtiments et construction	»	197	286	293	296	304
Transports	»	243	243	266	267	263
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.476	1.445	1.454	1.484
Chômeurs complets	»	92	61	59 ³	62 ³	92 ³
Ouvriers frontaliers ⁴	»			61	60	53

¹ Depuis 1965 la population active a été calculée à la date du 30 juin suivant une nouvelle méthode. Les chiffres ainsi obtenus ne sont pas comparables avec la série précédente.

² Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

³ Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

⁴ Dans l'ancienne série, les ouvriers frontaliers étaient répartis sur les différents secteurs.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1953	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	181,6	210,9	230,1	255,9	269,9
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,6	18,4	19,8	20,6
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,9	43,1	49,8	52,2	58,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,9	82,5	92,9	103,8	114,1
e) Corrections et compléments	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	22,9	22,6	24,4	22,7	23,6
Total ...	243,4	244,6	261,8	274,0	301,0	333,6	375,7	415,6	454,4	486,7
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	28,8	31,1	29,4	30,4
b) Professions libérales ¹	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,7	22,0	24,2	25,2
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	100,8	104,9	109,1	113,3
d) Revenus des sociétés de personnes ²	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	8,3	8,7	8,3	7,5
e) Ajustement statistique	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	0,4	- 0,5	0,7	0,4	0,4
Total ...	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	137,4	154,1	167,4	171,4	176,8
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,4	27,8	30,5	33,6	37,3
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	34,8	36,6	38,6	41,0
c) Dividendes, tantièmes, dons	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	17,0	18,3	18,6
Total ...	62,3	63,0	66,5	69,7	73,6	73,6	77,6	84,1	90,5	96,9
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	13,5	16,7	17,0	12,2	10,0
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,2	17,0	18,1	20,7
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	5,9	4,3	3,2	5,2
7. Intérêt de la dette publique	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,5	-24,3	-26,3	-29,8
Revenu national net au coût des facteurs ...	423,9	431,0	458,3	481,2	514,7	553,3	621,7	681,1	723,5	766,5
8. Amortissements	50,5	53,2	56,1	58,4	61,7	66,8	73,7	79,5	86,0	91,5
Revenu national brut au coût des facteurs ...	474,4	484,2	514,4	539,6	576,4	620,1	695,4	760,6	809,5	858,0
9. Impôts indirects	55,2	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,9	120,9	134,4
10. Subsidés	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,7	-14,1	-15,3
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

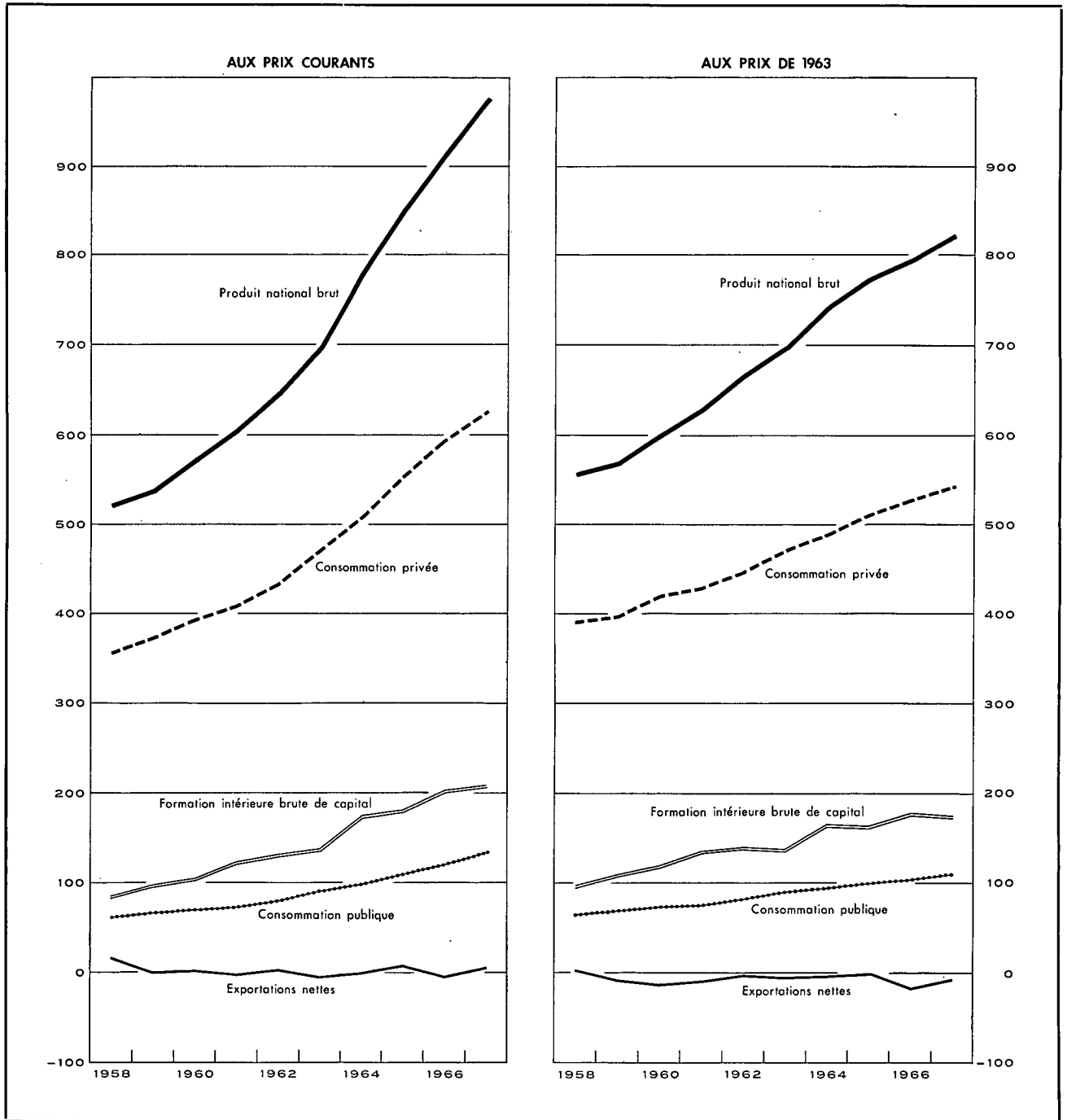
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Agriculture, sylviculture et pêche	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,7	44,1	46,9	45,6	47,2
2. Industries extractives	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	16,5	15,5	13,7	13,1
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,9	48,1	51,5	56,0	60,8
b) Textiles	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	18,9	21,1	21,0	23,9	21,4
c) Vêtements et chaussures	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,8	12,7	12,5
d) Bois et meubles	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	9,0	10,6	11,3	12,9	13,7
e) Papier, impression, édition	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,2	12,5	13,2	14,6	15,4
f) Industries chimiques et activités connexes	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	19,6	20,9	22,3	24,2
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0	14,7	14,8	15,5	16,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,5	23,1	21,5	22,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,4	62,3	68,5	72,9	73,4
j) Industries non dénommées ailleurs .	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	18,4	21,2	22,7	25,9	27,3
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>213,2</i>	<i>242,4</i>	<i>258,8</i>	<i>278,2</i>	<i>287,6</i>
4. Construction	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	43,0	55,2	59,1	63,8	69,2
5. Electricité, gaz et eau	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,4	14,6	15,6	17,1	18,6
6. Commerce, banques, assurances immeubles d'habitation :										
a) Commerce	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	111,7	119,9	132,0	147,3	160,5
b) Services financiers et assurances ...	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,4	27,6	31,2	34,5
c) Immeubles d'habitation	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	45,1	48,1	51,2	54,3
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>175,8</i>	<i>189,4</i>	<i>207,7</i>	<i>229,7</i>	<i>249,3</i>
7. Transports et communications	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	52,0	56,8	62,1	65,6
8. Services	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,5	159,8	181,7	197,7	215,8
9. Corrections	0,8	0,6	-3,0	0,3	3,8	-0,1	2,9	3,9	1,6	3,8
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	514,8	532,3	565,1	599,9	642,6	693,0	776,9	846,0	909,5	970,2
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,9	5,5	7,5	6,2	5,4	4,9	4,9	6,8	6,8	6,9
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	125,1	130,5	141,7	150,7	158,4
b) Boissons et tabacs	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	39,8	41,2	44,6
c) Vêtements et autres effets personnels	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,4	50,8	55,2	58,7	58,1
d) Loyers, taxes, eau	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	55,7	59,5	63,1	67,1
e) Chauffage et éclairage	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,5	25,3	28,1	29,2	30,7
f) Articles ménagers durables	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,4	50,5	54,7	55,5
g) Entretien de la maison	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,6	26,1	28,1	30,0
h) Soins personnels et hygiène	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	23,8	30,9	38,7	42,9	46,1
i) Transports et Communications	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	43,3	48,8	53,2	58,9	62,9
j) Loisirs	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	36,2	41,0	44,3	47,0	51,9
k) Autres dépenses et ajustement statistique	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	16,5	18,1	16,6	21,4	22,6
Total ...	357,0	373,5	393,6	410,2	433,0	472,2	507,8	553,7	595,9	627,9
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,6	76,1	84,8	93,4
b) Biens et services	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,1	27,1	28,6	32,6
c) Loyer net imputé ou payé	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3	4,5	5,0
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7	1,8	2,1
Total ...	62,2	66,9	71,3	72,7	80,0	90,9	98,0	109,2	119,7	133,1
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,3	6,0	5,4
b) Industries extractives	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	2,0	1,7	1,7
c) Industries manufacturières	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	46,3	54,3	58,0
d) Construction	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,1	5,5	6,5	7,0
e) Electricité, gaz et eau	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	7,8	9,4	11,3	14,0
f) Commerce, banques, assurances	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6	15,4	15,6	18,1	19,0
g) Immeubles d'habitation	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,4	46,6	51,3	47,4	49,1
h) Transports et communications	12,0	11,5	12,4	12,6	13,6	14,6	15,4	18,6	20,5	22,7
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,5	11,8	12,1	13,5	15,6	17,9	23,1	20,5	25,9	30,0
j) Autres services	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,7	3,9	4,1	4,9	5,4
k) Variations de stocks	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	11,0	4,3	7,7	-2,6
l) Ajustement statistique	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,1	0,1	-1,1	-0,2	-0,6
Total ...	86,3	97,2	106,3	123,6	131,6	138,7	176,0	181,8	204,1	209,1
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,0	325,7	350,1	375,8
b) Importations totales	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	258,1	295,0	317,6	353,5	368,8
c) Exportations nettes	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-3,9	—	+8,1	-3,4	+7,0
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	91	89	93	95	98	100	101	103	106	111
b) Boissons	83	87	89	92	93	100	106	110	107	112
c) Tabac	88	89	93	95	100	100	105	112	116	117
d) Vêtements et autres effets personnels	77	80	85	89	93	100	104	110	112	110
e) Loyers, taxes, eau	95	96	96	97	99	100	102	104	106	108
f) Chauffage et éclairage	68	69	74	77	92	100	90	98	99	104
g) Articles ménagers durables	69	72	82	87	91	100	112	120	126	127
h) Entretien de la maison	90	92	94	96	100	100	103	106	108	110
i) Soins personnels et hygiène	79	82	87	90	96	100	102	111	113	116
j) Transports	68	70	77	79	84	100	110	121	126	132
k) Communications P.T.T.	81	81	83	87	93	100	108	114	123	132
l) Loisirs	90	89	89	93	96	100	105	109	111	116
<i>Total ...</i>	<i>83</i>	<i>84</i>	<i>89</i>	<i>91</i>	<i>95</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>108</i>	<i>112</i>	<i>115</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	76	79	83	86	91	100	105	112	118	124
b) Biens et services	65	73	76	74	86	100	102	104	112	124
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	69	71	74	80	90	100	109	117	119	129
<i>Total ...</i>	<i>73</i>	<i>77</i>	<i>81</i>	<i>82</i>	<i>90</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>114</i>	<i>122</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	106	111	93	104	97	100	110	116	126	112
b) Industries extractives	152	105	86	113	81	100	96	93	78	75
c) Industries manufacturières	50	52	73	89	100	100	99	110	126	132
d) Construction	35	44	48	62	105	100	89	94	109	115
e) Electricité, gaz et eau	80	99	80	75	119	100	108	126	147	177
f) Commerce, banques, assurances	66	75	82	90	93	100	99	97	110	112
g) Immeubles d'habitation	92	99	117	125	107	100	146	149	131	127
h) Transports et communications	87	83	89	90	96	100	101	118	125	134
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	67	82	75	77	84	100	139	112	132	151
j) Enseignement	29	64	76	94	105	100	88	85	107	106
k) Autres services	72	80	84	94	96	100	99	99	117	126
<i>Total ...</i>	<i>70</i>	<i>79</i>	<i>86</i>	<i>98</i>	<i>101</i>	<i>100</i>	<i>119</i>	<i>118</i>	<i>129</i>	<i>127</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	68	73	80	87	93	100	111	120	124	132
b) Importations totales	66	74	83	89	93	100	111	118	128	133
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	80,0	81,8	86,2	90,4	95,5	100,0	106,9	111,0	114,1	118,1

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1968, p. 704. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches Economiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1 — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 ¹

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Construction de matériel de transport			
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques				
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1966	104,5	48,6	109,7	101,5	121,0	135,3	116,6	108,3	98,0	111,2	
1966 1 ^{er} trimestre .	103,2	49,1	108,9	103,7	118,1	135,0	117,0	104,3	98,5	106,1	
2 ^e trimestre .	104,8	49,6	109,5	101,8	121,3	135,4	116,2	108,9	97,7	112,1	
3 ^e trimestre .	105,3	48,1	109,9	100,9	121,8	133,9	116,8	111,9	97,6	114,4	
4 ^e trimestre .	104,9	46,7	110,2	98,6	123,7	135,7	116,7	109,6	97,7	112,4	
1967 1 ^{er} trimestre .	102,7	45,9	108,1	94,7	121,7	132,7	113,3	106,9	99,1	107,8	
2 ^e trimestre .	102,6	44,7	106,4	93,6	117,9	127,8	110,1	106,6	95,7	114,7	
3 ^e trimestre .	102,2	43,2	105,7	91,8	118,0	127,3	108,8	105,1	92,0	117,2	
1966 Novembre	105,2	46,6	110,2	99,8	123,5	135,5	117,4	109,9	96,8	113,2	
Décembre	103,8	46,4	109,6	95,5	123,5	134,5	115,7	109,1	99,7	108,5	
1967 Janvier	102,8	46,1	109,0	95,6	123,6	134,0	115,5	107,5	100,5	104,9	
Février	102,6	46,2	107,9	94,6	121,3	134,0	112,8	106,2	99,0	107,7	
Mars	102,7	45,3	107,4	93,8	120,2	130,0	111,5	106,9	97,9	110,8	
Avril	102,4	45,0	106,4	93,4	119,1	127,5	111,0	104,7	96,3	113,3	
Mai	102,6	44,7	106,4	93,9	117,7	127,3	109,9	108,1	95,7	114,8	
Juin	102,7	44,4	106,3	93,5	116,9	128,5	109,2	107,0	95,2	116,0	
Juillet	102,0	43,8	106,0	91,8	117,6	127,4	108,9	105,9	94,8	114,3	
Août	102,0	43,1	105,6	92,3	117,6	127,7	108,5	104,8	90,6	117,6	
Septembre ...	102,6	42,7	105,6	91,4	118,9	126,9	108,9	104,5	90,7	119,6	
Octobre	101,9	42,3	105,6	92,8	117,9	127,9	109,1	98,9	93,7	116,6	
Novembre	101,6	42,0	105,4	92,4	120,0	126,9	108,1	102,3	94,0	115,4	

¹ Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — CHOMAGE *

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi		Offres d'emploi	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels		Chômeurs complets normalement aptes 4 5	Demandeurs d'emploi libres inoccupés 4 6	reçues 7	en suspens 4
1962	252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	22,7	3,6	18,9	15,0
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	17,1	3,7	15,9	17,1
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	13,4	4,1	13,9	13,1
1965	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	19,5	6,5	13,7	8,4
1966	252	74,4	38,7	35,7	1.564	15,9	6,4	5,7	25,6	8,1	13,3	7,5
1967	265	107,4	61,5	45,9	2.372	17,2	7,4	5,7	46,4	9,1	11,9	4,4
1967 1 ^{er} trimestre .	65	131,1	60,9	70,2	2.841	17,1	7,6	4,5	45,1	8,7	12,7	4,4
2 ^e trimestre .	65	91,4	59,3	32,0	1.980	17,0	5,9	6,5	43,0	7,1	13,6	4,9
3 ^e trimestre .	65	75,4	54,0	21,4	1.633	16,4	6,1	6,2	41,3	9,6	11,3	4,8
4 ^e trimestre .	70	130,1	71,2	58,9	3.035	18,2	8,7	5,6	56,3	11,0	10,1	3,4
1968 1 ^{er} trimestre .	65	166,3	88,9	77,4	3.602	17,6	8,3	4,5	69,6	9,4	13,4	3,8
2 ^e trimestre .	65	94,0	71,2	22,8	2.040	16,7	6,1	6,8	57,6	7,5	14,2	4,8
3 ^e trimestre .	65	70,6	58,8	11,8								
1967 Septembre ...	20	75,8	55,3	20,5	1.516	15,3	5,6	6,5	42,3	11,5	12,9	4,5
Octobre	25	88,2	61,5	26,7	2.205	18,6	6,4	6,4	48,4	11,5	12,4	3,7
Novembre	20	104,5	70,4	34,1	2.090	16,0	6,0	6,0	55,6	11,0	10,1	3,3
Décembre	25	192,4	81,6	110,8	4.810	19,8	10,9	4,5	65,0	10,3	7,8	3,2
1968 Janvier	20	204,2	90,2	114,0	4.083	16,7	9,2	3,9	71,6	9,9	13,6	3,5
Février	20	176,7	90,1	86,6	3.534	16,6	8,1	4,3	70,5	9,6	12,3	3,8
Mars	25	127,6	86,8	40,8	3.190	19,5	6,9	5,2	66,8	8,7	14,3	4,2
Avril	20	105,6	79,8	25,8	2.112	15,9	5,8	6,5	62,7	8,0	14,8	4,4
Mai	20	98,7	71,6	27,1	1.975	16,0	6,0	6,9	57,9	7,4	14,5	4,9
Juin	25	81,0	64,0	17,0	2.033	18,2	6,6	7,0	52,1	7,1	13,3	5,2
Juillet	20	71,8	60,2	11,6	1.436	17,2	6,8	6,1	52,6	8,0	10,6	4,9
Août	20	68,5	57,4	11,1	1.370	15,8	5,3	6,6	49,8	9,4	12,9	5,6
Septembre ...	25	71,3	58,7	12,6								

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Nombre moyen de jours de chômage par mois = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

4 Pour les montants figurant en regard d'un mois : données à fin de mois.

Pour les montants figurant en regard d'un trimestre ou d'une année : moyenne mensuelle des données à fin de mois du trimestre ou de l'année.

5 La différence entre les « chômeurs complets normalement aptes » tels qu'ils figurent dans cette colonne et les « chômeurs contrôlés complets » tels qu'ils sont repris à la colonne 3 du présent tableau s'explique par les 2 facteurs suivants :

— les données de la colonne 3 comprennent les chômeurs complets qui ne sont pas « normalement aptes ».

— les chiffres de la colonne 3 ne représentent pas des données à fin de mois, mais des moyennes journalières. On notera que, contrairement aux données à fin de mois, les moyennes journalières ne sont pas corrigées pour tenir compte des chômeurs qui n'ont pu se présenter au contrôle pour cause de maladie.

6 Les demandeurs d'emploi libres inoccupés ne sont pas bénéficiaires d'allocations de chômage.

7 Pour les montants figurant en regard d'un mois : offres reçues pendant le mois.

Pour les montants figurant en regard d'un trimestre ou d'une année : moyenne mensuelle des offres reçues pendant le trimestre ou l'année.

* Les données du tableau se rapportent, tant pour les chômeurs contrôlés que pour les demandes et offres d'emploi, aux ouvriers, employés et artistes des 2 sexes. Les données relatives aux chômeurs contrôlés ne tiennent pas compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-1961.

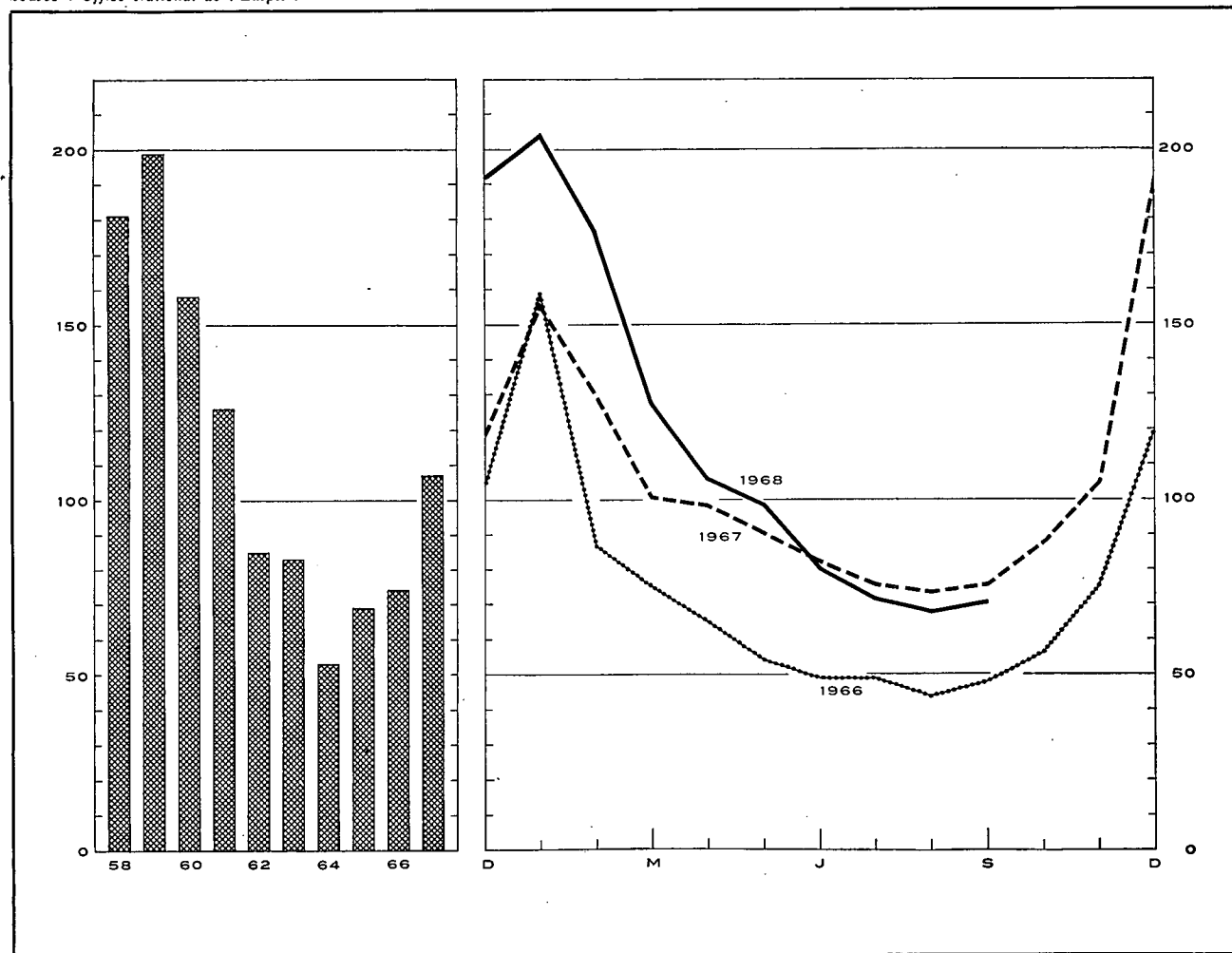
II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1965	1966	1967	1968
1959	199	292	182	150	171	Janvier	131	159	156	204
1960	158	221	149	123	137	Février	124	87	130	177
1961	126	177	111	90	124	Mars	75	75	101	128
1962	85	141	64	52	90	Avril	49	65	99	106
1963	83	176	44	35	72	Mai	45	54	91	99
1964	53	82	36	32	61	Juin	41	49	83	81
1965	69	111	45	39	78	Juillet	40	49	76	72
1966	74	111	56	47	82	Août	39	44	74	68
1967	107	131	91	75	130	Septembre	39	48	76	71
1968		166	94	71		Octobre	42	56	88	
						Novembre	96	75	105	
						Décembre	104	119	192	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 (est)
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	273	256	252	246	262	265	247	232	234
dont : froment	203	206	209	200	216	227	212	199	201
seigle	63	44	39	41	42	34	30	27	27
Céréales non panifiables	252	263	260	255	239	253	260	259	253
Plantes industrielles	96	92	93	94	106	95	92	95	108
Plantes racines et tuberculifères	131	120	116	114	103	98	98	99	89
Légumes cultivés pour la graine	11	11	10	10	11	10	9	8	9
Prés et prairies	819	821	829	825	815	810	810	810	831
Divers	129	136	129	135	129	121	124	123	91
Total ...	1.711	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640	1.626	1.615
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	773	722	835	759	900	854	650	828	
Autres céréales	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962	896	1.129	
Betteraves sucrières	3.370	2.969	2.079	2.200	3.515	2.748	2.858	4.000	
Lin (graines et paille)	214	196	231	240	283	190	167	105	
Chicorée à café	55	60	37	47	68	46	29	32	
Pommes de terre	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475	1.943	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	159	148	141	132	120	108	95	86	71
Total des bovidés	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773	2.759	2.778
dont : vaches laitières	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019	1.029	1.066
Porcs	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971	2.323	2.479
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199	2.403	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	441	429	462	458	429	461	500	548	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

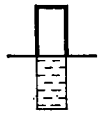
	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Aiglefin	232	262	285	300	221	281	233	141	130
Cabillaud	653	689	698	868	728	630	1.124	1.052	1.322
Plie	381	390	291	346	424	322	294	442	516
Sole	257	350	314	347	631	201	263	329	412
Raie	342	323	328	310	298	319	280	182	178
Hareng	260	528	409	273	153	134	112	61	30
Crevettes	89	39	80	48	76	75	72	80	104

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistiques agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE ¹

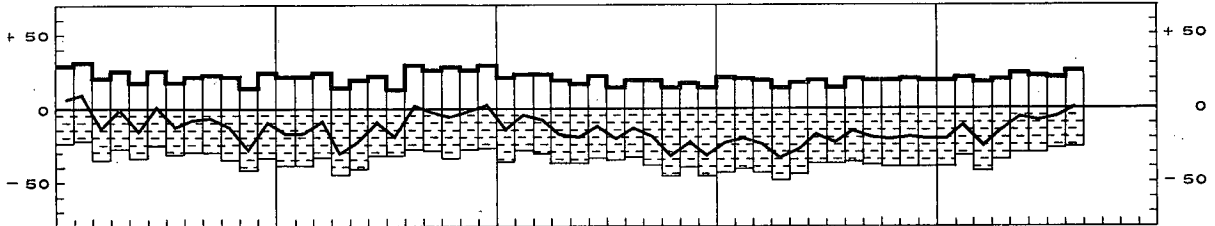
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



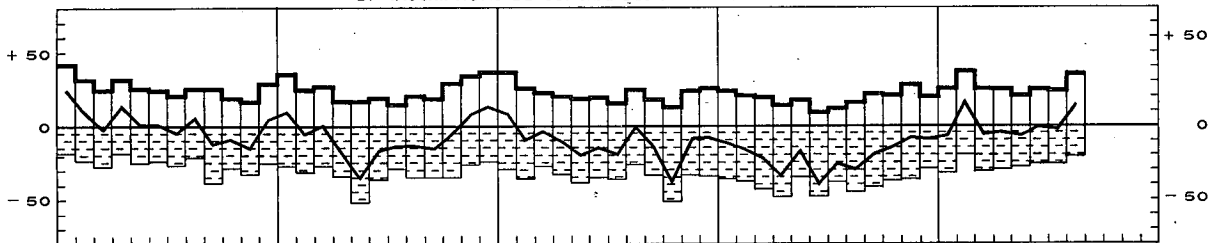
Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A,B et C
 Pourcentage des réponses "supérieur à la normale" pour les questions D et E
 Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A,B et C
 Pourcentage des réponses "inférieur à la normale" pour les questions D et E

— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A,B et C
 — Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions D et E

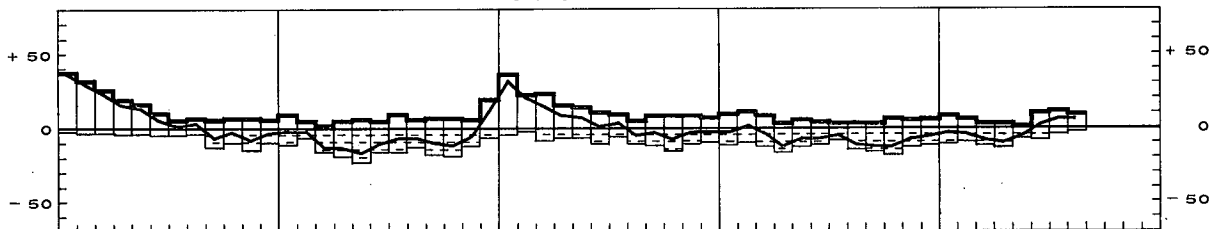
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



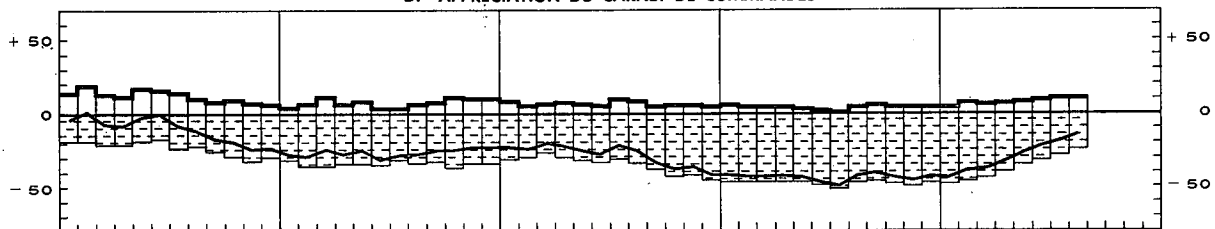
B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



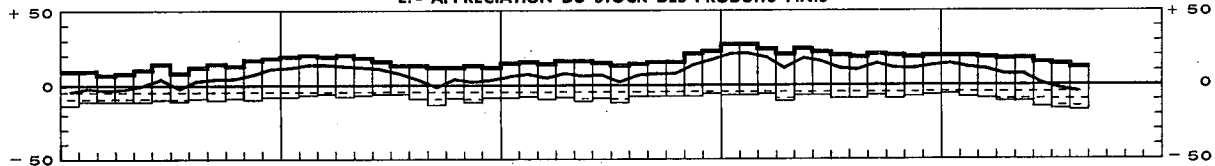
C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



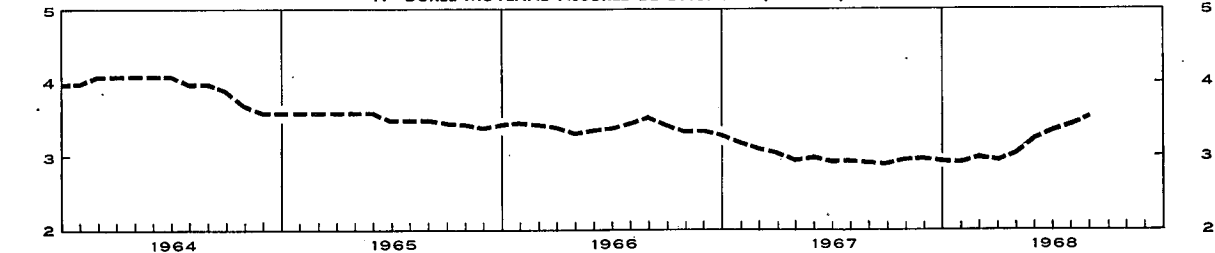
D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



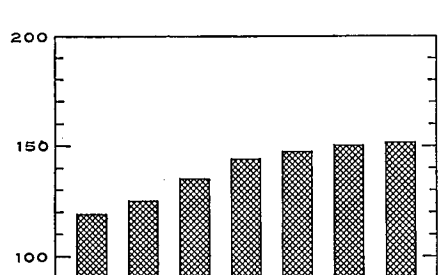
F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



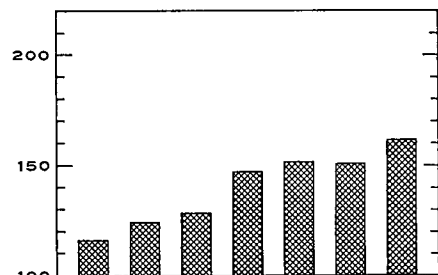
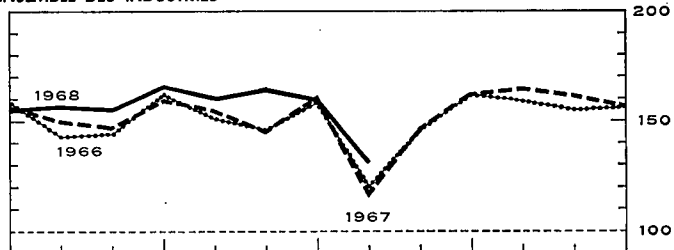
¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

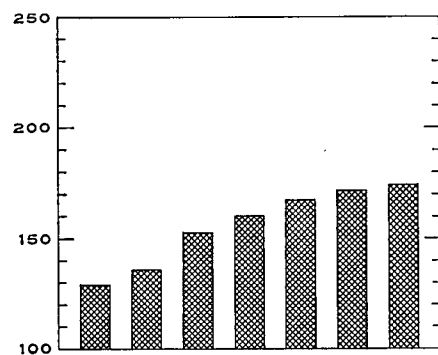
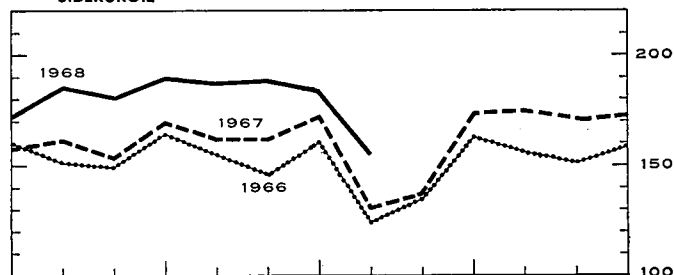
Base 1958 = 100



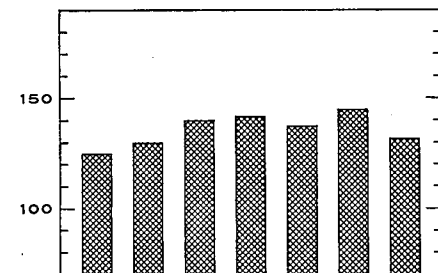
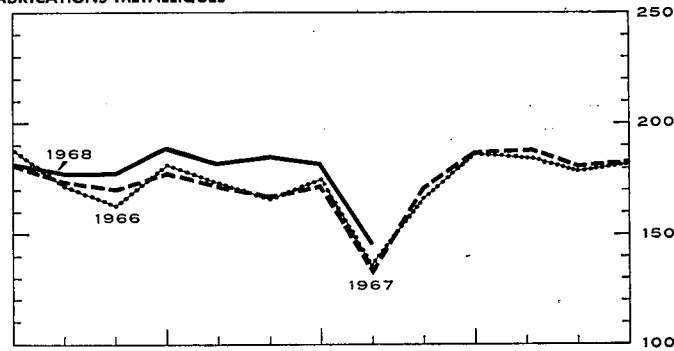
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



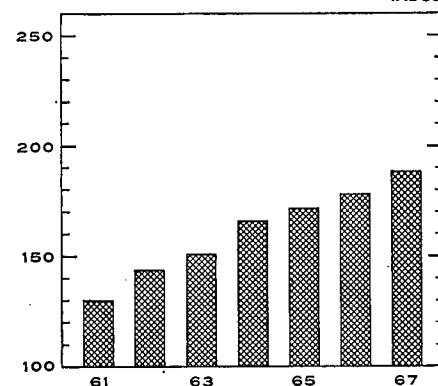
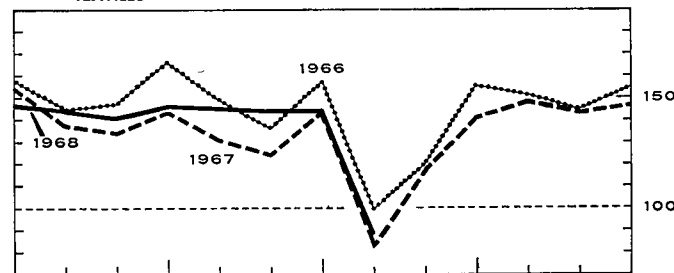
SIDERURGIE



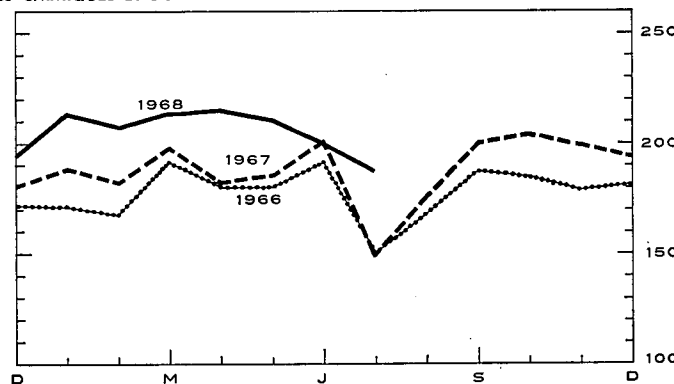
FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



INDUSTRIES CHIMIQUES ET DU CAOUTCHOUC



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.502	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	97	254
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	98	296
1966 4 ^e trimestre	1.482	3.046	377	2.222	1.300	1.965	1.485	100	298
1967 1 ^{er} trimestre	1.472	3.094	309	2.139	1.314	1.945	1.440	102	321
2 ^e trimestre	1.430	3.033	426	2.245	1.335	1.812	1.401	100	255
3 ^e trimestre	1.193	2.889	325	1.903	1.314	1.688	1.394	90	233
4 ^e trimestre	1.383	2.644	395	2.276	1.372	2.089	1.527	101	375
1968 1 ^{er} trimestre	1.361	2.544	489	2.313	1.404	2.145	1.687	106	431
2 ^e trimestre	1.296	2.493	462	2.223	1.421	1.963	1.693		
3 ^e trimestre	p 1.074	p 2.222			p 1.392				
1967 Juillet	943	2.920	327	1.620	1.302	1.519	1.336	87	195
Août	1.296	2.936	257	1.924	1.305	1.689	1.464	86	232
Septembre	1.340	2.889	393	2.165	1.336	1.857	1.381	98	273
Octobre	1.405	2.851	405	2.162	1.348	2.017	1.426	100	321
Novembre	1.431	2.849	380	2.282	1.392	2.067	1.458	99	389
Décembre	1.314	2.644	399	2.385	1.376	2.184	1.696	103	415
1968 Janvier	1.448	2.561	445	2.362	1.407	2.219	1.616	106	449
Février	1.324	2.571	495	2.270	1.415	2.076	1.658	102	430
Mars	1.311	2.544	527	2.308	1.391	2.140	1.787	109	413
Avril	1.336	2.554	440	2.224	1.430	1.995	1.740	103	345
Mai	1.366	2.548	428	2.246	1.432	2.025	1.530	108	243
Juin	1.187	2.493	519	2.199	1.402	1.868	1.810		
Juillet	971	2.429	370	1.827	1.410	1.779			
Août	p 1.049	p 2.288			p 1.359	1.945			
Septembre	p 1.203	p 2.222			p 1.408				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : Institut National de Statistique [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1966 4 ^e trimestre	763	604	7,40	7,11	14,51	14,59
1967 1 ^{er} trimestre	788	632	6,89	6,90	13,79	13,42
2 ^e trimestre	829	650	6,74	6,74	13,48	14,20
3 ^e trimestre	743	557	6,15	5,77	11,92	12,17
4 ^e trimestre	879	664	7,09	7,39	14,48	14,95
1968 1 ^{er} trimestre	952	727	p 7,04	p 8,12	p 15,16	p 14,32
2 ^e trimestre	p 958	728				
3 ^e trimestre	p 912					
1967 Juillet	669	472	5,53	4,51	10,04	10,03
Août	693	515	6,06	5,63	11,69	12,08
Septembre	867	684	6,88	7,17	14,05	14,41
Octobre	882	673	7,06	7,42	14,48	14,43
Novembre	885	648	6,60	6,85	13,45	14,51
Décembre	869	671	7,62	7,90	15,52	15,92
1968 Janvier	954	724	p 6,79	p 7,97	p 14,76	p 13,61
Février	931	715	p 6,81	p 8,30	p 15,11	p 13,71
Mars	973	740	p 7,51	p 8,09	p 15,60	p 15,64
Avril	963	739	p 6,96	p 8,11	p 15,07	p 15,30
Mai	964	746	p 7,80	p 8,90	p 16,70	p 14,75
Juin	p 947	698				
Juillet	p 814	565				
Août	921 ¹					
Septembre	1.000 ¹					

1 Estimations de l'Agéfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et transformations
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)		Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	29.510	2.636	6.059	2.619	2.843	4.930
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.233	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.025	1.436	27.693	6.016	20.797	3.280	4.602	5.179
1964	44.232	34.575	14.389	1.653	35.748	6.583	20.661	3.826	5.402	7.248
1965	39.252	28.120			39.780	1	2	1	2	9.377
1966	42.648	35.727			32.702	1	2	1	2	10.143
1967	37.125	32.943			29.645	1	2	1	2	9.304

¹ En 1965, 1966 et 1967, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 10.778, 13.908 et 13.186.

² En 1965, 1966 et 1967, le volume à construire pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 27.000, 25.507 et 26.136 milliers de m³.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments achevés (nombre)	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments achevés (nombre)
1966 4 ^e trimestre	3.001	3.214	1.053	977
1967 1 ^{er} trimestre	3.029	2.033	1.011	616
2 ^e trimestre	3.605	2.365	1.295	653
3 ^e trimestre	3.028	2.653	1.194	719
4 ^e trimestre	2.713	2.830	896	1.113
1968 1 ^{er} trimestre	2.979		775	
2 ^e trimestre	3.301		1.038	
1967 Juin	3.760	2.794	1.424	730
Juillet	3.459	2.275	1.283	437
Août	2.954	2.661	1.193	753
Septembre	2.671	3.022	1.105	968
Octobre	2.726	2.437	997	1.015
Novembre	2.425	2.519	873	888
Décembre	2.989	3.535	817	1.437
1968 Janvier	2.486		701	
Février	2.168		731	
Mars	4.283		892	
Avril	3.026		1.084	
Mai	3.583		917	
Juin	3.293		1.112	

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *
1 ^{er} trimestre	116	117	+ 0,9	111	113	+ 1,7	118	111	- 5,9
2 ^e trimestre	117	117	...	110	111	+ 0,9	118	110	- 6,8
3 ^e trimestre	117	118	+ 0,9	111	112	+ 0,9	116	114	- 1,7
4 ^e trimestre	117	123	+ 5,1	111	114	+ 2,6	114	120	+ 5,3
	1967	1968		1967	1968		1967	1968	
1 ^{er} trimestre	117	124	+ 6,0	113	118	+ 4,3	111	119	+ 7,2
2 ^e trimestre	117	122	+ 4,3	111	120	+ 7,5	110	126	+ 14,5
3 ^e trimestre	118			112			114		
4 ^e trimestre	123			114			120		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *
1 ^{er} trimestre	114	119	+ 4,4	114	127	+ 11,4	120	126	+ 5,0
2 ^e trimestre	116	118	+ 1,7	117	128	+ 9,4	122	127	+ 4,1
3 ^e trimestre	119	120	+ 0,8	120	125	+ 4,2	123	130	+ 5,7
4 ^e trimestre	119	123	+ 3,4	122	131	+ 7,4	126	134	+ 6,3
	1967	1968		1967	1968		1967	1968	
1 ^{er} trimestre	119	125	+ 5,0	127	133	+ 4,7	126	138	+ 9,5
2 ^e trimestre	118	105	- 11,0	128	136	+ 6,3	127	140	+ 10,2
3 ^e trimestre	120			125			130		
4 ^e trimestre	123			131			134		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de Berlin-Ouest.

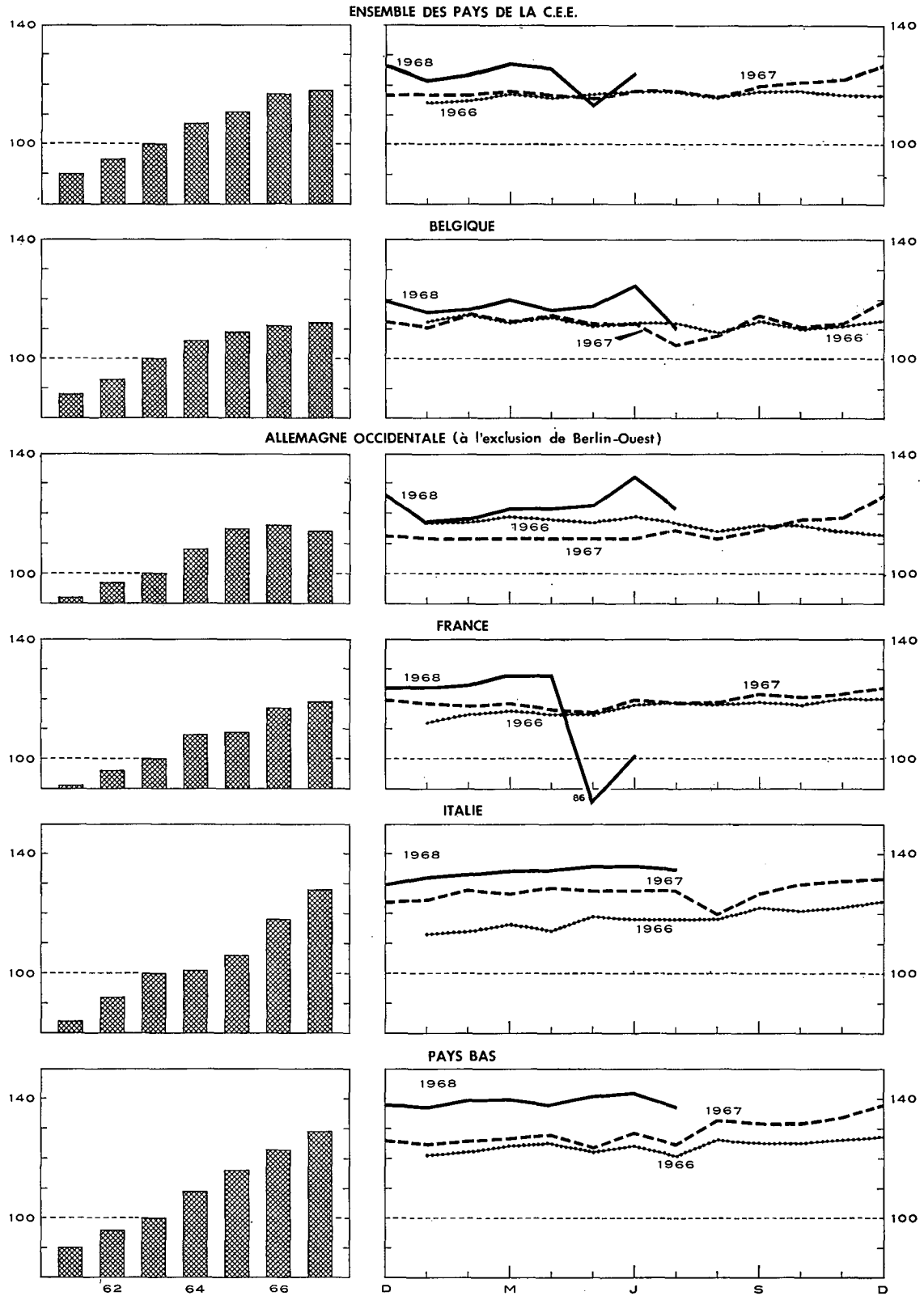
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fedéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)					Trafic payant aérien régulier	
	Nombre de voyageurs- km (millions)	Nombre de tonnes-km productives 1 (milliers de tonnes)	Tonnage total	dont :			(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
				combustibles et huiles minérales	minerais			
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4
1967	711	507	4.952	1.576	1.259	73	162,8	22,8
1966 4 ^e trimestre	735	543	5.172	1.653	1.281	114	110,6	17,3
1967 1 ^{er} trimestre	723	509	4.897	1.579	1.257	108	97,0	15,7
2 ^e trimestre	714	508	5.115	1.689	1.264	108	170,1	23,2
3 ^e trimestre	695	466	4.576	1.450	1.198	39	256,0	31,0
4 ^e trimestre	712	544	5.222	1.586	1.319	37	128,3	21,5
1968 1 ^{er} trimestre	p 685	538	5.145	1.563	1.351	32	99,7	17,9
2 ^e trimestre	p 689	518	5.014	1.564	1.235	36		
1967 Août	698	445	4.502	1.447	1.120	47	256,1	30,7
Septembre	699	509	5.035	1.593	1.312	43	237,2	30,0
Octobre	724	548	5.321	1.570	1.361	47	171,8	25,3
Novembre	695	533	5.104	1.563	1.273	38	96,4	19,0
Décembre	718	550	5.242	1.626	1.323	26	116,6	20,2
1968 Janvier	p 692	542	5.221	1.711	1.322	32	106,8	17,8
Février	p 668	529	5.037	1.477	1.330	31	90,4	17,0
Mars	p 696	542	5.178	1.500	1.400	32	101,8	18,9
Avril	p 694	533	5.176	1.553	1.345	39	113,9	21,2
Mai	p 683	488	4.837	1.584	1.142	34		
Juin	p 690	532	5.030	1.556	1.218	35		
Juillet	p 662	513	4.757	1.434	1.201	18		
Août						31		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation Intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(1)	(2)	
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61	5.426	456
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70	5.553	452
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67	5.400	433
1964	4.558	3.036	1.403	165	178	78	6.276	509
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108	6.412	507
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76	6.633	497
1967	4.872	3.510 2	1.679 2	125	136	74	7.111	522
1966 4 ^e trimestre ..	4.823	3.323	1.515	165	181	82	6.524	479
1967 1 ^{er} trimestre ..	4.916	3.597	1.562	141	143	94	6.705	493
2 ^e trimestre ..	5.029	3.350	1.312	111	128	60	7.635	557
3 ^e trimestre ..	4.713	2.390	1.447	125	126	67	7.048	517
4 ^e trimestre ..	4.829	4.435	1.455	125	146	75	7.055	518
1968 1 ^{er} trimestre ..	5.080	4.197	1.790	110	102	86	7.321	511
2 ^e trimestre ..	5.136			110				
1967 Juillet	4.658	1.947	1.197	141	112	48	6.480	483
Août	4.920	3.387	1.829	115	130	45	7.366	522
Septembre ..	4.560	1.836	1.314	118	137	108	7.299	547
Octobre	4.907	3.413	1.863	121	187	51	7.531	562
Novembre	4.522	5.884	1.238	139	125	84	6.767	491
Décembre	5.057	4.008	1.264	114	127	90	6.867	500
1968 Janvier	4.952	3.597	1.297	125	123	102	6.434	446
Février	4.801	4.556	1.796	113	104	93	7.460	522
Mars	5.487	4.439	2.278	92	80	63	8.069	564
Avril	4.820	3.777	2.368	104	77	83	7.702	559
Mai	5.362			119				
Juin	5.226			107				
Juillet				111				

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

2 Source : Administration du port d'Anvers.

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1966	1.647	1.200	99	47	103	67	33
1967	1.706	1.257	101	50	92	67	38
1966 2 ^e trimestre	1.603	1.127	107	46	123	64	38
3 ^e trimestre	4.130	3.202	222	98	254	147	56
4 ^e trimestre	476	261	39	25	20	31	21
1967 1 ^{er} trimestre	529	313	47	24	29	30	18
2 ^e trimestre	1.502	1.053	89	50	103	64	41
3 ^e trimestre	4.271	3.370	231	99	214	146	61
4 ^e trimestre	523	292	39	29	24	29	32
1967 Janvier	367	193	30	20	15	27	17
Février	348	182	29	19	14	24	16
Mars	873	564	82	32	58	38	22
Avril	1.020	694	87	32	49	43	32
Mai	1.303	860	84	48	108	62	44
Juin	2.182	1.605	95	69	153	87	57
Juillet	5.599	4.685	196	167	248	94	64
Août	5.676	4.437	352	82	277	271	62
Septembre	1.537	987	144	49	118	73	56
Octobre	582	300	44	32	34	37	43
Novembre	509	283	41	27	20	28	34
Décembre	478	293	33	27	19	21	19
1968 Janvier	381	205	29	21	16	25	23

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habile-ment	Ameu-blement	Ménage 2				Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossi-tes en alimen-tation générale
1960	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1967	232	232	220	199	240	193	243	343	173	145	178
1966 4 ^e trimestre	272	249	262	212	278	203	233	333	179	147	171
1967 1 ^{er} trimestre	210	229	188	208	227	189	226	322	174	143	172
2 ^e trimestre	226	228	229	197	229	199	260	350	172	151	191
3 ^e trimestre	220	215	209	191	235	181	232	327	172	142	167
4 ^e trimestre	271	256	255	199	271	205	256	373	172	144	183
1968 1 ^{er} trimestre	214	241	184	202	231	197	238	395	172	144	183
2 ^e trimestre	239	227	244	206	248	198	258	414	178	146	189
1967 Juillet	225	201	236	192	238	173	213	317			
Août	204	212	172	172	222	178	248	323			
Septembre	231	233	218	210	244	192	236	341			
Octobre	229	229	232	190	240	186	246	337			
Novembre	257	235	234	181	230	193	251	341			
Décembre	327	303	300	227	344	235	272	440			
1968 Janvier	208	231	182	203	212	200	237	378			
Février	202	233	164	192	234	188	232	381			
Mars	231	259	204	212	246	203	244	427			
Avril	239	241	246	205	236	195	252	405			
Mai	243	237	242	214	262	207	270	427			
Juin	235	220	244	199	246	193	252	409			
Juillet	245	218	250	214	270	183					

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.
 1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1965 2 ^e semestre	1.500	793	139	568	16,04	6,01	4,05	5,98	6,57	2,97	1,40	2,20
1966 1 ^{er} semestre	1.501	820	133	548	16,50	6,30	4,26	5,94	6,93	3,10	1,58	2,25
2 ^e semestre	1.552	873	123	556	17,20	6,78	4,51	5,91	7,25	3,33	1,63	2,29
1967 1 ^{er} semestre	1.576	891	136	549	18,36	7,34	4,88	6,14	7,71	3,62	1,74	2,35
2 ^e semestre	1.543	921	129	493	18,44	7,68	4,84	5,92	7,56	3,50	1,83	2,23

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1965 2 ^e semestre	47	27	2	18	86,1	34,3	9,9	41,9
1966 1 ^{er} semestre	46	26	2	18	97,9	32,8	11,7	53,4
2 ^e semestre	47	27	2	18	98,0	36,9	10,1	51,0
1967 1 ^{er} semestre	69	34	2	33	104,3	41,7	9,9	52,7
2 ^e semestre	53	35	1	17	94,5	42,0	8,9	43,6

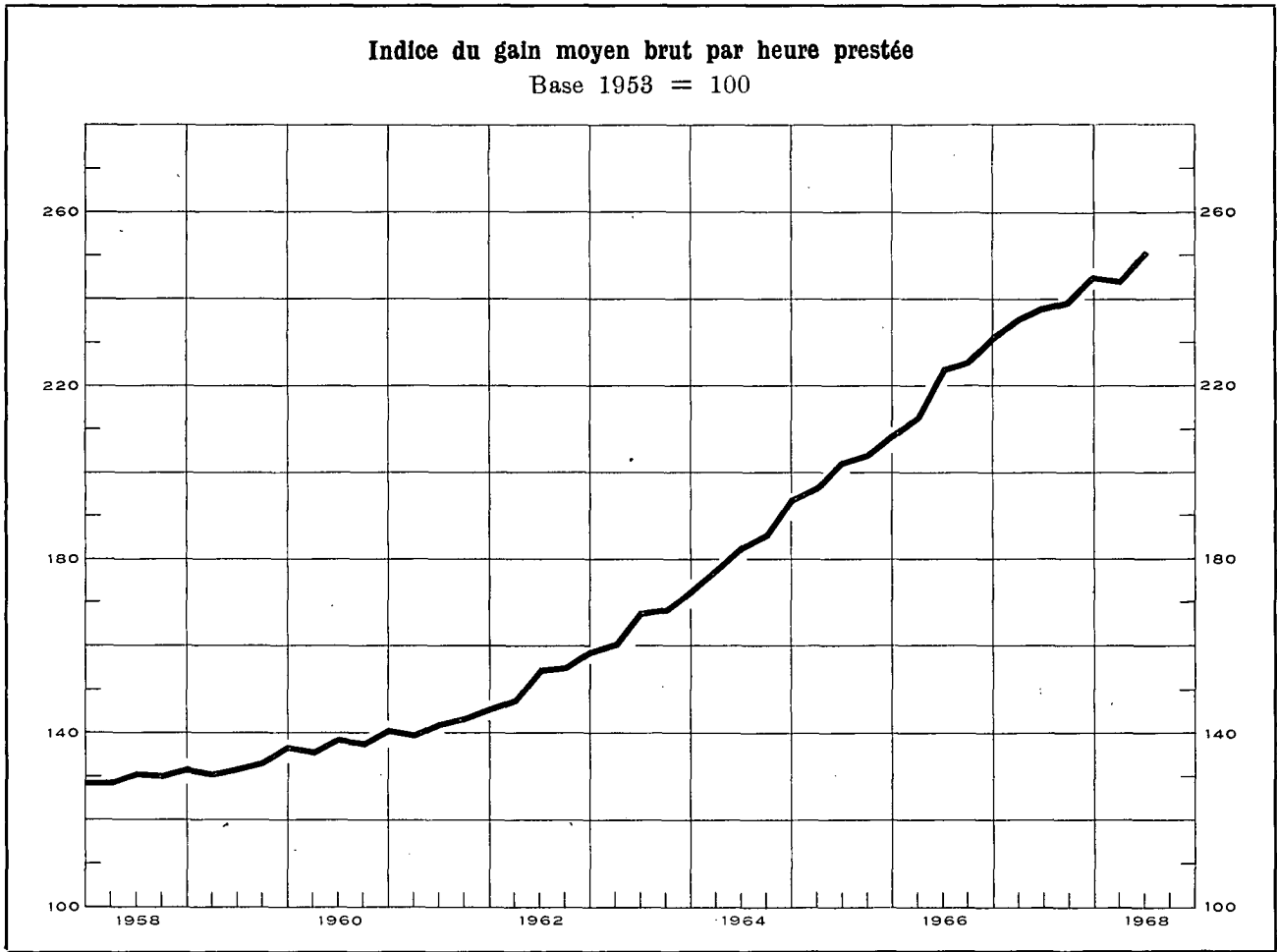
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1965 2 ^e semestre	845	3,8	1,1	2,1	42,9	18,5	8,6	371,4	25,1	13,2	355,3	2,7
1966 1 ^{er} semestre	919	4,1	1,0	2,1	46,5	19,4	8,5	416,8	23,2	7,8	386,8	2,8
2 ^e semestre	792	3,9	0,9	2,6	45,5	17,6	8,5	307,8	28,5	8,2	364,3	4,2
1967 1 ^{er} semestre	777	4,7	1,4	2,0	53,3	20,5	7,5	284,8	22,9	7,8	366,6	5,6
2 ^e semestre	776	3,6	0,9	1,9	46,7	18,5	8,2	302,8	28,3	7,3	354,2	3,6
Crédit accordé (millions de francs)												
1965 2 ^e semestre	6.573	528	72	126	2.231	505	59	360	96	638	1.917	41
1966 1 ^{er} semestre	6.930	616	70	124	2.543	547	59	298	80	683	1.869	41
2 ^e semestre	7.250	596	68	218	2.463	528	56	355	91	743	2.087	45
1967 1 ^{er} semestre	7.713	707	86	175	2.933	591	52	293	75	783	1.982	36
2 ^e semestre	7.565	564	67	196	2.638	553	56	367	88	748	2.257	31
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1965 2 ^e semestre	100,0	8,0	1,1	1,9	33,9	7,7	0,9	5,5	1,5	9,7	29,2	0,6
1966 1 ^{er} semestre	100,0	8,9	1,0	1,8	36,7	7,9	0,8	4,3	1,1	9,9	27,0	0,6
2 ^e semestre	100,0	8,2	0,9	3,0	34,0	7,3	0,8	4,9	1,3	10,2	28,8	0,6
1967 1 ^{er} semestre	100,0	9,2	1,1	2,3	38,0	7,6	0,7	3,8	1,0	10,2	25,7	0,4
2 ^e semestre	100,0	7,5	0,9	2,6	34,9	7,3	0,7	4,8	1,2	9,9	29,8	0,4

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 ⁴	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215	208	246
1967	239	223	232	213	267
1967 Mars	235	219	226		261
Juin	238	222	230		265
Sept.	239	224	234		267
Déc.	246	228	237		274
1968 Mars	244	230	239		274
Juin	251	232	242		282

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	88,6	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	88,6	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	89,2	82,0	79,6
1965 Mars-Avril	61,22	107,9	86,9	89,1	89,2	86,2
Sept.-Octobre	63,57	109,0	87,5	87,5	88,4	84,8
1966 Mars-Avril	66,75	108,2	87,5	87,5	86,8	82,5
Sept.-Octobre	70,70	103,8	83,5	89,6	84,8	79,1
1967 Mars-Avril	74,52	101,0	80,5	89,5	82,7	80,2
Sept.-Octobre	77,09	99,4	80,6	89,0	82,2	79,8
1968 Juillet	83,65	94,4	67,6	85,7	85,2	76,8

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXIII^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 247.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen brut par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1968 et périodes suivantes).

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)
(en francs par heure)

Source : Institut National de Statistique.

Groupe et branche d'industrie	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 octobre	1967 octobre
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	41,29	45,70	48,39	52,62	56,62	60,57	64,11
Carrières ¹	34,79	37,58	39,84	44,59	48,24	53,13	54,01
Total des industries extractives ¹	40,81	45,10	47,76	51,83	55,84	59,68	62,97
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	27,67	29,41	32,75	37,09	40,29	43,47	45,59
Boissons	30,27	32,30	34,80	39,59	44,38	47,77	50,56
Tabac	22,94	26,12	29,50	33,50	37,06	41,06	43,60
Industries textiles	26,94	27,55	31,16	34,61	37,27	41,83	44,32
Chaussures, habillement	21,23	23,16	25,39	28,98	32,45	35,97	37,66
Bois (sauf meubles)	28,25	30,47	32,82	37,01	39,93	44,71	48,00
Industrie du meuble	30,05	31,38	35,27	40,65	42,17	46,75	49,18
Papier, articles en papier	30,85	33,39	35,87	39,61	43,58	47,88	50,88
Impressions et reliures	34,97	37,02	39,47	43,96	48,06	52,17	56,79
Cuir (sauf chaussures, habillement)	25,80	27,82	30,90	33,97	37,07	40,77	43,38
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	31,65	34,16	36,93	40,29	43,59	48,49	51,42
Industries chimiques	32,84	35,08	38,49	44,43	49,81	56,32	59,59
Industrie du pétrole	51,02	53,33	57,25	62,88	71,33	78,36	85,10
Produits minéraux non métalliques	32,05	34,43	37,31	42,55	45,83	50,98	53,46
Industries métallurgiques de base	42,13	45,11	47,96	52,08	54,96	59,55	62,98
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	32,72	35,92	38,85	43,37	46,13	49,44	52,12
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	34,92	37,70	40,42	45,23	47,38	52,22	56,20
Industrie électrotechnique	30,18	33,57	35,48	39,97	43,99	48,80	51,19
Construction de matériel de transport ...	37,58	42,06	45,07	48,55	51,80	56,34	59,53
Total des industries manufacturières	31,01	33,26	36,20	40,74	44,03	48,58	51,36
dont : hommes	34,63	37,13	40,10	44,53	48,14	52,94	55,92
femmes	21,10	22,78	25,45	29,16	31,97	35,51	37,67
Construction ¹	33,17	36,21	38,66	43,75	47,30	52,82	55,71
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	32,40	35,00	37,82	42,20	45,60	50,01	52,84
dont : hommes	35,14	37,99	40,81	45,11	48,75	53,43	56,42

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).
— Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne.
Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	21	469	1.413	35,2	2,89
1966	229	41,3	101	28,3	19	555	1.297	31,0	2,89
1967	220	38,4	102	24,7	16	418	1.223	27,0	2,88
1966 4 ^e trimestre	234	40,1	95	23,8	19	458	1.211	27,0	2,88
1967 1 ^{er} trimestre	231	38,8	94	24,0	17	430	1.201	27,2	2,88
2 ^e trimestre	226	38,7	97	24,4	17	368	1.219	26,2	2,88
3 ^e trimestre	214	38,3	90	24,6	16	375	1.200	26,7	2,88
4 ^e trimestre	209	37,5	95	25,6	16	499	1.271	27,8	2,88
1968 1 ^{er} trimestre			107		17	681	1.319	32,7	2,88
2 ^e trimestre			106			492	1.309		
1967 Juin	221	39,5	98	24,5	17	368	1.222	26,0	2,88
Juillet	214	38,8	94	24,6	17	362	1.220	26,0	2,88
Août	218	38,1	87	24,8	15	379	1.194	27,0	2,88
Septembre	209	37,9	89	24,4	15	384	1.185	27,0	2,88
Octobre	212	37,5	89	25,4	15	413	1.190	26,0	2,88
Novembre	207	37,5	92	26,0	15	523	1.273	27,5	2,88
Décembre	207	37,2	103	25,3	17	560	1.351	30,0	2,88
1968 Janvier	210	p 37,2	104	23,0	17	596	1.323	33,0	2,88
Février			108		16	727	1.317	34,0	2,88
Mars			107		17	719	1.317	31,0	2,88
Avril			106		17	531	1.315	28,5	2,88
Mai			106			464	1.306	26,0	2,91
Juin			106			481	1.306		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) ¹
			général	industriel	alimentaire	
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1967	88	89	100	105	91	115
1967 1 ^{er} trimestre	86	90	100	105	91	99
2 ^e trimestre	89	90	100	104	91	104
3 ^e trimestre	86	89	100	104	90	120
4 ^e trimestre	93	88	101	106	91	138
1968 1 ^{er} trimestre	103	88	102	108	91	124
2 ^e trimestre	99	88	100	106	90	116
3 ^e trimestre	97	88	99	105	87	
1967 Septembre	85	88	100	104	90	120
Octobre	86	87	100	105	91	134
Novembre	92	88	101	106	91	140
Décembre	101	88	101	107	90	140
1968 Janvier	102	88	101	107	90	129
Février	103	89	102	109	91	117
Mars	103	88	103	109	91	126
Avril	99	88	101	106	90	118
Mai	99	88	100	105	90	108
Juin	99	89	100	106	89	121
Juillet	97	89	99	105	88	114
Août	97	87	99	105	87	
Septembre	97	88	99	106	87	

¹ Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 *

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1959	101,4	95,0	95,9	94,1	103,0	105,9	97,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	92,2	98,2	86,8	105,4	107,0	101,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	94,3	110,2	81,5	104,5	106,7	100,4	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	100,8	106,9	95,2	103,8	107,6	96,1	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	107,0	117,9	97,5	105,4	110,0	96,3	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	109,9	126,7	96,0	110,9	113,9	103,7	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	113,2	131,2	98,5	111,5	113,8	105,6	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	118,2	134,0	104,8	113,5	115,0	109,3	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1967	113,2	118,1	134,8	104,2	112,0	115,0	103,7	105,2	116,9	90,7	111,9	154,9	98,6	112,6	121,2
1966 4 ^e trimestre .	114,0	118,8	137,0	103,8	112,8	114,9	107,4	105,8	117,9	93,5	111,8	147,9	101,5	113,4	120,4
1967 1 ^{er} trimestre .	114,2	119,5	136,4	105,4	112,9	115,0	106,6	105,9	117,2	92,9	113,6	151,5	100,5	113,3	121,4
2 ^e trimestre .	113,8	122,2	136,3	110,1	111,8	114,5	103,4	104,6	116,3	90,8	111,8	154,8	98,4	112,3	121,0
3 ^e trimestre .	112,5	116,1	131,3	103,4	111,6	115,0	102,4	105,0	117,0	89,6	110,4	156,6	97,9	112,0	121,1
4 ^e trimestre .	112,4	114,7	135,3	98,1	111,9	115,4	102,3	105,2	117,3	89,7	111,8	156,9	97,5	113,0	121,3
1968 1 ^{er} trimestre .	112,6	113,6	135,1	96,5	112,4	115,8	103,1	105,8	118,5	90,4	112,3	157,7	97,6	114,2	121,7
2 ^e trimestre .	112,5	113,6	136,1	95,7	112,2	116,9	101,6	104,5	117,2	91,1	111,2	158,7	97,9	113,5	121,6
1966 Septembre ...	113,8	118,3	134,7	104,6	112,7	114,5	107,3	105,8	118,2	93,9	110,2	145,2	101,8	114,1	119,3
Octobre	113,8	117,9	133,9	104,5	112,8	114,8	107,3	105,8	118,3	93,5	111,0	147,9	101,4	113,6	120,2
Novembre	114,2	119,6	139,5	103,4	112,9	114,9	107,6	105,8	117,9	93,6	112,1	147,9	101,6	113,5	120,4
Décembre	114,0	118,8	137,5	103,4	112,8	114,9	107,2	105,9	117,5	93,4	112,2	147,9	101,4	113,1	120,5
1967 Janvier	113,8	118,0	135,8	103,3	112,8	114,9	107,1	105,7	117,4	93,6	113,4	147,9	101,0	112,8	121,2
Février	114,1	118,2	135,6	103,7	113,1	115,2	107,0	106,1	117,4	93,2	113,6	153,3	100,6	113,7	121,6
Mars	114,6	122,4	137,9	109,3	112,8	114,8	105,8	106,0	116,9	91,9	113,8	153,3	100,0	113,4	121,4
Avril	114,0	122,1	137,4	109,1	112,0	114,4	104,3	104,4	116,3	91,2	113,8	153,3	98,6	112,8	121,1
Mai	113,9	123,3	138,3	110,5	111,6	114,3	103,7	104,5	116,3	91,0	110,9	154,7	98,4	112,2	120,6
Juin	113,6	121,2	133,0	110,8	111,7	114,7	102,3	105,0	116,4	90,1	110,8	156,4	98,2	111,9	121,2
Juillet	112,6	115,5	127,6	105,1	111,8	115,0	103,3	105,2	116,9	90,0	111,1	156,4	98,3	112,0	121,3
Août	112,7	117,9	134,6	103,9	111,4	115,0	101,9	104,7	117,1	89,7	110,0	156,4	97,8	111,9	120,8
Septembre ...	112,2	114,9	131,6	101,1	111,5	115,0	101,9	105,2	117,1	89,0	110,2	156,9	97,6	112,0	121,1
Octobre	111,8	113,1	132,2	97,6	111,5	115,2	101,6	105,1	117,3	89,1	110,7	156,9	97,3	112,5	121,0
Novembre	112,6	115,1	136,2	98,2	112,0	115,4	102,8	105,2	117,1	89,6	112,3	156,9	97,6	113,1	121,5
Décembre	112,9	115,8	137,4	98,4	112,1	115,6	102,5	105,2	117,6	90,5	112,4	156,9	97,7	113,3	121,5
1968 Janvier	112,7	114,7	135,7	97,8	112,2	115,7	102,5	105,9	117,8	90,4	112,1	157,2	97,6	113,6	121,6
Février	112,5	112,7	133,8	95,8	112,5	115,8	103,5	106,3	118,9	90,4	112,1	157,6	97,6	114,5	121,8
Mars	112,7	113,5	135,9	95,8	112,5	115,8	103,3	105,2	118,7	90,3	112,8	158,3	97,6	114,4	121,8
Avril	112,7	114,4	137,1	96,4	112,2	116,1	101,7	104,5	117,4	90,7	112,8	158,6	97,5	113,4	121,9
Mai	112,6	114,6	138,0	96,2	112,1	118,6	101,5	104,5	117,0	90,9	110,6	158,7	97,9	113,3	121,4
Juin	112,2	111,7	133,1	94,6	112,3	116,1	101,6	104,6	117,2	91,7	110,2	158,7	98,2	113,8	121,4
Juillet	112,5	113,1	133,2	96,9	112,3	116,2	101,1	104,7	117,1	91,8	110,4	158,7	98,3	113,7	121,3
Août	113,4	117,1	141,4	97,9	112,4	116,2	101,5	104,5	117,0	92,0	112,0	158,7	98,1	113,8	121,7

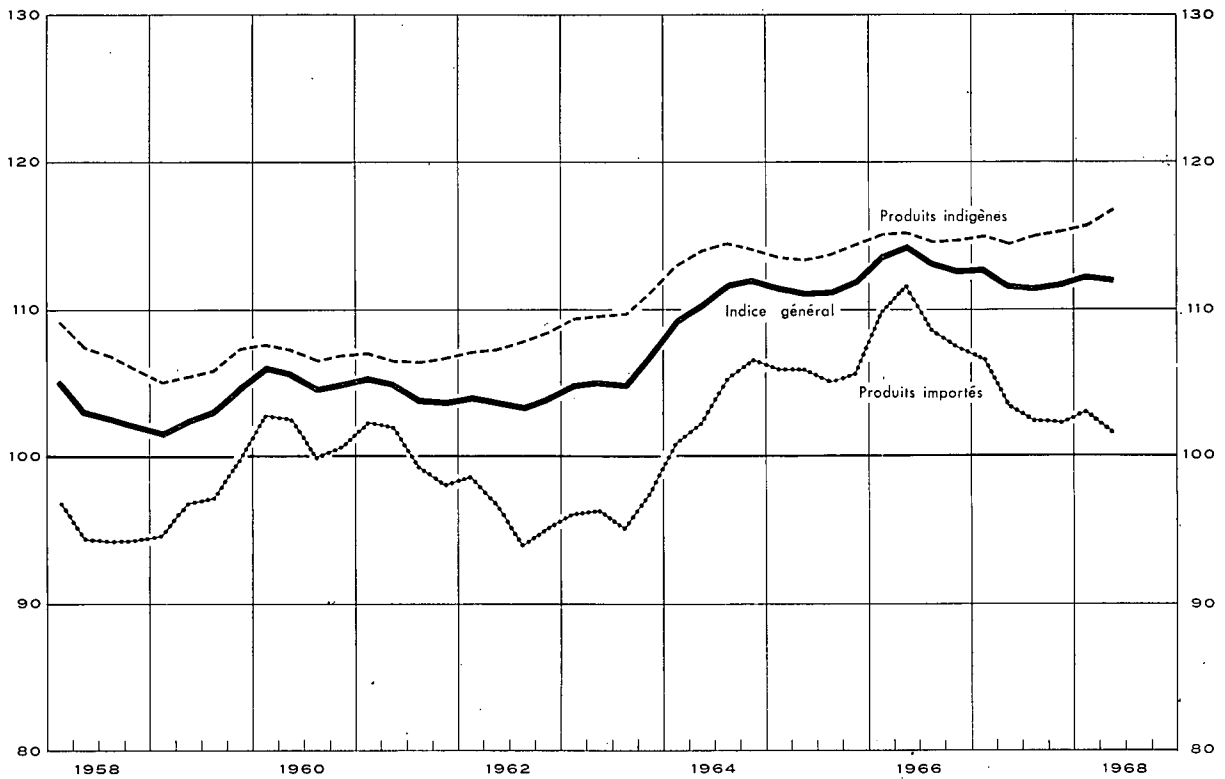
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

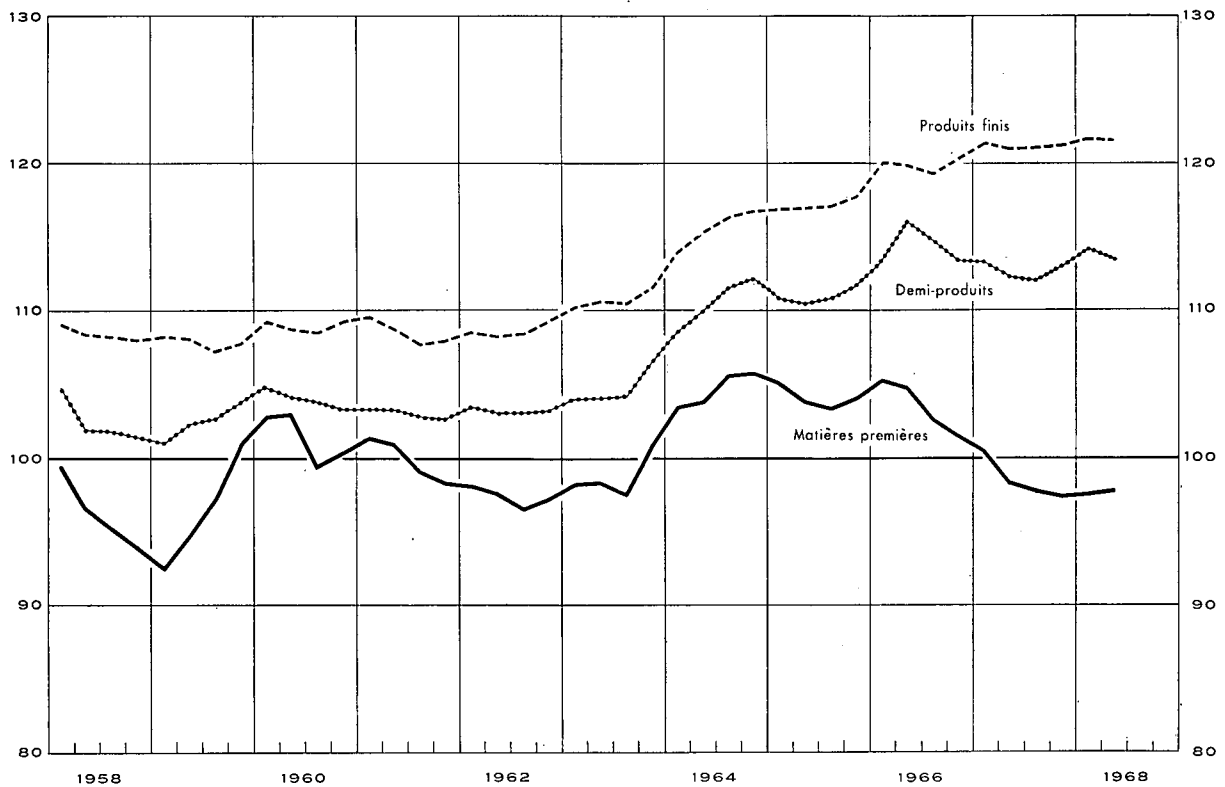
Source : M.A.E.

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES :

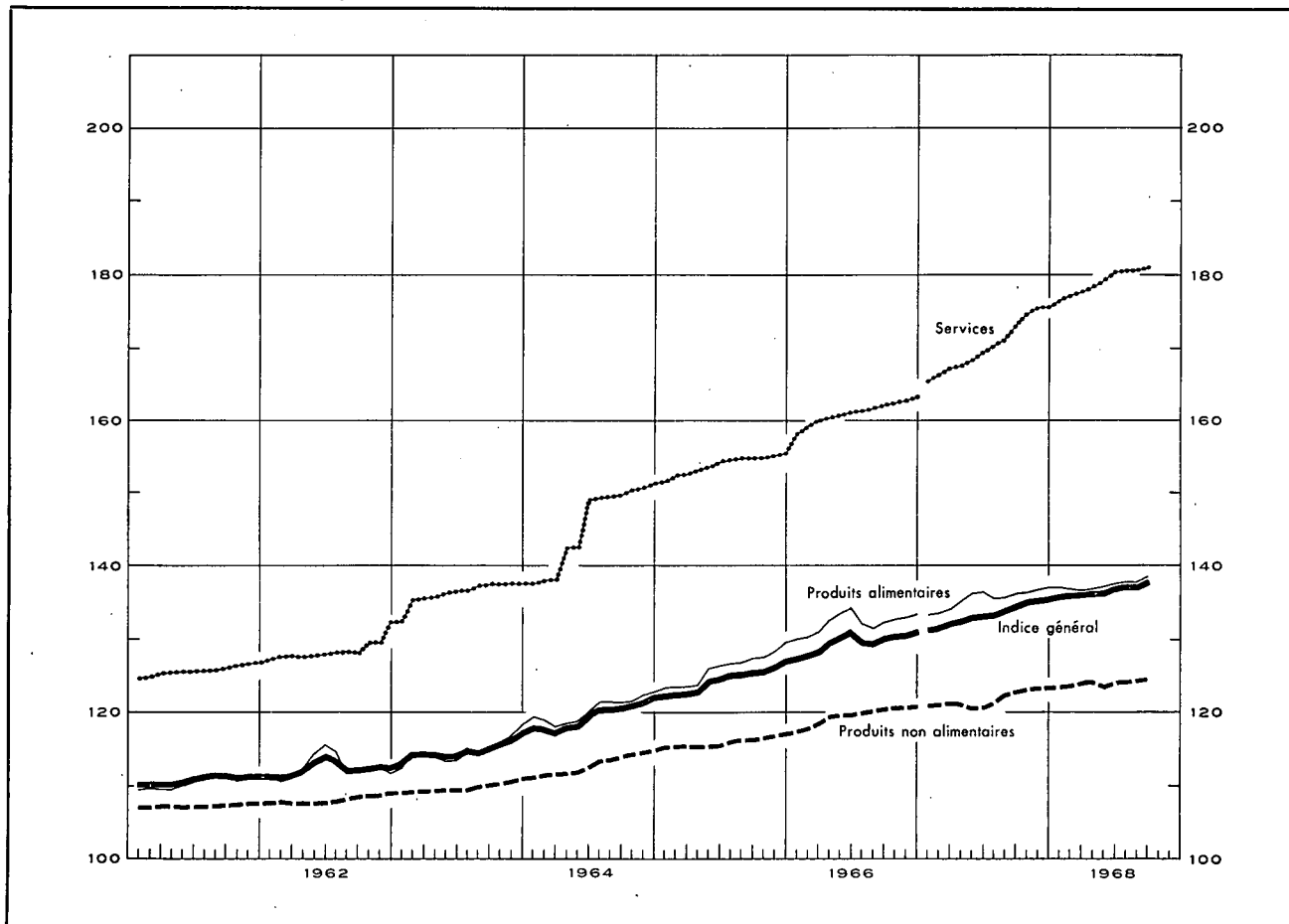
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL ET DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 ¹

Source : Ministère des Affaires Economiques.



¹ A partir de janvier 1967, les données servant à établir le graphique ci-dessus, ne sont plus calculées directement, mais résultent de la conversion sur la base 1953 = 100 de l'indice des prix à la consommation (cf. tableau 4 b.) qui remplace depuis janvier 1968 l'indice des prix de détail. Le coefficient de conversion utilisé est le rapport des deux indices pour l'année 1966, soit 1,2992 pour l'indice général.

VII - 4 a. — INDICES DES PRIX DE DETAIL

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 services	
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,04		114,7		109,9		136,3	
1964	119,84		120,8		113,1		145,7	
1965	124,71		126,0		116,2		153,8	
1966	129,92		132,2		119,8		161,1	
1967	133,62		135,5		122,6		172,1	
	128,13	131,81	130,4	133,9	118,1	121,5	159,1	165,9
1 ^{er} trimestre								
2 ^e trimestre	130,52	133,59	133,5	136,5	119,8	122,0	160,7	168,4
3 ^e trimestre	130,06	133,99	131,9	135,5	120,3	123,2	161,7	173,6
4 ^e trimestre	130,96	135,09	133,0	136,2	120,9	123,6	162,9	180,8
Janvier	127,68	131,43	130,1	133,5	117,6	121,2	158,1	165,2
Février	128,07	131,67	130,3	133,7	118,0	121,4	159,2	165,8
Mars	128,63	132,32	130,9	134,5	118,8	122,0	159,9	166,6
Avril	129,93	133,25	132,7	135,9	119,7	122,2	160,3	167,4
Mai	130,56	133,71	133,5	136,8	119,9	121,9	160,8	167,9
Juin	131,08	133,81	134,2	136,7	119,9	122,0	161,1	169,6
Juillet	129,94	133,56	131,9	135,5	120,1	122,4	161,3	172,2
Août	129,85	133,93	131,6	135,4	120,3	123,5	161,7	172,8
Septembre	130,38	134,49	132,3	135,7	120,6	123,7	162,2	175,8
Octobre	130,80	134,76	132,8	135,8	120,9	123,5	162,5	179,8
Novembre	130,88	135,16	132,9	136,3	120,9	123,6	162,9	181,2
Décembre	131,19	135,35	133,4	136,6	121,0	123,7	163,3	181,4

¹ L'indice des prix de détail, base 1953 = 100, repris dans le présent tableau a été établi pour la dernière fois en décembre 1967. Il est remplacé par un nouvel indice, base 1966 = 100, dénommé « Indices des prix à la consommation » et repris au tableau VII - 4b ci-après.

VII - 4 b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Années 1967 et 1968

Base 1966 = 100

Source : *Ministère des Affaires Economiques.*

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 147 produits		Produits alimentaires 60 produits		Produits non alimentaires 48 produits		Services 39 services	
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
1967	102,91		102,52		101,84		105,83	
1 ^{er} trimestre	101,59	104,74	101,13	103,53	101,25	103,41	103,34	109,94
2 ^e trimestre	102,48	105,25	102,78	103,77	101,07	103,57	104,66	111,27
3 ^e trimestre	103,29	105,95	102,78	104,43	102,12	103,95	106,55	112,21
4 ^e trimestre	104,27		103,41		102,94		108,76	
Janvier	101,34	104,67	100,86	103,71	101,09	103,27	102,84	109,59
Février	101,57	104,73	101,05	103,54	101,19	103,41	103,32	109,88
Mars	101,87	104,83	101,47	103,35	101,46	103,56	103,85	110,36
Avril	102,21	105,05	102,22	103,56	101,35	103,66	104,16	110,66
Mai	102,52	105,16	103,02	103,69	100,90	103,37	104,54	111,24
Juin	102,71	105,54	103,11	104,06	100,95	103,67	105,29	111,91
Juillet	102,83	105,74	102,55	104,29	101,42	103,77	105,92	112,09
Août	103,23	105,84	102,67	104,24	102,29	103,92	106,21	112,18
Septembre	103,80	106,26	103,12	104,75	102,65	104,17	107,52	112,37
Octobre	104,04		103,09		102,81		108,44	
Novembre	104,33		103,49		102,98		108,89	
Décembre	104,44		103,64		103,04		108,96	

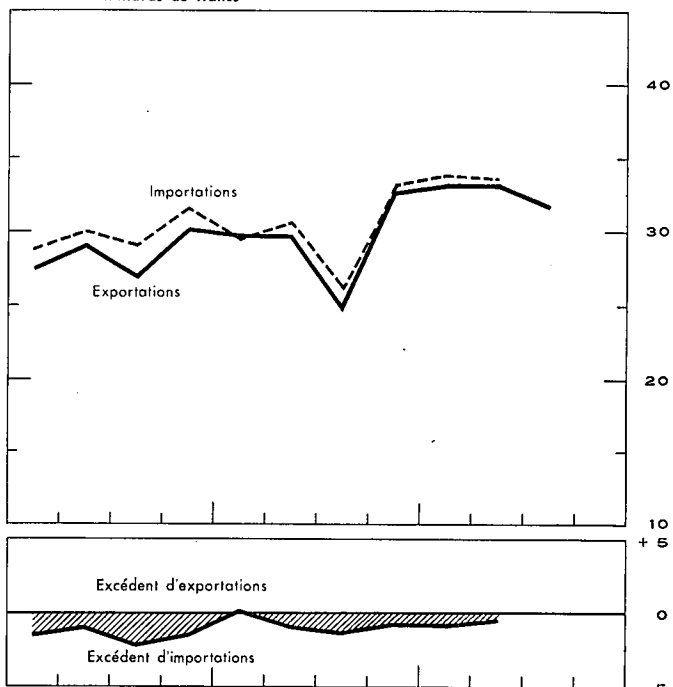
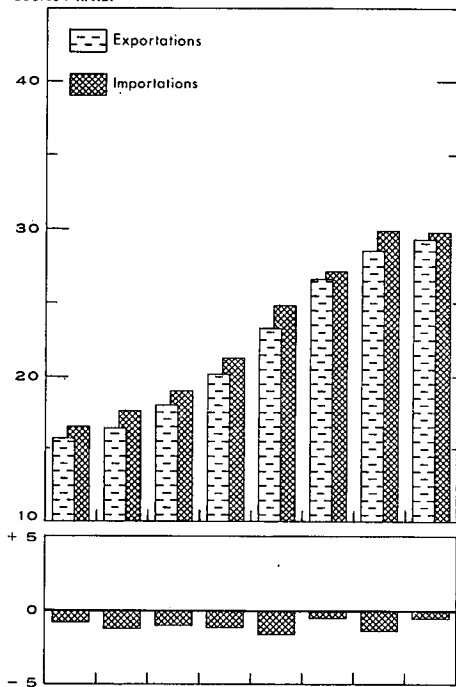
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt.* — *Wirtschaft und Statistik.* — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.).* — *Monthly Digest of Statistics.* — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).* — *Données statistiques (Conseil de l'Europe).* — *Journaux financiers* : *Agéfi*, *Het financieele Dagblad*, *The Financial Times*, *Le Nouveau Journal.* — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges.*

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

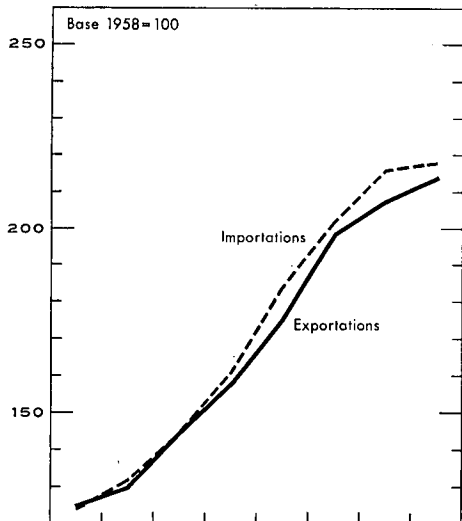
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Source: I.N.S.

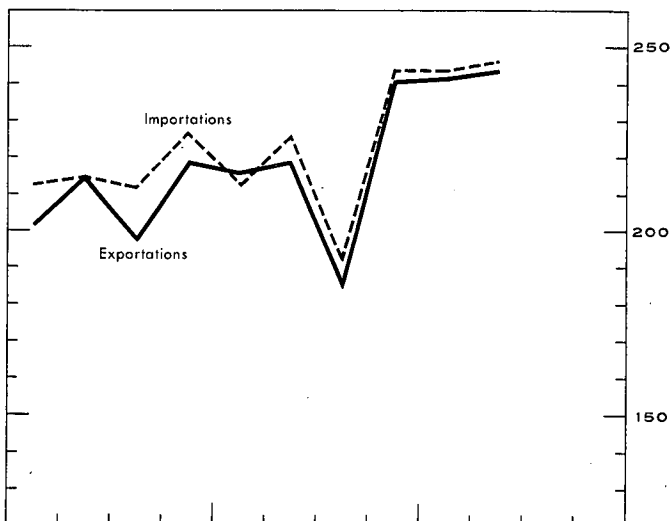
Moyennes mensuelles en milliards de francs



Source: I.N.S. - Calculs B.N.B.

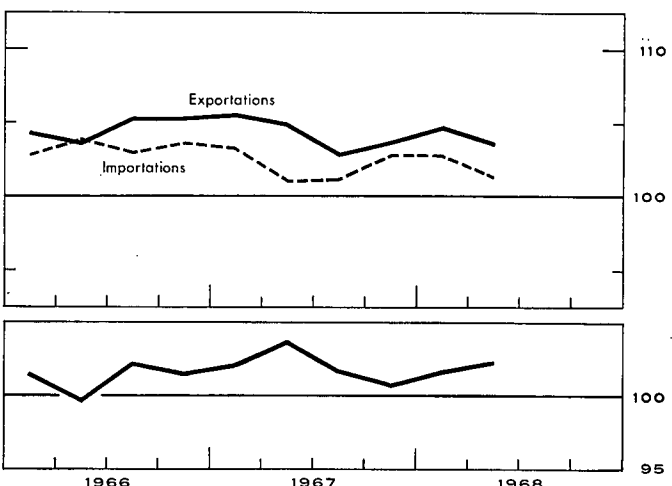
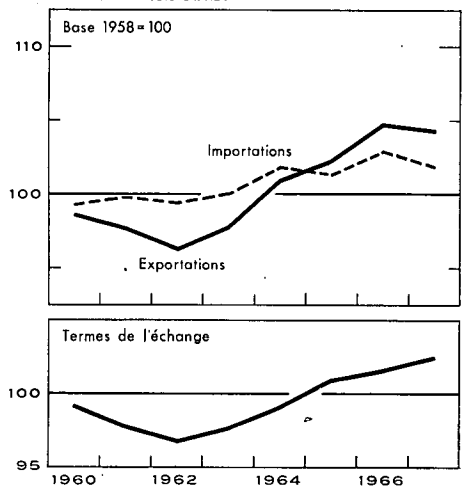


INDICES DU VOLUME



Source: I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1960	16,5	15,7	— 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	— 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	— 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	— 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	— 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	— 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	— 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1967	29,9	29,3	— 0,6	98	218,3	214,3	101,9	104,4	102,5
1967 1 ^{er} trimestre	29,5	29,8	+ 0,3	101	213,4	216,0	103,3	105,6	102,2
2 ^e trimestre	30,7	29,8	— 0,9	97	225,7	219,1	101,1	104,9	103,8
3 ^e trimestre	26,3	25,0	— 1,3	95	192,8	186,1	101,2	103,0	101,8
4 ^e trimestre	33,2	32,6	— 0,6	98	244,1	241,3	102,9	103,8	100,9
1968 1 ^{er} trimestre	34,0	33,2	— 0,8	98	244,1	242,2	102,9	104,8	101,8
2 ^e trimestre	33,6	33,2	— 0,4	99	246,5	243,9	101,4	103,8	102,4
3 ^e trimestre	<i>p</i>	31,8							
1967 Janvier-Août	29,2	28,5	— 0,7	98					
1968 Janvier-Août	<i>p</i>	33,3	— 0,7	98					
1967 Juillet	23,1	26,2	+ 3,1	113					
Août	29,9	22,8	— 7,1	76					
Septembre	25,7	26,4	+ 0,7	103					
Octobre	31,9	34,9	+ 3,0	109					
Novembre	34,6	30,8	— 3,8	89					
Décembre	32,6	32,2	— 0,4	99					
1968 Janvier	31,1	31,2	+ 0,1	100					
Février	35,1	33,5	— 1,6	96					
Mars	35,3	35,0	— 0,3	99					
Avril	32,3	35,0	+ 2,7	109					
Mai	35,2	33,1	— 2,2	94					
Juin	30,9	31,4	+ 0,5	102					
Juillet	31,3	34,3	+ 3,0	110					
Août	<i>p</i>	27,3	— 4,6	86					
Septembre	<i>p</i>	33,8							

$$^1 \text{ Termes de l'échange} = \frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des *x* premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1967	4,24	7,53	2,63	3,85	2,45	0,13	0,68	0,67	1,54	1,54	4,04	29,30
1966 4 ^e trimestre .	3,99	8,11	2,69	4,25	2,41	0,13	0,64	0,65	1,67	1,51	4,17	30,22
1967 1 ^{er} trimestre .	4,40	7,73	2,83	4,00	2,47	0,12	0,61	0,65	1,52	1,52	3,94	29,79
2 ^e trimestre .	4,49	8,08	2,52	3,84	2,37	0,14	0,71	0,64	1,47	1,43	4,07	29,76
3 ^e trimestre .	3,62	6,02	2,23	3,25	2,14	0,13	0,69	0,59	1,46	1,35	3,54	25,02
4 ^e trimestre .	4,45	8,30	2,95	4,33	2,82	0,13	0,72	0,80	1,72	1,84	4,58	32,64
1968 1 ^{er} trimestre .	4,80	8,54	3,44	4,19	2,95	0,09	0,82	0,73	1,63	1,78	4,26	33,23
2 ^e trimestre .	4,63	8,61	3,23	4,14	2,91	0,10	0,85	0,72	1,78	1,66	4,56	33,19
1967 Octobre	4,93	8,73	2,99	4,71	2,98	0,15	0,90	0,93	1,67	1,98	4,88	34,85
Novembre	4,38	7,72	2,56	4,14	2,72	0,11	0,62	0,74	1,88	1,71	4,26	30,84
Décembre	4,06	8,40	3,32	4,14	2,73	0,12	0,63	0,73	1,61	1,79	4,62	32,15
1968 Janvier	4,61	8,38	2,88	4,02	2,73	0,11	0,68	0,73	1,31	1,70	4,02	31,17
Février	5,10	8,03	3,73	4,22	3,02	0,09	0,86	0,73	1,72	1,73	4,28	33,51
Mars	4,74	9,20	3,70	4,28	3,08	0,07	0,92	0,71	1,86	1,89	4,56	35,01
Avril	4,80	9,04	3,89	4,27	3,10	0,11	0,84	0,72	1,75	1,74	4,76	35,02
Mai	4,54	8,46	3,11	4,12	2,84	0,10	0,72	0,75	2,27	1,71	4,52	33,14
Juin	4,53	8,41	2,69	4,02	2,78	0,08	1,00	0,67	1,34	1,55	4,36	31,43
Juillet	4,97	8,33	3,43	4,21	3,30	0,12	0,89	0,66	2,11	1,64	4,67	34,33

N. B. - Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
 Pour une analyse du commerce extérieur de 1967 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. I, n° 6, juin 1968.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation						Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total	non durables			durables 12	Biens d'équipement 13	Divers 14	
													combustibles		produits chimiques 9	produits métalliques 9	autres produits 10		alimentaires						autres 11
													liquides 8	autres					produits animaux	produits végétaux					
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1966 3 ^e trimestre	18.980	6.926	1.632	2.011	1.377	473	214	312	150	493	101	1.073	337	769	1.413	528	1.173	6.020	864	1.245	526	3.385	4.042	24	29.066
1966 4 ^e trimestre	20.734	7.567	1.715	2.306	1.671	472	228	352	155	487	112	1.047	454	816	1.474	580	1.298	6.427	918	1.382	551	3.576	4.375	58	31.594
1967 1 ^{er} trimestre	19.065	6.583	1.668	2.205	1.377	324	237	321	165	436	124	1.179	517	742	1.450	544	1.193	6.306	834	1.281	607	3.584	4.058	30	29.459
1967 2 ^e trimestre	19.418	6.802	1.556	2.018	1.519	367	233	312	179	531	123	956	391	940	1.490	726	1.275	6.753	1.286	1.515	598	3.354	4.479	27	30.677
1967 3 ^e trimestre	16.579	5.317	1.276	1.911	1.409	441	170	302	130	467	107	858	369	747	1.360	584	1.131	5.995	861	1.249	556	3.329	3.671	35	26.280
1967 4 ^e trimestre	22.232	7.561	1.737	2.539	1.286	443	237	370	265	558	139	1.923	623	880	1.713	609	1.349	6.662	872	1.472	608	3.710	4.261	26	33.181
1968 1 ^{er} trimestre	22.828	8.532	1.821	2.224	1.736	311	265	298	121	453	146	1.578	641	953	1.787	551	1.411	6.805	974	1.324	632	3.875	4.273	51	33.957
1968 2 ^e trimestre	22.298	8.269	1.739	1.953	1.768	371	222	362	147	530	146	1.491	519	978	1.826	576	1.401	7.145	1.182	1.466	651	3.846	4.116	49	33.608

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1966		1967				1968	
										3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
										IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits							
Biens de production	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	99,2	101,3	101,2	100,7	98,4	98,3	100,3	100,1	98,9
Biens de consommation	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	104,6	104,8	106,8	106,4	103,0	103,7	104,9	104,3	102,5
Biens d'équipement	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	112,1	109,5	113,2	112,9	113,1	114,1	114,8	116,5	113,7
Ensemble ...	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	103,0	101,9	103,0	103,7	103,3	101,1	101,2	102,9	102,9	101,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	91,4	92,1	92,7	91,9	91,7	91,3	90,6	89,9	89,8
Fabrications métalliques	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	109,7	106,3	108,7	108,5	112,2	107,7	110,1	109,3	108,3
Métaux non ferreux	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	159,4	178,9	169,4	169,5	155,6	153,6	159,9	181,2	175,7
Textiles	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	104,7	106,5	107,4	108,1	105,0	104,2	102,0	101,7	99,0
Produits chimiques	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	94,3	95,7	95,2	94,2	94,2	94,1	93,5	92,4	93,8
Industrie houillère	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	71,9	70,2	73,9	68,1	71,7	72,1	75,9	76,6	73,8
Industrie pétrolière	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	74,5	73,6	71,0	72,1	71,7	76,7	77,3	80,0	77,1
Verres et glaces	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	105,2	100,6	101,4	102,6	98,8	102,4	102,4	103,6	103,1
Produits agricoles	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	114,4	110,8	119,2	116,6	119,0	112,2	110,7	111,8	111,4
Ciments	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	100,8	99,7	99,9	101,6	100,8	100,7	100,1	99,4	100,0
Carrières	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	100,6	96,2	97,5	103,6	99,5	98,6	100,6	104,0	100,2
Céramiques	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	116,1	119,3	113,2	114,3	115,0	119,6	115,2	115,4	118,0
Bois et meubles	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	113,2	110,1	112,1	112,5	113,4	112,4	113,9	112,4	111,6
Peaux, cuirs et chaussures	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	119,3	129,6	123,5	124,7	119,5	119,3	112,9	113,2	112,3
Papier et livre	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	98,5	100,8	97,6	99,1	96,1	98,9	99,8	100,7	96,8
Tabacs manufacturés	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	120,1	118,6	117,9	112,0	119,2	127,9	120,6	128,0	127,8
Caoutchouc	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	82,5	86,2	87,4	82,9	80,5	82,9	83,9	79,7	83,0
Industries alimentaires	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	97,8	99,0	95,7	97,8	98,7	96,0	98,0	95,0	94,0
Divers	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	78,8	82,3	79,8	86,7	78,4	73,2	78,8	80,7	82,1
Ensemble ...	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	104,8	104,4	105,4	105,4	105,6	104,9	103,0	103,8	104,8	103,8
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	101,7	102,5	102,3	101,6	102,2	103,8	101,8	100,9	101,8	102,4

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^o du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1966		1967				1968	
										3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
										IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits							
Biens de production	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	209,6	203,4	220,7	204,3	211,5	179,4	243,2	243,8	241,9
Biens de consommation	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	240,9	228,1	236,9	238,8	260,1	232,0	255,2	257,8	275,8
Biens d'équipement	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	234,7	238,2	250,9	226,8	253,6	207,9	238,9	230,9	231,2
Ensemble ...	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	184,4	201,5	216,4	218,3	212,2	226,9	213,4	225,7	192,8	244,1	244,1	246,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	173,4	158,7	161,0	178,8	183,0	148,4	183,5	199,4	193,7
Fabrications métalliques	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	259,5	225,2	280,3	262,9	277,2	213,7	286,0	288,8	298,9
Métaux non ferreux	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	179,3	182,1	174,1	181,5	176,4	157,6	200,7	206,4	199,4
Textiles	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	199,7	196,7	214,1	201,0	199,3	172,0	231,2	224,1	227,3
Produits chimiques	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	241,1	214,4	241,2	252,8	232,2	212,6	279,8	295,6	284,5
Industrie houillère	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	51,6	46,4	51,0	50,7	57,4	50,4	47,9	33,2	36,9
Industrie pétrolière	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	170,4	201,8	166,6	158,5	184,2	166,7	172,4	191,5	206,2
Verres et glaces	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	208,9	172,5	208,5	206,1	212,1	173,2	239,7	230,2	228,1
Produits agricoles	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	273,4	236,7	256,7	283,9	259,1	250,0	349,5	338,7	313,3
Ciments	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	106,3	119,9	107,0	90,3	117,1	105,7	112,5	91,3	133,1
Carrières	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	221,7	220,4	215,3	188,3	240,7	213,8	245,5	207,7	231,0
Céramiques	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	232,5	243,8	253,9	231,1	226,8	203,7	270,0	222,0	240,9
Bois et meubles	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	521,6	445,1	533,4	523,1	532,8	447,2	589,6	546,6	599,3
Peaux, cuirs et chaussures	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	227,8	197,8	231,2	221,1	216,2	214,0	266,3	254,0	242,2
Papier et livre	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	292,2	253,2	308,9	295,5	294,7	256,3	330,3	320,3	340,4
Tabacs manufacturés	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	374,5	338,1	346,2	326,4	373,2	369,6	429,6	366,3	382,4
Caoutchouc	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	300,9	257,2	284,9	277,5	326,2	274,7	327,0	337,9	375,2
Industries alimentaires	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	312,9	290,5	330,8	273,8	328,9	285,2	374,4	324,8	384,9
Divers	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	206,5	199,6	233,2	208,5	194,9	193,4	241,1	230,0	217,9
Ensemble ...	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	207,9	214,3	197,5	218,8	216,0	219,1	186,1	241,3	242,2	243,9

* Voir 2^e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1967 1 ^{er} trimestre	6,10	5,47	- 0,63	4,59	5,50	+ 0,91	4,40	6,11	+ 1,71
2 ^e trimestre	6,38	5,89	- 0,49	4,25	5,27	+ 1,02	4,76	6,58	+ 1,82
3 ^e trimestre	5,79	5,12	- 0,67	3,86	4,27	+ 0,41	4,10	5,65	+ 1,55
4 ^e trimestre	7,05	6,73	- 0,32	5,02	5,71	+ 0,69	4,75	6,81	+ 2,06
1968 1 ^{er} trimestre	6,97	6,57	- 0,40	5,11	5,92	+ 0,81	4,82	6,96	+ 2,14
2 ^e trimestre	6,85	6,87	+ 0,02	4,80	5,50	+ 0,70	4,99	7,56	+ 2,57
1967 Juillet	5,17	5,03	- 0,14	3,86	4,95	+ 1,09	3,10	5,47	+ 2,37
Août	6,00	5,03	- 0,97	3,66	3,11	- 0,55	4,58	5,10	+ 0,52
Septembre	6,14	5,74	- 0,40	4,05	4,74	+ 0,69	4,64	6,33	+ 1,69
Octobre	7,01	6,84	- 0,17	5,28	5,77	+ 0,49	4,96	7,25	+ 2,29
Novembre	7,20	7,06	- 0,14	4,81	5,47	+ 0,66	4,94	6,44	+ 1,50
Décembre	6,91	6,28	- 0,63	4,89	5,86	+ 0,97	4,33	6,76	+ 2,43
1968 Janvier	6,44	6,37	- 0,07	4,54	5,74	+ 1,20	4,61	6,46	+ 1,85
Février	6,89	6,14	- 0,75	5,24	5,80	+ 0,56	4,80	6,80	+ 2,00
Mars	7,50	7,18	- 0,32	5,50	6,20	+ 0,70	4,98	7,62	+ 2,64
Avril	6,99	7,08	+ 0,09	5,16	6,29	+ 1,13	4,92	8,15	+ 3,23
Mai	7,15	7,02	- 0,13	4,35	5,41	+ 1,06	5,14	7,14	+ 2,00
Juin	6,35	6,52	+ 0,17	3,54	4,80	+ 1,26	4,73	7,43	+ 2,70
Juillet	6,64	7,12	+ 0,48	5,26	7,09	+ 1,83	3,97	6,61	+ 2,64
Août	6,28	6,33	+ 0,05	4,38	4,55	+ 0,17	5,07	5,19	+ 0,12
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1967 1 ^{er} trimestre	1,31	1,33	+ 0,02	16,40	18,41	+ 2,01	20,69	22,86	+ 2,17
2 ^e trimestre	1,38	1,18	- 0,20	16,77	18,92	+ 2,15	20,97	22,81	+ 1,84
3 ^e trimestre	1,26	0,94	- 0,32	15,01	15,98	+ 0,97	18,43	19,23	+ 0,80
4 ^e trimestre	1,44	1,25	- 0,19	18,26	20,50	+ 2,24	22,54	25,06	+ 2,52
1968 1 ^{er} trimestre	1,43	1,17	- 0,26	18,33	20,62	+ 2,29	23,05	25,10	+ 2,05
2 ^e trimestre	1,44	1,32	- 0,12	18,08	21,25	+ 3,17	22,64	25,52	+ 2,88
1967 Juillet	1,24	1,09	- 0,15	13,37	16,54	+ 3,17	16,49	19,98	+ 3,49
Août	1,45	0,77	- 0,68	15,69	14,01	- 1,68	19,36	17,05	- 2,31
Septembre	1,09	0,95	- 0,14	15,92	17,76	+ 1,84	19,37	21,09	+ 1,72
Octobre	1,53	1,24	- 0,29	18,78	21,10	+ 2,32	22,81	26,05	+ 3,24
Novembre	1,44	1,17	- 0,27	18,39	20,14	+ 1,75	22,93	24,14	+ 1,21
Décembre	1,31	1,33	+ 0,02	17,44	20,23	+ 2,79	21,65	24,71	+ 3,06
1968 Janvier	1,27	1,11	- 0,16	16,86	19,68	+ 2,82	21,34	23,85	+ 2,51
Février	1,56	1,09	- 0,47	18,49	19,83	+ 1,34	23,29	24,69	+ 1,40
Mars	1,46	1,31	- 0,15	19,44	22,31	+ 2,87	24,27	26,73	+ 2,46
Avril	1,49	1,32	- 0,17	18,56	22,84	+ 4,28	22,62	27,26	+ 4,64
Mai	1,41	1,38	- 0,03	18,05	20,95	+ 2,90	23,00	25,19	+ 2,19
Juin	1,38	1,26	- 0,12	16,00	20,01	+ 4,62	20,57	24,17	+ 3,60
Juillet	1,65	1,32	- 0,33	17,52	22,14	+ 4,62	21,74	26,50	+ 4,76
Août	1,36	0,86	- 0,50	17,09	16,93	- 0,16	21,28	20,56	- 0,72

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1967 1 ^{er} trimestre	2,28	2,37	+ 0,09	2,20	1,52	- 0,68	2,02	1,20	- 0,82
2 ^e trimestre	2,60	2,53	- 0,07	2,27	1,33	- 0,94	1,72	1,04	- 0,68
3 ^e trimestre	2,22	2,06	- 0,16	1,92	1,07	- 0,85	1,46	0,85	- 0,61
4 ^e trimestre	2,74	2,84	+ 0,10	1,98	1,63	- 0,35	2,08	1,15	- 0,93
1968 1 ^{er} trimestre	2,88	3,62	+ 0,74	2,54	1,65	- 0,89	1,84	1,13	- 0,71
2 ^e trimestre	2,84	3,12	+ 0,28	2,38	1,49	- 0,89	1,78	1,06	- 0,72
1967 Juillet	2,25	2,21	- 0,04	1,78	1,19	- 0,59	0,93	0,83	- 0,10
Août	2,44	1,98	- 0,46	1,93	0,94	- 0,99	2,25	0,88	- 1,37
Septembre	1,95	1,97	+ 0,02	2,05	1,17	- 0,88	1,20	0,84	- 0,36
Octobre	2,35	3,29	+ 0,94	1,58	1,87	+ 0,29	1,67	1,37	- 0,30
Novembre	2,69	2,55	- 0,14	2,19	1,41	- 0,78	2,75	0,96	- 1,79
Décembre	3,14	2,69	- 0,45	2,15	1,61	- 0,54	1,74	1,07	- 0,67
1968 Janvier	2,64	3,11	+ 0,47	2,42	1,46	- 0,96	1,30	0,96	- 0,34
Février	2,98	3,85	+ 0,87	2,62	1,87	- 0,75	1,96	1,31	- 0,65
Mars	3,00	3,93	+ 0,93	2,56	1,63	- 0,93	2,21	1,12	- 1,09
Avril	2,66	3,02	+ 0,36	1,87	1,52	- 0,35	1,91	1,08	- 0,83
Mai	3,21	3,36	+ 0,15	2,77	1,48	- 1,29	1,70	1,16	- 0,54
Juin	2,58	2,98	+ 0,40	2,48	1,45	- 1,03	1,56	0,92	- 0,64
Juillet	2,48	3,08	+ 0,60	2,43	1,47	- 0,96	2,12	1,07	- 1,05
Août	2,83	2,62	- 0,21	2,50	1,14	- 1,36			
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,31	0,25	- 0,06
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,32	0,40	- 0,08
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1967 1 ^{er} trimestre	1,14	0,68	- 0,46	0,74	0,22	- 0,52	0,56	0,50	- 0,06
2 ^e trimestre	1,40	0,62	- 0,78	1,38	0,28	- 1,10	0,53	0,69	+ 0,16
3 ^e trimestre	1,20	0,52	- 0,68	0,81	0,24	- 0,57	0,57	0,57	...
4 ^e trimestre	1,21	0,86	- 0,35	1,40	0,22	- 1,18	0,62	0,83	+ 0,21
1968 1 ^{er} trimestre	1,39	0,67	- 0,72	1,63	0,31	- 1,32	0,64	0,64	...
2 ^e trimestre	1,39	0,77	- 0,62	1,34	0,30	- 1,04	0,60	0,66	+ 0,06
1967 Juin	1,51	0,66	- 0,85	2,26	0,33	- 1,93	0,60	0,71	+ 0,11
Juillet	1,24	0,54	- 0,70	0,44	0,29	- 0,15	0,47	0,66	+ 0,19
Août	1,70	0,58	- 1,12	1,49	0,23	- 1,26	0,64	0,60	- 0,04
Septembre	0,67	0,42	- 0,25	0,49	0,20	- 0,29	0,59	0,46	- 0,13
Octobre	1,24	1,04	- 0,20	1,60	0,24	- 1,36	0,52	0,93	+ 0,41
Novembre	1,14	0,56	- 0,58	1,22	0,24	- 0,98	0,67	0,80	+ 0,13
Décembre	1,24	0,97	- 0,27	1,39	0,18	- 1,21	0,67	0,75	+ 0,08
1968 Janvier	1,58	0,60	- 0,98	1,36	0,39	- 0,97	0,55	0,65	+ 0,10
Février	1,33	0,81	- 0,52	1,97	0,25	- 1,72	0,63	0,62	- 0,01
Mars	1,26	0,60	- 0,66	1,55	0,27	- 1,28	0,73	0,65	- 0,08
Avril	1,59	0,93	- 0,66	0,60	0,30	- 0,30	0,64	0,65	+ 0,01
Mai	1,49	0,67	- 0,82	1,32	0,27	- 1,05	0,57	0,70	+ 0,13
Juin	1,07	0,71	- 0,36	1,80	0,34	- 1,46	0,58	0,63	+ 0,05
Juillet	1,02	0,67	- 0,35	0,84	0,40	- 0,44	0,53	0,60	+ 0,07

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967		
						Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,4	- 9,0	- 8,7	- 2,6	- 16,6	283,3	287,2	- 3,9
1.12 Travail à façon	+ 3,8	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	+ 8,1	10,9	3,1	+ 7,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,1	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	5,4	—	+ 5,4
1.2 Or non monétaire	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 2,0	- 1,5	0,5	2,9	- 2,4
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	+ 0,7	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,3	14,3	12,7	+ 1,6
1.4 Autres frais de transport	- 0,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,4	5,5	4,9	+ 0,6
1.5 Déplacements à l'étranger	- 2,2	- 3,2	- 3,4	- 4,1	- 4,5	12,1	18,5	- 6,4
1.6 Revenus d'investissements	+ 0,1	- 1,0	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	16,4	15,2	+ 1,2
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,2	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	9,8	6,1	+ 3,7
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,7	+ 4,0	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	5,9	1,6	+ 4,3
1.82 Autres	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	- 0,1	25,2	24,5	+ 0,7
Total 1 ...	+ 3,4	- 4,6	- 0,7	+ 7,5	- 3,9	389,3	376,7	+ 12,6
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 2,6	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	7,8	6,3	+ 1,5
2.2 Transferts de l'Etat	- 1,8	- 3,1	- 2,4	- 2,4	- 2,5	0,3	4,3	- 4,0
Total 2 ...	+ 0,8	- 0,6	+ 0,6	+ 0,1	- 0,9	8,1	10,6	- 2,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	- 1,3	- 2,2	- 2,3	- 3,3	- 1,8	—	1,9	- 1,9
3.112 Autres opérations	- 0,2	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	2,8	6,8	- 4,0
3.12 Avoirs	- 0,7	- 0,4	- 0,1	- 0,5	- 0,3	0,1	0,5	- 0,4
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements	+ 0,3	...	+ 1,0	...	...	...	0,5	- 0,5
3.22 Avoirs	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 1,8	+ 2,5	+ 1,5	- 5,8	- 2,5	2,9	9,7	- 6,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	...	1,3	- 1,3
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,7	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	4,0	1,8	+ 2,2
4.3 Secteur privé ³ (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements Belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	- 3,6	- 5,5	- 1,3	- 2,1	- 6,5	—	5,3	- 5,3
4.312 Investissements directs	} - 0,8	} - 4,0	} - 5,4	- 2,0	- 0,4	—	2,6	- 2,6
4.313 Immeubles				- 1,3	- 1,7	—	1,5	- 1,5
4.314 Autres .....				...	- 0,3	1,3	—	+ 1,3
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	2,8	—	+ 2,8
4.322 Investissements directs	} + 5,6	} + 8,9	} + 12,1	+ 7,1	+ 7,0	11,5	—	+ 11,5
4.323 Immeubles				+ 0,2	- 0,3	—	0,2	- 0,2
4.324 Autres				+ 0,7	+ 0,7	0,9	—	+ 0,9
4.33 Investissements et placements non ventilés	- 0,8	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	0,3	—	+ 0,3
Total 4 ...	+ 0,4	+ 2,1	+ 8,8	+ 6,0	+ 0,6	20,8	12,7	+ 8,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	0,9	—	+ 0,9
Total 1 à 5 ...	+ 4,2	...	+ 10,7	+ 8,5	- 6,4	422,0	409,7	+ 12,3
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 1,2	- 1,1	—	—	+ 2,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	- 1,7	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	—	—	+ 12,4
6.22 Autres	+ 5,7	- 11,3	- 1,9	- 0,7	- 7,0	—	—	- 2,8

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises. Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Les « montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1966			1967				1968	
	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre p	2e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 3,4	- 5,0	- 3,9	+ 0,1	- 0,8	- 1,3	- 1,9	- 3,3	- 3,4
1.12 Travail à façon	+ 1,8	+ 2,2	+ 1,8	+ 2,0	+ 2,2	+ 1,6	+ 2,0	+ 1,9	+ 2,3
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,5	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,6	+ 1,9	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,4	+ 2,5
1.2 Or non monétaire	- 0,2	- 0,5	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,1	- 1,3	- 1,2	- 0,1
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	...	- 0,2	...	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,3
1.4 Autres frais de transport	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	...	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1
1.5 Déplacements à l'étranger	- 1,1	- 2,7	...	- 0,5	- 1,8	- 3,7	- 0,4	- 0,9	- 2,2
1.6 Revenus d'investissements	- 0,6	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,2	- 0,7	+ 1,2	+ 0,5	+ 0,9	- 0,5
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,2	+ 0,4	- 0,3	+ 0,2	+ 1,2	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,3
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9
1.82 Autres	- 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,4
Total 1 ..	- 0,9	- 2,0	- 0,7	+ 4,8	+ 3,2	+ 1,8	+ 2,8	+ 1,3	+ 1,6
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,4
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,7	- 0,7	- 1,1	- 1,5	- 1,5	- 0,5
Total 2 ...	- 0,3	- 0,3	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 0,6	- 0,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,7	- 0,6
3.112 Autres opérations	- 0,3	- 0,9	+ 1,3	- 1,9	- 2,0	- 1,8	+ 1,7	+ 0,2	- 0,5
3.12 Avoirs	+ 0,1	...	- 0,4	...	- 0,1	...	- 0,3	- 0,1	...
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	...	...	...	- 0,4	...	- 0,1	...	...	...
3.22 Avoirs	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 0,7	- 1,4	+ 0,7	- 2,9	- 2,5	- 2,4	+ 1,0	- 0,6	- 1,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	...	+ 0,2	...	- 0,4	- 0,5	- 0,3	- 0,1	- 0,2	...
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,8	- 0,3	+ 0,2	+ 2,2	- 0,4	+ 0,5	- 0,1	- 0,2	...
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 1,3	- 1,0	- 1,9	- 1,2	- 1,1	- 1,4	- 1,6	- 2,0	- 3,0
4.312 Investissements directs	- 0,2	- 0,6	- 0,1	- 1,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	- 1,2	+ 0,2
4.313 Immeubles	- 0,4	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,3	- 0,3	- 0,4
4.314 Autres	...	- 0,3	- 0,3	...	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières	- 0,2	+ 0,3	- 0,3	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9	...	- 0,3
4.322 Investissements directs	+ 2,1	+ 1,8	+ 1,0	+ 1,9	+ 1,5	+ 4,5	+ 3,6	+ 4,2	+ 2,8
4.323 Immeubles	- 0,1	- 0,1	...	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,1	...
4.324 Autres	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	...	- 1,1	+ 0,3
4.33 Investissements et placements non ventilés	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 0,1	+ 0,1
Total 4 ...	+ 1,0	+ 0,1	- 1,4	+ 1,7	- 0,1	+ 4,2	+ 2,3	- 0,6	+ 0,3
5. Erreurs et omissions	+ 0,1	- 0,2	+ 0,8	- 0,1	+ 1,4	+ 0,2	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2
Total 1 à 5 ...	- 0,8	- 3,8	- 0,8	+ 3,0	+ 1,5	+ 3,1	+ 4,7	- 0,1	+ 0,9
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 0,6	- 0,6	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,9	+ 2,4	- 0,9	+ 1,9	- 1,3
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banque Nationale	+ 3,3	- 1,2	+ 2,7	- 0,5	+ 5,3	+ 0,7	+ 6,9	- 3,5	+ 0,9
6.22 Autres	- 3,5	- 2,0	- 3,9	+ 3,2	- 4,7	...	- 1,3	+ 1,5	+ 1,3

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frêts et assurances pour le transport des marchandises.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frêts et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1)

IX - 3. — BALANCE GÉNÉRALE DES PAIEMENTS

Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés

(milliards de francs)

	1968			1968			1987	1988
	1er trimestre p			2e trimestre p			8 premiers mois	p
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde		
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	74,8	78,1	- 3,3	76,8	80,2	- 3,4	- 2,9	- 8,3
1.12 Travail à façon	2,5	0,6	+ 1,9	2,9	0,6	+ 2,3	+ 5,5	+ 5,5
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	1,4	—	+ 1,4	2,5	—	+ 2,5	+ 4,1	+ 3,8
1.2 Or non monétaire	0,2	1,4	- 1,2	0,3	0,4	- 0,1	- 1,0	- 1,3
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	3,7	3,4	+ 0,3	3,8	3,5	+ 0,3	+ 0,7	+ 1,0
1.4 Autres frais de transport	1,4	1,3	+ 0,1	1,4	1,3	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,3
1.5 Déplacements à l'étranger	2,1	3,0	- 0,9	4,0	6,2	- 2,2	- 5,8	- 6,9
1.6 Revenus d'investissements	4,1	3,2	+ 0,9	4,8	5,3	- 0,5	+ 0,3	+ 0,7
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,7	1,7	+ 1,0	3,0	1,7	+ 1,3	+ 2,2	+ 2,5
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	1,4	0,4	+ 1,0	1,4	0,5	+ 0,9	+ 2,9	+ 2,7
1.82 Autres	6,9	6,8	+ 0,1	6,8	6,4	+ 0,4	+ 0,5	+ 1,0
Total 1 ...	101,2	99,9	+ 1,3	107,7	106,1	+ 1,6	+ 6,8	+ 1,0
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	2,3	1,4	+ 0,9	2,0	1,6	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,8
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	1,6	- 1,5	0,1	0,6	- 0,5	- 1,9	- 2,3
Total 2 ...	2,4	3,0	- 0,6	2,1	2,2	- 0,1	- 1,3	- 0,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,7	- 0,7	—	0,6	- 0,6	- 1,4	- 1,7
3.112 Autres opérations	0,3	0,1	+ 0,2	0,3	0,8	- 0,5	- 5,8	+ 0,9
3.12 Avoirs .....	...	0,1	- 0,1	...	...	...	- 0,1	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	- 0,4	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,3	0,9	- 0,6	0,3	1,4	- 1,1	- 7,7	- 1,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	0,2	- 0,2	0,2	0,2	...	- 1,1	- 0,5
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	0,1	0,3	- 0,2	1,1	1,1	...	+ 1,8	- 0,2
4.3 Secteur privé (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	—	2,0	- 2,0	—	3,0	- 3,0	- 3,1	- 7,9
4.312 Investissements directs	—	1,2	- 1,2	0,2	—	+ 0,2	- 1,2	- 0,7
4.313 Immeubles	—	0,3	- 0,3	—	0,4	- 0,4	- 1,0	- 0,8
4.314 Autres	0,2	—	+ 0,2	0,6	—	+ 0,6	+ 0,8	+ 1,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières .....	...	—	...	—	0,3	- 0,3	+ 0,8	- 0,3
4.322 Investissements directs	4,2	—	+ 4,2	2,8	—	+ 2,8	+ 5,8	+ 8,3
4.323 Immeubles	—	0,1	- 0,1	...	—	...	- 0,1	- 0,1
4.324 Autres	—	1,1	- 1,1	0,3	—	+ 0,3	+ 1,2	- 0,6
4.33 Investissements et placements non ventilés	0,1	—	+ 0,1	0,1	—	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2
Total 4 ...	4,6	5,2	- 0,6	5,3	5,0	+ 0,3	+ 4,1	- 1,4
5. Erreurs et omissions (nettes)	0,4	—	+ 0,4	0,2	—	+ 0,2	+ 1,1	+ 0,1
Total 1 à 5 ...	108,9	109,0	- 0,1	115,6	114,7	+ 0,9	+ 3,0	- 1,8
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 1,9	—	—	- 1,3	+ 3,2	+ 1,2
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	—	—	- 3,5	—	—	+ 0,9	+ 5,1	- 3,5
6.22 Autres	—	—	+ 1,5	—	—	+ 1,3	- 5,3	+ 0,5

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisses	Deutsche Mark	liras italiens.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ¹
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15
1967	49,69	10,10	138,65 ⁴ 119,68 ⁵	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 ⁴ 6,65 ⁵	46,059	46,058	172,87	192,30	82,89 ⁴ 71,35 ⁵
1967 2 ^e trimestre	49,66	10,09	138,82	13,77	11,50	12,49	7,95	9,64	6,95	7,18	45,909	45,908	173,10	192,20	82,78
3 ^e trimestre	49,63	10,12	138,25	13,79	11,45	12,40	7,96	9,63	6,94	7,15	46,103	46,103	172,34	192,27	82,84
4 ^e trimestre	49,64	10,12	138,12 ⁶ 119,68 ⁶	13,80	11,47	12,43	7,97	9,60	6,94	7,15 ⁶ 6,65 ⁶	46,127	46,125	172,50	192,05	82,80 ⁶ 71,35 ⁶
1968 1 ^{er} trimestre	49,66	10,09	119,50	13,77	11,44	12,42	7,95	9,62	6,95	6,66	45,750	45,750	173,47	191,92	71,26
2 ^e trimestre	49,77	10,06	119,05	13,75	11,52	12,48	7,98	9,63	6,97	6,67	46,157	46,157	173,90	192,63	71,41
3 ^e trimestre	50,07	10,07	119,64	13,80	11,64	12,52	8,05	9,70	7,01	6,67	46,653	46,652	174,82	193,88	71,88
1967 Juillet	49,63	10,12	138,34	13,78	11,48	12,41	7,95	9,64	6,94	7,15	46,033	46,032	172,47	192,29	82,77
Août	49,63	10,12	138,23	13,80	11,45	12,40	7,96	9,63	6,94	7,15	46,125	46,125	172,33	192,29	82,84
Septembre	49,63	10,12	138,17	13,80	11,43	12,40	7,97	9,62	6,94	7,16	46,148	46,149	172,23	192,23	82,89
Octobre	49,63	10,12	138,13	13,80	11,43	12,40	7,97	9,60	6,94	7,16	46,233	46,232	172,20	192,05	82,80
Novembre	49,63	10,13	138,12 ² 120,17 ³	13,80	11,49	12,45	7,97	9,59	6,94	7,15 ² 6,65 ³	46,171	46,169	172,06	191,87	82,80 ² 71,31 ³
Décembre	49,65	10,12	119,48	13,81	11,50	12,46	7,95	9,61	6,95	6,66	45,965	45,962	173,28	192,24	71,36
1968 Janvier	49,69	10,09	119,71	13,79	11,44	12,41	7,95	9,62	6,96	6,66	45,820	45,820	173,63	192,00	71,37
Février	49,64	10,09	119,63	13,76	11,42	12,40	7,95	9,61	6,95	6,66	45,656	45,656	173,29	191,91	71,20
Mars	49,65	10,09	119,15	13,77	11,46	12,45	7,96	9,61	6,96	6,67	45,772	45,770	173,48	191,86	71,19
Avril	49,73	10,09	119,46	13,75	11,46	12,48	7,96	9,62	6,96	6,67	46,041	46,041	173,86	192,45	71,39
Mai	49,73	10,06 ⁷	118,80	13,74	11,50	12,49	7,99	9,63	6,96	6,66	46,138	46,137	173,69	192,40	71,35
Juin	49,86	10,03	118,91	13,77	11,59	12,48	8,00	9,65	6,98	6,67	46,303	46,303	174,17	193,06	71,50
Juillet	49,96	10,05	119,40	13,80	11,63	12,47	8,03	9,67	7,00	6,66	46,523	46,522	174,57	193,60	71,70
Août	50,04	10,06	119,67	13,80	11,62	12,47	8,05	9,69	7,01	6,66	46,652	46,651	174,70	193,79	71,86
Septembre	50,21	10,10	119,89	13,81	11,68	12,64	8,07	9,73	7,03	6,69	46,796	46,795	175,21	194,28	72,08

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

² Moyenne du 1^{er} au 17 novembre 1967.

³ Moyenne du 18 au 30 novembre 1967.

⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

⁵ Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

⁶ Moyenne du 1^{er} octobre au 17 novembre 1967.

⁷ Moyenne du 1^{er} au 24 mai 1968.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 30 septembre 1968

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1		Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
			vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
					en francs belges		
Autriche	26,—	sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4084	195,2519	100 sch.
Belgique	50,—	FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	7,50	CD	+ 0,750	- 0,750	6,5674	6,7674	1 C. dan.
France	4,93706	FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,—	DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,—	Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	57,—	C. isl.	+ 0,123	- 0,123	—	—	—
Italie	625,—	Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8332	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62	Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286	C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1051	1 C. nor.
Portugal	28,75	Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	70,—	Pesetas	+ 0,750	- 0,750	70,3651	72,5080	100 Pesetas
Suède	5,17321	C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5204	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282	F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7288	1 F.S.
Turquie	9,—	Lt.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,40	£ ²	+ 0,833 ³	- 0,833 ³	118,1075	121,9075	1 £

1 Parité reconnue par le F.M.L. sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

2 Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

3 Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

4 (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

5 (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses ³	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(8) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1962	131,2	130,1	+ 1,1	0,5	17,8	- 17,3	- 16,2
1963	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1966 9 premiers mois ...	149,5	150,4	- 0,9	0,4	17,5	- 17,1	- 18,0
10 premiers mois ...	165,5	170,0	- 4,5	0,5	19,9	- 19,4	- 23,9
11 premiers mois ...	181,4	185,1	- 3,7	0,5	21,9	- 21,4	- 25,1
12 mois	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967 1 ^{er} mois	21,4	19,0	+ 2,4	...	2,2	- 2,2	+ 0,2
2 premiers mois ...	36,5	37,7	- 1,2	0,1	4,8	- 4,7	- 5,9
3 premiers mois ...	53,7	56,4	- 2,7	0,1	7,5	- 7,4	- 10,1
4 premiers mois ...	69,9	74,6	- 4,7	0,1	9,1	- 9,0	- 13,7
5 premiers mois ...	86,1	92,3	- 6,2	0,1	11,0	- 10,9	- 17,1
6 premiers mois ...	105,2	111,6	- 6,4	0,1	13,0	- 12,9	- 19,3
7 premiers mois ...	132,5	132,0	+ 0,5	0,1	15,2	- 15,1	- 14,6
8 premiers mois ...	147,9	148,9	- 1,0	0,1	17,7	- 17,6	- 18,6
9 premiers mois ...	163,9	165,4	- 1,5	0,1	19,7	- 19,6	- 21,1
10 premiers mois ...	183,1	185,0	- 1,9	0,2	22,6	- 22,4	- 24,3
11 premiers mois ...	200,3	204,5	- 4,2	0,2	25,5	- 25,3	- 29,5
12 mois	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968 1 ^{er} mois	23,0	23,8	- 0,8	0,1	3,3	- 3,2	- 4,0
2 premiers mois ...	40,2	43,9	- 3,7	0,1	6,0	- 5,9	- 9,6
3 premiers mois ...	57,2	64,6	- 7,4	0,2	8,5	- 8,3	- 15,7
4 premiers mois ...	75,5	83,0	- 7,5	0,2	10,4	- 10,2	- 17,7
5 premiers mois ...	93,9	102,1	- 8,2	0,2	13,6	- 13,4	- 21,6
6 premiers mois ...	112,2	124,5	- 12,3	0,3	15,3	- 15,0	- 27,3

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ A partir de 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impassé																	
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impassé 4	Emissions d'emprunts consolidés ⁵			Variations de la dette flottante								Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B.	Encaisse des comptables ³ et autres opérations de trésorerie	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					en francs belges	en monnaies étrangères	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges					en monnaies étrangères	Total (15) = (8) à (14)				
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché (8)	Secteur bancaire (9)	Secteur para-étatique (10)	Congo, Rwanda et Burundi (11)	Certificats divers (12)			Office des chèques postaux (13)			
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15) = (8) à (14)	(16)	(17)		
1962	-16,2	- 0,5	...	-16,7	+20,1	+ 1,4	+21,5	- 1,1	+ 3,0	+ 3,9	- 0,2	- 1,7	+ 3,5	-10,7	- 3,3	- 1,4	- 0,1	+16,7
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6
1966 9 premiers mois	-18,0	+ 0,3	- 4,9	-22,6	+25,2	...	+25,2	...	+ 1,6	- 2,5	...	- 0,1	- 4,8	+ 2,7	- 3,1	+ 1,0	- 0,5	+22,6
10 premiers mois	-23,9	...	- 5,5	-29,4	+22,8	...	+22,8	...	+ 3,2	- 0,3	...	- 0,1	- 2,4	+ 5,5	+ 5,9	+ 0,9	- 0,2	+29,4
11 premiers mois	-25,1	+ 0,9	- 7,1	-31,3	+22,1	...	+22,1	...	+ 3,4	+ 4,1	...	+ 0,3	- 4,6	+ 5,6	+ 8,8	+ 1,0	- 0,6	+31,3
12 mois	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1967 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 2,5	- 0,5	- 2,8	...	...	...	...	+ 1,1	+ 9,5	...	+ 0,1	- 4,7	- 0,1	+ 5,9	- 2,5	- 0,6	+ 2,8
2 premiers mois	- 5,9	- 2,9	- 1,0	- 9,8	+ 8,1	...	+ 8,1	...	- 1,7	+12,2	...	- 0,2	- 6,6	- 1,4	+ 2,3	+ 0,2	- 0,8	+ 9,8
3 premiers mois	-10,1	- 1,5	- 1,5	-13,1	+ 8,0	...	+ 8,0	...	- 1,8	+15,1	...	- 0,2	- 6,3	- 1,6	+ 5,2	+ 0,3	- 0,4	+13,1
4 premiers mois	-13,7	- 2,1	- 2,1	-17,9	+ 7,4	...	+ 7,4	...	- 2,3	+17,6	...	- 0,3	- 3,9	- 1,6	+ 9,5	- 0,3	+ 1,3	+17,9
5 premiers mois	-17,1	- 2,3	- 2,7	-22,1	+ 5,6	...	+ 5,6	...	- 3,5	+20,6	...	- 0,3	- 5,7	+ 0,4	+11,5	+ 0,3	+ 4,7	+22,1
6 premiers mois	-19,3	- 0,7	- 3,2	-23,2	+ 8,2	...	+ 8,2	...	- 3,8	+15,0	...	- 0,3	- 5,4	+ 5,4	+10,9	+ 0,4	+ 3,7	+23,2
7 premiers mois	-14,6	- 2,3	- 3,9	-20,8	+11,8	...	+11,8	...	- 5,7	+ 8,7	...	- 0,3	- 3,4	+ 6,5	+ 5,8	- 2,1	+ 5,3	+20,8
8 premiers mois	-18,6	- 2,1	- 4,6	-25,3	+11,8	...	+11,8	...	- 2,4	+11,8	...	- 0,3	- 5,6	+ 6,7	+10,2	- 2,0	+ 5,3	+25,3
9 premiers mois	-21,1	- 1,3	- 5,3	-27,7	+11,8	...	+11,8	...	- 0,6	+12,1	...	- 0,2	- 7,2	+ 6,9	+11,0	- 0,8	+ 5,7	+27,7
10 premiers mois	-24,3	- 1,4	- 6,0	-31,7	+21,6	...	+21,6	...	- 3,6	+12,7	...	- 0,3	- 4,2	+ 7,2	+11,8	- 6,8	+ 5,1	+31,7
11 premiers mois	-29,5	- 1,1	- 6,4	-37,0	+21,6	...	+21,6	...	- 4,7	+17,9	...	- 0,3	- 6,1	+ 7,1	+13,9	- 3,8	+ 5,3	+37,0
12 mois	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 2,1	- 0,4	- 6,5	...	...	...	...	+ 2,6	+ 5,2	...	- 0,1	+ 1,6	...	+ 9,3	- 2,5	- 0,3	+ 6,5
2 premiers mois	- 9,6	- 3,1	- 1,1	-13,8	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 1,6	+ 3,9	...	- 0,1	- 2,2	- 0,3	+ 2,9	+ 0,9	+ 0,2	+13,8
3 premiers mois	-15,7	- 0,9	- 1,8	-18,4	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,4	+ 7,5	...	- 0,1	- 1,5	- 0,4	+ 5,1	+ 3,6	- 0,1	+18,4
4 premiers mois	-17,7	- 2,9	- 2,7	-23,3	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,5	+ 8,7	...	- 0,1	+ 3,3	- 0,3	+11,1	+ 2,8	- 0,4	+23,3
5 premiers mois	-21,6	- 4,3	- 3,3	-29,2	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 0,5	+13,9	...	- 0,1	- 1,9	- 0,3	+12,1	+ 7,2	+ 0,1	+29,2
6 premiers mois	-27,3	+ 0,8	- 3,8	-30,3	+14,8	...	+14,8	...	- 0,9	+11,1	...	- 0,2	- 0,9	- 0,3	+ 8,8	+ 7,2	- 0,5	+30,3

1 Cf. tableau XI-1.

2 A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impassé. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2 —, mais aussi la rubrique « Encaisses des comptables et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes paratâtiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlements de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat (5) = (3) + (4)	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 6
						Variations			Total (9) = (6) à (8)	
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché (6)	des autres engagements à moyen terme (7)	des engagements à court terme (8)		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1962	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8
1963	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1966 9 prem. mois	- 18,0	- 5,5	- 23,5	+ 10,3	- 13,2	+ 16,9	+ 0,8	- 4,9	+ 12,8	+ 0,4
10 prem. mois	- 23,9	- 6,3	- 30,2	+ 11,9	- 18,3	+ 13,1	+ 0,8	+ 1,4	+ 15,3	+ 3,0
11 prem. mois	- 25,1	- 7,6	- 32,7	+ 13,4	- 19,3	+ 11,2	+ 0,8	+ 3,9	+ 15,9	+ 3,4
12 mois	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 3,7	- 3,5	+ 1,8	- 1,7	- 1,7	...	+ 5,1	+ 3,4	- 1,7
2 prem. mois	- 5,9	- 5,0	- 10,9	+ 3,3	- 7,6	+ 5,3	...	+ 5,7	+ 11,0	- 3,4
3 prem. mois	- 10,1	- 3,7	- 13,8	+ 4,4	- 9,4	+ 4,4	...	+ 9,2	+ 13,6	- 4,2
4 prem. mois	- 13,7	- 4,8	- 18,5	+ 5,7	- 12,8	+ 4,3	+ 0,2	+ 12,7	+ 17,2	- 4,4
5 prem. mois	- 17,1	- 6,5	- 23,6	+ 6,9	- 16,7	+ 5,7	+ 0,4	+ 15,9	+ 22,0	- 5,3
6 prem. mois	- 19,3	- 6,5	- 25,8	+ 7,8	- 18,0	+ 7,7	+ 0,4	+ 12,2	+ 20,6	- 2,6
7 prem. mois	- 14,6	- 7,6	- 22,2	+ 9,1	- 13,1	+ 10,1	+ 0,4	+ 6,1	+ 16,6	- 3,5
8 prem. mois	- 18,6	- 8,1	- 26,7	+ 10,4	- 16,3	+ 9,2	+ 0,6	+ 10,3	+ 20,1	- 3,8
9 prem. mois	- 21,1	- 7,8	- 28,9	+ 11,5	- 17,4	+ 8,4	+ 0,8	+ 12,0	+ 21,2	- 3,8
10 prem. mois	- 24,3	- 9,3	- 33,6	+ 12,9	- 20,7	+ 17,0	+ 0,3	+ 8,2	+ 25,5	- 4,8
11 prem. mois	- 29,5	- 9,8	- 39,3	+ 14,2	- 25,1	+ 15,8	+ 0,3	+ 12,5	+ 28,6	- 3,5
12 mois	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 3,2	- 7,2	+ 2,1	- 5,1	- 1,8	...	+ 6,7	+ 4,9	+ 0,2
2 prem. mois	- 9,6	- 4,7	- 14,3	+ 3,5	- 10,8	+ 7,0	...	+ 3,8	+ 10,8	...
3 prem. mois	- 15,7	- 3,3	- 19,0	+ 4,4	- 14,6	+ 6,3	...	+ 9,1	+ 15,4	- 0,8
4 prem. mois	- 17,7	- 6,7	- 24,4	+ 5,7	- 18,7	+ 5,2	...	+ 14,3	+ 19,5	- 0,8
5 prem. mois	- 21,6	- 8,1	- 29,7	+ 6,3	- 23,4	+ 4,7	...	+ 20,1	+ 24,8	- 1,2
6 prem. mois	- 27,3	- 4,5	- 31,8	+ 7,5	- 24,3	+ 8,8	...	+ 17,3	+ 26,1	- 1,8

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, à partir de novembre 1967, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967). A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

6 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+ 10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1967 6 mois	38,6	+ 0,6	19,0	+ 1,4	43,0	- 0,4	100,6	+ 1,6
1968 6 mois	40,4	- 0,5	19,8	+ 0,4	45,5	- 0,9	105,7	- 1,0
1967 Février	4,8	+ 0,1	2,8	+ 0,1	6,8	...	14,4	+ 0,2
Mars	4,8	- 0,1	3,3	+ 0,2	8,1	+ 0,5	16,2	+ 0,6
Avril	5,1	+ 0,2	3,2	+ 0,1	7,4	- 0,1	15,7	+ 0,2
Mai	5,1	+ 0,3	3,2	+ 0,2	6,8	- 0,3	15,1	+ 0,2
Juin	7,4	+ 0,4	3,6	+ 0,6	7,4	- 0,3	18,4	+ 0,7
Juillet	17,3	- 0,5	2,7	- 0,2	6,6	- 0,2	26,6	- 0,9
Août	5,3	+ 0,1	2,9	+ 0,1	6,5	- 0,1	14,7	+ 0,1
Septembre	5,6	+ 0,3	2,6	- 0,6	7,3	- 0,4	15,5	- 0,7
Octobre	7,6	+ 1,5	3,4	+ 0,5	7,5	- 0,1	18,5	+ 1,9
Novembre	5,8	+ 0,4	3,2	+ 0,1	7,5	+ 0,1	16,5	+ 0,6
Décembre	7,1	- 0,4	3,2	- 0,1	7,5	- 0,6	17,8	- 1,1
1968 Janvier	10,2	- 0,2	3,1	+ 0,2	7,3	+ 0,2	20,6	+ 0,2
Février	5,7	...	3,2	+ 0,1	7,3	- 0,2	16,2	- 0,1
Mars	5,2	...	3,3	...	7,7	- 0,6	16,2	- 0,6
Avril	6,1	...	3,5	+ 0,2	7,9	- 0,1	17,5	+ 0,1
Mai	6,1	...	3,6	+ 0,1	7,9	+ 0,1	17,6	+ 0,2
Juin	7,1	- 0,3	3,1	- 0,2	7,4	- 0,3	17,6	- 0,8
Juillet	20,6	+ 0,9	3,1	+ 0,1	7,7	+ 0,1	31,4	+ 1,1
Août	5,6	- 0,3	3,0	- 0,1	6,8	- 0,2	15,4	- 0,6

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1967 ²		Exercice 1967 : août		Exercice 1968 : août	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	87,2	85,3	5,3	5,2	5,6	5,9
précompte immobilier	1,1	1,1	0,1	0,1	0,2	0,2
précompte mobilier	8,1	7,6	0,4	0,5	0,4	0,6
précompte professionnel	38,7	37,7	3,4	3,4	3,7	3,9
versements anticipés	17,5	18,0	0,1	0,1	0,1	...
impôts des personnes physiques (rôles)	11,5	10,2	1,0	0,8	1,0	0,8
impôts des sociétés (rôles)	2,6	3,0	0,2	0,3	0,1	0,2
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	6,3	6,5	...	...	...	...
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,2	0,2	...	...	...	...
divers ³	1,2	1,0	0,1	...	0,1	0,2
II. Douanes et accises	37,1	35,7	2,9	2,8	3,0	3,1
dont : douanes	8,5	8,7	0,6	0,6	0,5	0,7
accises	27,1	26,7	2,2	2,2	2,4	2,4
taxes spéciales de consommat.	1,2	...	0,1	...	...	...
III. Enregistrement	86,0	87,7	6,5	6,6	6,8	7,0
dont : enregistrement	6,6	7,2	0,4	0,5	0,4	0,5
successions	3,4	3,5	0,3	0,3	0,4	0,3
timbres et taxes assimilées	75,1	76,2	5,8	5,7	6,0	6,2
Total ...	210,3	208,7	14,7	14,6	15,4	16,0
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 1,6		+ 0,1		- 0,6

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion à partir du premier janvier 1967, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et, en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1966 3 premiers mois	6,6	2,7	6,1	15,4	0,98
6 premiers mois	5,9	2,8	6,3	15,0	0,71
9 premiers mois	6,8	2,8	6,4	16,0	1,78
1967 3 premiers mois	7,0	3,0	7,1	17,1	0,78
6 premiers mois	6,4	3,2	7,2	16,8	0,67
9 premiers mois	7,4	3,0	7,1	17,5	1,76
1968 3 premiers mois	7,0	3,2	7,4	17,6	0,64
1967 Mai	5,1	3,2	6,8	15,1	0,09
Juin	7,4	3,6	7,4	18,4	0,88
Juillet	17,3	2,7	6,6	26,6	11,76
Août	5,3	2,9	6,5	14,7	0,06
Septembre	5,6	2,6	7,3	15,5	0,06
Octobre	7,6	3,4	7,5	18,5	1,48
Novembre	5,8	3,2	7,5	16,5	0,05
Décembre	7,1	3,2	7,5	17,8	0,12
1968 Janvier	10,2	3,1	7,3	20,6	1,62
Février	5,7	3,2	7,3	16,2	0,04
Mars	5,2	3,3	7,7	16,2	0,27
Avril	6,1	3,5	7,9	17,5	0,68
Mai	6,1	3,6	7,9	17,6	0,07
Juin	7,1	3,1	7,4	17,6	0,98
Juillet	20,6	3,1	7,7	31,4	13,64
Août	5,6	3,0	6,8	15,4	0,10
Septembre	5,4	3,2	7,8	16,4	0,08

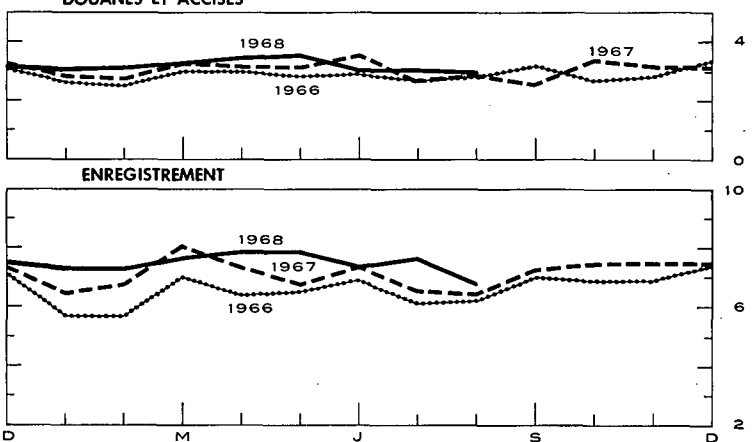
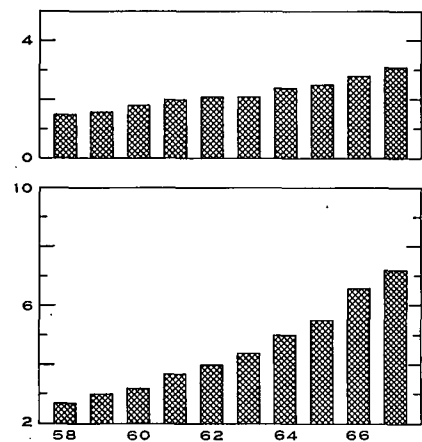
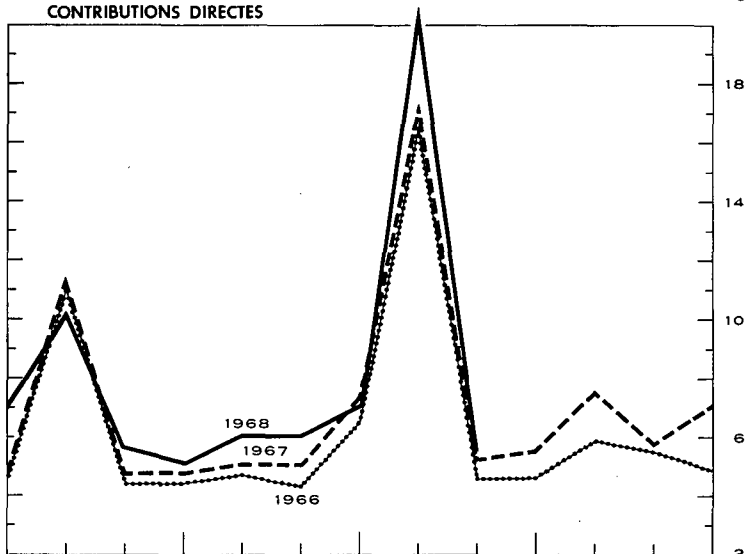
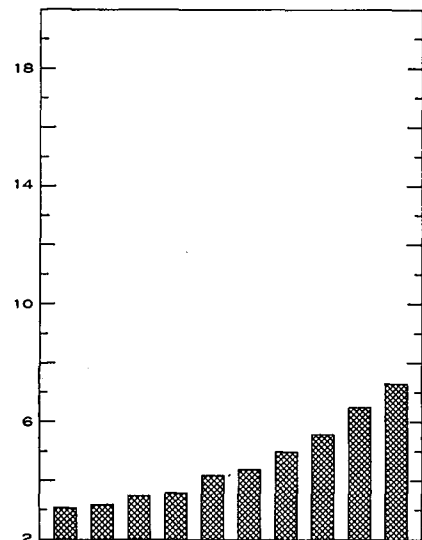
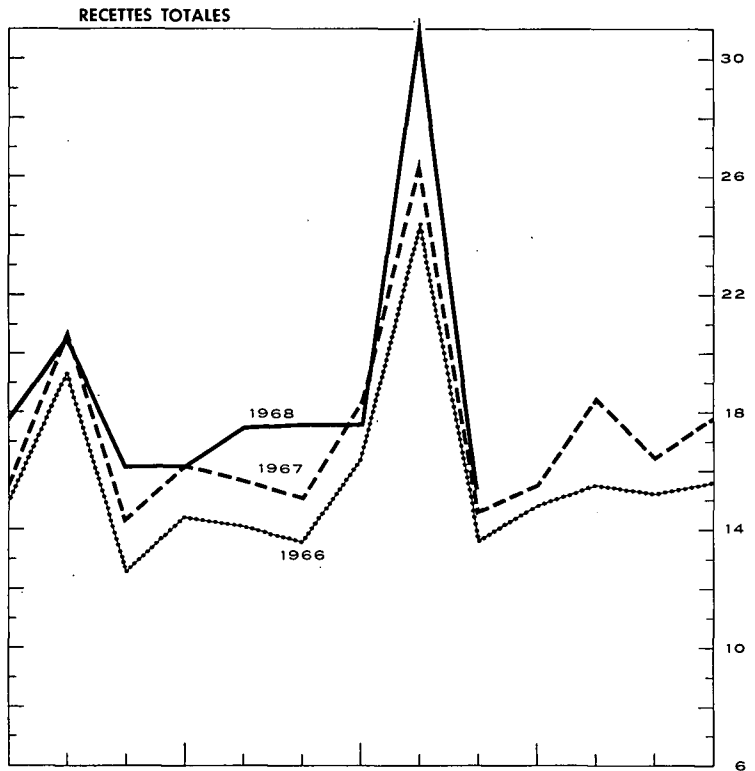
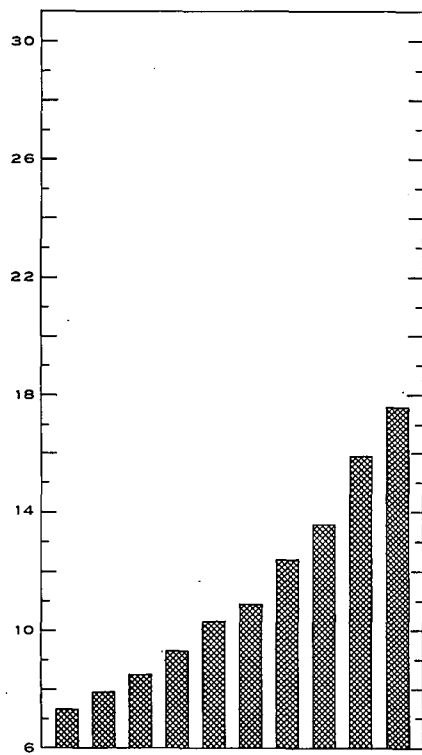
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIIe année, vol. II, no 5, novembre 1967 : « Les budgets de 1967 et 1968 » et XLIIe année, vol. I, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la série statistique - Révision de certaines données ».

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



58 60 62 64 66

D M J S D

ENREGISTREMENT

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964 ¹
(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (18) = (1) à (12)				
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéter- minés et ajustements			
		Entreprises et particuliers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris a. alléans (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes moné- taires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires					
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
----- données non disponibles																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opération non effectuée																	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	—	49,2	—	4,3	—	1,3	5,0	59,9	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	8,4	—	—	—	—	—	—	47,5	—	0,2	—	0,9	—	57,0
			Obligations ...	12,6	—	—	—	—	—	—	—	—	1,0	—	—	—	24,2
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	8,9	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	15,6	—	—	254,6
			Divers ...	1,5	1,7	—	0,1	18,0	—	—	—	—	—	35,2	103,2	—	27,7
	(Actions et parts) ...	(190,9)	(0,8)	(...)	—	(0,3)	—	—	—	(0,6)	(—)	(1,2)	(4,5)	(—)	(...)	(198,3)	
	Total ...	29,9	1,7	1,7	0,1	18,1	—	—	—	96,7	—	114,3	54,9	106,0	5,0	428,5	
	Parastatutiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	0,1	0,5
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,5	—	—	—	—	—	—	0,1	1,2	—	—	—	—	—	2,1
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,2	—	—	—	—	—	0,6
Obligations accessibles à tout placeur ...		15,9	0,5	—	—	—	—	—	4,0	2,0	0,8	—	—	—	—	32,5	
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	0,2	—	0,1	—	—	—	0,7	2,6	—	—	—	—	—	8,6	
Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—	9,5		
Divers ...	6,3	—	6,5	0,2	—	—	—	1,7	0,1	—	—	—	—	—	15,2		
(Actions et parts) ...	(0,9)	—	(14,7)	(5,5)	(...)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total ...	22,7	0,7	6,5	0,4	..	7,4	6,1	0,8	4,5	9,4	9,9	0,7	69,0				
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	4,2	—	—	0,8	—	—	—	45,6	—	—	—	0,1	3,5	54,1		
	Certificats à court terme ...	—	0,5	—	0,2	—	—	—	16,9	36,8	4,1	4,3	—	1,5	70,4		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	118,3	2,4	—	1,7	1,7	—	—	9,3	38,7	3,7	33,3	41,9	8,3	260,7		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	19,9	58,6	—	3,5	2,1	1,0	85,1		
	Divers ...	—	0,7	—	—	1,6	6,0	—	—	—	—	—	0,6	0,2	9,1		
Total ...	122,5	3,7	—	2,6	3,3	52,2	179,7	7,8	41,1	44,6	15,6	6,2	479,4				
Secteur public non compris a. alléans (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	14,4	0,6	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	5,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Divers ...	2,1	0,5	2,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Total ...	16,5	6,1	2,2	0,1	—	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	59,3	2,3	117,0				
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	13,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13,7		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Divers ...	13,2	—	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total ...	26,9	—	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations ...	7,8	—	0,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	11,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Divers ...	—	0,9	7,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,4)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total ...	7,8	0,9	19,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
		7,8	0,9	19,8	—	—	—	—	155,7	0,9	1,5	4,5	2,1	1,5	194,7		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	Organismes monétaires (7)			Fonds des Rentes (8)			Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)			Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)			Organismes publics de crédit non monétaires (11)	
Monnaie	273,4	3,0	3,6	11,2	0,6	—	...	3,5	1,8	0,3	...	297,5		
Argent à très court terme	—	...	—	...	...	1,5	1,2	...	...	...	...	2,7	
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	66,2	—	—	—	—	—	66,2		
Dépôts en devises des résidents	5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,1		
Dépôts sur livrets des résidents	35,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,6		
Dépôts à terme des résidents	29,5	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	29,5		
Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	15,5	...	—	...	...	15,5	
Obligations (y compris les bons de caisse)	11,4	—	...	—	—	—	—	...	...	...	...	11,4	
Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	...	...	...	10,9	11,2	
(Actions et parts)	(9,2)	—	(0,2)	...	...	(0,7)	—	...	(0,1)	...	...	(10,2)	
Total	355,1	3,0	3,8	11,2	0,6	67,7	16,7	...	3,5	1,8	0,3	10,9	474,7	
Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...
Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	7,4	—	—	—	—	7,4		
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	2,8	—	—	—	0,4	—	...	...	...	0,4	
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	0,1	
Total	—	...	2,8	...	...	...	7,7	—	...	...	...	0,1	10,6
Dépôts à vue	3,8	...	...	0,2	2,3	...	—	...	...	0,6	0,2	...	7,0
Dépôts sur livrets	148,1	...	—	0,1	0,2	...	—	...	...	...	...	...	148,4
Dépôts à terme	1,3	1,0	...	...	3,5	...	—	...	...	0,1	...	0,2	6,1
Obligations (y compris les bons de caisse)	11,6	—	...	...	—	...	—	...	...	0,4	...	...	12,0
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
Divers	5,8	...	...	0,5	...	0,2	0,1	...	0,1	...	...	2,7	9,5
(Actions et parts)	(1,6)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,6)	
Total	171,1	1,0	...	0,8	6,0	0,2	0,1	...	0,1	1,1	0,2	2,9	183,6	
Réserves de sécurité sociale	22,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,3	
Réserves mathématiques	155,1	—	—	—	—	14,4	—	—	—	—	—	—	169,5	
Divers	2,7	...	0,2	...	0,1	...	...	...	...	...	...	2,0	5,1
Total	180,1	...	0,2	...	0,1	14,4	...	...	...	...	...	2,0	196,9
Dépôts à vue	2,7	...	...	0,2	...	...	0,2	—	...	...	...	...	3,1
Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	0,2	...	...	...	0,1	0,3	0,7
Dépôts sur livrets	7,0	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...	7,0
Dépôts à terme	2,0	0,5	...	2,9	1,5	...	0,3	—	0,5	0,9	...	...	8,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	0,1	—	0,8	...	0,2	...	1,1
Obligations accessibles à tout placeur	78,5	0,3	...	0,1	1,4	...	9,8	0,3	8,4	20,9	0,2	...	119,9	
Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	0,8	3,5	0,7	...	3,7	17,9	...	1,4	28,0
Divers	3,5	...	11,6	0,1	...	2,5	...	—	0,4	...	...	4,1	22,2
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)	
Total	93,7	0,7	11,6	3,3	3,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	5,8	190,7	
Secteurs incertains et ajustements (12)	— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	4,2	10,9	0,7	3,3	2,1	1,2	—	22,8	
(13) = (1) à (12)	1.022,1	20,0	51,1	18,6	37,4	154,2	491,2	11,6	196,7	176,3	194,9	42,0	2.416,1	

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéter- minés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Para- étatiques d'explo- itation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes moné- taires (7)		Fonds des Rentés (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation (9)	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
..... données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opération non effectuée															
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	9,1	0,2	—	—	—	56,4	—	4,3	—	4,7	3,4	69,0		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	14,7	—	—	—	—	54,7	—	1,0	—	1,0	—	65,8		
	Obligations ...	10,7	0,1	—	—	0,3	—	—	1,0	17,5	—	—	33,2		
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	1,6	1,8	—	0,1	20,1	—	—	117,8	37,5	110,9	—	277,4		
	Divers ...	(203,1)	(1,0)	(...)	—	(...)	(0,7)	(—)	(0,9)	4,8	(—)	(...)	29,7		
	(Actions et parts) ...												(210,3)		
	Total ...	34,5	1,9	1,8	0,1	20,4	111,1	—	124,9	59,8	117,3	3,4	475,1		
Paratétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	0,5		
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,6	—	—	—	—	0,2	1,2	0,2	—	0,1	—	2,2		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	15,4	0,4	0,1	—	0,1	0,4	0,1	—	—	—	—	0,6		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	0,3	—	0,1	—	3,9	1,8	0,7	3,8	4,9	0,7	31,8		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	0,1	—	2,0	2,4	—	1,0	5,3	0,4	11,5		
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	—	0,6	—	—	0,2	—	—	10,8		
	Divers ...	8,2	—	5,2	0,2	—	1,8	—	—	—	—	0,3	15,7		
	(Actions et parts) ...	(0,9)	—	(15,0)	(6,0)	(...)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,2)	(0,4)	(0,9)	(23,9)		
	Total ...	24,1	0,7	5,3	0,4	0,1	8,9	5,6	5,4	10,4	11,3	0,3	73,2		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,8	—	—	1,1	—	45,3	—	—	—	0,1	3,5	53,8		
	Certificats à court terme ...	—	0,9	—	0,2	—	14,3	39,6	2,7	4,3	11,4	3,4	76,8		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	125,6	2,5	—	1,9	2,7	11,0	46,3	3,5	34,6	42,4	1,3	279,5		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	19,0	60,7	—	3,0	2,2	0,7	86,2		
	Divers ...	—	0,6	—	—	1,9	—	—	—	—	0,3	0,3	3,1		
	Total ...	129,4	4,0	—	3,2	4,6	44,3	192,0	6,2	41,9	44,8	8,7	499,4		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	6,5	—	—	—	—	—	6,5		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	16,7	0,6	—	0,1	—	0,5	1,0	1,0	2,1	7,4	1,2	30,7		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	1,4	0,2	—	11,6	2,4	—	15,6		
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	5,4	—	—	—	—	—	—	0,8	—	—	68,6		
	Divers ...	2,2	0,5	3,0	—	—	—	—	—	—	0,4	2,7	8,9		
	Total ...	19,0	6,5	3,0	0,1	—	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,0	130,2		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	15,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,7		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	—	0,3		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	0,4	—	0,8	—	1,3	10,1	2,3	15,0		
	Divers ...	17,1	—	1,5	—	4,0	—	—	—	—	0,8	—	27,2		
	Total ...	32,8	—	1,5	—	4,4	0,2	0,8	—	1,3	11,0	—	58,2		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	1,5	—	—	—	—	—	1,5		
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	16,4	—	1,1	—	2,1	2,2	21,7		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	6,6	—	0,2	—	—	—	6,8		
	Autres emprunts à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	135,7	—	—	—	—	—	135,7		
	Obligations ...	8,7	—	0,8	—	—	1,5	0,9	0,3	3,5	0,2	—	15,9		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	8,3	—	—	12,2	—	—	—	—	—	20,5		
	Divers ...	—	0,9	7,6	—	—	—	—	—	—	1,0	0,2	9,7		
	(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,4)	—	—	(—)	(1,4)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)	(3,3)	
Total ...	8,7	0,9	16,7	—	—	—	173,9	0,9	1,6	4,5	2,4	2,2	211,9		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	Organismes monétaires (7)				Fonds des Rentes (8)				Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)					
	Monnaie	293,9	3,1	3,7	12,1	1,0	—	...	2,4	2,1	0,3	...	318,6	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	2,5	1,5	...	0,1	...	0,1	4,2
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	76,6	—	—	—	—	—	76,6	
	Dépôts en devises des résidents	4,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,4	
	Dépôts sur livrets des résidents	42,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42,0	
	Dépôts à terme des résidents	35,4	—	—	...	—	—	—	...	—	—	—	35,4	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	14,3	0,1	—	...	—	14,3	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,3	—	...	—	—	—	—	...	0,1	...	—	11,4	
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	...	—	...	11,4	11,7
	(Actions et parts)	(10,7)	—	(0,2)	...	...	(0,6)	—	—	—	—	—	(11,6)
	Total ...	387,1	3,1	3,9	12,1	1,0	79,1	15,8	0,1	2,5	2,2	0,4	11,4	518,6
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	4,7	—	0,8	—	0,4	5,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	
	Total ...	—	...	2,8	...	...	...	4,7	—	0,8	...	0,4	8,7
	Dépôts à vue	4,3	...	...	0,1	2,0	—	—	...	0,4	0,1	...	6,9
	Dépôts sur livrets	165,4	...	—	0,3	0,1	—	—	...	—	—	...	165,8	
	Dépôts à terme	1,3	1,0	...	0,1	3,3	—	—	...	0,1	...	0,5	6,3	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	12,8	—	—	—	—	—	—	0,1	0,5	—	—	13,4	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers	4,8	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	3,5	8,5
	(Actions et parts)	(2,0)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(2,0)	
	Total ...	189,2	1,0	...	0,4	5,4	—	—	0,2	1,0	0,1	4,0	201,5	
	Réserves de sécurité sociale	24,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24,4	
	Réserves mathématiques	167,0	—	—	—	—	15,2	—	—	—	—	—	182,2	
	Divers	3,8	...	0,3	...	0,1	...	...	...	...	...	2,2	6,5
	Total ...	195,2	...	0,3	...	0,1	15,2	...	...	...	...	2,2	213,1
	Dépôts à vue	3,2	...	...	0,1	...	0,2	—	...	...	...	...	3,5
	Argent à très court terme	—	...	—	0,5	...	1,1	0,2	...	0,3	...	0,6	2,6	
	Dépôts sur livrets	8,0	...	—	...	...	—	—	...	...	...	...	8,0
	Dépôts à terme	2,5	0,7	...	3,7	3,3	0,3	0,5	—	0,2	1,1	...	12,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	0,2	—	1,5	...	0,2	...	1,9
	Obligations accessibles à tout placeur	85,6	0,3	...	0,1	2,8	0,1	11,4	0,2	9,5	21,7	0,7	132,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	0,9	3,3	0,8	...	4,0	19,1	...	29,8
	Divers	3,9	...	12,2	...	...	2,5	...	...	0,4	...	0,1	23,8
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,1)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(2,1)	
	Total ...	103,1	0,9	12,2	4,4	7,1	7,3	13,3	0,2	15,9	41,9	0,9	214,2	
			2,7	3,2	...	1,2	—	11,4	0,7	6,0	4,3	1,3	—	30,8
	Total des créances	1.123,1	21,7	50,7	20,7	44,3	156,8	536,4	9,8	215,0	189,7	218,5	48,2	2.634,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1965 ¹

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéter- minés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Para- étatiques d'explo- itation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes moné- taires (7)		Fonds des Rentés (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation (9)	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
données non disponibles																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opération non effectuée																	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	+ 0,1	—	—	—	—	...	+ 7,2	—	+ 0,1	—	+ 3,3	- 1,6	+ 9,1	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	+ 0,7	—	—	—	—	...	+ 7,1	—	+ 0,9	—	+ 0,1	—	—	+ 8,8
			Obligations ...	+ 2,1	—	—	—	—	...	—	—	—	+ 1,9	—	—	—	+ 3,9
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	+ 1,8	—	—	—	+ 0,3	...	—	—	+ 10,6	+ 2,3	+ 7,8	—	—	+ 22,8
			Divers ...	+ 0,1	+ 0,1	—	—	+ 2,1	+ 8,9	—	—	- 0,9	+ 0,7	—	—	—	+ 11,0
			(Actions et parts) ...	(+ 9,4)	(+ 0,2)	(...)	—	(- 0,3)	(+ 0,5)	(+ 0,1)	(-)	(- 0,3)	(+ 0,1)	(-)	(...)	(...)	(+ 9,8)
		Total ...	+ 4,6	+ 0,2	+ 0,1	—	+ 2,4	+ 8,9	+ 14,3	—	+ 10,6	+ 4,9	+ 11,2	- 1,6	+ 55,6		
		Paracétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	+ 0,2	—	—	- 0,1	—	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	- 0,2	—	+ 0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	+ 0,1	—	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		- 0,5	- 0,1	—	—	—	—	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	+ 0,1	—	—	- 0,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	+ 1,3	- 0,1	—	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,4	- 0,3	—	+ 2,9	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...		—	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	—	—	+ 1,2	—	—	+ 1,4	
		Divers ...	+ 1,9	—	- 1,3	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	- 0,1	+ 0,5		
		(Actions et parts) ...	(+ 0,1)	—	(+ 0,3)	(+ 0,6)	(...)	+ 0,1	(...)	(-)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 1,2)		
	Total ...	+ 1,5	- 0,1	- 1,2	—	—	+ 1,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,5	- 0,4	+ 4,2			
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	- 0,4	—	+ 0,3	—	—	- 0,3	—	—	—	—	—	—	- 0,3		
Certificats à court terme ...		—	+ 0,3	—	—	—	+ 0,3	+ 2,8	- 1,4	—	—	+ 5,5	—	+ 7,5			
Obligations accessibles à tout placeur ...		+ 7,3	—	—	+ 0,2	+ 0,9	- 0,5	+ 7,6	- 0,2	+ 1,3	+ 0,4	- 0,6	—	+ 16,4			
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	- 4,6	+ 2,2	—	- 0,5	—	- 0,3	+ 0,6	+ 2,6			
	Divers ...	—	—	—	—	+ 0,3	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	+ 0,2			
	Total ...	+ 6,9	+ 0,3	—	+ 0,5	+ 1,2	- 4,8	+ 12,3	- 1,6	+ 0,8	+ 0,2	+ 4,7	+ 0,6	+ 21,2			
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	—	+ 1,7	—	—	—	—	—	+ 1,7			
Obligations accessibles à tout placeur ...		+ 2,3	—	—	—	—	—	+ 0,4	- 0,2	+ 0,4	+ 0,8	—	—	+ 3,7			
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	+ 0,9	—	—	+ 0,1	+ 1,1			
Autres emprunts à moyen et long terme ...		—	+ 0,4	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	+ 4,6	+ 5,1			
	Divers ...	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,8	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,6			
	Total ...	+ 2,5	+ 0,5	+ 0,8	—	—	+ 0,2	+ 2,0	- 0,2	+ 1,4	+ 0,8	+ 4,8	+ 0,5	+ 13,3			
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	+ 2,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,0		
Obligations accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	- 0,2	—	+ 0,2	—	—	+ 1,1	—	+ 0,7	+ 1,8			
Divers ...		+ 3,9	—	+ 0,4	—	+ 0,3	—	—	—	—	+ 0,7	—	+ 0,9	+ 6,2			
	Total ...	+ 5,9	—	+ 0,4	—	+ 0,1	—	+ 0,2	—	—	+ 1,8	—	+ 1,6	+ 10,0			
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	+ 1,4	—	—	—	—	—	+ 1,4		
Acceptations et effets commerciaux ...		—	—	—	—	—	—	—	+ 3,4	—	+ 0,1	—	+ 0,4	+ 0,7	+ 4,6		
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	—	—	+ 2,5	—	—	—	—	—	+ 2,5		
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Obligations ...		—	—	—	—	—	—	—	+ 6,6	—	—	—	—	—	+ 6,6		
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...		—	—	+ 0,3	—	—	—	—	+ 0,8	—	—	—	—	—	+ 0,6		
Divers ...		+ 3,4	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,5		
(Actions et parts) ...		(+ 2,4)	(...)	(...)	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	+ 3,8		
Total ...	+ 3,4	—	+ 0,5	—	—	—	—	+ 18,2	—	+ 0,1	—	+ 0,4	- 2,8	+ 19,8			

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
		Organismes monétaires													
		Fonds des Rentes													
		Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation													
		Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension													
		Organismes publics de crédit monétaires													
		Secteurs indéterminés et ajustements													
		(1) à (12)													
		(13) = (1) à (12)													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+20,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	—	...	— 1,1	+ 0,3	...	...	+ 21,1
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 1,0	+0,3	...	+ 0,1	...	+ 0,1	+ 1,5
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+10,4	—	—	—	—	—	+ 10,4		
	Dépôts en devises des résidents	— 0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 0,7		
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 6,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,4		
	Dépôts à terme des résidents	+ 5,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,9		
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	— 1,2	+ 0,1	—	—	...	— 1,1		
	Obligations (y compris les bons de caisse)	— 0,1	—	...	—	—	—	—	—	...	+ 0,1	—	...		
	Divers	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,6
	(Actions et parts)	(+ 0,9)	—	(...)	—	—	—	(...)	—	—	(...)	—	(...)	+ 0,6	
	Total ...	+32,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	+11,4	— 0,9	+ 0,1	— 1,0	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 44,0	
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	—	
		Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	— 2,6	—	+ 0,8	—	+ 0,3	— 1,5	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	— 0,4	—	— 0,4	
Divers		—	—	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...
Total ...	—	...	...	...	...	...	— 3,0	—	+ 0,8	...	+ 0,3	...	— 1,9
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,5	...	...	— 0,1	— 0,3	—	—	...	...	— 0,2	...	— 0,1
	Dépôts sur livrets	+17,3	...	—	+ 0,2	— 0,1	—	—	...	...	...	...	+ 17,5
	Dépôts à terme	...	...	...	+ 0,1	— 0,2	—	—	...	...	...	+ 0,4	+ 0,2
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,3	...	...	...	...	—	—	...	...	+ 0,1	...	+ 1,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...		
	Divers	— 1,1	...	...	— 0,5	...	— 0,2	...	...	...	...	+ 0,7	— 1,1
(Actions et parts)	(+ 0,4)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(+ 0,4)			
Total ...	+18,1	...	...	— 0,3	— 0,6	— 0,2	...	...	...	— 0,1	...	+ 1,1	+ 17,9
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,1		
	Réserves mathématiques	+11,9	—	—	—	—	+ 0,8*	—	—	—	—	—	+ 12,7		
	Divers	+ 1,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 1,5
Total ...	+15,1	...	+ 0,1	...	...	+ 0,8	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 16,3
Organismes publics de crédit monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,5	...	...	— 0,1	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,4
	Argent à très court terme	—	...	—	+ 0,5	...	+ 1,1	...	...	+ 0,3	...	— 0,2	+ 0,3
	Dépôts sur livrets	+ 1,1	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,1
	Dépôts à terme	+ 0,5	+ 0,2	...	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,3	+0,2	—	— 0,4	+ 0,2	...	+ 3,5		
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	+0,1	—	+ 0,7	...	...	...	+ 0,8
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,0	...	...	...	+ 1,4	...	+1,6	...	+ 1,1	+ 0,8	+ 0,5	+ 12,4
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	+ 0,1	— 0,2	+0,1	...	+ 0,3	+ 1,2	...	+ 0,3
	Divers	+ 0,3	...	+ 0,6	— 0,1	...	...	...	—	...	...	+ 0,1	+ 0,7
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)		
Total ...	+ 9,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,3	+ 1,2	+1,9	...	+ 2,0	+ 2,2	+ 0,4	+ 1,2	+ 23,5		
Secteurs indéterminés et ajustements (12)			+ 0,5	+ 0,1	— 3,5	+0,5	...	+ 2,7	+ 2,2	+ 0,2	—	+ 2,7	
Total des créances		+99,4	+ 1,7	+ 1,4	+ 2,1	+ 6,9	+15,5	+45,1	— 1,8	+18,3	+13,4	+23,6	+ 1,0	+226,6	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLe année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967.

* Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	29,9	1,7	1,7	0,1	18,1	51,5	.....	96,7	—	114,3	54,9	106,0	371,9	5,0	428,5
2. Paraétatiques d'exploitation	22,7	0,7	6,5	0,4	.....	30,3	7,4	6,1	0,8	4,5	9,4	9,9	30,7	0,7	69,0
3. Etat (Trésor)	122,5	3,7	—	2,6	3,3	132,1	52,2	179,7	7,8	41,1	44,6	15,6	288,8	6,2	479,4
4. Secteur public non compris ailleurs	16,5	6,1	2,2	0,1	.....	24,9	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	59,3	88,3	2,3	117,0
5. Sécurité sociale	26,9	...	1,1	...	4,3	32,3	0,3	0,6	...	1,3	9,2	...	11,1	4,5	48,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	218,5	12,2	11,5	3,2	25,7	271,1	61,5	288,8	9,8	174,3	127,1	190,8	790,8	18,7	1.142,1
7. Etranger	7,8	0,9	19,8	.....	.....	28,5	—	155,7	0,9	1,5	4,5	2,1	164,7	1,5	194,7
8. Organismes monétaires	355,1	3,0	3,8	11,2	0,6	373,7	67,7	16,7	...	3,5	1,8	0,3	22,3	10,9	474,7
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,7	—	...	...	...	7,7	0,1	10,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	171,1	1,0	...	0,8	6,0	178,9	0,2	0,1	...	0,1	1,1	0,2	1,5	2,9	183,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	180,1	...	0,2	...	0,1	180,4	14,4	...	...	...	...	...	...	2,0	196,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	93,7	0,7	11,6	3,3	3,8	113,1	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	65,7	5,8	190,7
13. Total des intermédiaires financiers	800,0	4,7	18,4	15,3	10,5	848,9	88,4	35,8	0,3	17,5	42,6	1,0	97,2	21,7	1.056,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	0,4	4,2	10,9	0,7	3,3	2,1	1,2	18,2	—	22,8
15. Total des créances	1.022,1	20,0	51,1	18,6	37,4	1.149,2	154,2	491,2	11,6	196,7	176,3	194,9	1.070,7	42,0	2.416,1
16. Solde des créances et des dettes .	+ 593,6	— 49,0	— 428,3	— 98,4	— 10,8	+ 7,1	— 40,5	+ 16,5	+ 1,0	+ 13,1	— 20,6	+ 4,2	+ 14,2	+ 19,2	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	34,5	1,9	1,8	0,1	20,4	58,7	-----	111,1	—	124,9	59,8	117,3	413,1	3,4	475,1
2. Paraétatiques d'exploitation	24,1	0,7	5,3	0,4	0,1	30,6	8,9	5,6	0,7	5,4	10,4	11,3	33,4	0,3	73,2
3. Etat (Trésor)	129,4	4,0	—	3,2	4,6	141,2	44,3	192,0	6,2	41,9	44,8	20,3	305,2	8,7	499,4
4. Secteur public non compris ailleurs	19,0	6,5	3,0	0,1	-----	28,6	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,0	97,0	2,8	130,2
5. Sécurité sociale	32,8	...	1,5	...	4,4	38,7	0,2	0,8	...	1,3	11,0	...	13,1	6,1	58,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	239,8	13,1	11,6	3,8	29,5	297,8	55,2	317,2	7,9	188,0	135,8	212,9	861,8	21,3	1.236,1
7. Etranger	8,7	0,9	16,7	-----	-----	26,3	—	173,9	0,9	1,6	4,5	2,4	183,3	2,2	211,9
8. Organismes monétaires	387,1	3,1	3,9	12,1	1,0	407,2	79,1	15,8	0,1	2,5	2,2	0,4	21,0	11,4	518,6
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	4,7	—	0,8	...	0,4	5,9	...	8,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	189,2	1,0	...	0,4	5,4	196,0	-----	0,1	...	0,2	1,0	0,1	1,4	4,0	201,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	195,2	...	0,3	...	0,1	195,6	15,2	...	...	...	...	...	...	2,2	213,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	103,1	0,9	12,2	4,4	7,1	127,7	7,3	13,3	0,2	15,9	41,9	0,9	72,2	7,1	214,2
13. Total des intermédiaires financiers	874,6	5,0	19,2	16,9	13,6	929,3	101,6	33,9	0,3	19,4	45,1	1,8	100,5	24,7	1.156,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	-----	2,7	3,2	...	1,2	7,1	-----	11,4	0,7	6,0	4,3	1,3	23,7	—	30,8
15. Total des créances	1.123,9	21,7	50,7	20,7	44,3	1.260,5	156,8	536,4	9,8	215,0	189,7	218,5	1.169,4	48,2	2.634,9
16. Solde des créances et des dettes .	+ 648,0	— 51,5	— 448,7	— 109,5	— 13,9	+ 24,4	— 55,1	+ 17,8	+ 1,1	+ 13,5	— 23,4	+ 4,3	+ 13,3	+ 17,4	—

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1965

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 4,6	+ 0,2	+ 0,1	.....	+ 2,4	+ 7,3	+ 8,9	+ 14,3	—	+ 10,6	+ 4,9	+ 11,2	+ 41,0	— 1,6	+ 55,6
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,5	— 0,1	— 1,2	.....	.....	+ 0,2	+ 1,5	— 0,5	— 0,1	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,5	+ 2,8	— 0,4	+ 4,2
3. Etat (Trésor)	+ 6,9	+ 0,3	—	+ 0,5	+ 1,2	+ 8,9	— 4,8	+ 12,3	— 1,6	+ 0,8	+ 0,2	+ 4,7	+ 16,4	+ 0,6	+ 21,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 2,5	+ 0,5	+ 0,8	.....	.....	+ 3,8	+ 0,2	+ 2,0	— 0,2	+ 1,4	+ 0,8	+ 4,8	+ 8,8	+ 0,5	+ 13,3
5. Sécurité sociale	+ 5,9	...	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 6,4	...	+ 0,2	...	...	+ 1,8	...	+ 2,0	+ 1,6	+ 10,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 21,4	+ 0,9	+ 0,1	+ 0,5	+ 3,7	+ 26,6	+ 5,8	+ 28,3	— 1,9	+ 13,7	+ 8,7	+ 22,2	+ 71,0	+ 0,7	+104,3
7. Etranger	+ 3,4	.....	+ 0,5	.....	.....	+ 3,9	—	+ 18,2	...	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 18,7	— 2,8	+ 19,8
8. Organismes monétaires	+ 32,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	+ 33,4	+ 11,4	— 0,9	+ 0,1	— 1,0	+ 0,4	+ 0,1	— 1,3	+ 0,6	+ 44,0
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	...	— 3,0	—	+ 0,8	...	+ 0,3	— 1,9	...	— 1,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 18,1	...	...	— 0,3	— 0,6	+ 17,2	— 0,2	.....	...	...	— 0,1	...	— 0,1	+ 1,1	+ 17,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 15,1	...	+ 0,1	...	...	+ 15,2	+ 0,8	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 16,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 9,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,3	+ 14,5	+ 1,2	+ 1,9	...	+ 2,0	+ 2,2	+ 0,4	+ 6,5	+ 1,2	+ 23,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 74,6	+ 0,3	+ 0,8	+ 1,6	+ 3,0	+ 80,3	+ 13,2	— 2,0	+ 0,1	+ 1,8	+ 2,5	+ 0,8	+ 3,2	+ 3,2	+ 99,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	+ 0,5	...	...	+ 0,1	+ 0,6	— 3,5	+ 0,5	...	+ 2,7	+ 2,2	+ 0,2	+ 5,6	—	+ 2,7
15. Total des créances	+ 99,4	+ 1,7	+ 1,4	+ 2,1	+ 6,9	+111,5	+ 15,5	+ 45,1	— 1,8	+ 18,3	+ 13,4	+ 23,6	+ 98,6	+ 1,0	+226,6
16. Solde des créances et des dettes .	+ 43,8	— 2,5	— 19,8	— 11,2	— 3,1	+ 7,2	— 4,3	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,4	— 2,9	+ 0,1	— 1,2	— 1,7	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers 3
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres intermédiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises											
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	5,6	61,7	73,9	3,2	7,0	-9,1	-8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	5,5	63,5	77,8	4,4	8,9	-9,8	-6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	6,6	66,8	78,6	5,8	9,0	-10,4	-8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,7	72,9	86,7	7,0	10,1	-11,1	-5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	6,0	74,5	88,6	7,2	10,3	-11,1	-9,7
Juin 4	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	-7,7
<i>Nouvelle série 4</i>														
Juin	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	86,8	7,5	10,0	-11,2	-7,9
Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	89,7	6,9	10,6	-11,3	-9,4
Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	-11,4	-9,9
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	101,3	7,0	10,6	-11,2	-10,2
Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,2	104,3	8,9	10,0	-11,3	-10,2
Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,3	105,4	7,8	11,2	-11,3	-11,0
Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	-11,4	-12,0
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	108,8	6,8	12,9	-11,3	-11,9
Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	113,4	7,1	12,1	-11,3	-10,1
Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	116,5	4,2	11,8	-11,3	-12,9
Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	126,8	7,2	12,4	-11,5	-14,2
Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,4	197,4	9,5	119,0	130,8	8,8	13,4	-11,5	-14,7
Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	135,5	5,1	15,2	-11,7	-15,5
Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,5	4,6	15,7	-12,0	-13,9
1967 Mars	326,4	97,7	6,0	...	430,1	90,8	200,5	8,5	136,4	149,3	5,0	15,3	-12,4	-14,0
Juin	347,5	98,9	7,5	...	453,9	92,9	207,9	11,1	140,4	155,8	8,6	17,7	-12,6	-12,1
Septembre	343,2	105,7	6,9	...	455,8	90,9	214,3	11,4	145,6	158,8	3,8	18,8	-13,1	-15,9
Décembre	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,7	13,0	156,9	170,5	4,1	17,5	-13,5	-16,0
1968 Mars	350,0	115,9	7,5	...	473,4	94,5	p 211,8	p 12,9	159,3	175,0	3,8	p 20,0	-14,7	p -14,2
Juin	372,7	118,3	7,9	...	498,9	97,1	p 225,0	p 12,5	166,0	181,2	7,9	p 19,6	-15,3	p -13,9

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIe année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIVe année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXXe année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIIIe année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLIIe année, vol. I, n° 1, janvier 1967, vol. II, n° 8, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ³	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	
2. F.M.I. — Participation	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	
— Prêts ¹	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	2,7	8,0	5,3	8,1	9,9	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	34,9	36,1	36,6	24,2	18,2	
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	...	0,1	3,0	3,1	3,2	3,1	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	130,7	137,8	134,1	135,2	131,0	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	8,8	2,7	6,3	10,0	10,9	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,7	2,6	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	...	0,8	...	0,9	0,4	
b) effets commerciaux	3,5	3,0	3,3	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	2,4	5,0	2,7	2,5	2,3	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	0,1	0,1
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	...	...	...	...	0,8	2,9	0,7	0,3	0,3	2,2	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...	1,4	2,0	0,3	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,5	51,4	54,3	53,8	51,3	46,6	52,3	
TOTAL DE L'ACTIF ...	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	1,0	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	1,2	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	3,6	4,0	3,9	4,4	p 3,9	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	p 0,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	172,4	173,6	170,3	180,9	p 176,6	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	0,3	...	0,7	0,1	...	...	...	...	...	...	0,6	...	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	58,1	56,8	54,3	46,5	p 52,4	
TOTAL DU PASSIF ...	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	28-2-67	31-3-67	30-4-67	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67	30-9-67	31-10-67	30-11-67	31-12-67	31-1-68	29-2-68	31-3-68	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	76,1	76,2	76,2	76,2	76,0	75,9	75,8	75,7	75,6	75,5	74,0	73,0	72,7	70,9	72,5	72,5	75,6	75,9	75,9	76,2
2. F.M.I. — Participation	15,2	15,2	15,3	15,3	15,2	15,2	15,1	15,3	15,2	14,2	14,7	14,5	16,1	16,2	16,3	16,4	18,1	18,1	18,2	18,1
— Prêts ¹	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,9	5,5	5,5
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	5,0	6,9	6,9	6,2	6,8	6,9	3,3	2,7	3,9	...	8,0	6,1	5,0	5,3	6,8	6,2	8,1	10,8	9,3	9,9
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	20,8	21,3	22,4	26,0	29,9	31,7	34,0	34,9	35,4	36,7	36,1	35,4	33,1	36,6	33,3	32,0	24,2	22,7	22,3	18,2
b) en francs belges	1,5	1,7	1,7	0,2	...	...	...	0,1	0,2	3,0	3,0	3,0	3,2	3,1	3,1	3,3	3,2	3,4	3,2	3,1
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	122,1	124,8	126,0	125,9	129,9	131,7	130,2	130,7	132,3	131,4	137,8	134,0	132,1	134,1	134,0	132,4	135,2	136,9	134,4	131,0
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	1,1	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	9,9	9,9	9,3	9,9	10,0	7,5	7,6	8,8	2,8	5,8	2,7	0,3	3,6	6,3	5,5	10,1	10,0	8,5	10,0	10,9
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,8	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,8	2,8	2,7	2,7	2,6	2,6	2,6
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires .....	...	0,8	0,4	...	0,2	1,0	...	...	...	...	0,8	...	0,2	...	...	0,5	0,9	1,6	...	0,4
b) effets commerciaux	3,1	2,3	2,5	2,0	2,4	2,8	2,4	2,4	2,7	2,9	5,0	4,3	3,2	2,7	2,2	2,3	2,5	3,7	2,1	2,3
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	0,3	...	2,0	2,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	1,1	1,4	2,5	2,5	2,0	2,1	1,6	0,3	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	36,0	36,5	37,0	43,3	51,4	51,6	52,9	54,3	54,9	56,0	53,8	52,7	50,4	51,3	51,7	54,1	46,6	42,0	46,0	52,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	208,7	212,2	213,4	221,7	235,0	234,6	233,1	235,9	232,4	235,3	237,9	229,1	227,3	232,3	233,0	237,2	233,0	230,4	230,2	234,6

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	28-2-67	31-3-67	30-4-67	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67	30-9-67	31-10-67	30-11-67	31-12-67	31-1-68	29-2-68	31-3-68	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges ¹	0,3	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,3	0,5	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	1,0	1,0
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,5	0,8	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,5	0,7	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	1,2	1,2
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	3,6	3,5	3,5	3,8	3,8	4,0	4,1	3,6	3,8	4,0	4,0	4,1	4,0	3,9	4,0	4,2	4,4	4,3	3,9	p 3,9	3,9
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	2,2	0,1	0,1	2,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	p 0,1	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	165,4	166,5	168,9	170,1	176,0	174,7	171,2	172,4	169,5	168,1	173,6	168,1	168,7	170,3	173,0	177,3	180,9	179,6	178,4	p 176,6	176,6
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	0,3	0,2	0,6	—	2,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	38,8	39,0	39,9	46,7	54,2	54,7	56,6	58,1	58,1	59,4	56,8	55,7	53,6	54,3	54,7	54,6	46,5	45,4	46,6	p 52,4	52,4
TOTAL DU PASSIF ...	208,7	212,2	213,4	221,7	235,0	234,6	233,1	235,9	232,4	235,3	237,9	229,1	227,3	232,3	233,0	237,2	233,0	230,4	230,2	234,6	234,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,3
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	40,3	39,0	42,9	42,0	44,2	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8	45,4	48,8	49,2	56,7
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,6	5,6	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,7	6,6	6,6	6,5	6,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	0,1	...	0,5	0,1	...	0,1	0,4	...	0,5	0,2	0,5	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,8	0,4	0,2
b) effets commerciaux	0,5	0,6	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,5	1,2	0,5	0,6
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	4,5	3,1	3,0	3,6	4,2	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7	3,6	4,2	4,0	4,6	4,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	54,7	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescote et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ».

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ²	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,5	0,4	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,1	
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,4	3,1	2,2	1,0	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ³	5,9	5,9	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9	6,8	6,5	6,3	6,5	
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	32,5	31,6	33,0	32,8	35,9	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	38,9	41,6	40,1	39,5	39,8	42,8	
b) détenue par les pouvoirs publics	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...	1,0	0,2	—	—	
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	0,9	
TOTAL DU PASSIF ...	54,7	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,4	2,4	2,3	4,1	4,9	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4	7,6	8,2	6,4	7,5	7,7	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5	54,1	52,3	60,1	63,2	79,8	
b) en francs belges	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7	11,5	11,3	13,6	16,2	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	66,1	74,8	74,4	80,1	88,4	108,6	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,4	2,5	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,4	3,7	3,5	3,9	3,8	4,3	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	
b) sur les organismes publics	0,5	0,4	3,0	2,2	1,0	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	
c) sur les banques de dépôts	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,6	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	22,4	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	32,0	37,6	42,0	34,9	p34,8	p 35,5	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	29,6	29,5	29,8	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	38,1	38,9	41,2	44,5	p45,0	p 46,1	
— autres	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	30,5	31,3	33,6	33,2	p33,2	p 33,7	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,3	1,3	2,5	p 2,3	p 3,6	
— autres	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5	1,9	2,3	2,3	p 2,5	p 2,8	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	3,8	3,3	2,5	2,9	2,7	3,9	5,6	6,9	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,3	7,1	5,9	6,9	6,9	7,4	6,6	
b) effets commerciaux	32,8	34,4	37,6	38,3	40,0	39,7	41,4	40,4	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,4	55,5	56,5	58,3	60,9	64,6	67,5	68,9	
c) avances	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,8	1,8	2,3	2,6	3,1	3,2	p 3,1	p 4,1	
— autres	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	1,8	2,0	2,2	2,2	2,7	3,9	p 4,4	p 3,5	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	4,7	6,4	6,8	4,2	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,1	...	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	3,3	2,0	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	p14,9	p 16,0	
— autres	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	1,6	2,1	2,1	2,0	p 2,0	p 2,0	
D. Autres	31,2	31,4	31,7	31,0	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	46,0	49,0	47,1	54,1	48,6	50,1	p57,3	p 62,6	
TOTAL DE L'ACTIF ...	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,9	

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2	84,1	85,3	89,3	94,8	110,2	
b) en francs belges ¹	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3	28,7	29,8	31,9	36,2	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2	110,4	114,0	119,1	126,7	146,4	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...	0,3	
c) envers les banques de dépôts	3,7	5,9	4,6	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,7	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3	107,8	113,1	114,8	118,1	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	
— dépôts en devises	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	—	—	
b) envers les parastatutaires de crédit	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	45,5	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6	71,3	74,7	76,3	80,4	
TOTAL DU PASSIF ...	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,9	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁴	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	
2. F.M.I. — Participation	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	
3. Obligations	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	2,5	2,5	2,4	4,2	5,0	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	12,3	14,4	12,0	14,7	13,3	16,4	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	69,8	84,0	87,2	96,2	99,8	104,0	
b) en francs belges	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,8	12,0	10,7	11,6	14,3	16,7	19,4	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	193,9	190,9	204,7	206,2	218,2	223,0	244,4	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	
b) sur les organismes publics	0,6	0,4	3,1	2,3	1,1	1,1	6,6	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	2,4	1,0	1,6	5,9	3,1	0,8	
c) sur les banques de dépôts	3,9	7,4	5,0	5,3	4,5	5,1	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	5,6	6,9	7,3	8,1	10,5	10,9	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'État :																						
a) à un an au plus	72,6	71,5	74,9	77,6	80,3	79,4	82,4	80,0	83,9	86,5	84,9	83,9	88,3	82,5	92,1	88,6	94,4	96,2	86,4	p 90,3	p 102,2	(7)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	37,5	37,4	37,8	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5	49,5	47,1	47,3	48,3	50,5	54,0	p 54,3	p 55,2	(7)
— autres	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6	63,5	64,7	64,5	65,3	67,6	67,2	p 67,2	p 67,7	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	(8)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,4	1,6	1,8	1,8	2,8	p 2,8	p 4,1	(8)
— autres	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5	1,9	2,3	2,2	p 2,5	p 2,8	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	3,9	3,8	4,6	3,0	3,6	4,6	6,1	6,9	6,4	9,7	8,7	8,1	9,1	8,8	11,7	8,0	6,3	7,3	8,5	7,8	7,7	(9)
b) effets commerciaux	35,8	36,4	41,8	41,9	43,7	42,9	44,4	43,3	45,5	44,4	49,0	48,3	50,4	51,6	59,9	59,0	60,8	63,8	70,8	70,7	72,0	(9)
c) avances	37,3	39,8	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	(9)
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,2	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,8	1,8	2,3	2,7	3,1	3,2	p 3,2	p 4,2	(14)
— autres	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,7	2,3	3,0	2,9	3,3	4,4	p 4,7	p 3,7	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ³	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	7,2	8,8	5,1	4,6	5,0	8,6	6,8	4,3	—	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,1	0,2	1,0	0,2	0,1	1,9	0,4	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	1,5	1,0	1,0	2,4	2,9	1,3	3,3	2,0	(12)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	p 14,9	p 16,1	(12)
— autres	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,5	1,5	1,7	2,2	2,2	2,1	p 2,1	p 2,1	(12)
D. Autres	69,1	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	77,4	84,5	81,0	82,4	81,2	82,4	85,0	92,3	87,3	109,1	107,1	107,9	p 113,2	p 113,9	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	479,1	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,5	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle
le la rubrique est comprise¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.³ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique « D. Autres ».⁴ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68		
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																							
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																							
a) en monnaies étrangères	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2	84,5	85,7	89,3	94,8	110,2		
b) en francs belges ¹	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,7	27,1	29,4	31,6	33,5	37,0		
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,1	111,8	115,3	121,1	128,5	147,4		
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																							
1. Pièces et billets ²	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8		
2. Autres :																							
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,3	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5	0,2	0,4	
c) envers les banques de dépôts :																							
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
— autres	4,3	6,4	10,0	8,9	5,6	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	9,0	15,7	16,1	11,4		
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																							
1. Monnaie fiduciaire ³	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	179,2	180,1	176,6	187,4	(1)	
2. Monnaie scripturale :																							
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	108,6	105,5	112,0	110,6	116,1	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,0	149,2	148,2	153,0	155,0	161,3	(1)	
b) détenue par les pouvoirs publics	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	(1)	
3. Liquidités quasi monétaires :																							
a) détenues par les entreprises et particuliers :																							
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	(2)	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	(2)	
— dépôts en devises	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	(3)	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(4)
4. Emprunts obligataires	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	(13)	
5. Autres :																							
a) envers le Fonds des Rentes ⁵	0,3	...	...	...	...	...	...	0,3	0,5	1,5	0,1	...	...	...	...	...	...	3,0	0,2	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	(12)	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
<i>D. Autres</i>	80,4	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	129,4	131,5	131,4	127,8	(14)	
TOTAL DU PASSIF ...	479,1	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,5		

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le « D. Autres » est comprise (6)

¹ Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. *Organismes publics monétaires* : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

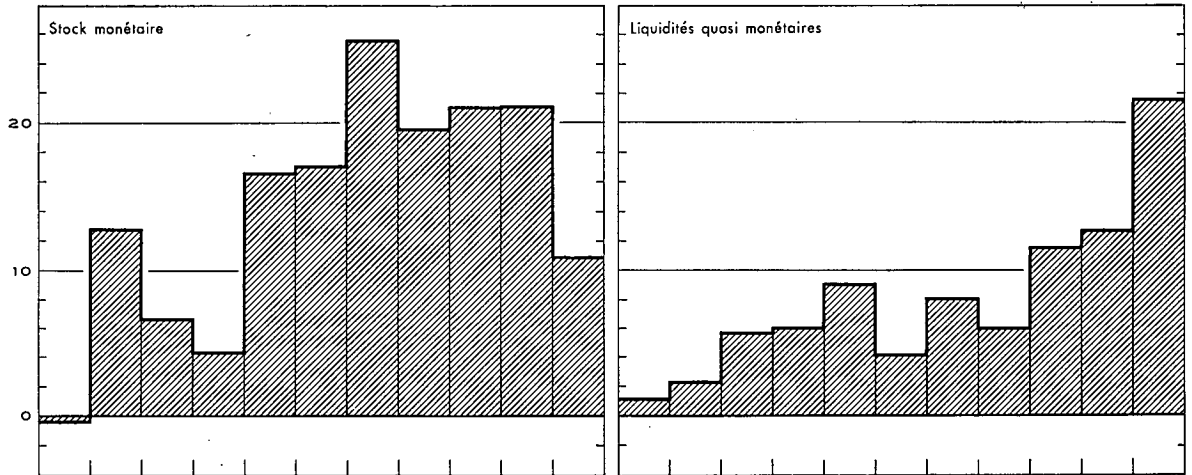
⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou « D. Autres ». *Organismes publics monétaires* : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique « D. Autres ».

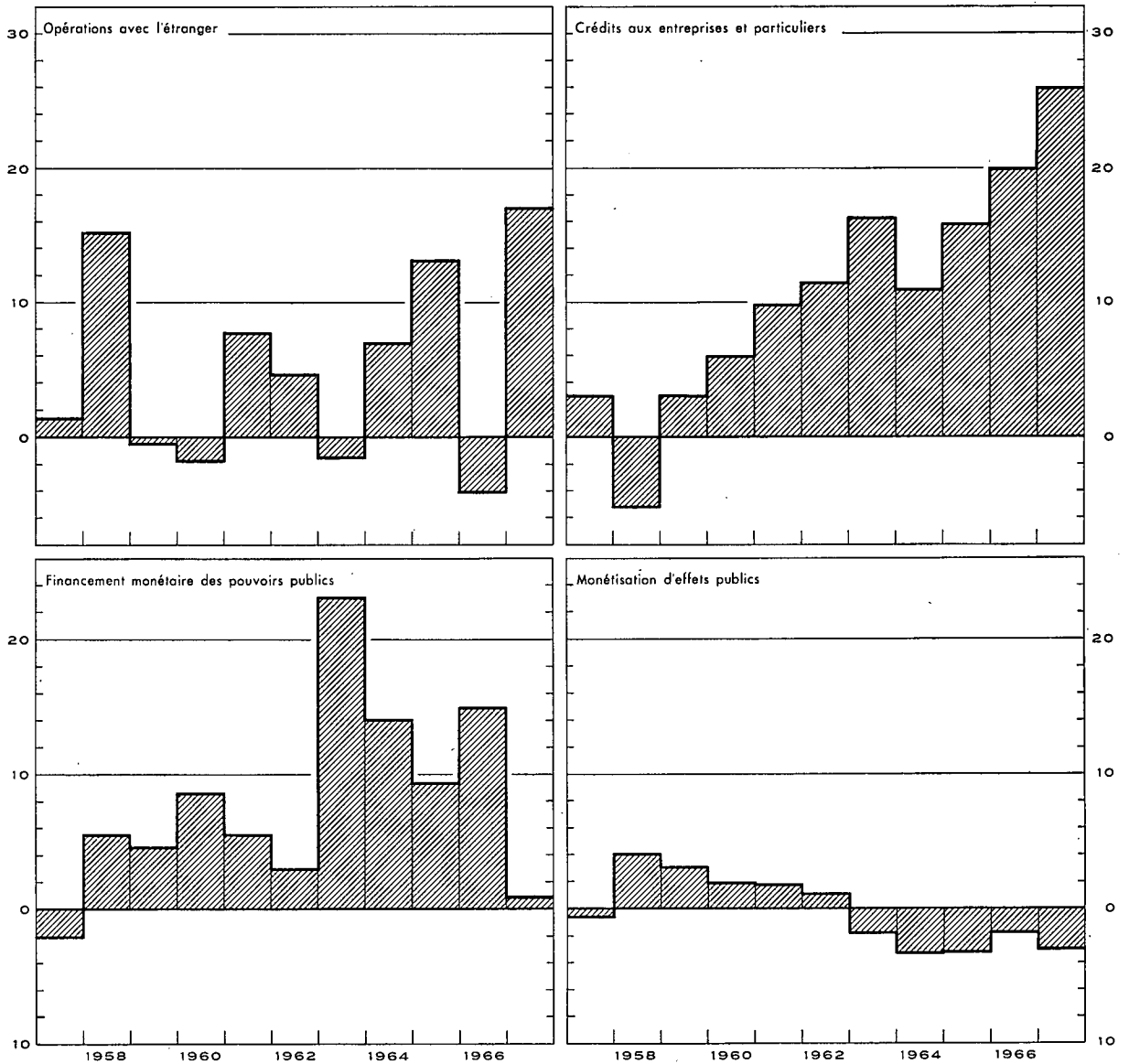
XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES

(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 3	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
						(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,3	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,5	- 0,1	- 4,0
2 ^e trimestre	+10,6	+ 1,4	+ 12,0	- 0,1	+ 3,8	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 1,9	- 2,2	- 2,0	+ 2,9	+ 0,7	+ 0,1	- 1,8	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 0,7	- 0,1	- 1,6
4 ^e trimestre	+11,0	+ 2,7	+ 13,7	- 2,6	+ 7,8	+ 0,5	+ 1,1	+ 7,3	+ 0,8	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	- 0,1	- 0,3
Total ...	+25,6	+ 8,2	+ 33,8	- 1,4	+ 16,4	- 0,1	+ 1,3	+ 23,5	- 0,3	- 1,6	- 0,1	+ 1,4	- 0,4	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 3,8	- 1,4	- 4,2	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,2
2 ^e trimestre	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,0	+ 1,1	+ 0,8	+ 5,8	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,0	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	- 0,1	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,6	+ 1,5	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,3	- 2,3	...	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,1	- 2,2	+ 1,4	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,4
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 7,9	+ 1,4	- 2,3	+ 3,6	+ 1,5	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 15,9	- 1,2	- 1,6	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,3	+ 0,3	- 0,8	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,0	+ 1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 ^{er} trimestre	-13,1	+ 9,0	- 4,1	+ 4,9	+ 4,8	- 0,3	- 3,4	- 2,7	- 3,9	- 1,1	- 1,7	- 0,3	- 0,4	...
2 ^e trimestre	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,6	- 0,9	- 2,4	+ 9,6	+ 2,2	- 0,3	+ 0,8	+ 1,0	- 0,3	+ 2,0
3 ^e trimestre	- 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,9	- 2,4	+ 2,2	- 0,6	+ 0,3	- 0,5	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	- 3,4
4 ^e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 11,7	+ 0,9	- 0,3	- 5,1	+ 1,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	- 0,6
Total ...	+11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 26,0	- 2,7	- 3,9	+ 1,2	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,0
1968 1 ^{er} trimestre	- 0,5	+ 7,1	+ 6,6	p - 0,1	+ 4,5	- 1,9	- 2,2	p + 4,4	p - 0,2	p - 1,4	...	p + 2,6	- 1,1	p + 2,0
2 ^e trimestre	+22,7	+ 2,7	+ 25,4	p + 2,3	+ 6,1	+ 1,3	+ 0,6	p + 17,9	p - 0,5	p + 0,6	- 1,1	p - 0,3	- 0,6	p - 0,9

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — 3 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Stock de monnaie scripturale	Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Total			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Juin	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Décembre	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Juin	7,2	179,7	182,8	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,5	52,6
Juillet	7,3	178,7	181,7	11,7	0,3	43,0	102,7	146,0	157,7	339,4	53,5
Août	7,3	175,2	178,2	13,2	0,3	40,9	104,6	145,8	159,0	337,2	52,8
Septembre	7,3	176,0	179,3	15,8	0,3	39,6	108,2	148,1	163,9	343,2	52,2
Octobre	6,9	173,3	176,0	13,6	0,4	42,6	105,9	148,9	162,5	338,5	52,0
Novembre	6,9	172,1	174,6	15,3	0,2	40,3	110,7	151,2	166,5	341,1	51,2
Décembre	6,8	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968 Janvier	6,9	172,2	174,5	14,9	0,3	43,7	107,6	151,6	166,5	341,0	51,2
Février	6,9	172,8	175,1	15,7	0,3	40,0	106,8	147,1	162,8	337,9	51,8
Mars	6,9	174,2	176,6	18,4	0,4	39,3	115,3	155,0	173,4	350,0	50,5
Avril	6,8	177,1	179,4	18,6	0,3	46,0	111,3	157,6	176,2	355,6	50,4
Mai	6,8	181,5	183,7	21,5	0,3	41,1	115,7	157,1	178,6	362,3	50,7
Juin	6,8	185,3	187,4	24,0	0,4	42,4	118,5	161,3	185,3	372,7	50,3
Juillet	6,8	183,9	186,1	18,2	0,3	43,6	113,2	157,1	175,3	361,4	51,5
Août	6,9	182,3	185,0	20,6	0,3	41,3	114,6	156,2	176,8	361,8	51,1

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (6) - (7) - (8) - (9)	(11)	(12)	
1959 Année	72,3 ^{6,7}	- 1,6	70,7 ^{6,7}	- 6,1 ^{6,7}	+ 2,0	- 4,1 ^{6,7}	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁶	74,8 ⁶	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	- 14,9 ⁸	77,8 ⁸	+ 12,2	- 10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 Année	91,0	- 10,5	80,5	- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre .	95,4	- 11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (e)	98,6	- 14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
<i>Nouvelle série</i> ⁹												
2 ^e trimestre .	98,6	- 15,4	83,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3 ^e trimestre .	99,6	- 18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre .	102,2	- 23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+ 11,2	- 10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre .	101,8	- 23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre .	103,2	- 23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre .	105,2	- 24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,5	+ 0,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,3	+ 1,9
4 ^e trimestre .	114,8	- 26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9
				+ 12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+ 10,7
1965 1 ^{er} trimestre .	113,3	- 26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7
2 ^e trimestre .	120,4	- 28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre .	120,0	- 29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6
4 ^e trimestre .	122,8	- 28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+ 13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre .	119,7	- 26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre .	123,0	- 29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2
3 ^e trimestre .	121,8	- 32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2
4 ^e trimestre .	124,5	- 35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967 1 ^{er} trimestre .	124,0	- 33,2	90,8	- 0,5	+ 2,3	+ 1,8	- 2,4	- 0,4	- 0,3	+ 4,9	+ 0,9	+ 2,7
2 ^e trimestre .	129,3	- 36,4	92,9	+ 5,3	- 3,1	+ 2,2	- 2,4	...	- 0,9	+ 5,5	- 1,6	+ 0,6
3 ^e trimestre .	130,0	- 39,1	90,9	+ 0,7	- 2,8	- 2,1	- 2,4	- 0,1	- 2,4	+ 2,8	+ 2,8	+ 0,7
4 ^e trimestre .	136,9	- 39,8	97,1	+ 6,9	- 0,7	+ 6,2	+ 1,4	...	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 5,6
				+ 12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+ 17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968 1 ^{er} trimestre .	133,4	- 38,9	94,5	- 3,5	+ 0,9	- 2,6	p- 0,6	p ...	- 1,9	p- 0,1	p+ 0,6	p- 2,0
2 ^e trimestre .	134,5	- 37,4	97,1	+ 1,1	+ 1,5	+ 2,6	p- 1,0	p ...	+ 1,3	p+ 2,3	p- 0,4	p+ 2,2

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1959, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968 des variations des effets publics luxembourgeois détenus par la Banque Nationale de Belgique [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6.21 et 6.22.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été rattachée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique insérée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général
	Financements spécifiques					Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4	Total			Crédits de caisse 4	Autres 5		
1964 Mars	8,6	6,5	11,1	9,7	63,6	99,5	13,0	4,3	1,8	19,1	118,6
Juin	9,6	6,8	12,1	9,9	64,5	102,9	13,8	4,3	1,5	19,6	122,5
Septembre	10,3	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0
Décembre	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965 Mars	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9
Juin	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5
Septembre	12,2	7,4	12,8	11,3	71,3	115,0	15,5	7,0	1,9	24,4	139,4
Décembre	13,7	8,2	12,8	12,2	75,8	122,7	18,0	7,2	3,1	28,3	151,0
1966 Mars	13,8	8,0	13,0	12,0	78,3	125,1	17,9	8,1	2,7	28,7	153,8
Juin	15,0	8,6	13,4	12,4	80,0	129,4	17,9	7,7	2,5	28,1	157,5
Septembre	16,5	8,9	13,7	11,4	83,8	134,3	18,2	7,6	2,5	28,3	162,6
Décembre ⁵	18,2	9,2	14,1	13,2	87,9	142,6	19,6	6,7	2,5	28,8	171,4
1967 Mars	20,0	9,2	14,1	11,9	92,3	147,5	19,6	7,4	2,2	29,2	176,7
Juin	22,1	10,4	15,0	11,7	95,2	154,4	21,8	7,3	3,6	32,7	187,1
Septembre ⁵	22,3	10,5	15,1	11,5	98,2	157,6	22,3	6,7	3,1	32,1	189,7
Décembre ⁵	22,8	11,5	15,5	13,4	105,1	168,3	23,7	6,9	3,9	34,5	202,8
1968 Mars ⁵	23,8	11,6	16,3	13,8	107,3	172,8	25,1	8,2	4,2	37,5	210,3
Juin ⁵	25,0	12,1	18,2	13,3	111,2	179,8	26,7	9,1	4,5	40,3	220,1

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1966 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 5 ans ou plus, à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1964 Mars	9,9	46,1	43,5	99,5	6,9	7,9	14,8	3,0	38,2	43,5	84,7	—
Juin	10,3	47,8	44,8	102,9	7,5	7,8	15,3	2,8	40,0	44,8	87,6	—
Septembre	9,5	48,0	46,9	104,4	5,5	8,4	13,9	4,0	39,6	46,9	90,5	—
Décembre	10,3	48,7	47,8	106,8	4,7	7,4	12,1	5,6	41,3	47,8	94,7	—
1965 Mars	9,9	48,5	48,3	106,7	3,0	8,2	11,2	6,9	40,3	48,3	95,5	—
Juin	10,6	50,7	50,4	111,7	4,8	7,6	12,4	5,8	43,1	50,4	99,3	—
Septembre	11,7	50,6	52,7	115,0	2,1	8,6	10,7	9,6	42,0	52,7	104,3	—
Décembre	12,6	55,3	54,8	122,7	7,0	9,8	16,8	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966 Mars	12,3	55,3	57,5	125,1	4,7	9,9	14,6	7,6	45,4	57,5	110,5	—
Juin	12,6	57,3	59,5	129,4	5,2	10,1	15,3	7,4	47,2	59,5	114,1	—
Septembre	11,7	57,9	64,7	134,3	4,7	9,5	14,2	7,0	48,4	64,7	120,1	—
Décembre 3	13,8	65,5	63,3	142,6	6,4	10,3	16,7	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 Mars	12,3	65,7	69,5	147,5	5,1	9,4	14,5	7,2	56,3	69,5	133,0	0,1
Juin	12,0	69,1	73,3	154,4	6,0	11,0	17,0	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1
Septembre 3	11,2	71,9	74,5	157,6	4,3	11,0	15,3	6,9	60,9	74,5	142,3	0,1
Décembre 3	12,7	77,9	77,7	168,3	5,8	13,4	19,2	6,9	64,5	77,7	149,1	0,2
1968 Mars 3	12,7	79,3	80,8	172,8	5,3	11,9	17,2	7,4	67,4	80,8	155,6	...
Juin 3	11,6	82,0	86,2	179,8	5,0	13,1	18,1	6,6	68,9	86,2	161,7	0,1
B. Crédits à l'étranger												
1964 Mars	9,6	5,2	4,3	19,1	7,1	1,7	8,8	2,5	3,5	4,3	10,3	—
Juin	10,4	4,9	4,3	19,6	7,4	1,8	9,2	3,0	3,1	4,3	10,4	—
Septembre	9,9	5,0	4,7	19,6	6,3	1,6	7,9	3,6	3,4	4,7	11,7	—
Décembre	11,0	6,2	4,0	21,2	6,2	2,4	8,6	4,8	3,8	4,0	12,6	—
1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	6,2	2,3	8,5	5,6	4,0	5,1	14,7	—
Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	8,3	2,6	10,9	4,3	3,8	5,8	13,9	—
Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	7,5	2,6	10,1	4,3	4,2	5,8	14,3	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	7,8	2,5	10,3	6,3	4,4	7,7	18,4	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	9,2	2,7	11,9	4,6	4,2	7,4	16,2	0,1
Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	7,6	2,4	10,0	6,0	4,8	7,5	18,3	0,1
Décembre 3	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1
Septembre 3	16,0	9,7	6,4	32,1	7,8	3,9	11,7	8,2	5,8	6,4	20,4	0,1
Décembre 3	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968 Mars 3	16,9	12,9	7,7	37,5	9,4	5,4	14,8	7,5	7,5	7,7	22,7	0,1
Juin 3	17,5	14,1	8,7	40,3	9,8	6,4	16,2	7,7	7,7	8,7	24,1	0,1
C. Total												
1964 Mars	19,5	51,3	47,8	118,6	14,0	9,6	23,6	5,5	41,7	47,8	95,0	—
Juin	20,7	52,7	49,1	122,5	14,9	9,6	24,5	5,8	43,1	49,1	98,0	—
Septembre	19,4	53,0	51,6	124,0	11,8	10,0	21,8	7,6	43,0	51,6	102,2	—
Décembre	21,3	54,9	51,8	128,0	10,9	9,8	20,7	10,4	45,1	51,8	107,3	—
1965 Mars	21,7	54,8	53,4	129,9	9,2	10,5	19,7	12,5	44,3	53,4	110,2	—
Juin	23,2	57,1	56,2	136,5	13,1	10,2	23,3	10,1	46,9	56,2	113,2	—
Septembre	23,5	57,4	58,5	139,4	9,6	11,2	20,8	13,9	46,2	58,5	118,6	—
Décembre	27,0	62,6	61,4	151,0	16,2	12,7	28,9	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 Mars	26,4	62,2	65,2	153,8	12,5	12,4	24,9	13,9	49,8	65,2	128,9	0,1
Juin	26,4	64,2	66,9	157,5	14,4	12,8	27,2	12,0	51,4	66,9	130,3	0,1
Septembre	25,3	65,1	72,2	162,6	12,3	11,9	24,2	13,0	53,2	72,2	138,4	0,1
Décembre 3	28,8	73,1	69,5	171,4	15,8	12,9	28,7	13,0	60,2	69,5	142,7	0,2
1967 Mars	26,6	74,2	75,9	176,7	14,0	12,1	26,1	12,6	62,1	75,9	150,6	0,2
Juin	28,4	78,7	80,0	187,1	14,9	14,5	29,4	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2
Septembre 3	27,2	81,6	80,9	189,7	12,1	14,9	27,0	15,1	66,7	80,9	162,7	0,2
Décembre 3	29,5	89,2	84,1	202,8	16,2	18,4	34,6	13,3	70,8	84,1	168,2	0,3
1968 Mars 3	29,6	92,2	88,5	210,3	14,7	17,3	32,0	14,9	74,9	88,5	178,3	0,1
Juin 3	29,1	96,1	94,9	220,1	14,8	19,5	34,3	14,3	76,6	94,9	185,8	0,2

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de Réescampte et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER,
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1964 Mars	1,8	...	1,8	...	1,2	1,2	...	3,0	...	3,0
Juin	1,4	...	1,4	0,9	1,9	2,8	0,9	3,3	...	4,2
Septembre	1,0	...	1,0	0,6	1,8	2,4	0,6	2,8	...	3,4
Décembre	1,7	...	1,7	0,1	0,9	1,0	0,1	2,6	...	2,7
1965 Mars	2,1	...	2,1	...	0,3	0,3	...	2,4	...	2,4
Juin	1,7	...	1,7	0,2	0,4	0,6	0,2	2,1	...	2,3
Septembre	1,5	...	1,5	...	0,6	0,6	...	2,1	...	2,1
Décembre	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	2,9	...	5,6
1966 Mars	1,7	...	1,7	0,2	0,8	1,0	0,2	2,5	...	2,7
Juin	1,4	...	1,4	1,7	1,4	3,1	1,7	2,8	...	4,5
Septembre	1,2	...	1,2	1,7	1,9	3,6	1,7	3,1	...	4,8
Décembre ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,3	0,2	2,5	...	2,7
Septembre ¹	1,2	...	1,2	...	1,1	1,1	...	2,3	...	2,3
Décembre ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	...	0,6	0,6	...	2,8	...	2,8
Juin ¹	1,4	...	1,4	0,9	1,2	2,1	0,9	2,6	...	3,5
B. Crédits à l'étranger										
1964 Mars	...	...	...	3,0	...	3,0	3,0	...	...	3,0
Juin	...	...	...	4,5	0,2	4,7	4,5	0,2	...	4,7
Septembre	...	...	...	4,3	...	4,3	4,3	...	...	4,3
Décembre	...	...	...	4,1	0,2	4,3	4,1	0,2	...	4,3
1965 Mars	...	...	...	1,8	...	1,8	1,8	...	...	1,8
Juin	...	...	...	6,0	0,2	6,2	6,0	0,2	...	6,2
Septembre	...	...	...	2,8	...	2,8	2,8	...	...	2,8
Décembre	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 Mars	...	...	...	4,7	0,2	4,9	4,7	0,2	...	4,9
Juin	...	...	...	6,8	0,6	7,4	6,8	0,6	...	7,4
Septembre	...	...	...	5,8	0,4	6,2	5,8	0,4	...	6,2
Décembre ¹	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars	...	...	...	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
Juin	...	...	...	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
Septembre ¹	...	...	...	2,7	...	2,7	2,7	...	...	2,7
Décembre ¹	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968 Mars ¹	...	...	...	4,8	0,5	5,3	4,8	0,5	...	5,3
Juin ¹	0,1	...	0,1	6,8	1,2	8,0	6,8	1,3	...	8,1
C. Total										
1964 Mars	1,8	...	1,8	3,0	1,2	4,2	3,0	3,0	...	6,0
Juin	1,4	...	1,4	5,4	2,1	7,5	5,4	3,5	...	8,9
Septembre	1,0	...	1,0	4,9	1,8	6,7	4,9	2,8	...	7,7
Décembre	1,7	...	1,7	4,2	1,1	5,3	4,2	2,8	...	7,0
1965 Mars	2,1	...	2,1	1,8	0,3	2,1	1,8	2,4	...	4,2
Juin	1,7	...	1,7	6,2	0,6	6,8	6,2	2,3	...	8,5
Septembre	1,5	...	1,5	2,8	0,6	3,4	2,8	2,1	...	4,9
Décembre	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 Mars	1,7	...	1,7	4,9	1,0	5,9	4,9	2,7	...	7,6
Juin	1,4	...	1,4	8,5	2,0	10,5	8,5	3,4	...	11,9
Septembre	1,2	...	1,2	7,5	2,3	9,8	7,5	3,5	...	11,0
Décembre ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5
Septembre ¹	1,2	...	1,2	2,7	1,1	3,8	2,7	2,3	...	5,0
Décembre ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	4,8	1,1	5,9	4,8	3,3	...	8,1
Juin ¹	1,5	...	1,5	7,7	2,4	10,1	7,7	3,9	...	11,6

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3 (12)
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1964 Mars	9,9	47,9	43,5	101,3	6,8	6,1	12,9	3,1	41,8	43,5	88,4	—
Juin	10,3	49,2	44,8	104,3	6,6	5,5	12,1	3,7	43,7	44,8	92,2	—
Septembre	9,5	49,0	46,9	105,4	4,9	6,2	11,1	4,6	42,8	46,9	94,3	—
Décembre	10,3	50,4	47,8	108,5	4,3	6,0	10,3	6,0	44,4	47,8	98,2	—
1965 Mars	9,9	50,6	48,3	108,8	3,0	7,3	10,3	6,9	43,3	48,3	98,5	—
Juin	10,6	52,4	50,4	113,4	4,2	6,8	11,0	6,4	45,6	50,4	102,4	—
Septembre	11,7	52,1	52,7	116,5	2,0	7,6	9,6	9,7	44,5	52,7	106,9	—
Décembre	12,6	57,1	54,8	124,5	3,9	8,1	12,0	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966 Mars	12,3	57,0	57,5	126,8	4,2	8,6	12,8	8,1	48,4	57,5	114,0	—
Juin	12,6	58,7	59,5	130,8	3,5	8,3	11,8	9,1	50,4	59,5	119,0	—
Septembre	11,7	59,1	64,7	135,5	2,9	7,4	10,3	8,8	51,7	64,7	125,2	—
Décembre 4	13,8	67,4	63,3	144,5	2,2	7,6	9,8	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967 Mars	12,3	67,5	69,5	149,3	4,3	8,7	13,0	8,0	58,8	69,5	136,3	0,1
Juin	12,0	70,5	73,3	155,8	5,7	9,7	15,4	6,3	60,8	73,3	140,4	0,1
Septembre 4	11,2	73,1	74,5	158,8	3,9	9,4	13,3	7,3	63,7	74,5	145,5	0,1
Décembre 4	12,7	80,1	77,7	170,5	4,2	9,5	13,7	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968 Mars 4	12,7	81,5	80,8	175,0	4,9	10,8	15,7	7,8	70,7	80,8	159,3	...
Juin 4	11,6	83,4	86,2	181,2	3,9	11,3	15,2	7,7	72,1	86,2	166,0	0,1

B. Crédits à l'étranger

1964 Mars	9,6	5,2	4,3	19,1	3,9	1,7	5,6	5,7	3,5	4,3	13,5	—
Juin	10,4	4,9	4,3	19,6	2,9	1,6	4,5	7,5	3,3	4,3	15,1	—
Septembre	9,9	5,0	4,7	19,6	1,9	1,6	3,5	8,0	3,4	4,7	16,1	—
Décembre	11,0	6,2	4,0	21,2	2,0	2,2	4,2	9,0	4,0	4,0	17,0	—
1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	4,3	2,2	6,5	7,5	4,1	5,1	16,7	—
Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	2,2	2,3	4,5	10,4	4,1	5,8	20,3	—
Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	4,3	2,5	6,8	7,5	4,3	5,8	17,6	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	2,8	2,3	5,1	11,3	4,6	7,7	23,6	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	2,4	2,1	4,5	11,4	4,8	7,4	23,6	0,1
Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	1,8	2,0	3,8	11,8	5,2	7,5	24,5	0,1
Décembre 4	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	6,4	24,5	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	6,7	27,1	0,1
Septembre 4	16,0	9,7	6,4	32,1	4,3	3,6	7,9	11,7	6,1	6,4	24,2	0,1
Décembre 4	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968 Mars 4	16,9	12,9	7,7	37,5	4,4	4,6	9,0	12,5	8,3	7,7	28,5	0,1
Juin 4	17,5	14,2	8,7	40,4	2,7	4,9	7,6	14,8	9,3	8,7	32,8	0,1

C. Total

1964 Mars	19,5	53,1	47,8	120,4	10,7	7,8	18,5	8,8	45,3	47,8	101,9	—
Juin	20,7	54,1	49,1	123,9	9,5	7,1	16,6	11,2	47,0	49,1	107,3	—
Septembre	19,4	54,0	51,6	125,0	6,8	7,8	14,6	12,6	46,2	51,6	110,4	—
Décembre	21,3	56,6	51,8	129,7	6,3	8,2	14,5	15,0	48,4	51,8	115,2	—
1965 Mars	21,7	56,9	53,4	132,0	7,3	9,5	16,8	14,4	47,4	53,4	115,2	—
Juin	23,2	58,8	56,2	138,2	6,4	9,1	15,5	16,8	49,7	56,2	122,7	—
Septembre	23,5	58,9	58,5	140,9	6,3	10,1	16,4	17,2	48,8	58,5	124,5	—
Décembre	27,0	64,4	61,4	152,8	6,5	10,8	17,3	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966 Mars	26,4	63,9	65,2	155,5	7,0	10,9	17,9	19,4	53,0	65,2	137,6	0,1
Juin	26,4	65,6	66,9	158,9	5,9	10,4	16,3	20,5	55,2	66,9	142,6	0,1
Septembre	25,3	66,3	72,2	163,8	4,7	9,4	14,1	20,6	56,9	72,2	149,7	0,1
Décembre 4	28,8	75,0	69,5	173,3	4,3	9,8	14,1	24,5	65,2	69,5	159,2	0,2
1967 Mars	26,6	76,0	75,9	178,5	6,6	11,1	17,7	20,0	64,9	75,9	160,8	0,2
Juin	28,4	80,1	80,0	188,5	8,5	12,5	21,0	19,9	67,6	80,0	167,5	0,2
Septembre 4	27,2	82,8	80,9	190,9	8,2	13,0	21,2	19,0	69,8	80,9	169,7	0,2
Décembre 4	29,5	91,4	84,1	205,0	7,2	13,6	20,8	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968 Mars 4	29,6	94,4	88,5	212,5	9,3	15,4	24,7	20,3	79,0	88,5	187,8	0,1
Juin 4	29,1	97,6	94,9	221,6	6,6	16,2	22,8	22,5	81,4	94,9	198,8	0,2

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (8) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Réescampte et de Garantie (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963
Monnaies étrangères	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405	36.087
Monnaies étrangères et or à recevoir	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477	12.468
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500	3.000
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	3.509	413	251	118	62	7	—	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189	14.736
— Prêts	—	—	—	—	1.500	3.375	3.375	1.875
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	6	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311	35.521
Effets de commerce	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503	13.834
Avances sur nantissement	51	74	3.022	1.655	625	34	338	345
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575	2.650
Monnaies divisionnaires et d'appoint	617	490	326	247	397	455	302	320
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	2	1	2	1	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197	3.367
Immeubles, matériel et mobilier	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909	1.999
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329
Divers	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640	1.357
	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672
PASSIF								
Billets en circulation	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311	177.482
Comptes courants :								
{ compte ordinaire ...	24	1	5	3	5	18	12	2
{ taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	185	25	27	17	12	14	13	10
{ compte spécial liquidation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	...	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	308	445	387	309	329	394	390	316
Comptes courants divers	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281	3.206
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	249	200	185	126	161	262	128	271
b) autres accords	263	365	413	333	383	217	325	326
<i>Total des engagements à vue ...</i>	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460	181.613
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	1.253	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	18.644	25.376	15.271	32.000	32.707	31.151	42.800	48.218
Caisse de Pensions du Personnel	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329
Divers	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366	2.216
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930	3.077
	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672

N. P. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1967 10 juillet	1968 8 juillet	1967 7 août	1968 5 août	1967 4 septembre	1968 9 septembre	1967 9 octobre	1968 7 octobre
ACTIF								
Encaisse en or	75.953	75.635	75.813	75.933	75.776	75.881	75.671	76.153
Monnaies étrangères	30.716	23.908	33.427	22.609	34.435	21.812	35.742	20.424
Monnaies étrangères et or à recevoir	15.295	13.141	14.720	12.690	14.750	12.639	14.770	21.454
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	3.000	—	3.000	—	3.000	—	3.000
Accords internationaux :								
(Loi des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
b) F.M.I. :								
— Participations	15.176	18.123	15.195	18.134	15.146	18.184	15.291	18.140
— Prêts ¹	1.875	5.875	1.875	5.875	1.875	5.475	1.875	5.475
c) autres accords .....	...	77	...	18	...	...	171	46
Débiteurs pour change et or, à terme ...	29.794	23.890	32.611	22.225	33.613	22.183	34.747	21.819
Effets de commerce	11.321	14.503	8.099	13.869	5.840	10.701	6.776	12.083
Avances sur nantissement	2.357	3.037	2.503	1.363	2.517	2.227	2.524	3.079
Effets publics : (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948 et 15-4-1952) :								
Effets publics belges	9.800	9.700	8.800	8.900	7.525	9.650	3.300	10.400
Effets publics luxembourgeois	—	200	—	200	—	200	—	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	227	339	272	359	286	360	601	379
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	1	1	1	2	1	1	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.367	3.515	3.367	3.514	3.367	3.514	3.366	3.514
Immeubles, matériel et mobilier	1.909	1.999	1.909	1.999	1.909	1.999	1.909	1.999
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	2.142	2.464	2.151	2.467	2.144	2.464	2.163	2.469
Divers	2.419	2.658	1.823	2.354	2.012	2.100	2.110	2.384
Compte d'ordre :	236.352	236.065	236.566	229.510	235.197	226.390	235.017	236.819
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	427	1.040	298	916	856	766	703	560
PASSIF								
Billets en circulation	181.518	188.283	177.872	184.068	176.017	180.810	174.953	180.907
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	1	22	13	1	23	7	11	6
{ taxe exceptionnelle { de conjonct. (Loi { du 12-3-1957) ...	12	9	13	9	12	9	13	9
Banques à l'étranger : comptes ordin.	359	329	317	354	342	319	298	2.088
Comptes courants divers	881	999	2.427	710	1.612	800	1.167	785
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	98	266	82	205	125	138	125	151
b) autres accords	100	143	67	138	148	231	110	193
<i>Total des engagements à vue ...</i>	182.969	190.051	180.791	185.485	178.279	182.314	176.677	184.139
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	45.217	37.257	47.477	35.139	48.524	35.021	49.704	43.427
Caisse de Pensions du Personnel	2.142	2.464	2.151	2.467	2.144	2.464	2.163	2.469
Divers	2.657	2.778	2.780	2.904	2.883	3.076	3.106	3.269
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.967	3.115	2.967	3.115	2.967	3.115	2.967	3.115
Compte d'ordre :	236.352	236.065	236.566	229.510	235.197	226.390	235.017	236.819
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15)	427	1.040	298	916	856	766	703	560

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) ³	Avoirs des particuliers 2 (moyennes mensuelles ou mois)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(milliards de francs)					
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	988	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	998	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1966 4 ^e trimestre	994	58,9	40,8	86,2	187,3	82,4	187,3	543,3	93
1967 1 ^{er} trimestre	995	60,3	41,0	86,1	193,6	89,0	193,6	562,1	94
2 ^e trimestre	995	59,1	41,2	89,6	193,4	89,3	193,4	565,6	93
3 ^e trimestre	998	61,4	41,3	88,8	192,4	89,4	192,4	562,9	93
4 ^e trimestre	1.004	61,4	41,8	91,7	198,5	89,2	198,5	577,8	93
1968 1 ^{er} trimestre	1.004	62,5	42,3	92,6	204,7	94,0	204,7	596,0	94
2 ^e trimestre	1.003	62,0	43,2	98,0	205,2	97,7	205,2	606,1	93
1967 Juin	995	59,5	41,3	91,4	193,3	89,2	193,3	567,2	93
Juillet	996	68,0	41,9	102,8	217,1	103,1	217,1	640,1	93
Août	998	58,7	41,0	83,4	185,4	86,1	185,4	540,2	93
Septembre	1.001	57,6	41,0	80,1	174,6	79,0	174,6	508,3	93
Octobre	1.003	62,0	41,4	92,1	200,6	90,4	200,6	583,7	93
Novembre	1.004	60,6	41,4	89,9	202,4	91,2	202,4	585,8	94
Décembre	1.004	61,5	42,5	93,0	192,5	86,0	192,5	563,9	93
1968 Janvier	1.004	66,0	42,7	101,6	223,8	103,1	223,8	652,3	94
Février	1.004	62,1	42,3	86,8	200,2	92,7	200,2	579,9	94
Mars	1.004	59,4	42,0	89,4	190,2	86,1	190,2	555,8	93
Avril	1.004	62,4	42,6	98,6	204,2	96,1	204,2	603,1	94
Mai	1.003	62,4	43,3	100,5	219,2	105,6	219,2	644,4	93
Juin	1.003	61,3	43,6	95,1	192,1	91,4	192,1	570,7	93
Juillet	1.004	72,7	42,6	116,5	245,1	118,6	245,1	725,2	93
Août	1.006	60,0	41,7	90,3	197,4	93,1	197,4	578,1	94

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1967 31 juillet	1968 31 juillet	1967 31 août	1968 31 août
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	1.252	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	9.683	10.493	10.491	10.583	5.752	5.889	5.379	5.101
Prêts au jour le jour	1.650	3.253	4.743	5.559	4.235	4.803	5.604	3.573
Banquiers	22.926	29.786	41.276	49.380	37.528	64.301	38.279	66.469
Maison-mère, succursales et filiales	6.379	3.203	9.235	10.353	8.759	13.820	9.230	13.196
Autres valeurs à recevoir à court terme	9.559	10.746	15.465	16.506	16.672	20.762	18.714	19.299
Portefeuille-effets	84.885	91.587	106.751	118.984	114.991	122.215	120.363	127.858
a) Effets publics	32.375	34.175	39.162	41.099	46.592	40.842	50.029	45.577
b) Effets commerciaux ²	52.510	57.412	67.589	77.885	68.399	81.373	70.334	82.281
Reports et avances sur titres	1.149	1.348	1.245	1.516	1.310	1.565	1.295	1.494
Débiteurs par acceptations	21.292	26.938	28.785	29.484	27.291	28.334	26.722	28.462
Débiteurs divers	50.802	60.186	68.329	82.733	81.595	95.148	80.692	96.997
Portefeuille-titres	74.789	86.447	94.289	110.154	101.716	122.939	103.265	123.274
a) Valeurs de la réserve légale	605	705	789	833	831	904	832	904
b) Fonds publics belges	69.307	80.181	87.264	102.140	94.014	111.637	95.189	111.397
c) Fonds publics étrangers	601	1.354	1.896	2.384	2.237	4.820	2.643	5.514
d) Actions de banques	1.868	1.912	1.904	2.195	2.000	2.778	2.000	2.639
e) Autres titres	2.408	2.295	2.436	2.602	2.634	2.800	2.601	2.820
Divers	3.040	3.184	4.021	5.356	4.274	4.628	5.048	4.526
Capital non versé	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total disponible et réalisable ...</i>	287.406	327.171	384.630	440.608	404.123	484.404	414.591	490.249
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	43	68	56	114	71	129	71	132
Immeubles	2.134	2.714	3.021	3.300	3.074	3.430	3.087	3.445
Participations dans les filiales immobilières	73	260	258	283	262	299	262	449
Créances sur les filiales immobilières	60	89	115	77	129	65	129	73
Matériel et mobilier	341	375	457	455	485	469	495	475
<i>Total de l'immobilisé ...</i>	2.651	3.506	3.907	4.229	4.021	4.392	4.044	4.574
Total de l'actif ...	290.057	330.677	388.537	444.837	408.144	488.796	418.635	494.823

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(millions de francs)

1964 31 décembre	10.978	1966 31 décembre	17.828	1967 31 juillet	19.959	1967 31 août	18.594
1965 31 décembre	14.404	1967 31 décembre	23.946	1968 31 juillet	26.225	1968 31 août	25.704

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

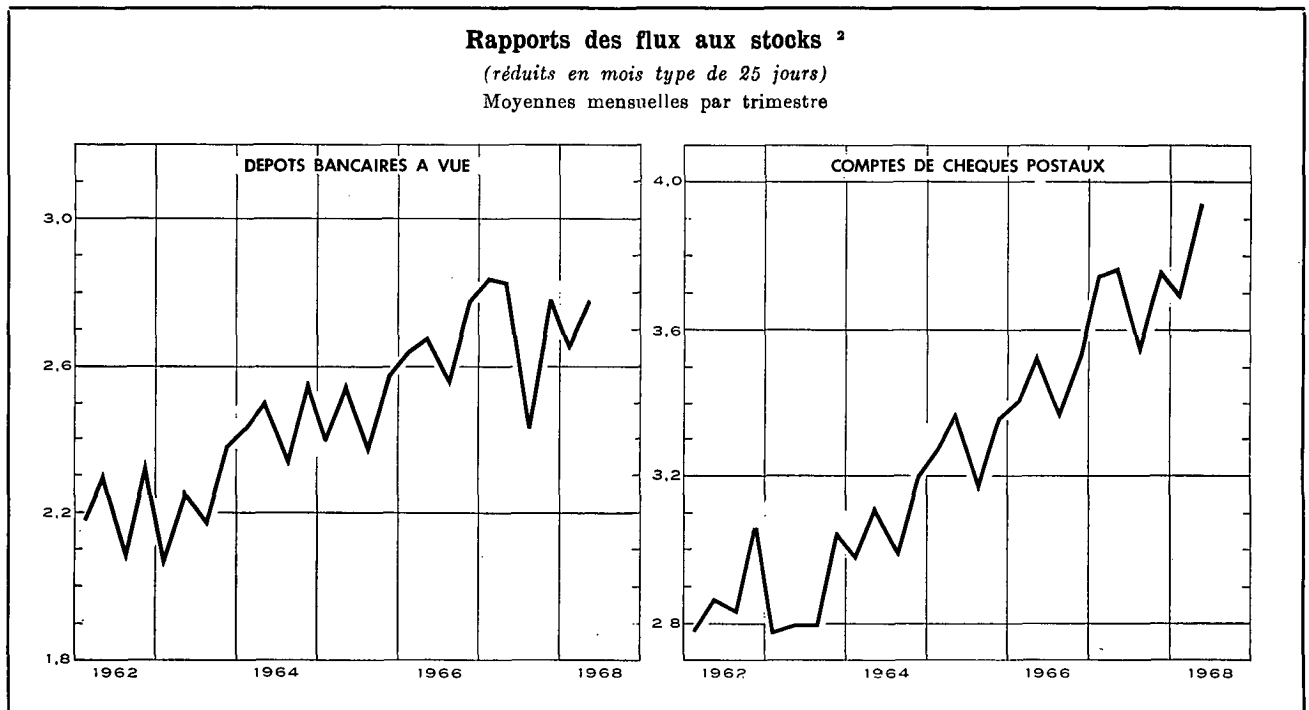
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1967 31 juillet	1968 31 juillet	1967 31 août	1968 31 août
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	698	589	835	784	434	574	469	554
a) Créanciers garantis par des privilèges	—	431	494	493	264	264	250	254
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	—	158	341	291	170	310	219	300
Emprunts au jour le jour	2.420	3.433	3.365	5.733	6.064	9.958	6.778	9.086
a) Garantis par des sûretés réelles	1.214	815	666	1.354	1.587	2.656	1.465	2.859
b) Non garantis par des sûretés réelles	1.206	2.618	2.699	4.379	4.477	7.302	5.313	6.227
Banquiers	51.301	57.426	79.174	94.222	83.459	111.762	87.266	117.553
Maison-mère, succursales et filiales	7.065	6.062	10.297	9.963	8.966	7.113	8.313	7.524
Acceptations	21.292	26.937	28.786	29.486	27.292	28.337	26.723	28.464
Autres valeurs à payer à court terme	5.287	6.578	8.012	7.891	9.610	14.079	11.464	11.813
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.254	1.413	1.107	1.320	1.439	1.639	1.368	1.498
Dépôts et comptes courants	164.568	189.447	213.093	244.383	224.014	261.036	228.698	264.122
a) A vue	86.118	92.774	98.921	109.385	100.023	113.355	100.549	114.413
b) A un mois au plus	9.034	11.847	15.035	16.778	14.231	13.940	14.935	14.318
c) A plus d'un mois	29.915	38.487	46.034	50.820	47.109	55.836	49.569	56.021
d) A plus d'un an	731	1.106	1.364	4.364	4.284	6.424	3.903	6.601
e) A plus de deux ans	3.020	3.031	3.016	3.493	3.345	4.533	3.361	4.613
f) Carnets de dépôts	33.743	40.179	46.800	57.739	53.235	65.042	54.564	66.244
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2.007	2.023	1.923	1.804	1.787	1.906	1.817	1.912
Obligations et bons de caisse	11.380	11.371	11.978	13.546	12.683	15.515	12.898	15.728
Montants à libérer sur titres et participations	991	977	955	941	959	1.105	940	1.107
Divers	7.752	8.030	10.350	13.108	11.290	12.662	11.752	12.334
<i>Total de l'exigible ...</i>	<i>274.008</i>	<i>312.263</i>	<i>367.952</i>	<i>421.377</i>	<i>386.210</i>	<i>463.780</i>	<i>396.669</i>	<i>469.783</i>
C. Non exigible :								
Capital	9.814	11.245	12.461	14.610	13.184	15.992	13.209	16.005
Fonds indisponibles par prime d'émission	1.245	1.949	2.298	2.368	2.298	2.303	2.298	2.314
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	607	705	789	833	832	904	832	904
Réserve disponible	4.197	4.306	4.803	5.425	5.402	5.535	5.404	5.535
Provisions	186	209	234	224	218	282	223	282
<i>Total du non exigible ...</i>	<i>16.049</i>	<i>18.414</i>	<i>20.585</i>	<i>23.460</i>	<i>21.934</i>	<i>25.016</i>	<i>21.966</i>	<i>25.040</i>
Total du passif ...	290.057	330.677	388.537	444.837	408.144	488.796	418.635	494.823

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1966 4 ^e trimestre	203,1	153,6	356,7	2,82	2,78	3,53
1967 1 ^{er} trimestre	206,4	164,5	370,9	2,84	2,84	3,75
2 ^e trimestre	217,8	168,4	386,2	2,82	2,83	3,77
3 ^e trimestre	193,6	156,4	350,0	2,52	2,45	3,57
4 ^e trimestre	223,4	166,4	389,8	2,78	2,78	3,76
1968 1 ^{er} trimestre	216,9	167,2	384,1	2,73	2,66	3,70
2 ^e trimestre	238,2	181,2	419,4	2,74	2,78	r 3,94
1967 Juillet	208,0	169,7	377,7	2,65	2,65	3,82
Août	189,5	153,8	343,3	2,50	2,40	3,60
Septembre	183,4	145,6	329,0	2,40	2,31	3,30
Octobre	215,0	160,8	375,8	2,82	2,71	3,62
Novembre	221,1	176,0	397,1	2,65	2,76	4,07
Décembre	234,3	162,4	396,7	2,87	2,87	3,58
1968 Janvier	221,2	178,4	399,6	2,82	2,71	3,91
Février	215,3	165,6	380,9	2,66	2,66	3,73
Mars	214,4	157,4	371,8	2,72	2,62	3,47
Avril	241,7	176,9	418,6	2,90	2,90	3,84
Mai	239,6	194,2	433,8	2,80	2,80	4,30
Juin	233,2	172,4	405,6	2,52	2,63	r 3,69
Juillet	250,0	180,9	430,9	2,96	2,85	3,92
Août	212,6	160,8	373,4	2,56	2,47	3,65

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1960, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1967	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	—	...	...
1966 Janvier	6.081	2.209	...	425	2.000	7.318	...	—	...	...
Février	6.976	2.271	1.050	...	666	7.307	...	—	370	...
Mars	6.945	3.621	1.950	...	...	8.272	190	—	844	...
Avril	6.969	2.970	...	...	1.588	8.186	...	—	...	...
Mai	7.508	3.092	...	...	135	7.479	...	—	...	...
Juin	7.289	2.306	4.850	...	...	7.618	591	—	2.945	...
Juillet	6.927	2.925	1.150	...	...	5.343	1.332	—	1.031	...
Août	6.826	2.822	3.425	...	...	6.034	673	—	2.989	...
Septembre	7.148	2.894	100	...	...	5.378	724	—	691	...
Octobre	6.911	2.218	800	...	...	5.293	711	—	569	...
Novembre	6.698	2.324	2.400	...	...	5.409	2.272	—	400	...
Décembre	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1967 Janvier	6.044	2.674	...	...	51	5.304	...	—	...	...
Février	6.297	2.294	...	...	...	4.887	323	—	...	...
Mars	6.087	3.735	1.700	...	...	5.306	2.607	—	302	...
Avril	6.060	2.460	1.200	...	1.516	7.826	...	—	...	...
Mai	5.906	2.300	6.300	...	...	8.284	833	—	1.961	...
Juin	5.873	2.890	5.250	...	...	7.195	1.241	—	2.190	...
Juillet	5.314	1.700	...	258	2.300	6.211	...	—	...	...
Août	5.471	2.556	...	154	2.700	7.458	...	—	...	...
Septembre	5.531	2.300	...	598	3.000	7.927	...	—	...	...
Octobre	5.692	2.880	...	...	3.030	8.160	...	—	...	...
Novembre	5.702	1.869	...	2.672	503	7.301	...	—	...	...
Décembre	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	—	...	...

1 Y compris les opérations à réméré.

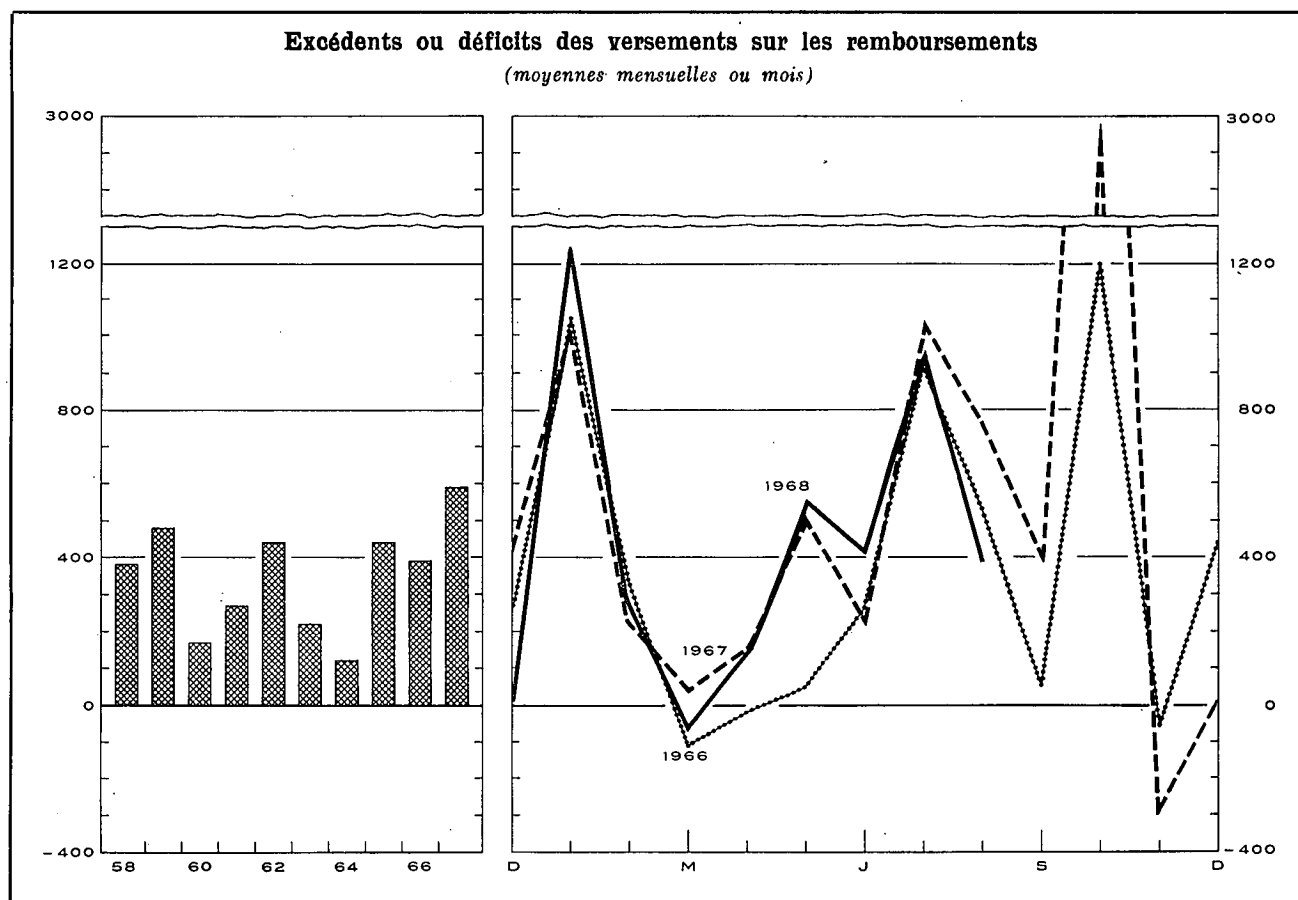
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements 1		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période 2	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	1967	1968	1967	1968
1957	16.783	14.455	2.328	60.144				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980				
1964	28.229	26.757	1.472	102.395				
1965	32.450	27.211	5.239	112.192				
1966	37.449	32.817	4.632	120.322				
1967	45.363	38.295	7.069	131.137				
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
Janvier	4.318	4.558	3.283	3.305	1.035	1.253	121.357	132.389
Février	3.282	3.732	3.090	3.439	192	293	121.549	132.682
Mars	3.506	3.763	3.446	3.808	60	- 45	121.609	132.637
Avril	3.443	3.917	3.293	3.761	150	156	121.759	132.793
Mai	3.503	4.342	3.007	3.779	496	563	122.255	133.356
Juin	3.702	3.971	3.476	3.546	226	425	122.481	133.781
Juillet	3.976	4.733	2.946	3.777	1.030	956	123.511	134.737
Août	3.523	<i>p</i> 3.718	2.768	<i>p</i> 3.327	755	<i>p</i> 391	124.266	<i>p</i> 135.128
Septembre	3.447		3.034		413		124.679	
Octobre	6.399		3.421		2.978		127.657	
Novembre	2.862		3.145		- 283		127.374	
Décembre	3.402		3.385		17		131.137	

1 A partir de 1963, y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.. Pour l'année 1967, les intérêts capitalisés s'élevaient à 3.746 millions de F.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9	0,8
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7	24,8
Avances à l'industrie	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1	12,5
Crédit agricole	—	—	—	0,1	...	0,1
Crédit d'exportation	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9	1,0
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7	3,9
Certificats de Trésorerie	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1	4,8
Prêts au jour le jour	0,8	0,7	0,9	0,9	...	0,5
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	- 1,3	- 0,6
Total des placements provisoires ² ...	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2	47,0
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9	21,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6	20,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5	1,9
Obligations de sociétés belges	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9	6,5
Crédit agricole	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4	4,7
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6	25,8
Total des placements définitifs ² ...	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5	82,6
Intérêts courus et non échus sur placements	1,8	2,0	2,6	3,1	^a	^a
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	6,2	5,9
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2	112,0
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1	5,5
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,1	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5	117,7
Dépôts en comptes courants ⁴	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8	5,6
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6	11,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisés en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprennent les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4	7,3
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5	15,6
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1	1,1
Obligations de sociétés belges	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0	25,0
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9	13,9
Réserves mathématiques ³	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8	12,8
Total ...	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7	26,7

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7	5,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Total ...	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4	8,7
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1	6,5
Fonds de réserve et de participation	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6	2,4
Total ...	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7	8,9

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 ¹	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,6	0,9	...	0,5	0,6	11,1	26,7	81,3
1967	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,8	1,4	...	0,5	0,7	13,2	30,6	93,8
1966 Juin	43,1	15,2	11,4	69,7	6,6	44,1	0,6	51,3	13,4	0,7	...	0,5	0,6	10,0	25,2	76,5
1966 Septembre	44,4	15,7	12,0	72,1	6,9	45,8	0,6	53,3	13,9	0,7	...	0,5	0,5	10,4	26,0	79,3
1966 Décembre	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,6	0,9	...	0,5	0,6	11,1	26,7	81,3
1967 Mars	47,6	17,7	13,1	78,4	6,9	48,7	0,8	56,4	14,1	1,2	...	0,5	0,5	12,2	28,5	84,9
1967 Juin	48,8	18,6	13,7	81,1	8,0	50,7	0,7	59,4	14,0	1,1	...	0,5	0,5	12,5	28,6	88,0
1967 Juin NS ²	47,9	16,1	18,0	82,0												
1967 Juillet	48,4	16,1	18,3	82,8	8,7	52,6	0,7	62,0	14,5	1,2	...	0,5	0,6	12,9	29,7	91,7
1967 Août	49,5	16,4	18,6	84,5												
1967 Septembre	49,8	16,5	19,0	85,3												
1967 Octobre	49,9	16,7	19,3	85,9												
1967 Novembre	50,3	16,9	19,8	87,0	8,0	54,5	0,7	63,2	14,8	1,4	...	0,5	0,7	13,2	30,6	93,8
1967 Décembre	51,8	17,3	20,1	89,2												
1968 Janvier	52,6	17,5	20,3	90,4	9,1	55,8	0,7	65,6	15,9	2,2	...	0,5	1,4	14,1	34,1	99,7
1968 Février	53,5	17,6	20,9	92,0												
1968 Mars	53,2	17,9	21,5	92,6												
1968 Avril	53,3	17,7	21,8	92,8												
1968 Mai	53,9	17,8	22,1	93,8												
1968 Juin	54,6	18,1	22,4	95,1												
1968 Juillet	55,3	18,1	22,8	96,2												

¹ De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

² A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

³ Y compris des certificats émis par le Fonds des Rentes et des emprunts du Fonds des Routes détenus par les caisses d'épargne privées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1962	1963	1964	1965	1966	1967
ACTIF						
En-cours des crédits :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1° garantis par l'Etat	10,9	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2
2° garantis par banques et organismes financiers	7,2	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6
3° dont le risque est à charge de l'Institution	15,7	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9
Crédit de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,6	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	0,3	0,5	0,3
Crédits commerciaux	1,0	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,8	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0
Placements divers à court terme	10,7	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0
PASSIF						
Obligations	37,5	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4
Bons de caisse	7,3	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,1	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,7	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,2	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5

¹ Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total								
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(12)	(13)	(14)				
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471	
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639	
1967	4.427	10.146	2.357	2.027	14.530	350	12.804	13.154	5.803	87.089	8.925	2.400	4.511	53.991	
1966															
Août	4.363	558	130	116	804	11	873	884	4.283	76.345	4.989	1.940	4.863	2.566	
Septembre	4.283	667	204	123	994	34	1.003	1.037	4.240	77.195	5.251	1.958	4.764	2.376	
Octobre	4.240	929	173	163	1.265	40	958	998	4.507	77.463	4.820	1.775	5.297	5.400	
Novembre	4.507	574	160	184	918	11	841	852	4.573	78.192	5.026	2.608	4.092	3.291	
Décembre	4.573	894	70	151	1.115	33	1.228	1.261	4.427	78.755	5.433	2.497	4.576	3.205	
1967															
Janvier	4.427	502	192	99	793	22	856	878	4.342	78.516	5.945	2.259	5.665	7.250	
Février	4.342	719	218	172	1.109	21	904	925	4.526	79.457	6.791	2.715	3.741	3.824	
Mars	4.526	802	199	324	1.325	31	1.256	1.287	4.564	80.258	7.695	2.598	3.904	3.912	
Avril	4.564	787	175	141	1.103	22	784	806	4.861	80.410	7.872	2.005	4.736	3.603	
Mai	4.861	919	101	126	1.146	37	939	976	5.031	81.403	7.886	2.607	3.902	3.560	
Juin	5.031	956	171	192	1.319	30	1.259	1.289	5.061	82.498	7.719	2.565	4.126	3.315	
Juillet	5.061	885	214	127	1.226	14	1.149	1.163	5.124	82.874	8.168	1.814	5.710	6.126	
Août	5.124	651	267	131	1.049	41	823	864	5.309	83.733	8.320	2.228	4.654	3.370	
Septembre	5.309	882	161	116	1.159	18	1.030	1.048	5.420	84.773	8.790	2.427	4.579	4.177	
Octobre	5.420	1.143	183	151	1.477	24	1.333	1.357	5.540	85.172	9.342	1.923	5.348	5.076	
Novembre	5.540	1.077	332	213	1.622	48	1.232	1.280	5.882	86.476	8.624	2.322	4.708	5.491	
Décembre	5.882	823	144	235	1.202	42	1.239	1.281	5.803	87.089	8.925	3.333	3.063	4.287	
1968															
Janvier	5.803	848	256	166	1.270	34	1.196	1.230	5.843	87.088	8.630	2.482	4.427	7.821	
Février	5.843	776	268	177	1.221	29	1.120	1.149	5.915	88.075	9.685	3.312	3.418	4.682	
Mars	5.915	825	157	353	1.335	34	1.301	1.335	5.915	88.988	9.880	3.298	3.729	4.742	
Avril	5.915	884	306	180	1.370	40	892	932	6.353	89.243	10.066	2.607	4.758	5.073	
Mai	6.353	1.184	162	600	1.946	14	1.540	1.554	6.745	90.600	10.353	3.763	3.571	6.589	
Juin	6.745	1.158	87	177	1.422	28	1.230	1.258	6.909	91.810	10.749	3.815	3.346	3.581	
Juillet	6.909	1.039	254	251	1.544	55	1.358	1.413	7.040	92.207	11.138	2.678	4.700	7.800	
Août	7.040	1.151	117	243	1.511	17	1.136	1.153	7.398	93.473	10.980	3.021	4.766	2.750	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	3,1	3,5	3,7	4,2	5,1	1,6	1,7	2,0	2,4	2,5
Prêts hypothécaires	11,4	12,1	14,2	15,4	16,7	3,2	3,6	4,2	4,4	4,8
Prêts sur police	1,3	1,4	1,5	1,6	1,9	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	5,7	5,9	6,2	6,6	7,4	3,6	3,7	3,8	3,9	4,3
Valeurs étrangères	1,5	1,9	1,9	2,0	2,2	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para- stataux de crédit	4,6	5,0	5,1	6,0	6,3	0,8	0,8	0,9	1,1	1,1
Titres des autres organismes parastataux	1,6	1,6	1,9	1,9	2,2	1,1	1,1	1,0	0,9	1,0
Titres des provinces et com- munes	1,8	1,9	1,8	1,5	1,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
Obligations de sociétés belges	8,1	9,0	9,2	10,8	11,4	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8
Actions de sociétés belges ...	2,3	2,9	3,0	3,2	3,3	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7
Total des valeurs mobilières ...	25,7	28,3	29,2	32,1	34,5	7,7	7,9	8,0	8,2	8,7

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Réserves mathématiques ¹	41,7	45,3	49,1	54,1	59,2	12,6	13,6	14,7	15,4	16,5

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1967 1 ^{er} trimestre .	4,98
2 ^e trimestre .	5,12
3 ^e trimestre .	4,49
4 ^e trimestre .	5,03
1968 1 ^{er} trimestre .	4,52
2 ^e trimestre .	4,96
3 ^e trimestre .	5,24

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1966*. — *Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.D.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
I. Particuliers :											
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :											
Caisse d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,3	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7
Banques	2,2	- 0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1
Institutions paraétatiques de crédit	0,5	0,6	- 0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9	4,0
Mutualités	—	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Total ...	8,0	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,2	21,1	22,9	19,8	37,0
Doubles emplois ³ ...	- 0,8	- 0,2	- 0,3	- 2,5	- 0,9	- 2,3	- 5,9	- 1,7	- 0,7	- 0,4	- 8,8
Total net ...	7,2	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,3	19,4	22,2	19,4	28,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :											
Organismes de pensions	1,2	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail .	1,0	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4
Caisses de vacances annuelles	0,2	0,1	0,5	- 0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6
Organismes d'assurance-vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	5,5	4,9	4,6	4,5	7,1	6,1
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7
Total ...	6,6	6,8	7,0	6,7	9,5	8,4	7,8	7,6	8,3	12,5	10,2
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière :</i>											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	12,6	15,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	1,7	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4
Total ...	7,8	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,4	17,5	16,9	23,8	33,5
E. <i>Emissions de capitaux :</i>											
Nouveaux placements du public	11,2	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	20,5	19,8
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 0,7	- 0,7	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	- 1,5	- 0,9	- 0,8	- 1,9	- 1,8	- 1,9
Epargne nette totale ...	32,1	30,4	35,8	46,1	53,4	47,6	50,0	59,5	54,5	74,4	89,8
Amortissements sur habitations ...	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8
Epargne brute totale ...	38,3	36,9	42,9	53,7	61,0	55,4	58,1	68,3	64,1	85,0	101,6
II. Entreprises :											
A. <i>Entreprises privées :</i>											
Epargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	46,4
Epargne brute ...	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	61,4
B. <i>Entreprises publiques autonomes :</i>											
Epargne nette	1,5	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4
Amortissements	2,6	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,7
Epargne brute ...	4,1	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,1
Total général particuliers et entreprises ...											
Epargne nette ...	47,1	45,3	44,8	50,9	64,3	59,4	62,5	70,0	72,0	92,2	105,2
Epargne brute ...	81,0	81,4	83,3	90,5	105,0	103,7	108,5	120,2	126,4	153,2	167,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporains : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes						
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)		(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1961 ⁶	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,2	0,2	1,0	12,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1961	3,6	1,5	2,1	—	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁷	3,5 ⁷	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	5,1	2,5	2,6	3,3
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	5,1	3,1	2,0	0,3
3. Organismes paraétatiques de crédit	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	1,9	3,0	7,7
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,1	6,0	5,8	11,8	0,3	0,2	0,1	11,9
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	1,4	0,5	0,9	0,2
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	1,8	0,7	1,1	2,3
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
	1966	46,4	28,3	18,1	9,8	27,9	13,3	6,1	7,2	35,1

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus de l'année 1966 (« organismes paraétatiques » néant, « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal de Belgique » 0,6 milliard) ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat : en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ En 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée. Cette opération a entraîné le passage de 1,4 milliard de la rubrique des titres non accessibles à tout placeur à celle des titres accessibles à tout placeur.

⁷ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	Rendement pour le porteur		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1967	Janvier	9	Ville de Bruxelles 1967-1977	7,00	99,00	10 ans	2.500	7,17	—	7,14
	Janvier	30	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 ³	100,00	5 a. 7 1/2 m. ou 11 a. 7 1/2 m.	5.800	6,86	6,76	6,92
	Janvier	30	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	7.710	7,08	—	7,06
	Février	20	S.N.C.I. 1967-1977-1987	7,00	99,50	10 ou 20 ans	2.000	—	7,07	7,14
	Mars	22	R.T.T. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	4.000	—	6,85	6,97
	Avril	22	Fonds des Routes 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	6.000	7,08	—	7,06
	Mai	17	S.N.C.B. 1967-1973-1982	6,75 — 7,00 ⁵	99,50	6 ou 15 ans	3.500	6,92	6,85	6,96
	Juin	10	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 ⁶	100,00	5 ans 3 m. ou 11 ans 3 m.	8.960	6,88	6,74	6,91
	Juin	15	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	14 ans 7 1/2 mois	5.330	7,08	—	7,06
	Août	15	Ville de Liège 1967-1972-1977	6,75 — 7,00 ⁷	99,00	5 ou 10 ans	800	—	6,99	7,10
	Septembre	28	C.N.C.P. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	500	—	6,85	6,97
	Octobre	2	Etat belge 1967-1974-1982	6,75 — 7,00 ⁸	100,00	6 ans 4 m. ou 14 ans 4 m.	10.000	6,82	6,75	6,86
	Novembre	6	Ville d'Anvers 1967-1979	7,00	99,50	12 ans	2.000	—	—	7,12
	Décembre	4	Fonds des Routes 1967-1979	6,75	99,50	12 ans	6.000	6,83	—	6,81
							65.100			
1968	Janvier	8	Ville de Gand 1968-1980	6,75	98,25	12 ans	1.000	7,04	—	6,97
	Janvier	11	C.N.C.P. 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	500	—	—	6,93
	Février	7	Etat belge 1968-1978	6,75	99,50	10 ans	10.000	6,84	—	6,82
	Mars	20	Intercom. Autor. E3 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	5.000	6,89	—	6,88
	Avril	16	S.N.C.B. 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.500	6,79	—	6,78
	Mai	13	Ville d'Anvers 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.000	—	—	6,78
	Mai	13	Ville de Liège 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	1.000	—	—	6,78
	Juin	17	Etat belge 1968-1975-1983	6,50 — 6,75 ⁹	99,50	7 ou 15 ans	10.000	6,65	6,59	6,70
	Septembre	9	Etat belge 1968-1974-1980	6,50 — 6,75 ¹⁰	99,50	6 ou 12 ans	8.665	6,68	6,60	6,72
	Septembre	9	Etat belge 1968-1980	6,75	99,25	12 ans	12.185	6,86	—	6,84
	Octobre	24	R.T.T. 1968-1982	6,75	99,00	14 ans	4.500	6,91	—	6,86

- 1 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.
- 2 Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission. Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêt avant retenues fiscales à la source.
- 3 Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 7 1/2 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.
- 4 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 6 dernières années.
- 5 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 9 dernières années.
- 6 Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 3 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.
- 7 Intérêts : 6,75 % pendant les 5 premières années, 7 % pendant les 5 dernières années.
- 8 Intérêts : 6,75 % pendant 6 ans 4 mois, ensuite 7 % pendant 8 ans.
- 9 Intérêts : 6,50 % pendant 7 ans, ensuite 6,75 % pendant les 8 dernières années.
- 10 Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, ensuite 6,75 % pendant les 6 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteur	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

- 1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.
- * Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 2	Dette reprise du Congo 3	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) 2
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libérés des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2.	à moyen et court terme	totale 2					
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966 Août	300,6	7,4	68,1	41,1	417,2	14,6	31,8	46,4	463,6	32,5	496,1	4,0	500,1
Septembre	311,9	7,7	59,0	40,7	419,3	14,6	32,4	47,0	466,3	32,4	498,7	4,0	502,7
Octobre	308,3	7,7	62,7	43,6	422,3	14,5	35,3	49,8	472,1	32,2	504,3	4,0	508,3
Novembre	306,4	7,7	67,7	41,9	423,7	14,4	35,5	49,9	473,6	32,2	505,8	3,9	509,7
Décembre	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967 Janvier	304,0	7,8	68,1	44,6	424,5	14,3	35,4	49,7	474,2	30,9	505,1	3,9	509,0
Février	311,2	7,8	70,4	42,5	431,9	14,2	34,1	48,3	480,2	30,8	511,0	3,8	514,8
Mars	310,2	7,8	73,3	42,7	434,0	14,0	33,9	47,9	481,9	30,8	512,7	3,7	516,4
Avril	308,6	8,0	74,3	44,9	435,8	13,8	33,9	47,7	483,5	32,3	515,8	3,7	519,5
Mai	305,7	8,2	75,0	43,0	431,9	13,8	35,8	49,6	481,5	36,6	518,1	3,7	521,8
Juin	308,3	8,2	69,3	43,0	428,8	13,6	40,9	54,5	483,3	36,0	519,3	3,7	523,0
Juillet	311,8	8,2	58,6	44,8	423,4	13,5	42,0	55,5	478,9	35,3	514,2	3,7	517,9
Août	311,0	8,4	65,0	42,4	426,8	13,3	42,2	55,5	482,3	35,2	517,5	3,6	521,1
Septembre	310,3	8,6	68,0	41,5	428,4	13,2	42,4	55,6	484,0	35,1	519,1	3,5	522,6
Octobre	319,1	8,0	60,1	45,1	432,3	13,1	42,7	55,8	488,1	34,9	523,0	3,5	526,5
Novembre	317,9	8,0	68,3	43,7	437,9	13,0	42,6	55,6	493,5	34,8	528,3	3,5	531,8
Décembre	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968 Janvier	315,4	8,5	63,2	47,5	434,6	12,9	42,5	55,4	490,0	40,4	530,4	3,5	533,9
Février	324,3	8,5	62,7	43,6	439,1	12,7	42,2	54,9	494,0	40,4	534,4	3,4	537,8
Mars	323,7	8,5	67,0	44,1	443,3	12,5	42,2	54,7	498,0	40,2	538,2	3,3	541,5
Avril	322,7	8,5	67,1	48,8	447,1	12,3	42,2	54,5	501,6	40,5	542,1	3,3	545,4
Mai	322,1	8,5	77,6	43,6	451,8	12,3	42,2	54,5	506,3	40,4	546,7	3,3	550,0
Juin	326,4	8,5	75,6	44,3	454,8	12,1	42,2	54,3	509,1	40,3	549,4	3,3	552,7
Juillet	330,3	8,5	60,5	45,3	444,6	12,0	42,2	54,2	498,8	40,2	539,0	3,3	542,3
Août	329,7	8,3	68,1	42,8	448,9	11,8	43,2	55,0	503,9	40,1	544,0	3,2	547,2
Septembre	340,2	9,3	60,3	43,8	453,6	11,7	43,1	54,8	508,4	40,0	548,4	3,1	551,5

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
Etat 2	231,8	238,8	250,8	268,0	277,1	66,6 ³	64,4 ³	64,2 ³	64,8 ³	65,8 ³	298,4 ³	303,2 ³	315,0 ³	332,8 ³	342,9 ³
Organismes publics de crédit non monétaires 4	106,1	113,2	120,0	132,3	144,5	21,9	23,1	25,0	27,0	29,3	128,0	136,3	145,0	159,3	173,8
Paraétatiques d'exploitation	26,5	28,3	28,3	27,6	29,8	6,5	6,2	6,5	7,9	9,1	33,0	34,5	34,8	35,5	38,9
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	9,8	11,7	13,2	15,0	16,8	9,8	11,7	13,2	15,0	16,8
Secteur public non compris ailleurs	26,8	27,2	26,5	30,3	36,5	10,6	11,1	13,1	14,1	14,5	37,4	38,3	39,6	44,4	51,0
Total ...	391,2	407,5	425,6	458,2	487,9	115,4	116,5	122,0	128,8	135,5	506,6	524,0	547,6	587,0	623,4
Pour mémoire : Titres congolais et Titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion 5	10,1	10,1	10,1	11,4	11,5	0,8	0,8	0,8	—	—	10,9	10,9	10,9	11,4	11,5

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises, particuliers, Etranger	212,2	214,2	229,0	245,5	265,0	5,8	5,4	6,0	6,9	8,7	218,0	219,6	235,0	252,4	273,7
Paraétatiques d'exploitation	3,2	3,5	3,4	3,5	3,6	0,4	0,5	0,2	0,2	0,2	3,6	4,0	3,6	3,7	3,8
Secteur public non compris ailleurs 6	1,7	1,9	1,9	2,1	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,8	2,0	2,0	2,2	2,2
Sécurité sociale	1,7	1,5	2,6	4,8	6,7	0,8	1,2	1,5	1,3	1,6	2,5	2,7	4,1	6,1	8,3
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires 7	49,3	51,7	52,3	61,5	64,7	59,5 ³	58,6 ³	59,3 ³	60,9 ³	62,0 ³	108,8 ³	110,3 ³	111,6 ³	122,4 ³	126,7 ³
Fonds des Rentes	6,9	7,5	5,9	5,4	5,5	—	—	—	—	—	6,9	7,5	5,9	5,4	5,5
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	44,1	48,1	47,0	50,0	51,4	15,8	17,7	19,9	20,9	22,2	59,9	65,8	66,9	70,9	73,6
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	62,4	69,1	73,6	75,4	78,7	30,7	31,7	34,4	37,8	39,6	93,1	100,8	108,0	113,2	118,3
Organismes publics de crédit non monétaires ...	9,7	10,0	9,9	10,0	10,2	2,3	1,3	0,6	0,7	1,1	12,0	11,3	10,5	10,7	11,3
Total ...	391,2	407,5	425,6	458,2	487,9	115,4	116,5	122,0	128,8	135,5	506,6	524,0	547,6	587,0	623,4

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,3 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963, 1964, 1965 et 1966.

4 Y compris les bons de caisse à un an.

5 Années 1961 à 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 ¼ % External Loan of 1958 » ; années 1965 et 1966 : titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

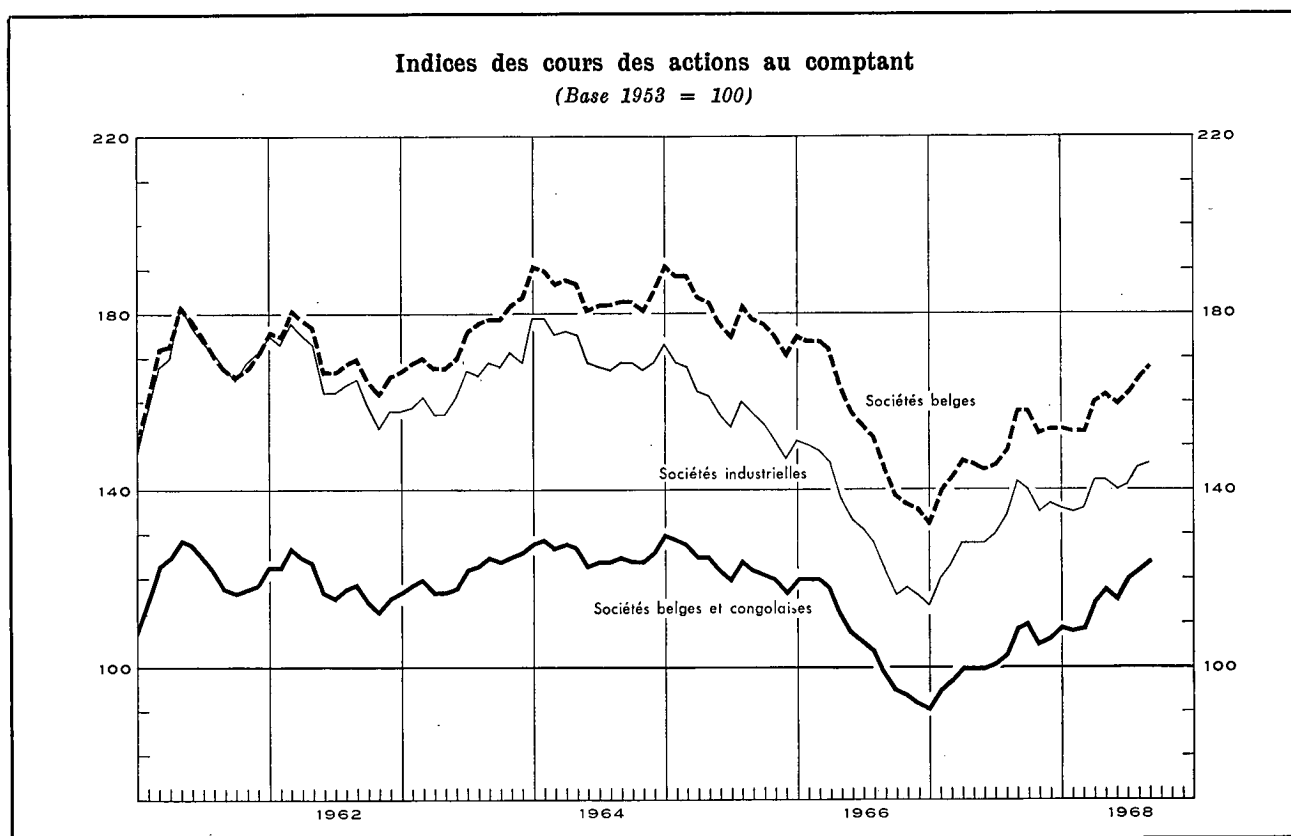
6 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

7 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — XL^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — Statistiques Economiques belges 1950-1960.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités		Indice global du cours des actions						Taux de rendement 3 5					
	moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Au comptant						A terme	Valeurs belges					
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble		Sociétés industrielles	en %				
			(Base 1953 = 100) 2 4											
1958 Moyenne mensuelle ...	70	135	145	137	117	4,6	5,3							
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	3,4	3,4							
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2							
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4							
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4							
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3							
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0							
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5							
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	4,1	4,2							
1967 Moyenne mensuelle ...	81	104	148	130	105	4,2	4,0							
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
Janvier	53	119	91	109	133	154	114	136	89	114	4,7	3,9 ⁶	4,8	4,0 ⁶
Février	68	95	95	108	140	153	120	135	93	120	4,4	4,0	4,5	4,0
Mars	66	144	97	109	143	153	123	136	95	123	4,4	3,8	4,3	3,8
Avril	79	123	100	115	147	160	128	142	98	129	4,3	3,9	4,1	3,8
Mai	84	161	100	118	146	162	128	142	100	139	4,4	3,9	4,1	3,8
Juin	79	143	100	116	145	160	128	140	102	136	4,3	3,9	4,0	3,7
Juillet	65	156	101	120	146	162	130	141	104	145	4,3	3,8	4,0	3,6
Août	75	128	103	122	149	166	134	145	108	146	4,1	3,7	3,8	3,6
Septembre	114	144	109	124	158	168	142	146	113	150	3,9	3,7	3,6	3,6
Octobre	92		110		158		140		118		4,1		3,8	
Novembre	89		106		153		135		115		4,1		3,8	
Décembre	109		107		154		137		114		{ 4,1 3,9 ⁶		{ 3,8 3,9 ⁶	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé au cours à la fin du mois.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	74	11.618	541
1967	50	10.073	7.170	1.939	10,0	1.084	n.d.	n.d.	540

Sociétés financières et immobilières ⁵

1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.232	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.819	38.978	22.978	4.377	349	2.519	156	19.727	1.353
1967	1.862	44.376	26.180	4.395	398	2.824	n.d.	n.d.	n.d.

Industrie des fabrications métalliques

1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.396	21.522	17.264	4.772	923	1.284	163	2.075	113
1967	1.390	23.438	19.235	4.003	1.365	1.307	n.d.	n.d.	139

Métallurgie du fer

1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.253	18.157	550	152	253	23	6.551	434
1967	93	23.949	18.465	770	373	233	n.d.	n.d.	404

Industrie textile

1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.323	781	377	79	321	23
1967	976	13.124	11.415	1.287	695	343	n.d.	n.d.	20

Noter : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.463	1.720	153	742	73	894	61
1967	729	12.907	10.847	2.140	307	793	n.d.	n.d.	59

Industrie chimique

1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
1966	606	20.177	9.751	2.844	414	1.525	96	584	44
1967	607	22.294	10.657	2.737	633	1.492	n.d.	n.d.	38

Electricité

1959	41	17.422	6.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	94	13.281	769
1967	16	14.570	2.152	1.340	5	1.219	n.d.	n.d.	865

Industrie du charbon

1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
1966	30	6.951	1.994	196	586	81	9	282	20
1967	30	7.005	1.824	81	807	69	n.d.	n.d.	19

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶

1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.805	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	57.415	3.197
1966	14.913	231.698	145.645	30.420	5.119	13.491	1.439	60.964	3.790
1967	15.021	242.232	157.585	28.866	7.431	13.233	n.d.	n.d.	n.d.

Notes voir fin du tableau XVII - 2., page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	299	41.447	32.632	3.484	921	2.110	137	1.818	60
1967	278	40.306	32.720	2.711	5.165	2.335	n.d.	n.d.	n.d.

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.125
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	58.512	3.229
1966	15.212	273.145	178.327	33.904	6.040	15.601	1.576	62.782	3.850
1967	15.299	282.538	190.305	31.577	12.596	15.568	n.d.	n.d.	n.d.

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ ⁵

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1966 Janvier	122	2,3	1,4	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	280	3,3	3,2	1,1	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.683	24,9	16,1	4,6	0,4	1,8	0,7
4 premiers mois	4.134	58,5	40,6	8,8	1,4	3,6	1,0
5 premiers mois	7.705	137,8	81,9	17,4	3,1	7,8	1,3
6 premiers mois	9.729	164,1	101,1	22,2	3,8	9,7	1,5
7 premiers mois	10.297	170,7	107,4	23,1	4,0	10,2	1,9
8 premiers mois	10.498	171,9	108,2	23,3	4,0	10,2	2,0
9 premiers mois	10.851	173,9	109,8	23,7	4,1	10,3	2,3
10 premiers mois	11.347	185,8	120,3	24,5	4,3	10,6	2,5
11 premiers mois	11.712	197,1	126,6	25,9	4,4	11,4	2,9
12 mois	12.076	215,2	136,0	28,0	4,5	12,8	3,3
12 mois (avec supplément) ⁶	14.942	230,8	145,6	30,5	5,1	13,5	3,3
1967 Janvier	136	2,8	1,7	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	287	4,4	4,5	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.603	24,6	18,4	4,0	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.242	67,0	47,3	8,0	2,4	3,5	1,0
5 premiers mois	7.653	146,9	84,8	15,4	4,6	7,4	1,4
6 premiers mois	9.661	174,1	106,3	19,8	5,3	9,4	1,6
7 premiers mois	10.283	183,8	114,7	20,9	5,6	10,0	2,0
8 premiers mois	10.483	185,1	115,9	21,0	5,6	10,0	2,1
9 premiers mois	10.811	187,2	117,9	21,5	5,7	10,1	2,4
10 premiers mois	11.299	197,3	126,8	22,6	5,9	10,5	2,6
11 premiers mois	11.640	206,5	132,8	23,9	6,0	11,2	3,0
12 mois	12.012	215,6	140,3	25,0	6,1	11,9	3,5
12 mois (avec supplément) ⁶	15.021	242,2	157,6	28,9	7,4	13,2	3,5

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1966 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	3	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	19	0,6	0,3	...	...	...	...
4 premiers mois	43	2,7	0,7	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	99	8,5	9,6	0,7	0,2	0,4	0,1
6 premiers mois	199	25,9	24,5	2,1	0,8	1,1	0,1
7 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
8 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
9 premiers mois	235	28,3	27,1	2,2	0,9	1,1	0,1
10 premiers mois	249	29,6	27,7	2,2	0,9	1,2	0,1
11 premiers mois	267	32,7	29,3	2,4	0,9	1,3	0,1
12 mois	282	34,4	30,4	2,5	0,9	1,4	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	300	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1
1967 Janvier	2	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	4	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	20	0,7	0,2	0,1	...	...	...
4 premiers mois	41	3,0	0,5	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	88	15,5	11,7	1,8	0,1	1,2	0,1
6 premiers mois	176	23,6	17,4	2,3	0,3	1,6	0,1
7 premiers mois	203	25,5	19,2	2,3	0,3	1,6	0,1
8 premiers mois	204	25,6	19,4	2,3	0,3	1,7	0,1
9 premiers mois	208	26,2	19,7	2,3	0,3	1,7	0,1
10 premiers mois	221	26,7	19,9	2,3	0,3	1,7	0,1
11 premiers mois	237	29,7	21,6	2,5	0,4	1,8	0,1
12 mois	250	30,3	22,1	2,5	0,5	1,8	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	278	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1

C. — Total général ⁴

1966 Janvier	123	2,3	1,6	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	283	3,3	3,4	1,2	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.702	25,5	16,4	4,7	0,4	1,8	0,8
4 premiers mois	4.177	61,2	41,3	8,9	1,5	3,7	1,0
5 premiers mois	7.804	146,3	91,5	18,1	3,3	8,3	1,4
6 premiers mois	9.928	190,0	125,6	24,3	4,6	10,8	1,6
7 premiers mois	10.526	198,9	134,4	25,3	4,9	11,3	2,0
8 premiers mois	10.727	200,1	135,2	25,5	4,9	11,3	2,1
9 premiers mois	11.086	202,2	136,9	25,9	5,0	11,4	2,4
10 premiers mois	11.596	215,4	148,0	26,7	5,2	11,8	2,6
11 premiers mois	11.979	229,8	155,9	28,3	5,3	12,7	3,0
12 mois	12.358	249,6	166,4	30,5	5,4	14,2	3,4
12 mois (avec supplément) ⁶	15.242	272,2	178,3	34,0	6,0	15,6	3,4
1967 Janvier	138	2,9	1,9	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	291	4,5	4,7	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.623	25,3	18,6	4,1	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.283	70,0	47,8	8,1	2,5	3,6	1,0
5 premiers mois	7.741	162,4	96,5	17,2	4,7	8,6	1,5
6 premiers mois	9.837	197,7	123,7	22,1	5,6	11,0	1,7
7 premiers mois	10.486	209,3	133,9	23,2	5,9	11,6	2,1
8 premiers mois	10.687	210,7	135,3	23,3	5,9	11,7	2,2
9 premiers mois	11.019	213,4	137,6	23,8	6,0	11,8	2,5
10 premiers mois	11.520	224,0	146,7	24,9	6,2	12,2	2,7
11 premiers mois	11.877	236,2	154,4	26,4	6,4	13,0	3,1
12 mois	12.262	245,9	162,4	27,5	6,6	13,7	3,6
12 mois (avec supplément) ⁶	15.299	282,5	190,3	31,6	12,6	15,5	3,6

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ Y compris les sociétés de droit congolais converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont pas comprises dans la statistique.

⁶ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	11.042	6.126	2.044	4.082	1.296	5.378	16.420	17.795
1966	29.935	p 13.940	p 3.037	p 2.109	p 928	p 1.922	p 2.850	p 16.790	p 16.144

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	500	40	460	— 5	455	469	463
1966	659	p 10	p 764	p 39	p 725	...	p 725	p 735	p 735

Total général

1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.056	6.626	2.084	4.542	1.291	5.833	16.889	18.258
1966	30.594	p 13.950	p 3.801	p 2.148	p 1.653	p 1.922	p 3.575	p 17.525	p 16.879

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : *Institut National de Statistique* (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : *Commission bancaire + B.N.B.*

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1965 6 premiers mois ...	12.819	3.481	2.985	6.466	495	8	500	508
9 premiers mois ...	15.856	4.835	3.621	8.456	495	8	500	508
12 mois	22.797	7.226	6.126	13.352	540	8	500	508
1966 3 premiers mois ...	7.406	3.603	365	3.968	...	...	450	450
6 premiers mois ...	16.775	5.312	979	6.291	1	...	450	450
9 premiers mois ...	18.823	6.239	1.505	7.744	655	10	450	460
12 mois	29.935	9.715	p 3.037	p12.752	659	10	p 764	p 774
1967 3 premiers mois ...	3.021	1.072	1.313	2.385	...	...	...	...
6 premiers mois ...	16.044	2.345	1.669	4.014	46	15	...	15
9 premiers mois ...	20.505	4.263	1.669	5.932	46	15	...	15
12 mois	33.471	10.099	p 2.374	p12.473	86	15	...	15
1966 Octobre	1.174	359	18	377	...	...	250	250
Novembre	6.951	2.246	1.004	3.250	4	...	...	...
Décembre	2.986	870	118	988	...	...	...	...
1967 Janvier	895	326	31	357	...	...	...	...
Février	835	358	26	384	...	...	...	...
Mars	1.291	388	1.256	1.644	...	...	...	...
Avril	1.226	477	258	735	...	...	...	...
Mai	1.027	365	62	427	31	...	...	...
Juin	10.770	431	36	467	15	15	...	15
Juillet	2.243	593	...	593	...	...	...	...
Août	638	105	...	105	...	...	...	...
Septembre	1.580	1.220	...	1.220	...	...	...	...
Octobre	2.215	860	125	985	...	...	...	...
Novembre	3.910	3.236	580	3.816	...	...	...	...
Décembre	6.841	1.740	...	1.740	40	...	...	...
1968 Janvier	p 1.527	433	...	433	...	...	...	...
Février	p 3.229	3.066	...	3.066	...	...	...	...
Mars	p 3.730	700	400	1.100	...	...	...	...
Avril	p 4.495	2.156	...	2.156	...	...	...	...
Mai	p 6.203	713	...	713	525	...	...	...
Juin	p 17.283	965	...	965	36	...	2.000	2.000
Juillet	p 479	174	...	174	...	...	...	...
Août	p 668	229	...	229	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement (pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4).

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières 1	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	Autres organismes 3	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 4		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.418	1.000	6.431	...
1967 1 ^{er} trimestre	1.944	233	4.021	1.633	426	3.380	759	6.198	...
2 ^e trimestre	2.015	601	3.245	1.694	613	2.614	940	5.861	...
3 ^e trimestre	2.080	1.861	2.851	1.812	95	3.708	1.177	6.792	...
4 ^e trimestre	1.895	1.874	3.094	1.783	...	3.961	1.119	6.863	...
1968 1 ^{er} trimestre	2.604	1.560	3.198	2.050	...	4.599	713	7.362	...
2 ^e trimestre	2.206	1.611	2.952	2.358	95	3.236	1.080	6.769	...
3 ^e trimestre	1.921	1.864	2.701	2.524	301	2.304	1.357	6.486	...
1967 Janvier	2.195	107	4.219	1.285	623	3.830	783	6.521	...
Février	2.290	3	4.093	1.871	576	3.225	714	6.386	...
Mars	1.381	566	3.759	1.765	94	3.071	776	5.706	...
Avril	1.700	628	4.022	1.796	337	3.117	1.100	6.350	...
Mai	1.745	991	3.018	2.150	92	2.651	861	5.754	...
Juin	2.608	171	2.702	1.120	1.429	2.072	860	5.481	...
Juillet	1.779	874	2.641	1.784	282	1.706	1.522	5.294	...
Août	2.514	2.167	2.808	1.727	...	4.573	1.189	7.489	...
Septembre	1.941	2.564	3.113	1.930	...	4.881	807	7.618	...
Octobre	1.378	2.817	2.803	2.085	...	3.846	1.067	6.998	...
Novembre	1.779	1.616	3.482	1.743	...	4.249	885	6.877	...
Décembre	2.524	1.180	3.010	1.519	...	3.797	1.398	6.714	...
1968 Janvier	2.630	1.615	3.239	1.784	...	5.200	500	7.484	...
Février	1.902	1.819	3.236	2.523	...	3.651	783	6.957	...
Mars	3.235	1.263	3.121	1.873	...	4.886	860	7.619	...
Avril	2.445	1.997	2.421	2.406	...	3.286	1.171	6.863	...
Mai	1.798	1.412	3.425	2.604	98	3.066	867	6.635	...
Juin	2.389	1.432	2.994	2.056	188	3.365	1.206	6.815	...
Juillet	1.702	2.364	2.368	2.819	149	1.696	1.770	6.434	...
Août	1.622	1.606	2.918	2.348	61	2.649	1.088	6.146	...
Septembre	2.456	1.613	2.822	2.399	708	2.576	1.208	6.891	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et repris par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

1 Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

4 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'Institut de Récompte et de Garantie ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la Banque Nationale de Belgique ⁴ (4)	
1963	39,3	0,7	14,8	4,7	59,5
1964	47,4	1,2	15,6	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	14,9	4,0	77,4
1966	62,6	0,8	15,6	8,8	87,8
1967	74,2	2,5	17,4	6,8	100,9
1963 3 ^e trimestre	40,7	0,6	14,3	6,0	61,6
4 ^e trimestre	43,8	1,0	14,0	4,9	63,7
1964 1 ^{er} trimestre	45,0	1,1	16,2	4,2	66,5
2 ^e trimestre	46,7	1,3	17,5	4,5	70,0
3 ^e trimestre	46,5	1,4	14,6	8,1	70,6
4 ^e trimestre	51,4	1,0	14,1	4,5	71,0
1965 1 ^{er} trimestre	55,0	1,5	15,2	2,2	73,9
2 ^e trimestre	55,1	1,7	15,8	3,4	76,0
3 ^e trimestre	56,2	2,8	13,9	4,8	77,7
4 ^e trimestre	59,9	1,8	14,8	5,7	82,2
1966 1 ^{er} trimestre	59,5	1,4	17,0	7,0	84,9
2 ^e trimestre	61,2	0,7	16,4	8,8	87,1
3 ^e trimestre	62,3	0,4	14,8	10,1	87,6
4 ^e trimestre	67,5	0,6	14,3	9,2	91,6
1967 1 ^{er} trimestre	70,0	1,5	16,9	8,1	96,5
2 ^e trimestre	74,3	0,6	17,8	7,6	100,3
3 ^e trimestre	73,4	3,8	17,4	6,5	101,1
4 ^e trimestre	79,4	4,0	17,5	4,7	105,6
1968 1 ^{er} trimestre	83,8	2,5	19,9	7,5	113,7
2 ^e trimestre	86,9	1,7	21,6	7,6	117,8

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation) et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au récompte de la Banque Nationale.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la Banque Nationale.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1967 2 ^e trimestre	39	2	174	1.352	404	1.354	578	596	121	1.950	699
3 ^e trimestre	39	3	239	1.304	380	1.307	619	621	127	1.928	746
4 ^e trimestre	39	3	214	1.616	430	1.619	644	716	135	2.335	779
1968 1 ^{er} trimestre	39	3	254	1.640	416	1.643	670	761	135	2.404	805
2 ^e trimestre	39	3	215	1.678	455	1.681	670	818	139	2.499	809
3 ^e trimestre	39	3	221	1.647	480	1.650	701	829	143	2.479	844
1967 Mars	39	3	159	1.311	420	1.314	579	648	128	1.962	707
Avril	39	2	171	1.264	405	1.266	576	617	115	1.883	691
Mai	39	2	168	1.356	422	1.358	590	487	115	1.845	705
Juin	39	2	184	1.435	383	1.437	567	684	134	2.121	701
Juillet	39	3	164	1.270	420	1.273	584	612	130	1.885	714
Août	39	3	280	1.299	381	1.302	661	622	131	1.924	792
Septembre	39	3	272	1.343	338	1.346	610	628	122	1.974	732
Octobre	39	3	240	1.580	434	1.583	674	732	139	2.315	813
Novembre	39	3	199	1.577	423	1.580	622	693	132	2.273	754
Décembre	39	3	204	1.691	433	1.694	637	723	134	2.417	771
1968 Janvier	39	3	284	1.738	439	1.741	723	790	142	2.531	865
Février	39	3	232	1.581	409	1.584	641	745	130	2.329	771
Mars	39	3	246	1.602	400	1.605	646	759	132	2.364	778
Avril	39	3	232	1.696	443	1.699	675	835	139	2.534	814
Mai	39	3	221	1.761	458	1.764	679	851	146	2.615	825
Juin	39	2	191	1.578	464	1.580	655	768	133	2.348	788
Juillet	39	3	230	1.781	533	1.784	763	902	154	2.686	917
Août	39	3	199	1.512	432	1.515	631	755	131	2.270	762
Septembre	39	3	235	1.648	475	1.651	710	830	145	2.481	855

1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours 1	autres effets publics 2
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque					
1962 18 janvier	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre .	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—
27 octobre ...	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50
11 mai	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25
14 septembre .	4,25	4,25	3,75	5,—	5,50	6,—	6,—	—	5,25	5,50	6,—
26 octobre ...	4,—	4,—	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	—	5,—	5,25	5,75
1968 7 mars	3,75	3,75	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,75	5,—	5,50

* Quotité de l'avance au 30 septembre 1968

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours 1 ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

1 Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes 1	A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7			
		1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois	
1961	2,56										
1962	2,14										
1963	2,31	1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1964 8 déc.	5,40	5,55	5,65
1964	3,35	1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1965	3,17	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1966	3,88	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1967	3,19										
1967 Octobre	2,94	1967 Oct. ...	3,90	4,20	4,50	4,90	5,01	1967 14 nov.	5,05	5,10	5,20
Novembre	2,53	Nov. ..	3,85	4,15	4,45	4,85	4,85	12 déc.	5,00	5,10	5,15
Décembre	2,54	Déc. ...	3,80	4,10	4,40	4,90	4,86	1968 9 janv.	5,00	5,10	5,10
1968 Janvier	2,57	1968 Janv. .	3,70	4,00	4,35	4,75	4,82	13 fév.	4,90	5,00	5,00
Février	2,63	Févr. ..	3,40	3,70	4,10	4,50	4,61	12 mars	4,75	4,90	4,90
Mars	2,45	Mars .	3,20	3,55	3,95	4,40	4,40	9 avril	4,65	4,75	4,80
Avril	2,73	Avril .	2,95	3,35	3,75	4,20	4,26	14 mai	4,70	4,75	4,75
Mai	2,78	Mai ...	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	11 juin	4,70	4,75	*
Juin	2,64	Juin ..	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	9 juillet	4,70	4,75	4,75
Juillet	3,22	Juillet .	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	13 août	4,70	*	*
Août	2,79	Août ..	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	10 sept.	4,75	*	4,75
Septembre	2,80	Sept. ..	3,00	3,40	3,80	4,35	4,32	8 oct.	4,85	4,90	4,90

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.) Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8238).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particuliers) 3	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
						jusqu'à 350.000 F	au-delà de 350.000 F
1965	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
						jusqu'à 500.000 F	au-delà de 500.000 F
1967 Juillet	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Août	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Novembre	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Décembre	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
1968 Janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00	3,00	2,00
Février	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00	3,00	2,00
Mars	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00	3,00	2,00
Avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50	3,00	2,00
Mai	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50	3,00	2,00
Juin	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50	3,00	2,00
Août	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50	3,00	2,00

1 Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur.

2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

3 Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1958 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,30 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962					
	Dette unifiée	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ³		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) ²	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ³		Taux moyen pondéré ²
		(rendement eu égard au cours seulement)	Etat	Paraéta-tiques et villes	Etat		Paraéta-tiques et villes	Etat	Paraéta-tiques et villes	Etat		Paraéta-tiques et villes
	4 % 1 ^{re} s.	3,50 à 5,50 %	3 à 5,50 %	4,75 à 5,50 %	3 à 5,50 %	6,25 %	5,50 à 6,50 %	5 à 7 %	3 à 7 %		
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,83	—	—	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49
1967 Juillet	4,06	5,80	5,86	5,92	5,84	5,85	—	—	6,77	6,81	6,82
Août	4,06	5,45	5,63	5,74	5,77	5,63	—	—	6,64	6,73	6,70
Septembre	4,06	5,55	5,59	5,77	5,75	5,65	—	—	6,64	6,72	6,70
Octobre	4,06	5,74	5,57	5,77	5,71	5,71	—	—	6,66	6,76	6,72
Novembre	4,06	5,62	5,63	5,81	5,69	5,68	—	—	6,57	6,74	6,66
Décembre	4,06	5,54	5,59	5,71	5,70	5,62	—	—	6,54	6,69	6,63
1968 Janvier	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	—	—	6,58	6,68	6,64
Février	4,06	5,62	5,49	5,68	5,68	5,63	—	—	6,60	6,68	6,65
Mars	4,06	5,59	5,26	5,54	5,61	5,53	—	—	6,51	6,61	6,57
Avril	4,06	5,46	5,20	5,48	5,56	5,46	6,56	—	6,51	6,60	6,57
Mai	4,06	5,40	5,12	5,46	5,62	5,42	6,51	—	6,47	6,56	6,53
Juin	4,06	5,35	5,15	5,50	5,69	5,42	6,54	6,47	6,44	6,57	6,52
Juillet	4,06	5,49	5,22	5,41	5,64	5,48	6,59	6,52	6,52	6,59	6,57
Août	4,06	5,38	5,17	5,45	5,63	5,42	6,52	6,48	6,45	6,59	6,52
Septembre	4,06	5,58	5,21	5,49	5,64	5,52	6,63	6,58	6,58	6,59	6,60
Octobre	4,06	5,68	5,31	5,66	5,70	5,62	6,58	6,59	6,58	6,64	6,62

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — ² Y compris les emprunts de Sociétés à plus de 5 ans. — ³ Non compris les emprunts perpétuels.
N. B. : — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, n^o 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, n^o 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1959		4,—		4,—		4,—		4,—		3,50		3,50		2		2,—
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—				
Juin													26	6,—		
Septembre .													10	5,50		
Octobre ...													12	5,—		
Novembre .													13	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50				
Mai													6	3,50		
Juillet			17	3,50												
Août													11	4,—		
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50				
Juillet															3	2,50
Novembre .			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars													14	5,25		
Mai	27	5,—									2	5,—				
Juillet							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50					30	5,—		
Février ...	17	4,—														
Mars							16	6,—			15	4,50				
Avril	14	3,50	7	4,—									7	4,50		
Mai	12	3,—					4	5,50								
Juillet ...															10	3,—
Septembre .													28	5,—		
Octobre ...							19	6,—								
Novembre .							9	6,50								
Novembre .			20	4,50			18	8,—					20	6,—		
1968 Janvier ...													22	7,—		
Mars			22	5,—			21	7,50					15	7,50		
Avril			19	5,50												
Juillet ...					4	5,—							2	7,—		
Juillet ...													29	6,50		
Octobre ...			30	5,25												
Septembre .							19	7,—					3	6,—		

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
ACTIF				
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	17.448	20.665	22.415	23.824
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.627	3.370	4.716	5.200
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	2.263	3.096	4.405	4.926
<i>Autres opérations</i>	364	274	311	274
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	630	589	1.471	1.471
Monnaies divisionnaires	28	24	22	30
Comptes courants postaux	911	920	1.135	1.221
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.316	3.546	1.682	3.427
Portefeuille d'escompte	20.007	18.606	19.053	16.010
Effets représentatifs de crédits à court terme :				
<i>Effets escomptés sur la France</i>	7.030	6.173	6.925	7.038
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	575	669	612	141
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	...	...	1.332
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :				
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	} 12.402	6.819	6.188	4.050
<i>Autres crédits à moyen terme</i>		4.945	5.328	3.449
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.220	4.546	6.183	8.840
Avances à 30 jours sur effets publics	72	32	5	12
Avances sur titres	71	88	91	99
Avances sur or .....	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	1.656	1.689	1.465	1.368
Divers	1.468	1.497	1.142	1.373
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647
PASSIF				
Engagements à vue :				
Billets au porteur en circulation	55.781	59.544	64.170	67.627
Comptes créditeurs	3.479	3.668	3.272	3.066
<i>Comptes courants du Trésor public</i> ...	1	...	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	238	426	169	226
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .	1.789	1.807	1.721	1.345
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.451	1.435	1.382	1.495
Capital de la Banque	250	250	250	250
Divers	1.716	1.882	1.460	1.704
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31 décembre	1968 7 mars	1968 4 avril	1968 9 mai	1968 6 juin	1968 4 juillet	1968 8 août	1968 5 septembre
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	25.618	25.162	25.207	25.223	27.424	21.008	19.214	17.835
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	4.683	4.777	4.686	4.699	2.179	1.432	1.471	1.514
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	4.423	4.503	4.410	4.440	1.907	1.216	1.216	1.216
<i>Autres opérations</i>	260	274	276	259	272	216	255	298
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.335	1.335	1.335	1.335	1.290	1.290	1.290
Monnaies divisionnaires	7	21	28	28	16	20	27	17
Comptes courants postaux	1.194	1.071	1.174	1.277	1.435	1.597	2.105	1.084
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.153	3.855	3.855	3.855	2.972	3.855	3.855	3.850
Portefeuille d'escompte	25.185	26.405	24.278	24.102	23.348	28.299	33.906	35.954
Mobilisation de créances sur la France								
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Obligations cautionnées</i>	1.810	3.181	1.564	1.272	...	1.647	1.882	2.144
<i>Effets garantis par l'Office des céréa- les</i> ⁴	1.859	1.329	971	643	379	488	580	749
<i>Autres effets sur la France</i>	7.697	7.748	7.733	7.930	8.636	8.996	10.073	10.713
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	2.565	2.687	2.071	2.110	3.500	4.077	5.620	6.660
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	2.249	1.778	2.034	2.073	2.647	3.227	4.865	4.656
Mobilisation de créances sur l'étranger								
<i>Effets représentatifs de crédits à court terme</i>	4.722	5.453	5.582	5.740	4.002	5.409	6.425	6.325
<i>Effets de mobilisation de créances à moyen terme</i>	4.283	4.229	4.323	4.334	4.184	4.455	4.461	4.707
Effets négociables achetés en France ⁵ .	3.443	415	1.098	3.043	2.768	12.005	8.728	8.053
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	—	—	—	—	—	—	—
Avances sur titres	86	86	103	105	201	121	99	90
Effets en cours de recouvrement	1.638	923	1.044	968	8.158	1.126	888	853
Divers	1.815	1.662	1.682	1.612	4.400	2.228	3.127	3.716
Total ...	78.186	75.484	74.262	76.019	84.008	82.753	84.482	84.028

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	70.508	67.966	66.625	65.972	73.348	72.641	72.751	71.563
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	3.840	3.825	6.321	3.252	4.393	4.464	4.614
Autres comptes créditeurs	1.761	1.476	1.540	1.553	3.604	3.041	3.378	3.591
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	1	...	...	1	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	246	194	184	158	1.361	1.423	1.930	2.291
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.515	1.281	1.355	1.394	2.243	1.618	1.447	1.300
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers	2.061	1.952	2.022	1.923	3.554	2.428	3.639	4.010
Total ...	78.186	75.484	74.262	76.019	84.008	82.753	84.482	84.028

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1986, décret du 29 juillet 1989 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1988.

XX . 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1965 February 28	1966 February 28	1967 February 28	1968 February 28	1967 August 9	1968 August 7	1967 September 6	1968 September 4
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	------------------	------------------	---------------------	---------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.638	2.788	2.888	3.038	3.088	3.238	3.038	3.188
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.650	2.800	2.900	3.050	3.100	3.250	3.050	3.200
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.650	2.800	2.900	3.050	3.100	3.250	3.050	3.200

Notes Issued :								
In Circulation	2.604	2.784	2.869	3.016	3.034	3.194	3.000	3.158
In Banking Department	46	16	31	34	66	56	50	42
Total ...	2.650	2.800	2.900	3.050	3.100	3.250	3.050	3.200

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	233	380	458	526	427	410	439	507
Other Securities :								
Discounts and Advances	72	70	93	88	90	185	91	84
Securities	26	28	27	31	28	31	27	31
Notes	46	16	31	34	66	56	50	42
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	378	495	610	680	612	683	608	665

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	4	4	4	4
Public Deposits	11	13	12	13	10	11	11	14
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	97	201	218	207	221	207	221
Other Deposits :								
Bankers	262	272	268	302	265	295	260	275
Other Accounts	86	94	110	128	111	137	111	136
Total ...	378	495	610	680	612	683	608	665

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1964 December 31	1965 December 31	1966 December 31	1967 December 31	1967 August 9	1968 August 7	1967 September 6	1968 September 4
ASSETS								
Gold certificate account	15.075	13.436	12.674	11.481	12.549	10.026	12.513	10.026
Cash	146	129	298	360	326	357	336	321
Discounts and advances	186	137	173	141	261	514	139	445
Acceptances :								
Bought outright	59	75	69	75	82	54	62	52
Held under repurchase agreement	35	112	124	89	48	74	...	...
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	—	—	34	38	...	44	29	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	6.044	9.100	11.803	15.975	14.176	18.310	13.927	18.863
Certificates .....	...	...	4.351	...	4.353	...	...	...
Notes	25.188	24.828	21.302	26.918	21.737	27.746	26.125	28.205
Bonds	5.274	6.550	6.199	6.087	6.538	6.104	6.555	5.728
Total bought outright ...	36.506	40.478	43.655	48.980	46.804	52.160	46.607	52.796
Held under repurchase agreement	538	290	627	132	...	594	425	...
Total U.S. Government securities ...	37.044	40.768	44.282	49.112	46.804	52.754	47.032	52.796
Total loans and securities	37.324	41.092	44.682	49.455	47.195	53.440	47.262	53.293
Cash items in process of collection	7.190	6.915	7.879	8.465	6.763	7.611	6.593	7.401
Bank premises	102	103	107	112	110	113	110	113
Other assets	552	977	1.418	2.153	1.301	2.069	1.390	1.696
Total assets ...	60.389	62.652	67.058	72.026	68.244	73.616	68.204	72.850

LIABILITIES

Federal Reserve notes	34.659	37.074	39.339	41.642	39.833	42.364	40.031	42.738
Deposits :								
Member bank reserves	18.086	18.447	19.794	20.999	19.741	22.235	20.783	20.854
U.S. Treasurer - general account	820	668	416	1.123	917	358	111	1.041
Foreign	229	150	174	135	116	214	164	149
Other	321	355	588	663	467	467	457	448
Total deposits ...	19.456	19.620	20.972	22.920	21.241	23.274	21.515	22.492
Deferred availability cash items	4.584	4.667	5.369	5.972	5.538	6.095	5.025	5.743
Other liabilities and accrued dividends ...	642	189	238	296	253	386	267	394
Total liabilities ...	59.341	61.550	65.918	70.830	66.865	72.119	66.838	71.367

CAPITAL ACCOUNTS

Capital paid in	524	551	570	598	587	618	588	618
Surplus	524	551	570	598	570	598	570	598
Other capital accounts .....	...	...	...	...	222	281	208	267
Total liabilities and capital accounts ...	60.389	62.652	67.058	72.026	68.244	73.616	68.204	72.850
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	122	144	191	156	296	128	243	138

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1964 31 december	1965 31 december	1966 31 december	1967 31 december	1967 7 augustus	1968 5 augustus	1967 4 september	1968 9 september
ACTIVA								
Goud	6.080	6.327	6.234	6.166	6.236	6.112	6.237	6.113
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.435	1.096	1.119	2.023	1.361	876	1.289	820
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	31	44	53	50	83	290	90	273
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	7	78	203	164	100	84	138
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	346	704	1.139	895	981	1.452	971	1.469
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	16	157	234	283	293	200	260	295
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	14	30	22	20	18	22	23	20
Belegging van kapitaal en reserves	173	164	162	183	191	228	191	229
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	17	15	20	24	17	14	19	12
Totaal ...	8.112	8.544	9.061	9.847	9.344	9.294	9.164	9.369

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	6.927	7.682	8.245	8.558	8.273	8.539	8.313	8.361
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	853	525	437	873	683	328	475	588
's Rijks schatkist	665	394	326	775	609	261	423	530
Banken in Nederland	138	91	76	43	20	18	19	17
Andere ingezetenen	50	40	35	55	54	49	33	41
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	79	64	56	57	69	50	56	49
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	73	57	50	48	39	43	42	42
Andere niet-ingezetenen	6	7	6	9	30	7	14	7
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	14	13	13	13	17	9	15	9
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	165	163	171	209	171	209	171	209
Diverse rekeningen	54	77	119	117	111	139	114	133
Totaal ...	8.112	8.544	9.061	9.847	9.344	9.294	9.164	9.369

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten

65	71	72	34	43	27	41	26
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1964 dicembre	1965 dicembre	1966 dicembre	1967 dicembre	1967 giugno	1968 giugno	1967 luglio	1968 luglio
Oro in cassa	1.000	1.502	1.509	1.500	1.507	1.671	1.504	1.686
Cassa ¹	22	24	35	44	42	34	36	36
Portafoglio ²	764	720	939	1.243	873	977	876	977
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	285	311	664	1.209	716	1.194	685	838
Prorogati pagamenti	51	93	95	...	181	4	...	...
Ufficio italiano dei cambi	2.069	1.982	2.129	2.474	2.191	2.255	2.271	2.267
Disponibilita in divisa all'estero	64	...	—	—	—	—	—	—
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	519	405	619	747	467	706	472	750
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	305	211	241	365	284	381	262	380
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	410	377	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	558	913	537	166	407	376	625	528
Servizi diversi per conto dello Stato	29	33	59	61	58	45	82	65
Spese	88	102	133	157	74	90	77	95
Totale attivo ...	6.164	6.673	7.299	8.305	7.139	8.072	7.229	7.961
Circolazione dei biglietti ⁵	3.914	4.283	4.595	5.126	4.341	4.780	4.447	4.843
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	57	41	62	52	33	36	44	43
Conti correnti liberi	119	157	172	256	169	149	62	60
Conti correnti vincolati	1.459	1.738	1.933	2.162	2.092	2.302	2.174	3.327
Creditori diversi	517	340	391	537	417	700	410	578
C/c servizio tesoreria .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Servizi diversi per conto dello Stato .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	6	7	8	9	8	9	8	9
Fondo di riserva straordinario	3	4	5	6	5	6	6	6
Rendite	89	103	133	157	74	90	78	95
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	6.164	6.673	7.299	8.305	7.139	8.072	7.229	7.961
Depositanti di titoli e valori	4.918	4.991	6.338	7.340	6.320	7.718	6.325	7.122
1 Comprese monete di Stato	2	1	22	24	23	17	24	17
2 Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	363	387	414	441	428	457	429	459
— istituti speciali	279	293	314	335	323	345	320	339
3 Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	282	308	661	1.208	714	1.189	624	832
— privati	2	1	1	1	1	1	1	4
4 Compresi BOT	242	107	108	153	46	117	17	102
5 Compresi biglietti presso il Tesoro	2	2	1	2	2	2	2	n.d.
6 Compresi vaglia e assegni	21	22	27	28	20	20	19	20

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1966 31 Dezember	1967 31 Dezember	1967 7 August	1968 7 August	1967 7 September	1968 6 September
AKTIVA								
Gold	16.731	17.371	16.905	16.647	16.870	17.140	16.872	17.426
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.770	8.111	9.775	10.353	9.281	9.116	9.639	9.756
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	563	892	1.084	1.953	1.696	2.221	1.713	2.711
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	—	—	—	1.000	500	2.200	500	2.700
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.684	3.344	3.256	2.448	2.448	4.341	2.448	4.169
darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.	615	508	420	331	331	243	332	243
b) an Weltbank	1.343	1.446	1.446	1.447	1.446	1.644	1.446	1.644
c) an I.W.F.	720	1.390	1.390	670	670	2.454	670	2.282
Deutsche Scheidemünzen	116	130	166	200	221	234	227	237
Postcheckguthaben	377	409	425	418	191	244	216	194
Inlandswechsel	2.413	4.650	5.031	2.922	4.249	2.546	4.017	3.816
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	307	345	711	...	164	...	273	...
Lombardforderungen	646	696	938	950	130	28	49	27
Kassenkredite	1.212	1.408	1.164	2.220	44	6	19	22
Wertpapiere	1.176	1.151	1.095	2.317	1.091	1.969	1.129	1.793
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	6.081	7.617	7.804	6.438	7.122	6.386	6.786	6.492
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.016	3.001	3.741	3.639	3.767	3.999	3.775	4.031
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	2.953	2.285	2.462	1.534	2.051	1.286	2.051	1.286
Sonstige Aktiva	463	433	357	830	378	453	402	454
	49.508	51.843	54.914	53.869	50.203	52.169	50.116	55.114

PASSIVA

Banknotenumlauf	27.692	29.455	30.770	31.574	29.883	30.439	29.516	31.029
Einlagen von	18.610	18.671	19.784	17.628	16.069	16.906	16.220	19.345
Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...	15.143	16.241	17.386	15.179	13.710	13.867	13.497	15.522
Öffentlichen Einlegern	3.215	2.165	2.109	2.115	2.125	2.780	2.467	3.547
Andere inländischen Einlegern	252	265	289	334	234	259	256	276
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	308	452	552	643	371	542	377	405
Einlagen ausländischer Einleger	257	418	494	506	342	510	344	368
Sonstige	51	34	58	137	29	32	33	37
Rückstellungen	1.260	1.475	1.690	1.925	1.925	2.110	1.925	2.110
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	776	861	963	1.080	1.080	1.180	1.080	1.180
Sonstige Passiva	572	639	863	729	585	702	708	755
	49.508	51.843	54.914	53.869	50.203	52.169	50.116	55.114

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1967 7 août	1968 7 août	1967 7 septembre	1968 6 septembre
ACTIF								
Encaisse or	11.794	13.164	12.297	13.370	12.307	11.253	12.296	11.377
Devises	1.679	853	2.060	1.987	1.477	1.415	1.424	1.257
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	431	429	519	174	174	391	174	361
Portefeuille effets sur la Suisse	163	139	158	142	95	95	91	91
<i>Effets de change</i>	138	130	141	142	95	95	91	91
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	25	9	17	...	...	...	...	...
Avances sur nantissement	78	39	109	86	33	22	16	27
Bons du Trésor étrangers en FS	432	432	432	432	432	1.442	432	1.442
Titres	65	93	182	182	186	181	186	181
<i>pouvant servir de couverture</i>	1	2	...	9	6	17	6	17
<i>autres</i>	64	91	182	173	180	164	180	164
Correspondants :								
<i>en Suisse</i>	92	81	97	87	38	46	52	30
<i>à l'étranger</i>	75	66	82	72	23	19	17	11
<i>à l'étranger</i>	17	15	15	15	15	27	35	19
Autres postes de l'actif	29	33	68	59	74	70	76	84
Total ...	14.763	15.263	15.922	16.519	14.816	14.915	14.747	14.850

PASSIF

Fonds propres	56	57	58	59	59	60	59	60
Billets en circulation	9.722	10.043	10.651	11.327	9.935	10.497	9.947	10.565
Engagements à vue	3.271	3.215	3.431	4.145	3.132	3.461	3.037	3.297
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.908	3.005	2.982	3.811	2.527	2.872	2.512	2.824
<i>Autres engagements à vue</i>	363	210	449	334	605	589	525	473
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	—	690	—	690	—
Engagements à terme	433	602	389	550	600	375	600	375
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	3	20	2	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	243	291	356	438	400	522	414	553
Total ...	14.763	15.263	15.922	16.519	14.816	14.915	14.747	14.850

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1966	31 décembre 1967	31 juillet 1967	31 juillet 1968	31 août 1967	31 août 1968
I. Or en lingots et monnayé	2.583	2.720	2.672	4.015	2.694	4.026
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue .	975	38	55	49	49	43
III. Bons du Trésor réescomptables	70	1.335	678	68	674	71
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	75	72	76	71	75	63
V. Dépôts à terme et avances :	4.108	6.231	4.100	6.314	4.908	6.840
a) à 3 mois au maximum	3.282	5.755	3.374	6.050	3.949	6.566
b) à 3 mois au maximum (or)	3	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	509	440	522	171	863	199
d) de 6 à 9 mois	113	21	140	32	32	13
e) de 9 à 12 mois	123	15	64	61	64	62
f) à plus d'un an	78	—	—	—	—	—
VI. Autres effets et titres :	1.285	1.941	1.531	2.093	1.428	2.029
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	293	295	375	358	377	359
b) de 3 à 6 mois	10	20	16	19	13	23
c) de 6 à 9 mois	94	77	13	13	25	16
d) de 9 à 12 mois	23	11	19	19	7	9
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	639	1.345	870	1.560	727	1.530
b) de 3 à 6 mois	57	83	201	92	232	60
c) de 6 à 9 mois	61	53	12	8	13	8
d) de 9 à 12 mois	69	34	1	...	6	...
e) à plus d'un an	39	23	24	24	28	24
VII. Actifs divers	2	1	1	5	1	12
<i>Total actif ...</i>	9.098	12.338	9.113	12.615	9.829	13.084

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1966	31 décembre 1967	31 juillet 1967	31 juillet 1968	31 août 1967	31 août 1968
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	26	45	45	75	45	75
1. Fonds de Réserve Légale	13	12	12	12	12	12
2. Fonds de Réserve Générale	13	23	23	38	23	38
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	—	10	10	10	10	10
4. Fonds de Réserve Libre	—	—	—	15	—	15
III. Dépôts (or) :	4.303	5.032	3.924	5.262	4.263	5.259
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	34	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	238	183	30	—	30	—
c) de 6 à 9 mois	—	—	90	89	90	90
d) de 3 à 6 mois	84	52	161	121	133	93
e) à 3 mois au maximum	1.163	3.172	1.462	2.654	2.088	2.711
f) à vue	2.254	995	1.704	1.823	1.434	1.789
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	100	17	—	—	—	—
c) de 6 à 9 mois	90	—	—	—	—	—
d) de 3 à 6 mois	86	55	55	—	28	—
e) à 3 mois au maximum	86	375	103	148	138	114
f) à vue	168	183	329	427	322	462
IV. Dépôts (monnaies) :	4.056	6.228	4.125	6.217	4.513	6.685
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	19	13	16	10	17	10
b) de 9 à 12 mois	52	47	—	3	10	46
c) de 6 à 9 mois	105	89	11	6	2	16
d) de 3 à 6 mois	325	377	449	345	326	377
e) à 3 mois au maximum	3.177	5.273	3.050	5.070	3.421	5.575
f) à vue	139	99	128	55	121	18
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	8	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	—	—	8	58	32	24
d) à 3 mois au maximum	209	305	446	654	565	598
e) à vue	30	17	17	15	19	21
V. Effets :	284	573	605	643	588	644
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	4	—	—	474	—	474
d) à 3 mois au maximum	280	573	605	169	588	170
VI. Divers	78	104	58	55	64	59
VII. Comptes de profits et pertes	10	—	—	—	—	—
VIII. Provision	216	231	231	238	231	237
<i>Total passif ...</i>	9.098	12.338	9.113	12.615	9.829	13.084

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

PRINCIPALES ABBREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.C.C.B.R.U.	Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
	B.N.B. Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G. Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P. Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A. Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B. Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
	I.N.S. Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.P. Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
	I.R.G. Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E. Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.P. Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	O.N.D. Office National du Dueroire.
	ONEM Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S. Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
	R.T.B. Radiodiffusion-Télévision Belge.
	R.T.T. Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	R.Y.A. Régie des Voies Aériennes.
	SABENA Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B. Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I. Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.C.Y. Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.
	S.N.D.E. Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Tableau général	VIII - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3
4. Affectation du produit national :		4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
a) Estimations à prix courants	I - 4a	b) Indices du volume	VIII - 4b
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b	5. Orientation géographique	VIII - 5
II. — Emploi et chômage.		IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.	
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
III. — Agriculture et pêche.		X. — Marché des changes.	
1. Production agricole	III - 1	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
IV. — Industrie.		XI. — Finances publiques.	
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4
5. Construction : données annuelles	IV - 5	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
V. — Services.		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964	XII - 1a
1. Transports :		b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965	XII - 1b
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	2. Mouvements des créances et des dettes en 1965 ...	XII - 2
b) Navigation maritime	V - 1b	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964 (totaux sectoriels)	XII - 3a
c) Navigation intérieure	V - 1c	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965 (totaux sectoriels)	XII - 3b
2. Tourisme	V - 2	4. Mouvements des créances et des dettes en 1965 totaux sectoriels)	XII - 4
3. Commerce intérieur :		XIII. — Organismes monétaires.	
a) Indices des ventes	V - 3a	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
b) Ventes à tempérament	V - 3b	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
VI. — Revenus.		a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
VII. — Prix et indices des prix.		d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	4. Stock monétaire	XIII - 4
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
4. a) Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4a	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
b) Indices des prix à la consommation en Belgique ..	VII - 4b	— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7
		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9	XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.	
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10	1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10	2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11	3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
12. Situations globales des banques	XIII - 12	4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite ...	XIX - 4
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13	5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.		XX. — Banques d'émission étrangères.	
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4	1. Taux d'escompte	XX - 1
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :		2. Banque de France (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 2
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a	3. Bank of England	XX - 3
b) Principales rubriques des bilans des Caisses d'Épargne	XIV - 5b	4. Federal Reserve Banks	XX - 4
c) Principales rubriques des bilans de la Caisse de Retraite	XIV - 5c	5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la vie	XIV - 5d	6. Banca d'Italia	XX - 6
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6	7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7	8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8	9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9		
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10	Principales abréviations utilisées.	
XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays	XV	Liste des graphiques :	
XVI. — Emissions et dettes du secteur public.		I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses.	
1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1	II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés.	
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2	IV - 0. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture.	
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3	IV - 2. — Indices de la production industrielle.	
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4	IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	
XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.		VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée.	
1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1	VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique.	
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2	VII - 4. — Indices des prix de détail et des prix à la consommation en Belgique.	
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3	VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
4. Emissions de sociétés — chiffres annuels	XVII - 4	XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice.	
5. Emissions de sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5	XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires.	
XVIII. — Marché monétaire.		XIII - 13. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks.	
1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1	XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts.	
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2	XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant.	
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3		